Révision

PDZA 2024

Plan de développement de la zone agricole

MRC DU VAL-SAINT-FRANÇOIS



Rapport final du PDZA 2024-2029

MRC du Val-Saint-François, remis au Conseil des maires le 17 avril 2024

MRC DU VAL-SAINT-FRANÇOIS

PDZA 2024 2029
MRC DU VAL-SAINT-FRANÇOIS

Participation financière

Ce projet a été financé par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dans le cadre du programme Territoires : priorités bioalimentaires.

MRC DU VAL-SAINT-FRANÇOIS

Québec

TABLE DES MATIÈRES

MOT DU PRÉFET....5

LES COLLABORATRICES ET LES COLLABORATEURS....6

Liste des tableaux....7

Liste des cartes....10

Liste des figures....10

Liste des annexes....11

Liste des acronymes....12

DÉMARCHE DE RÉVISION DU PDZA....14

Bilan et collecte de données....16

Les consultations publiques....17

Tenir compte de nouvelles réalités, de nouveaux concepts et de nouveaux enjeux....20

FAITS SAILLANTS DU BILAN DU PDZA 2016-2021....21

PORTRAIT AGRICOLE DE LA MRC....22

TERRITOIRE DE LA MRC DU VAL-SAINT-FRANÇOIS....24

Le territoire de la MRC du Val-Saint-François dans son ensemble....24

La zone agricole....27

Capital agricole....39

Friches....42

Décision à portée collective....46

Projet d'agrandissement du Mont-Orford....48

PRODUCTION....49

Revenus agricoles bruts totaux par MRC de l'Estrie....49

Nombre d'exploitants par tranche de revenus....50

Nombre d'entreprises par type de production....51

Secteurs de production....53

Nombre d'exploitations agricoles par type de production par municipalité et revenus agricoles bruts totaux par municipalité....56

Production biologique....61

TRANSFORMATION....63

MISE EN MARCHÉ, AGROTOURISME ET ACCÈS AUX ALIMENTS....67

Mise en marché....67

Conseil de l'industrie bioalimentaire de l'Estrie (CIBLE)....69

L'agrotourisme....69

Accès aux aliments....73

SYSTÈME ALIMENTAIRE LOCAL....76

EXPLOITANTES ET EXPLOITANTS, MAIN-D'ŒUVRE, RELÈVE ET AIDE AUX ENTREPRISES..... 78
Âge et sexe des exploitantes et des exploitants agricoles..... 78
Nombre d'heures travaillées par semaine sur l'exploitation..... 80
Autre travail rémunéré..... 82
Main-d'œuvre salariée..... 84
Recrutement de la main-d'œuvre..... 88
Les plans de transfert..... 88
Réseau Agriconseils..... 89
Aide à l'établissement..... 90
Formations..... 90
Aide aux entreprises..... 92
SECTEUR FORESTIER 94
Composition de la forêt..... 95
Les propriétaires et les productrices ou producteurs forestiers..... 96
Les organisations intervenantes de la forêt..... 96
Les activités forestières..... 96
Certification FSC® (Forest Stewardship Council)..... 99
Règlement régional (uniformisé) sur l'abattage d'arbres..... 99
Secteur acéricole..... 103
CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET AGROENVIRONNEMENT..... 105
Quelques études et plans..... 105
Impacts sur les forêts..... 112
Cohortes en agroenvironnement..... 112
Pratiques agroenvironnementales des productrices et des producteurs du Val-Saint-François..... 114
Quantité et qualité de l'eau..... 115
Qualité de l'eau..... 117
Eau souterraine et PACES-Estrie..... 118
SANTÉ PSYCHOLOGIQUE DES PRODUCTRICES ET DES PRODUCTEURS ET TRAVAILLEUSE DE RANG..... 122
DIAGNOSTIC DU PDZA..... 124
Les 9 enjeux agricoles et agroalimentaires du Val-Saint-François..... 125
OBJECTIFS STRATÉGIQUES..... 139
VISION..... 140
MISE EN ŒUVRE..... 141
PLAN D'ACTION..... 144
Chantiers de gouvernance locale..... 147
Chantiers de gouvernance régionale..... 155
RÉFÉRENCES..... 164
ANNEXES..... 168

MOT DU PRÉFET

J'ai le plaisir de vous présenter le deuxième Plan de développement de la zone agricole (PDZA) pour le Val-Saint-François, pour les années 2024 à 2029.

Le premier PDZA (2016-2021) a permis de mettre en place plusieurs initiatives en lien avec le développement des entreprises et des organismes du secteur agricole et agroalimentaire, ainsi que de renforcer le système alimentaire de nos municipalités. De plus, les actrices et acteurs du milieu ont été davantage sensibilisés aux réalités agricoles de notre territoire.

Avec ce nouveau PDZA 2024-2029, nous souhaitons poursuivre l'important travail de développement en cours en y intégrant de nouveaux enjeux de plus en plus importants, comme l'adaptation aux changements climatiques, l'accès à la terre pour la relève et la pénurie de main-d'œuvre.

Ce nouveau plan d'action répond aux besoins du milieu. Plusieurs consultations publiques ont eu lieu où productrices et producteurs, agrotransformatrices et agrotransformateurs, professionnelles et professionnels, expertes et experts, élues et élus comme citoyens et citoyennes ont pu faire part de leurs opinions et propositions de solutions pour améliorer le territoire agricole et le système alimentaire du Val-Saint-François. À la suite de ces nombreuses consultations, des actions concrètes ont été élaborées avec une approche de coconstruction, permettant ainsi de nous doter d'un plan d'action à l'image de notre territoire.

En révisant le portrait agricole de notre MRC, nous avons pu faire des constats très intéressants et évocateurs sur notre dynamisme, nos points forts et nos défis qui nous permettront de poser des actions qui concordent avec les réels besoins et potentiels de développement territorial. Le Val-Saint-François compte près de 500 entreprises agricoles diversifiées et la zone agricole représente 82 % de la superficie totale du territoire. Nous sommes au 4e rang en Estrie quant aux revenus agricoles, au 1er en production ovine et caprine et au 2e en production de foin/fourrage.



Nous souhaitons améliorer la pérennité de nos entreprises et les systèmes alimentaires durables de nos communautés, tout en préservant l'environnement dans lequel nous vivons et nous cohabitons. De la terre à la fourchette, nous devons rester forts et solidaires pour un monde agricole dynamique et inclusif.

Pierre Tétrault
Préfet de la MRC du Val-Saint-François

LES COLLABORATRICES ET LES COLLABORATEURS

Équipe de réalisation de la MRC

Véronique Gagnon — Agente en développement agroalimentaire (rédaction)
Audrey Dassylva — Chargée de projet à la révision du PDZA
Vanessa Latulipe — Adjointe administrative et aux communications
Ana Rosa Mariscal — Agente aux communications et aux relations publiques
Caroline Groulx — Stagiaire aux communications
Mélanie Chartré — Directrice du développement socioéconomique
Marypascal Beauregard — Conseillère aux entreprises
Karine Bonneville — Directrice de l'aménagement et de la gestion du territoire
Julie Poulin — Géomaticienne et conseillère aux cours d'eau
Michaël Lemay — Géomaticien et responsable du service régional des forêts

Consultant

Samuel Comtois, Groupe PleineTerre inc.

Aide à la révision

Marc-Antoine Charrette, révision linguistique
Karine Belzil, conseillère au développement du bioalimentaire régional au MAPAQ
Guillaume Pilon

Graphisme

Ariane Sansoucy-Brouillette, ASB Graphisme

Composition du comité de suivi du PDZA

Mario Côté, maire de Racine
Louis Coutu, maire de Sainte-Anne-de-la-Rochelle
Laurent Tremblay, producteur laitier et président du syndicat local de l'UPA du Val-Saint-François
Pascale Crépeau-Lauzon, productrice maraichère et co-propriétaire de la ferme Racines et chlorophylle
Stéphane Leblanc, Service d'aide aux entreprises (SAE)
Marie-Josée Martel, Agence de mise en valeur de la forêt privée de l'Estrie
Karine Bonneville, directrice de l'Aménagement et la gestion du territoire de la MRC du Val-Saint-François
Félix Normandin, représentant de la relève agricole
Karine Belzil, conseillère au développement du bioalimentaire régional au MAPAQ
Marc Ducharme, directeur du Centre d'aide aux entreprises du Val-St-François (CAE)
Valérie Giguère, Conseillère à la vie syndicale et préventionniste SST à la Fédération de l'UPA-Estrie

Liste des tableaux

Tableau 1 : Collecte de données avant et pendant la démarche de révision du PDZA 2016-2021 16

Tableau 2 : Répartition de la superficie totale du territoire de la MRC du Val-Saint-François par municipalité, pour 2023 24

Tableau 3 : Superficie (en hectares) des différents types d'occupation du territoire de la MRC du Val-Saint-François 25

Tableau 4 : Répartition des différents types d'occupation du territoire dans la zone agricole et dans la zone blanche (en hectares) 27

Tableau 5 : Superficie (en hectares) de la zone agricole attribuée à chaque municipalité de la MRC 29

Tableau 5 : Superficie (en hectares) de la zone agricole attribuée à chaque municipalité de la MRC du Val-Saint-François et proportion de la zone agricole par municipalité 29

Tableau 6 : Répartition de la superficie totale de la zone agricole de la MRC du Val-Saint-François par municipalité selon les superficies en culture ou en couvert forestier 31

Tableau 7 : Proportion de chacun des types d'occupation (culture, forêt, friche ou autres) de la zone agricole pour chaque municipalité par rapport à leur superficie totale respective en zone agricole 32

Tableau 8 : Utilisation des terres dans la MRC du Val-Saint-François, de 2011 à 2021 34

Tableau 9 : Mode d'occupation des terres de la MRC du Val-Saint-François et nombre d'exploitations déclarantes, de 2011 à 2021 35

Tableau 10 : Moyenne de la superficie en culture en hectares par exploitation agricole déclarante dans le Val-Saint-François, de 2011 à 2021 36

Tableau 11 : Fermes classées selon la superficie agricole totale dans la MRC du Val-Saint-François, de 2011 à 2021 37

Tableau 12 : Nombres et superficies des décisions de la CPTAQ d'après les rapports annuels de 2004 à 2021, excluant celui de 2015 38

Tableau 13 : Moyenne du capital agricole par ferme pour la MRC du Val-Saint-François et pour chaque municipalité, de 2011 à 2021 40

Tableau 14 : Variation de la moyenne du capital agricole par ferme pour la MRC du Val-Saint-François et pour chaque municipalité entre 2011 et 2021 41

Tableau 15 : Moyenne du capital agricole total de la MRC et des municipalités par hectare en culture de leur propre zone agricole, pour 2021 42

Tableau 16 : Répartition de la superficie en friche de la zone agricole par municipalité du Val-Saint-François et proportion de cette superficie sur la superficie totale en zone agricole de la MRC 44

Tableau 17 : Résultats des possibles droits de construction obtenus à la suite de la décision à portée collective (décision 360623 de 2009) 47

Tableau 18 : Constructions résidentielles dans la zone agricole du Val-Saint-François, de 2010 à 2021 47

Tableau 19 : Revenus agricoles bruts totaux par MRC de l'Estrie et moyenne des revenus agricoles bruts totaux par exploitation agricole par MRC de l'Estrie, de 2011 à 2021 49

Tableau 20 : Distribution des revenus agricoles bruts totaux des exploitations agricoles du Val-Saint-François selon la tranche de revenus, pour 2021 51

Tableau 21 : Exploitations agricoles classées selon le type de production agricole et variation du nombre d'entreprises par type de production agricole, de 2016 à 2021 52

Tableau 22 : Types de production en nombres ou en superficies dans le Val-Saint-François et variation entre 2016 et 2021 53

Tableau 23 : Superficie cultivée en foin ou culture fourragère pour chaque MRC de l'Estrie entre 2016 et 2021 (en acres) 55

Tableau 24 : Nombre de moutons et d'agneaux élevés par MRC de l'Estrie entre 2016 et 2021 55

Tableau 25 : Nombre de chèvres élevées pour chaque MRC de l'Estrie entre 2016 et 2021 55

Tableau 26 : Nombre d'exploitations agricoles par type de production et par municipalité de la MRC du Val-Saint-François et revenus agricoles bruts totaux par municipalité du Val-Saint-François, de 2011 à 2021 57

Tableau 27 : Portrait des municipalités selon la variation du nombre d'exploitations agricoles par type de production agricole entre 2016 et 2021 et par la variation de leurs revenus agricoles bruts totaux entre 2016 et 2021 60

Tableau 28 : Nombre d'entreprises spécialisées certifiées biologiques ou précertifiées biologiques par municipalité du Val-Saint-François en Estrie, en 2023 61

Tableau 29 : Nombre d'entreprises agricoles déclarantes à certification biologique par type de production (opérations), en 2023 62

Tableau 30 : Nombre d'entreprises agrotransformatrices sur le territoire de la MRC du Val-Saint-François, classées selon la catégorie principale des produits qu'elles transforment, en 2023 63

Tableau 31 : Nombre d'entreprises transformatrices « pures » sur le territoire de la MRC du Val-Saint-François, classées selon la catégorie principale des produits qu'elles transforment, en 2023 64

Tableau 32 : Nombre d'entreprises qui transforment sur le territoire de la MRC du Val-Saint-François, classées selon la catégorie principale des produits qu'elles transforment, en 2023 65

Tableau 33 : Nombre d'exploitations agricoles qui déclarent des ventes directes dans le Val-Saint-François, de 2016 à 2021 69

Tableau 34 : Âge des exploitantes et des exploitants agricoles sur les fermes du Val-Saint-François, de 2011 à 2021 79

Tableau 35 : Nombre d'exploitantes et d'exploitants agricoles dans le Val-Saint-François selon leur sexe, de 2011 à 2021 80

Tableau 36 : Travail à la ferme, en nombre moyen d'heures par semaine pour les exploitantes et les exploitants du Val-Saint-François, de 2011 à 2021 81

Tableau 37 : Nombre d'exploitantes et d'exploitants agricoles dans le Val-Saint-François déclarant avoir un autre travail rémunéré, de 2011 à 2021 83

Tableau 38 : Nombre de fermes qui déclarent avoir de la main-d'œuvre rémunérée et nombre de personnes salariées embauchées au Québec, en Estrie et dans le Val-Saint-François, de 2011 à 2021 85

Tableau 39 : Nombre de fermes qui déclarent avoir de la main-d'œuvre rémunérée et nombre de personnes salariées embauchées pour chaque municipalité du Val-Saint-François, en 2021 87

Tableau 40 : Nombre d'exploitations déclarant un plan de relève dans le Val-Saint-François, en 2021 88

Tableau 41 : Aide financière du Réseau Agriconseils de l'Estrie pour des plans de transfert, de 2013 à 2023 89

Tableau 42 : Aides financières de la FADQ attribuées pour la MRC de Val-Saint-François selon les programmes « Prêts agricoles et forestiers » et « Programme d'appui à la relève », de 2017 à 2022 93

Tableau 43 : Distribution du nombre de clientes et de clients, ainsi que des indemnités par programme de la FADQ, selon l'année d'assurance ou de protection, pour la MRC du Val-Saint-François, de 2016 à 2020 94

Tableau 44 : Superficies forestières des MRC de l'Estrie, en 2023 95

Tableau 45 : Revenus de la mise en marché du bois par les propriétaires forestiers du sud du Québec, en Estrie (incluant le bois pour pâte et sciage), de 2020 à 2022 98

Tableau 46 : Superficies forestières certifiées FSC® sur le territoire du SPFSQ, en 2022 99

Tableau 47 : Superficie des permis d'abattage d'arbres selon les municipalités de la MRC du Val-Saint-François, pour la 1re année du règlement 2020-01 101

Tableau 48 : Superficie des types de coupe des Permis d'abattage d'arbres, MRC du Val-Saint-François, pour la 1re année du règlement 2020-01 102

Tableau 49 : Entreprises déclarantes dans le secteur acéricole et entailles dans le Val-Saint-François, de 2011 à 2021 103

Tableau 50 : Nombre d'entreprises déclarantes par municipalité du Val-Saint-François dans le secteur acéricole et entailles, de 2011 à 2021 104

Tableau 51 : Impacts des changements climatiques prévus pour l'Estrie, selon Ouranos 105

Tableau 52 : Les consommations en eau de surface et souterraine du secteur agricole 108

Tableau 53 : Nombre de participantes et de participants aux activités des cohortes en agroenvironnement de la MRC des Sources et du Val-Saint-François, en 2023 113

Tableau 54 : Les pratiques de travail du sol et d'ensemencement des entreprises productrices du Val-Saint-François, entre 2011 et 2023 115

Tableau 55 : Superficies des milieux humides sur les terres agricoles du Val-Saint-François (en hectares) 116

Tableau 56 : Statistiques de l'organisme Au cœur des familles agricoles (ACFA) en Estrie, de 2019 à 2023 123

Liste des cartes

Carte 1 : L'occupation du territoire de la MRC du Val-Saint-François.....26
Carte 2 : Zone agricole de la MRC du Val-Saint-François.....28

Liste des figures

Figure 1 : Étapes de la démarche de révision du PDZA 2016-2021..... 14
Figure 2 : Ligne du temps de la démarche de révision du PDZA 2016-2021..... 15
Figure 3 : Ensemble des consultations publiques menant au plan d'action du PDZA 2024-2029.....17
Figure 4 : Schématisation du processus d'analyse découlant des groupes thématiques de discussion..... 18
Figure 5 : Schématisation du déroulement du forum 1 menant à l'élaboration des chantiers pour le plan d'action du PDZA 2024-2029.....19
Figure 6 : Proportion des différents types d'occupation du territoire de la MRC du Val-Saint-François selon leur superficie..... 25
Figure 7 : Schématisation de la division de la superficie totale du territoire de la MRC du Val-Saint-François..... 29
Figure 8 : Travail sur la ferme en nombre d'heures par semaine pour les exploitantes et les exploitants agricoles du Val-Saint-François..... 82
Figure 9 : Nombre d'exploitantes et d'exploitants agricoles déclarant avoir un autre travail rémunéré que celui à la ferme, dans le Val-Saint-François, de 2011 à 2021.....84
Figure 10 : Moyenne de personnes salariées par ferme déclarante au Québec, en Estrie et dans le Val-Saint-François, de 2011 à 2021..... 86
Figure 11 : Évolution du nombre de formations continues offertes par le CRFA de l'Estrie et du nombre de PAMT offerts en Estrie, de 2019 à 2022..... 91
Figure 12 : Aides financières attribuées par la FADQ pour la MRC du Val-Saint-François selon les programmes « Prêts agricoles et forestiers » et « Programme d'appui à la relève », de 2017 à 2022..... 93
Figure 13 : Distribution des indemnités par programme de la FADQ selon l'année d'assurance ou de protection pour la MRC du Val-Saint-François, de 2013 à 2020..... 94
Figure 14 : Proportion des milieux humides sur les terres en culture de la MRC du Val-Saint-François..... 117
Figure 15 : Modélisation de la méthode de mise en œuvre du PDZA.....143

Liste des annexes

Annexe 1 : Bilan du PDZA 2016-2021

Annexe 2 : Cartes du portrait de la MRC

Annexe 3 : Rapport en un clin d'œil du BAPE pour le projet d'agrandissement du Mont-Orford

Annexe 4 : Carte du projet d'agrandissement du Mont-Orford

Annexe 5 : Bilan des activités du CIBLE dans le Val-Saint-François réalisé en 2022

Annexe 6 : Portrait du système alimentaire du Val-Saint-François

Annexe 7 : Carte synthèse réalisée par Jimmy Mayrand dans le cadre du PACES Estrie pour le Val-Saint-François

Liste des acronymes

ACFA : Au cœur des familles agricoles

AEC : Attestation d'études collégiales

AEQ : Accès entreprise Québec

AFSQ : Association forestière du Sud du Québec

AMFE : Agence de mise en valeur de la forêt privée de l'Estrie

ASAD : Agriculture et systèmes alimentaires durables

BAPE : Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

BOA : Banque d'opportunité d'affaires

CAE : Centre d'aide aux entreprises

CAPÉ : Coopérative pour l'agriculture de proximité écologique

CDRQ : Coopérative de développement régional du Québec

CEA : Centre d'emploi agricole

CIARC : Centre d'initiatives en agriculture de la région de Coaticook

CIBLE : Conseil de l'industrie bioalimentaire de l'Estrie

COBARIC : Comité de bassin de la rivière Chaudière

COGESAF : Conseil de gouvernance des bassins versants de la rivière Saint-François

CPTAQ : Commission de protection du territoire agricole du Québec

CRAAQ : Centre de références en agriculture et agroalimentaire du Québec

CRFA : Collectifs régionaux en formation agricole

CSS : Centre de services scolaires

DEP : Diplôme d'études professionnelles

DVSF : Développement Val-Saint-François

EEE : Espèces exotiques envahissantes

ESD : Entente sectorielle de développement

FAC : Financement Agricole Canada

FADQ : Financière agricole du Québec

FDEÉS : Fonds de développement des entreprises en économie sociale

FLI : Fonds local d'investissement

FLS : Fonds local de solidarité

FPCQ : Forêts privées certifiées du Québec

FRAQ : Fédération de la relève agricole du Québec

FUSA : Fiducies d'utilité sociale agroécologiques

GFHY : Groupement forestier du Haut-Yamaska

GFSF : Groupement forestier coopératif St-François

IBE : Institut bioalimentaire de l'Estrie

MAMOT : Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMH)

MAPAQ : Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec

MELCCFP (MELCC) : Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

MRC : Municipalités régionales de comté

MRNF : Ministère des ressources naturelles et des forêts

NIM : Numéro d'identification ministériel

PACES : Projet d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines

PAD : Plan d'agriculture durable

PAF : Plan d'aménagement forestier

PAMT : Programme d'apprentissage en milieu de travail

PDCN : Plan de développement de communauté nourricière

PDZA : Plan de développement de la zone agricole

PRMHH : Plan régional des milieux humides et hydriques

SAE-Estrie : Service d'aide aux entreprises Estrie

PSC : Programme Services-conseils

REA : Règlement sur les exploitations agricoles

SAT : Système alimentaire territorial

SPFSQ : Syndicat des producteurs forestiers du sud du Québec

STA : Soutien au travail autonome

TACAF : Table de coordination agroalimentaire et forestière des Sources

TET : Travailleurs étrangers temporaires

TIR-SHV : Table intersectorielle régionale des saines habitudes de vie

UPA : Union des producteurs agricoles

VSF : Val-Saint-François

DÉMARCHE DE RÉVISION DU PDZA

La démarche de révision du PDZA 2016-2021 a débuté officiellement en mars 2023, lorsque la MRC a reçu la réponse positive du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) pour l'obtention de l'aide financière dans le cadre du programme « Territoires : priorités bioalimentaires, volet 1 ».

La démarche consultative qui s'est échelonnée jusqu'en décembre 2023 était basée sur une approche collaborative et ouverte. Chacune des étapes de la démarche était construite avec l'objectif de tenir compte des opinions et points de vue de toutes les parties prenantes de la MRC (partenaires municipaux, communautaires et institutionnels ; entreprises productrices et transformatrices ainsi que citoyennes et citoyens) et de coconstruire les différents morceaux du nouveau PDZA 2024-2029.

La démarche comprenait cinq grandes étapes *(voir Figure 1 ci-dessous)*.



Figure 1 : Étapes de la démarche de révision du PDZA 2016-2021

De plus, à l'intérieur des cinq étapes de la démarche, plusieurs activités et évènements ont eu lieu, qui ont permis de recueillir de l'information pour réaliser la révision du PDZA 2016-2021. Une ligne du temps permet de mieux visualiser la démarche *(voir Figure 2 ci-dessous)*.

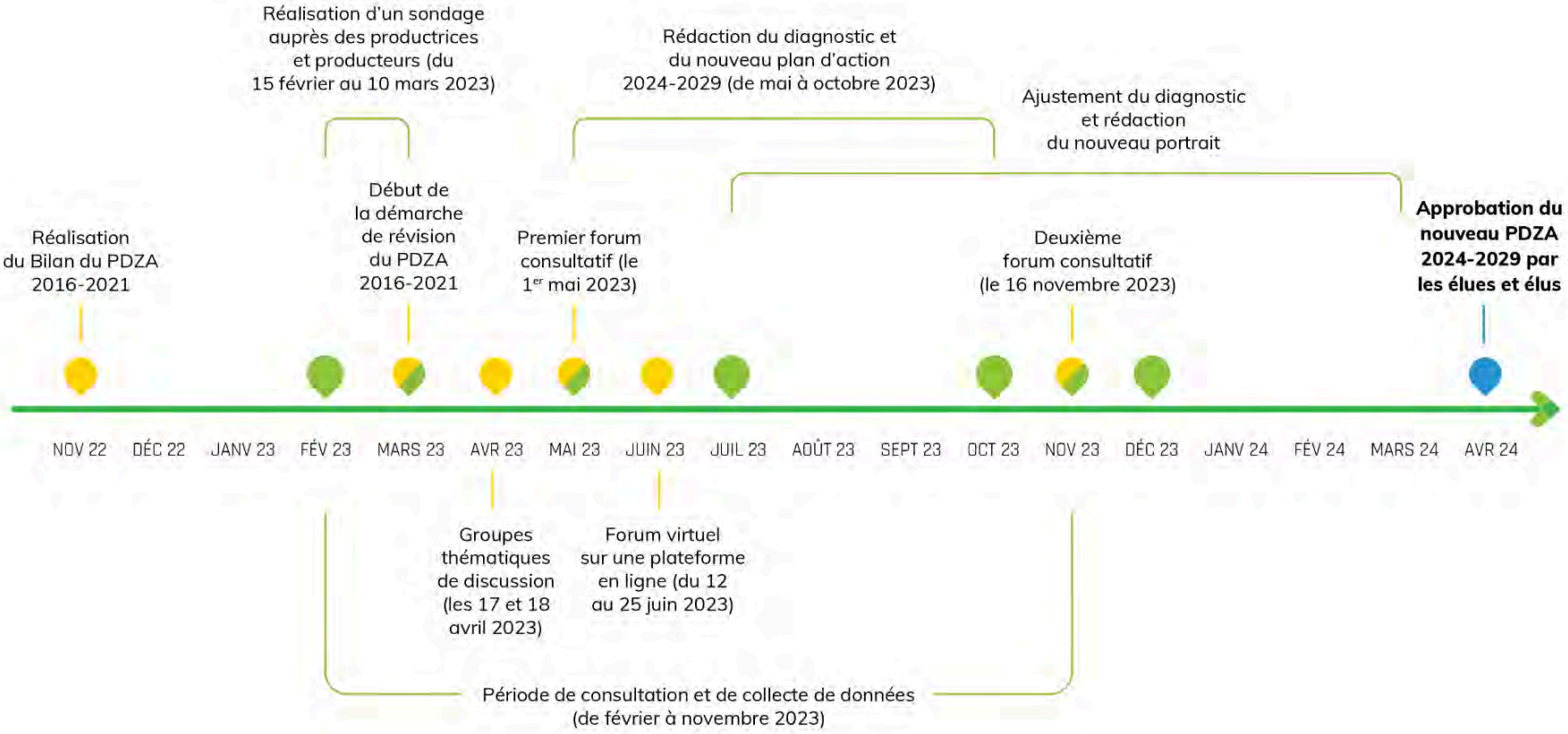


Figure 2 : Ligne du temps de la démarche de révision du PDZA 2016-2021

Bilan et collecte de données

Avant le début de la démarche de révision (en novembre 2022), un bilan du PDZA 2016-2021 a été réalisé et a permis de faire une rétrospection des six dernières années (de 2016 à 2022) (*voir Annexe 1*). L'objectif était de mieux comprendre quels ont été les obstacles et réussites rencontrés.

Toutes les informations qui ont été recueillies avant et pendant la démarche de révision du PDZA 2016-2021, que ce soit lors de comités de travail, lors de groupes thématiques de discussion, lors de forums ou grâce à des sondages, ont permis d'apporter des éléments essentiels (données, informations, opinions, enjeux, etc.) pour la rédaction du nouveau portrait-diagnostic et pour l'élaboration du nouveau plan d'action 2024-2029 *(voir Tableau 1 ci-dessous).*

Tableau 1 : Collecte de données avant et pendant la démarche de révision du PDZA 2016-2021

Dates	Sources de données
Avril 2022	Recommandations du comité cohabitation (ce comité qui n'est présentement plus actif avait été mis sur pied par le Syndicat local de l'UPA du Val-Saint-François en collaboration avec la MRC du Val-Saint-François).
Mai 2022	Sondage réalisé auprès des élues et des élus municipaux et des directions municipales lors de la tournée des municipalités réalisée par la MRC du Val-Saint-François et le Syndicat local de l'UPA du Val-Saint-François.
Novembre 2022	Questionnaire réalisé auprès des partenaires et membres du comité de suivi PDZA sur leur appréciation et évaluation de la mise en œuvre du PDZA 2016-2021.
De décembre 2022 à mars 2023	Données concernant le secteur agricole provenant de la planification stratégique de la MRC du Val-Saint-François.
15 février au 10 mars 2023	Sondage réalisé auprès des productrices et des producteurs du Val-Saint-François.
Avril 2023	Données obtenues de la Table de sécurité alimentaire de la MRC du Val-Saint-François.
17 et 18 avril 2023	Groupes thématiques de discussion.
1er mai 2023	Premier forum consultatif.
Du 12 au 25 juin 2023	Forum interactif en ligne sur la plateforme Cocoriko.
16 novembre 2023	Deuxième forum consultatif.

Les consultations publiques

Comme nous venons de le présenter dans la Figure 2 et le Tableau 1 ci-haut, **cinq actions ont été réalisées** dans le cadre des consultations publiques pour la révision du PDZA 2016-2021, et ce, afin de recueillir les enjeux du territoire, les témoignages de personnes impliquées dans le milieu agricole et agroalimentaire (productrices et producteurs, agrotransformatrices et agrotransformateurs, professionnelles et professionnels, expertes et experts, élues et élues, citoyennes et citoyens, etc.) ainsi que les opinions et pistes de solutions des participantes et participants pour développer le territoire agricole et le système alimentaire de la MRC.

Voici les cinq actions qui ont été réalisées :

1. Sondage auprès des producteurs ;
2. Groupes thématiques de discussion ;
3. Forum consultatif 1 ;
4. Forum interactif en ligne ;
5. Forum consultatif 2.

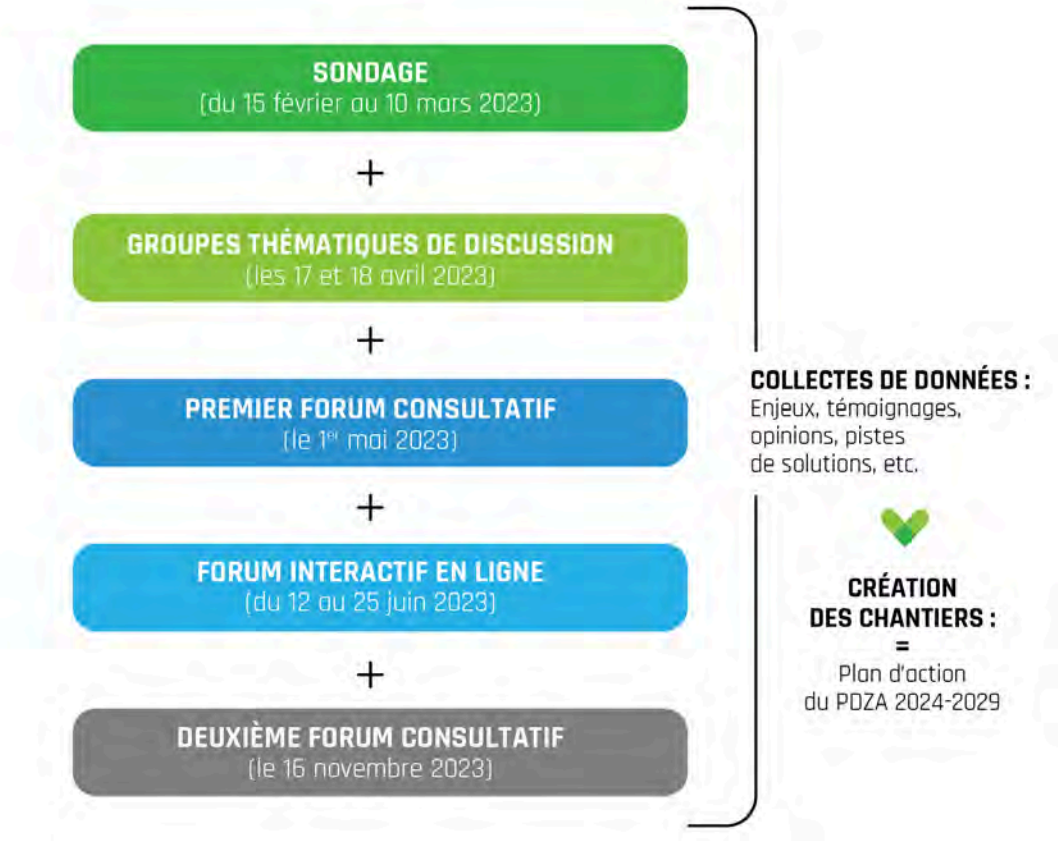


Figure 3 : Ensemble des consultations publiques menant au plan d'action du PDZA 2024-2029

Les consultations en présentiel

La période de consultation a débuté les 17 et 18 avril 2023 lorsque quatre **rencontres thématiques de discussion** ont été organisées.

Les thématiques étaient les suivantes :

- Relève et aide aux entreprises ;
- Transformation et commercialisation ;
- Valorisation de la forêt et agroenvironnement ;
- Initiatives du milieu et cohabitation.

En tout, 50 professionnelles et professionnels (personnes expertes) et productrices ou producteurs ont participé aux échanges. De ce nombre, 25 % étaient des productrices ou producteurs agricoles et sylvicoles. Pour ces groupes de discussion, les invitations étaient ciblées.

Les quatre groupes de discussion ont permis de faire ressortir des enjeux et des solutions reliées à chacune des thématiques abordées. De ces enjeux et solutions, divers constats ont été faits par le personnel de la MRC du Val-Saint-François et le consultant embauché pour les accompagner dans la démarche de révision du PDZA. **Dix « scénarios de projets » potentiels à mettre en place ont alors été créés pour soumettre aux participantes et participants du forum 1** *(voir Figure 4 ci-dessous)*.



Figure 4 : Schématisation du processus d'analyse découlant des groupes thématiques de discussion

Lors du **premier forum consultatif (forum 1)** qui a eu lieu le 1er mai 2023, auquel toute la population était invitée (productrices et producteurs, agro-transformatrices et agrotransforma-teurs, professionnelles et profession-nels, expertes et experts, élues et élues, citoyennes et citoyens, etc.), les dix scénarios créés à la suite des rencontres thématiques de discussion *(voir Figure 4 ci-dessus)* ont été retravaillés avec une cinquantaine de participantes et participants. Ces derniers ont été séparés en cinq groupes de travail. Chaque table (groupe) avait deux scénarios à traiter (*voir Figure 5 ci-dessous*).

Sous forme d'atelier de coconstruction, les participantes et participants devaient analyser les scénarios de projets, les bonifier et les faire évoluer en proposant des solutions concrètes aux enjeux préalablement identifiés, tels la pénurie de main-d'œuvre, la formation, la promotion des produits locaux, l'adaptation aux changements climatiques et l'accès à la terre pour la relève *(voir Figure 5 ci-dessous)*.

À la suite de ce forum dynamique et participatif, les meilleures pistes de solutions ou de projets ont été retenues et huit chantiers de travail ont été élaborés et peaufinés. Ces chantiers constituaient l'ébauche du nouveau plan d'action du PDZA 2024-2029.

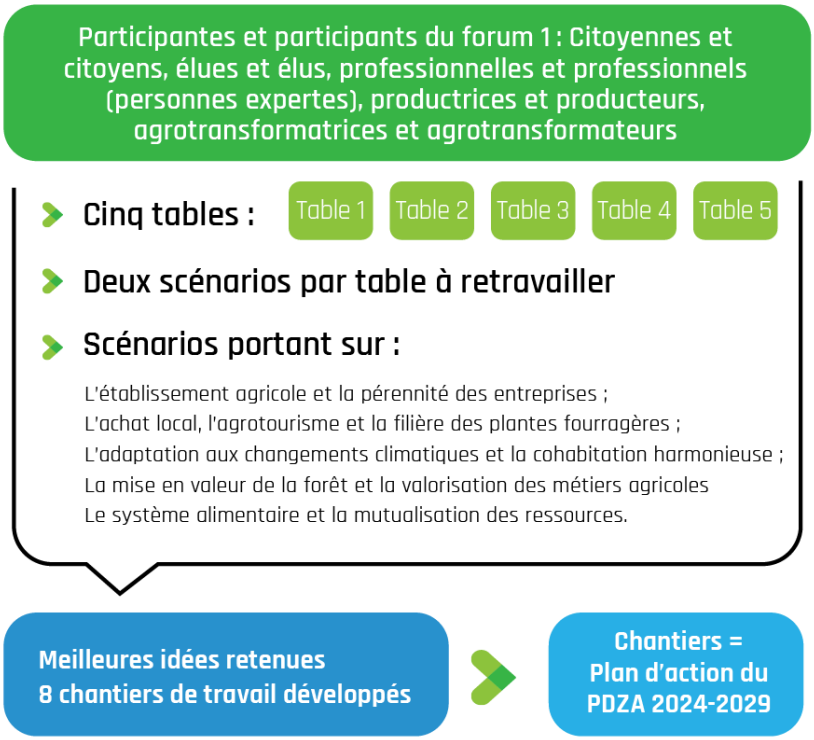


Figure 5 : Schématisation du déroulement du forum 1 menant à l'élaboration des chantiers pour le plan d'action du PDZA 2024-2029

Enfin, **un deuxième forum (forum 2)** a eu lieu le 16 novembre 2023, dans lequel les huit chantiers de travail qui avaient été développés à partir des réflexions du forum 1 ont été présentés aux parties prenantes du milieu. Quelque 32 participantes et participants étaient présents à l'évènement « Des idées à l'action ». Cet exercice se voulait un moment d'échange et de partage afin de recueillir pour une dernière fois les commentaires et recommandations de la communauté envers ces propositions de chantiers en vue de la rédaction finale du nouveau PDZA 2024-2029.

Sondage et forum virtuel

En parallèle des consultations publiques en présentiel, un sondage a été réalisé auprès des entreprises productrices du Val-Saint-François, entre le 15 février et le 10 mars 2023. Une relance du sondage a été faite entre le 15 et le 26 mai 2023. Au total, 29 réponses ont été reçues. Notons également la réalisation d'un forum virtuel sur une plateforme en ligne qui a eu lieu du 12 au 25 juin 2023 (dix personnes ont participé). Les résultats du sondage et du forum virtuel ont également été analysés et pris en compte pour la réalisation du portrait-diagnostic et l'élaboration des huit chantiers de travail (liés au plan d'action 2024-2029).

S'inscrire dans la démarche stratégique de la MRC

Enfin, la démarche de la révision du PDZA s'inscrit dans une démarche territoriale plus globale. En 2022-2023, la MRC du Val-Saint-François a également entrepris une démarche de planification stratégique qui, grâce à un processus collaboratif, a permis de développer cinq orientations territoriales définies par et pour les gens du Val-Saint-François. De plus, la MRC s'est aussi dotée d'une planification stratégique à l'interne. Le PDZA a donc tenté de s'inscrire le mieux possible dans ces planifications, afin de s'harmoniser avec les orientations du territoire de la MRC et de l'organisation.

Tenir compte de nouvelles réalités, de nouveaux concepts et de nouveaux enjeux

La révision du PDZA permettra à la région d'intégrer dans son développement de nouvelles réalités qui n'existaient pas ou qui existaient peu lors de l'élaboration du PDZA précédent. Ces nouvelles réalités découlent des contextes économique, politique, environnemental et social. Depuis l'élaboration du premier PDZA en 2015-2016, plusieurs choses ont changé.

Nous pouvons mentionner, par exemple, les enjeux qui sont plus présents qu'avant comme l'achat local, la mise en marché de proximité, la cohabitation, l'accès aux terres pour la relève et les changements climatiques. Nous pouvons aussi mettre de l'avant des enjeux qui sont assez nouveaux comme l'autonomie alimentaire, la séquestration du carbone, l'agriculture régénératrice (les entreprises carboneutres, l'augmentation de la matière organique des sols, etc.) ou encore la quantité et la qualité de l'eau.

De plus, la révision du PDZA permettra de mettre en valeur les secteurs ou les nouvelles filières qui sont en développement dans la MRC ou plus largement en Estrie (nous pouvons penser au secteur acéricole, au secteur des plantes fourragères pérennes et au secteur ovin) et de travailler sur des projets qui sont issus des ententes sectorielles bioalimentaires estriennes.

Ainsi, les nouveaux chantiers qui seront mis en œuvre en 2019-2024 devront intégrer le plus possible ces nouvelles réalités et ces nouveaux enjeux.

FAITS SAILLANTS DU BILAN DU PDZA 2016-2021

Pour plus de détails sur le bilan du PDZA 2016-2021, voir l'Annexe 1.

Sur les 17 actions qui étaient dans le plan d'action du PDZA du Val-Saint-François 2016-2021 :

- Neuf actions ont été complétées ou sont encore en cours de réalisation ;
- Sept actions ont été réalisées sommairement ;
- Une action n'a pas été réalisée (abandonnée).

Le PDZA 2016-2021 avait un plan d'action divisé en **trois axes d'intervention.**

- L'Axe 1 visait à :
  - promouvoir et faciliter l'établissement de la relève et ;
  - faciliter la disponibilité de la main-d'œuvre auprès des entreprises agricoles.
- L'Axe 2 visait à :
  - soutenir l'agriculture et les agriculteurs de chez nous pour:
    - *un territoire rural occupé et ;*
    - *un territoire rural dynamique.*
- L'Axe 3 visait à :
  - développer les activités de transformation sur le territoire et ;
  - développer la mise en marché local des produits.

De 2018 à 2021, une entente sectorielle de développement bioalimentaire (ESD bioalimentaire) en Estrie a permis de faire avancer des actions du PDZA du Val-Saint-François 2016-2021.
Cette entente regroupait **les partenaires suivants** :

- le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) ;
- le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) ;
- toutes les MRC de l'Estrie (avant l'inclusion de la Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi) ;
- ainsi que la Fédération de l'UPA-Estrie.

Cette entente a permis de travailler sur **cinq projets régionaux**. Ces projets, ainsi que leurs objectifs respectifs, sont les suivants :

1) **L'ARTERRE :** soutenir l'établissement et le maintien de la relève agricole en Estrie par la mise en commun des ressources (financières et humaines) régionales ;
2) **La formation :** faciliter l'accès en région à la formation spécialisée à proximité de la clientèle agricole ;
3) **La banque d'opportunités d'affaires :** développer une banque d'opportunités d'affaires (site internet/BOA Estrie) pour le secteur bioalimentaire ;
4) **Les filières distinctives :** favoriser le développement de la valorisation en région de produits et de filières bioalimentaires distinctifs ;
5) **Créateurs de Saveurs des Cantons-de-l'Est** : promouvoir les entreprises, l'achat local et le tourisme gourmand en région grâce au label « Créateurs de saveurs des Cantons-de-l'Est » et ses différentes déclinaisons.

Avis aux lectrices et aux lecteurs

Le portrait agricole du territoire du Val-Saint-François a été réalisé en tenant compte de données provenant de la MRC du Val-Saint-François, de ses nombreux partenaires, ainsi que des données des recensements agricoles du Gouvernement du Canada, disponibles sur le site de Statistique Canada.

Un fait important à noter est que dans les données de Statistique Canada (ex. : tableaux 13, 14, 26, 39 et 50), certaines municipalités ont été regroupées à des fins statistiques. À cet effet, la municipalité de Richmond est incluse dans Cleveland, les municipalités d'Ulverton et de Kingsbury sont incluses dans Melbourne, la municipalité de Windsor est incluse dans Val-Joli, la municipalité de Saint-Denis-de-Brompton est incluse dans Racine, la municipalité de Lawrenceville est incluse dans Sainte-Anne-de-la-Rochelle et, enfin, la municipalité de Valcourt Canton et incluse dans Valcourt.

Dans le cadre de la révision du portrait agricole du PDZA 2016-2021 de la MRC du Val-Saint-François, certaines données n'ont pas été mises à jour, car nous considérons qu'elles sont toujours pertinentes, notons par exemple : la localisation de la MRC, le patrimoine culturel, agricole et agroforestier, ainsi que le portrait physiographique, hydrographique et pédologique. Pour avoir plus d'informations sur ces aspects, certaines cartes ont été mises à jour en Annexe 2 (bassins versants, drainage, pédologie, pentes, et topographie) et les lecteurs peuvent aussi se référer au PDZA 2016-2021 de la MRC du Val-Saint-François.

Quelques autres catégories d'informations n'ont pas été mises à jour dans le nouveau portrait agricole de la MRC, comme le portrait du développement socioéconomique/démographique et la valeur foncière de la MRC. Ce choix s'explique par le fait que nous considérons que ces informations peuvent se retrouver dans des publications des organismes partenaires de la région. De plus, nous pensons aussi que certaines informations ne concernaient pas directement le sujet agricole et ont plus ou moins d'incidence sur les analyses effectuées.

Enfin, certains sujets qui seront traités dans le présent portrait agricole de la MRC peuvent également se retrouver de façon plus détaillée dans d'autres rapports et plans de la MRC comme le Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH).

Portrait agricole de la MRC



TERRITOIRE DE LA MRC DU VAL-SAINT-FRANÇOIS

Le territoire de la MRC du Val-Saint-François dans son ensemble

Situé dans la région administrative de l'Estrie (05), le territoire de la MRC du Val-Saint-François couvre une superficie terrestre de 142 619 hectares et regroupe 18 municipalités. Stoke et Melbourne sont les deux plus grandes municipalités en superficie. Ces dernières couvrent 30 % du territoire de la MRC *(voir Tableau 2 ci-dessous)*. Trois pôles urbains se trouvent sur le territoire : la ville de Richmond, de Windsor et celle de Valcourt.

Tableau 2 : Répartition de la superficie totale du territoire de la MRC du Val-Saint-François par municipalité, pour 2023

Municipalité et MRC	Superficie (ha)	Répartition de la superficie totale du territoire (%)
Stoke	25 195,08	17,67
Melbourne	17 338,56	12,16
Cleveland	12 397,16	8,69
Saint-Claude	12 149,24	8,52
Racine	10 749,02	7,54
Saint-François-Xavier-de-Brompton	9 865,95	6,92
Val-Joli	9 200,90	6,45
Valcourt Canton	8 045,25	5,64
Saint-Denis-de-Brompton	7 531,61	5,28
Maricourt	6 201,77	4,35
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	6 188,00	4,34
Bonsecours	6 109,22	4,28
Ulverton	5 238,80	3,67
Lawrenceville	1 720,68	1,21
Windsor	1 492,78	1,05
Kingsbury	707,61	0,50
Richmond	696,30	0,49
Valcourt Ville	547,85	0,38
Territoire non organisé (T.N.O) aquatique	1 243,23	0,87
Total MRC	**142 619,01**	**100,00**

Source : MRC du Val-Saint-François (2023a).

Occupation du territoire de la MRC du Val-Saint-François

L'occupation du territoire de la MRC du Val-Saint-François *(voir Figure 6, Tableau 3 et Carte 1 ci-dessous)*, incluant tous les types d'occupation, est à :

- 70,88 % en couvert forestier ;
- 18,17 % en terres cultivées ;
- 9,36 % en autres occupations* (disposition, hydrographie, extraction, réseau, urbain résidentiel, urbain intensif, vacant, villégiature (voir plus de détails dans le Tableau 3 ci-dessous)) ;
- 1,59 % en friche.

Le couvert forestier et les terres cultivées représentent 89 % de la superficie totale de la MRC.

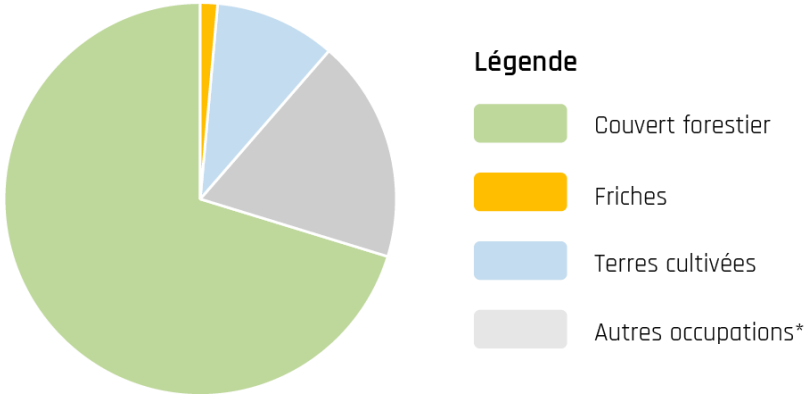


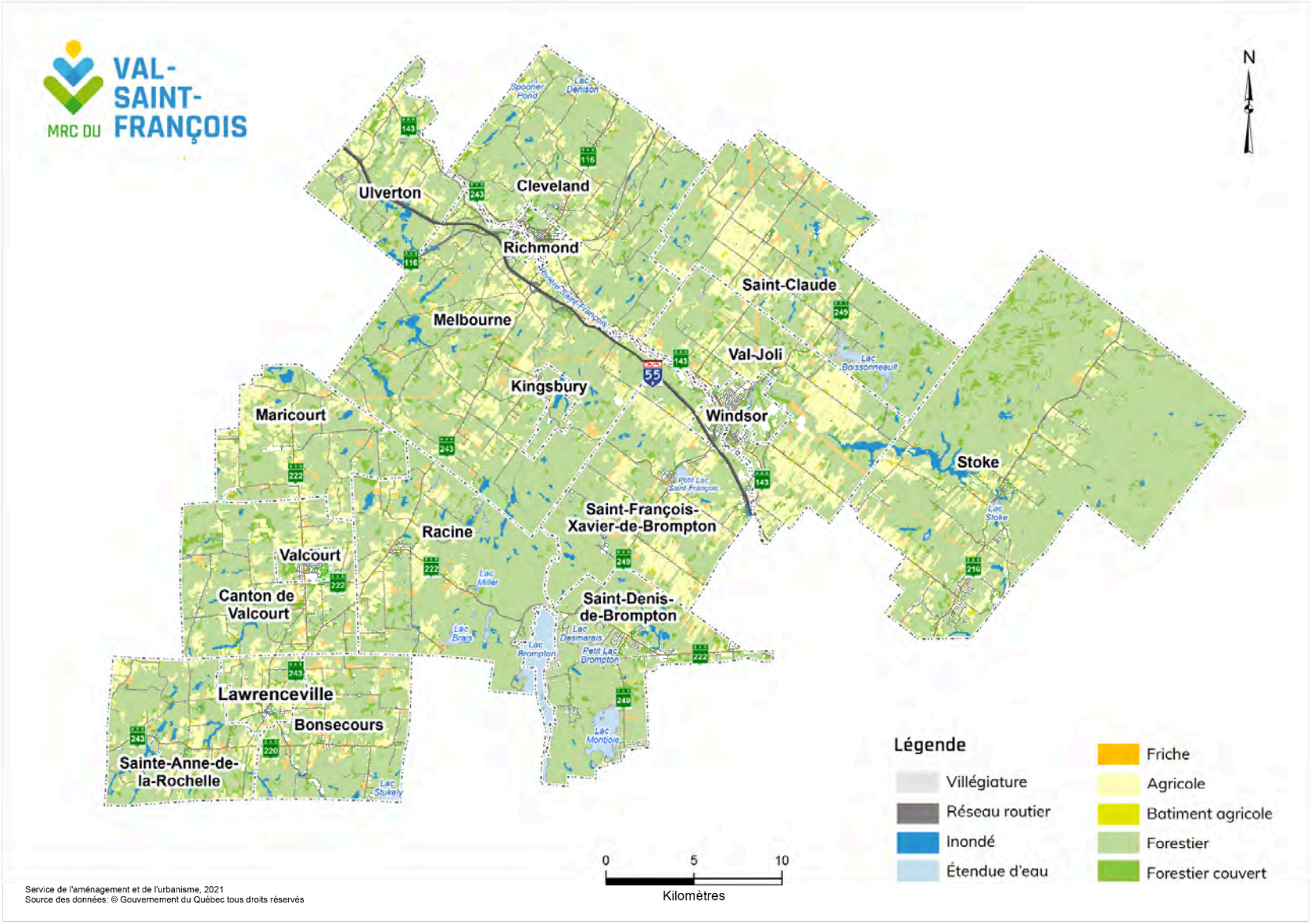
Figure 6 : Proportion des différents types d'occupation du territoire de la MRC du Val-Saint-François selon leur superficie
Source : MRC du Val-Saint-François (2023b)

Tableau 3 : Superficie (en hectares) des différents types d'occupation du territoire de la MRC du Val-Saint-François

Les types d'occupation	Superficie (ha)	Pourcentage (%)
Agricole (terre agricole en culture, pâturage)	25 911	18,17
Disposition (site d'enfouissement et infrastructures d'eaux usées)	108	0,08
Hydrographie (lacs, cours d'eau, terrains inondés)	4 640	3,25
Extraction (carrière, sablière ou gravière)	417	0,29
Forestier (terre forestière ou milieu boisé)	101 095	70,88
Friche (terre agricole abandonnée)	2 264	1,59
Réseau (route, voie ferrée, piste cyclable, tour télécom.ou pylônes)	2 903	2,04
Urbain résidentiel	3 892	2,73
Urbain intensif (commercial, bâtiment agricole et industriel)	858	0,60
Vacant (golf, cimetière, parc et espace vert urbain)	163	0,11
Villégiature (résidentiel près des lacs)	368	0,26
Total :	**142 619**	**100,00**

Source : MRC du Val-Saint-François (2023b).

Carte 1 : L'occupation du territoire de la MRC du Val-Saint-François



La zone agricole

En ce qui concerne la zone agricole, aussi connue sous le nom de territoire protégé ou zone verte, sa superficie totale est de 117 330 hectares (zone agricole totale moins les exclusions) *(voir Carte 2 ci-dessous)*.

La zone agricole représente 82 % de la superficie totale du territoire de la MRC du Val-Saint-François (117 330 ha/142 619 ha) *(voir Figure 7 ci-dessous)*.

La zone agricole est divisée en plusieurs types d'occupation : terres cultivées, couvert forestier, friches et autres occupations. Ces divers types d'occupation peuvent aussi se retrouver en zone blanche et ne font alors pas partie du 82 % mentionné ci-dessus *(voir Tableau 4 ci-dessous)*.

Dans la zone agricole, la superficie en terres cultivées est de 25 747 hectares et correspond à 22 % de la zone agricole. La superficie en couvert forestier est de 81 901 hectares et correspond à 70 % de la zone agricole. Les friches font 2 218 hectares et correspondent à 2 % de la zone agricole et les autres superficies font 7 464 hectares et correspondent à 6 % de la zone agricole *(voir Figure 7 et Tableau 4 ci-dessous)*.

Quant à la zone blanche, elle est composée en majeure partie de couvert forestier, à 76 %. Seulement 0,65 % de sa superficie est composée de terres en culture *(voir Tableau 4 ci-dessous)*.

Tableau 4 : Répartition des différents types d'occupation du territoire dans la zone agricole et dans la zone blanche (en hectares)

Zone Types d'occupation (2018)	Zone agricole		Zone blanche	
	Superficie totale (ha)	%	Superficie totale (ha)	%
Terres cultivées	25 746,85	21,94	164,00	0,65
Couvert forestier	81 900,69	69,80	19 194,00	75,90
Friches	2 218,07	1,89	46,00	0,18
Autres	7 464,40	6,36	5 885,00	23,27
Total	**117 330,00**	**100,00**	**25 289,00**	**100,00**

Source : MRC du Val-Saint-François (2023b).

Carte 2 : Zone agricole de la MRC du Val-Saint-François



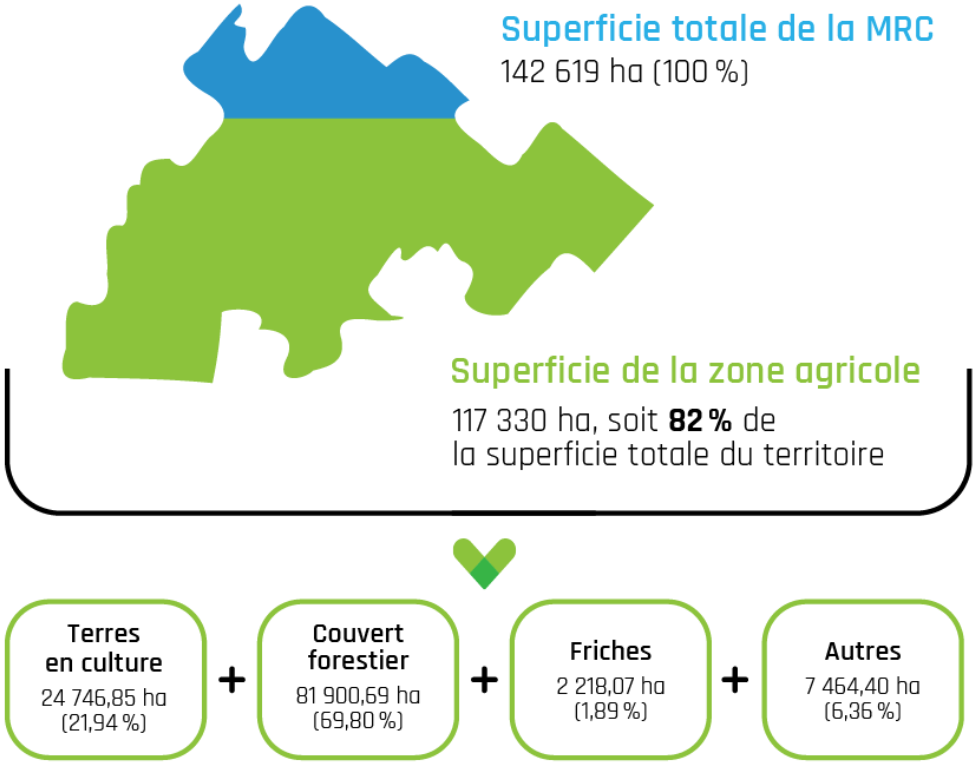


Figure 7 : Schématisation de la division de la superficie totale du territoire de la MRC du Val-Saint-François

Zone agricole et municipalités

La zone agricole domine la majorité des superficies des municipalités. Les plus grands pôles urbains que sont les municipalités de Richmond, de Saint-Denis-de-Brompton, de Valcourt et de Windsor ont quant à eux une plus petite portion de leur superficie totale qui est en zone agricole par rapport aux autres municipalités plus rurales *(voir Tableau 5 ci-dessous, **valeurs surlignées en bleu**)*.

Tableau 5 : Superficie (en hectares) de la zone agricole attribuée à chaque municipalité de la MRC du Val-Saint-François et proportion de la zone agricole par municipalité

Municipalités de la MRC du Val-Saint-François	Superficie totale du territoire par municipalité	Superficie de la zone agricole par municipalité	Proportion de la municipalité qui est en zone agricole
	(ha)	(ha)	%
Bonsecours	6 109,22	5 290,09	86,59
Cleveland	12 397,16	11 351,06	91,56
Kingsbury	707,61	626,98	88,61
Lawrenceville	1 720,68	1 599,95	92,98

Maricourt	6 201,77	6 129,15	98,83
Melbourne	17 338,56	17 030,88	98,23
Racine	10 749,02	6 874,11	63,95
Richmond	696,30	101,19	**14,53**
Saint-Claude	12 149,24	11 819,13	97,28
Saint-Denis-de-Brompton	7 531,61	2 875,43	**38,18**
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	6 188,00	5 953,44	96,21
Saint-François-Xavier-de-Brompton	9 865,95	8 076,92	81,87
Stoke	25 195,08	17 326,92	68,77
Ulverton	5 238,80	5 066,23	96,71
Valcourt Canton	8 045,25	7 745,83	96,28
Valcourt Ville	547,85	144,06	**26,30**
Val-Joli	9 200,90	8 738,91	94,98
Windsor	1 492,78	215,24	**14,42**
Territoire non organisé (T.N.O) aquatique	1 243,23	364,48	29,32
Total MRC	142 619,00	117 330,00	82,27

Sources :
MRC du Val-Saint-François (2023a).
MRC du Val-Saint-François (2023b).
N. B. Les valeurs surlignées dans le tableau font référence au texte précédant le Tableau 5.

Les municipalités qui comptent une plus grande proportion de leur superficie en zone agricole par rapport à la superficie totale du territoire en zone agricole de la MRC sont les municipalités de *(voir Tableau 6 ci-dessous, **valeurs surlignées en bleu**)* :

- Stoke ;
- Melbourne ;
- Saint-Claude.

Les municipalités qui comptent une plus grande proportion de leur superficie en terres cultivées en zone agricole par rapport à la superficie totale des terres cultivées en zone agricole de la MRC sont les municipalités de *(voir Tableau 6 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert pomme**)* :

- Melbourne ;
- Saint-Claude ;
- Saint-François-Xavier-de-Brompton ;
- Val-Joli.

Les municipalités qui comptent une plus grande proportion de leur superficie en couvert forestier en zone agricole par rapport à la superficie totale en couvert forestier en zone agricole de la MRC sont les municipalités de *(voir Tableau 6 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert**)* :

- Stoke ;
- Melbourne ;
- Saint-Claude.

Tableau 6 : Répartition de la superficie totale de la zone agricole de la MRC du Val-Saint-François par municipalité selon les superficies en culture ou en couvert forestier

Municipalités de la MRC du Val-Saint-François	Superficie de la zone agricole par municipalité	Répartition de la superficie de la zone agricole de la MRC par municipalité	Superficie en terres cultivées de la zone agricole par municipalité	Répartition de la superficie en terres cultivées de la zone agricole de la MRC par municipalité	Superficie en couvert forestier de la zone agricole par municipalité	Répartition de la superficie en couvert forestier de la zone agricole de la MRC par municipalité
	Superficie (ha)	%	Superficie (ha)	%	Superficie (ha)	%
Stoke	17 326,92	**14,77**	2 422,05	9,41	13 832,86	**16,89**
Melbourne	17 030,88	**14,52**	3 048,24	**11,84**	12 654,80	**15,45**
Saint-Claude	11 819,13	**10,07**	2 730,89	**10,61**	8 206,25	**10,02**
Cleveland	11 351,06	9,67	2 366,76	9,19	8 151,55	9,95
Val-Joli	8 738,91	7,45	3 279,19	**12,74**	4 659,28	5,69
Saint-François-Xavier-de-Brompton	8 076,92	6,88	2 661,65	**10,34**	4 771,79	5,83
Valcourt Canton	7 745,83	6,60	1 745,66	6,78	5 425,50	6,62
Racine	6 874,11	5,86	1 454,56	5,65	4 866,82	5,94
Maricourt	6 129,15	5,22	1 503,74	5,84	4 091,26	5,00
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	5 953,44	5,07	1 189,74	4,62	4 299,60	5,25
Bonsecours	5 290,09	4,51	902,33	3,50	3 916,24	4,78
Ulverton	5 066,23	4,32	1 409,54	5,47	3 065,98	3,74
Saint-Denis-de-Brompton	2 875,43	2,45	215,24	0,84	2 371,60	2,90
Lawrenceville	1 599,95	1,36	612,30	2,38	851,03	1,04
Kingsbury	626,98	0,53	7,61	0,03	526,76	0,64
Windsor	215,24	0,18	76,35	0,30	80,72	0,10
Valcourt Ville	144,06	0,12	37,93	0,15	74,29	0,09
Richmond	101,19	0,09	83,07	0,32	9,90	0,01
Territoire non organisé (T.N.O) aquatique	364,48	0,31	0,00	0,00	44,47	0,05
Total MRC	117 330,00	100,00	25 746,85	100,00	81 900,69	100,00

Source : MRC du Val-Saint-François (2023b).
N. B. Les valeurs surlignées dans le tableau font référence au texte précédant le Tableau 6.

En ce qui concerne la proportion de chacun des types d'occupation de la zone agricole par municipalité, pour la majorité de celles-ci (à part Richmond ; 82 % en culture et 10 % en forestier), la proportion en couvert forestier respective à chacune des municipalités est toujours plus élevée que la proportion en culture *(voir Tableau 7 ci-dessous ; **les valeurs pour Richmond y sont inscrites en bleu foncé**)*.

Parmi l'ensemble des 18 municipalités de la MRC, sept municipalités ont une proportion de superficies en culture supérieure à 25 % (par rapport à leur superficie totale respective en zone agricole) *(voir Tableau 7 ci-dessous, **valeurs surlignées en bleu**)*.

Ce sont 16 municipalités sur 18 qui ont une proportion de superficies en forêt supérieure à 50 % (par rapport à leur superficie totale respective en zone agricole) et trois municipalités sur 18 supérieure à 75 % *(voir Tableau 7 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert pomme**)*.

Bonsecours, Saint-Claude, Saint-Denis-de-Brompton, Valcourt et Val-Joli ont dans leur zone agricole respective le plus grand ratio en terres laissées en friche *(voir Tableau 7 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert**)*.

Cependant, respectivement à l'ensemble de la MRC, les municipalités où les terres en friche se retrouvent sur de plus grandes superficies sont Melbourne, Saint-Claude, et Val-Joli *(voir la section Friches et Tableau 16)*.

Tableau 7 : Proportion de chacun des types d'occupation (culture, forêt, friche ou autres) de la zone agricole pour chaque municipalité par rapport à leur superficie totale respective en zone agricole

Municipalités de la MRC du Val-Saint-François	Superficie de la zone agricole par municipalité	Pourcentage de la zone agricole en culture	Pourcentage de la zone agricole en couvert forestier	Pourcentage de la zone agricole en friche	Pourcentage des autres occupations de la zone agricole	Total des superficies
	Hectares	%	%	%	%	%
Bonsecours	5 290,09	17,06	74,03	**3,40**	5,52	100
Cleveland	11 351,06	20,85	71,81	0,80	6,54	100
Kingsbury	626,98	1,21	**84,02**	0,19	14,58	100
Lawrenceville	1 599,95	**38,27**	53,19	1,43	7,11	100
Maricourt	6 129,15	24,53	66,75	2,05	6,67	100
Melbourne	17 030,88	17,90	74,30	2,04	5,76	100
Racine	6 874,11	21,16	70,80	1,95	6,09	100
Richmond	101,19	**82,10**	**9,79**	0,00	8,12	100
Saint-Claude	11 819,13	23,11	69,43	**2,43**	5,03	100
Saint-Denis-de-Brompton	2 875,43	7,49	**82,48**	**3,53**	6,50	100
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	5 953,44	19,98	72,22	1,23	6,57	100

Saint-François-Xavier-de-Brompton	8 076,92	**32,95**	59,08	2,23	5,74	100
Stoke	17 326,92	13,98	**79,83**	1,36	4,82	100
Ulverton	5 066,23	**27,82**	60,52	0,61	11,05	100
Cantons de Valcourt	7 745,83	22,54	70,04	1,80	5,62	100
Valcourt	144,06	**26,33**	51,57	**11,89**	10,22	100
Val-Joli	8 738,91	**37,52**	53,32	**2,63**	6,52	100
Windsor	215,24	**35,47**	37,50	0,00	27,03	100
Territoire non organisé (T.N.O) aquatique	364,48	0,00	12,20	5,61	82,19	100
MRC du Val-Saint-François	**117 330,00**	**21,94**	**69,80**	**1,89**	**6,36**	**100**

Source : MRC du Val-Saint-François (2023b).
N. B. Les valeurs surlignées dans le tableau font référence au texte précédant le Tableau 7.

Utilisation des terres pour la culture et le pâturage

Si nous prenons les données de Statistique Canada, nous pouvons constater qu'entre 2016 et 2021, tous les types de superficie (culture, pâturage, boisé, arbres de Noël, etc.) sont en déclin dans le Val-Saint-François *(voir Tableau 8 ci-dessous)*.

Bien qu'il y ait eu quelques remontées en nombres d'hectares dans quelques catégories entre 2011 et 2016, nous constatons tout de même une diminution constante de la superficie agricole totale[1] entre 2011 et 2021 (-4937 hectares), ce qui équivaut à une diminution de 9,95 % *(voir Tableau 8 ci-dessous, **valeurs surlignées en bleu**)*.

Les terres en culture[2] sont restées assez stables depuis 2011. Nous observons tout de même une diminution de 569 hectares de terres en culture entre 2016 et 2021 (-2,68 %). Toutefois, si nous prenons comme référence l'année 2011, ces superficies ont tout de même augmenté de 490 hectares *(voir Tableau 8 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert pomme**)*.

Quand nous regardons le nombre d'entreprises qui déclarent avoir des terres en culture, nous pouvons constater qu'en 2011, la moyenne d'hectares par entreprise était de 56,89 ha (20 196 ha/355 exploitations). En 2016, cette moyenne est passée à 65,80 ha par entreprise (21 255 ha/323 exploitations). Enfin, en 2021, cette moyenne a rediminué à 60,13 ha par entreprise (20 686 ha/344 exploitations) *(voir Tableau 8 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert foncé** et voir Tableau 10 ci-dessous, **valeurs surlignées en bleu**)*.

[1] La superficie agricole totale inclut les terres cultivables et non cultivables des exploitations qui sont possédées ou louées à d'autres (ou « accessibles » par d'autres mode d'occupation) moins (excluant) les superficies totales des terres exploitées par d'autres. La superficie agricole totale équivaut donc à la superficie nette de terres cultivables et non cultivables des exploitantes et exploitants agricoles.
[2] Les terres en culture excluent les terres exploitées par les autres.

Quant aux pâturages cultivés ou ensemencés et des terres naturelles pour le pâturage, on remarque une diminution significative entre 2011 et 2021, soit une baisse de 1311 hectares de pâturages cultivés ou ensemencés (-39,12 %) et une baisse de 1826 hectares de terres naturelles pour le pâturage (-41,52 %) *(voir Tableau 8 ci-dessous,* ***valeurs surlignées en jaune****)*. Au total, cela équivaut à une diminution de 3137 hectares pour le pâturage depuis 2011. Le nombre d'entreprises qui déclarent utiliser des terres pour le pâturage est aussi en diminution depuis 2011. Nous comptons 160 entreprises de moins, entre 2011 et 2021, qui déclarent utiliser des terres pour le pâturage *(voir Tableau 8 ci-dessous,* ***valeurs surlignées en orangé****)*.

De plus, les superficies d'arbres de Noël cultivés pour la vente ont aussi chuté significativement entre 2016 et 2021 (-246 ha). Ces données peuvent s'expliquer par l'arrêt des activités de certaines entreprises dans ce secteur *(voir Tableau 8 ci-dessous,* ***valeurs inscrites en bleu foncé****)*.

Cette diminution des superficies des terres en culture (entre 2016 et 2021, -569 ha) ou encore des terres pour le pâturage (entre 2011 et 2021 : -3137 ha) peut porter à croire que les entreprises ont de plus petites parcelles qu'avant, car elles ont par exemple été vendues et non remplacées ou encore parce que les entreprises louent leurs terres à d'autres exploitantes ou exploitants qu'eux-mêmes. Nous ne pensons pas que ce sont des superficies qui se soient transformées en friches, car dans le Tableau 8 ci-dessous, les fiches entrent dans la catégorie « toutes les autres terres » et sa superficie a augmenté d'à peine 72 hectares entre 2011 et 2016 et n'a pas augmenté dans cette catégorie entre 2016 et 2021. Cette superficie a plutôt diminué de 1517 hectares.

Tableau 8 : Utilisation des terres dans la MRC du Val-Saint-François, de 2011 à 2021

Utilisation des terres	Nombre d'exploitations déclarantes et superficies	2011	2016	2021
Superficie agricole totale*	Nombre d'exploitations déclarantes	459	437	470
	Superficie en hectares	**49 601**	**48 750**	**44 664**
Terres en culture (excluant la superficie en arbres de Noël)	Nombre d'exploitations déclarantes	**355**	**323**	**344**
	Superficie en hectares	**20 196**	**21 255**	**20 686**
Terres en jachère	Nbre d'exploitations déclarantes	6	6	13
	Superficie en hectares	14	15	F
Pâturages cultivés ou ensemencés	Nbre d'exploitations déclarantes	**186**	**147**	**104**
	Superficie en hectares	**3 351**	**2 362**	**2 040**
Terres naturelles pour le pâturage	Nbre d'exploitations déclarantes	**226**	**171**	**148**
	Superficie en hectares	**4 398**	**2 907**	**2 572**
Terres boisées et terres humides	Nbre d'exploitations déclarantes	384	368	356
	Superficie en hectares	18 643	19 013	17 901
Arbres de Noël cultivés pour la vente	Nbre d'exploitations déclarantes	6	10	4
	Superficie en hectares	168	**295**	**49**
Toutes les autres terres	Nbre d'exploitations déclarantes	301	290	268
	Superficie en hectares	2 832	2 904	1 387

Sources :
Statistique Canada. Tableau 32-10-0249-01. Utilisation des terres, Recensement de l'agriculture, 2021.
Statistique Canada. Tableau 32-10-0406-01. Utilisation des terres, Recensement de l'agriculture, 2011 et 2016, inactif.

N. B. Les valeurs surlignées dans le tableau font référence au texte précédant le Tableau 8.
*F = trop peu fiable pour être publié. * Superficie agricole totale : correspond à la somme de tous les modes d'occupation moins la « superficie totale des terres exploitées par d'autres ».*

Relativement aux superficies exploitées par d'autres (ces superficies ne sont pas incluses dans les superficies agricoles totales), à la suite d'une diminution d'hectares entre 2011 et 2016 (-670 ha), il y a eu une légère augmentation entre 2016 et 2021, soit de 163 hectares *(voir Tableau 9 ci-dessous, **valeurs surlignées en bleu**)*. Enfin, quant à la superficie louée des autres (cette superficie est incluse dans la superficie agricole totale), la diminution est constante, passant de 8775 hectares à 8033 hectares entre 2011 à 2021 (-742 ha) *(voir Tableau 9 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert pomme**)*.

Tableau 9 : Mode d'occupation des terres de la MRC du Val-Saint-François et nombre d'exploitations déclarantes, de 2011 à 2021

Mode d'occupation	Nombre d'exploitations et superficies	MRC Val-Saint-François		
		2011	2016	2021
Superficie agricole totale (nette)*	Nbre exploitations déclarantes	459	437	470
	Hectares	49 601	48 750	44 664
Superficie totale des terres exploitées par d'autres	Nbre exploitations déclarantes	57	41	37
	Hectares	**2 004**	**1 334**	**1 497**
Superficie louée des autres	Nbre exploitations déclarantes	137	122	124
	Hectares	**8 775**	**8 367**	**8 033**

Sources :
Statistique Canada. Tableau 32-10-0234-01. Mode d'occupation des terres, Recensement de l'agriculture, 2021.
Statistique Canada. Tableau 32-10-0407-01. Mode d'occupation des terres, Recensement de l'agriculture, 2011 et 2016, inactif.

N. B. Les valeurs surlignées dans le tableau font référence au texte précédant le Tableau 9.
**Superficie agricole totale : correspond à la somme de tous les modes d'occupation moins la « superficie totale des terres exploitées par d'autres ».*

Ainsi, à la lumière des informations concernant l'utilisation des terres *(Tableau 8)* et le mode d'occupation des terres *(Tableau 9)* de la MRC du Val-Saint-François, nous pouvons constater que la superficie agricole totale des terres a diminué depuis les dix dernières années.

Entre 2016 et 2021, toutes les catégories d'utilisation des terres ont été en diminution, ce qui équivaut à une perte de 4086 hectares. Nous pouvons supposer que cette perte est probablement due à la vente de ces terres à des personnes non-agricultrices ou à des entreprises agricoles dont le siège social est à l'extérieur de la MRC du Val-Saint-François, car la diminution dans une catégorie du type d'utilisation n'est pas compensée par l'augmentation dans une autre catégorie *(voir Tableau 8 ci-dessus)*. De plus, cette diminution n'est pas non plus comblée par l'augmentation de 163 hectares des terres exploitées par d'autres entre 2016 et 2021 *(voir Tableau 9 ci-dessus)*.

Moyenne des superficies des terres en culture en hectares par exploitation agricole déclarante

Si nous regardons l'évolution de la moyenne des superficies des terres en culture en hectare par exploitation agricole déclarante, nous pouvons constater que cette dernière a diminué de 8,62 % entre 2016 et 2021, passant de 65,80 ha à 60,13 ha *(voir Tableau 10 ci-dessous, **valeurs surlignées en bleu**)*.

Tableau 10 : Moyenne de la superficie en culture en hectares par exploitation agricole déclarante dans le Val-Saint-François, de 2011 à 2021

Utilisation des terres		2011	2016	2021
Terres en culture (excluant la superficie en arbres de Noël)	Nombre d'exploitations déclarantes	355	323	344
	Superficie en hectares	20 196	21 255	20 686
	Moyenne de la superficie en culture en hectare par exploitation (ha)	56,89	**65,80**	**60,13**

Sources :
Statistique Canada. Tableau 32-10-0249-01. Utilisation des terres, Recensement de l'agriculture, 2021.
Statistique Canada. Tableau 32-10-0406-01. Utilisation des terres, Recensement de l'agriculture, 2011 et 2016, inactif.
N. B. Les valeurs surlignées dans le tableau font référence au texte précédant le Tableau 10.

Nombre de fermes par tranche de superficie agricole

Lorsque nous séparons les fermes agricoles par tranche de superficies agricoles dans le Val-Saint-François, nous pouvons constater qu'en 2011, 63,87 % des fermes avaient des superficies allant de « moins de 10 acres à 239 acres » (304 fermes/476 fermes), qu'en 2016 ce pourcentage a augmenté à 64,99 % (297 fermes/457 fermes) et en 2021, à 69,37 % (342 fermes/493 fermes). Les fermes ayant de plus petites superficies sont en augmentation *(voir Tableau 11 ci-dessous)*.

D'ailleurs, les fermes présentes dans les tranches des plus petites superficies sont davantage en augmentation depuis 2011 par rapport aux fermes présentes dans les tranches des plus grandes superficies. **Cela démontre une tendance quant à l'augmentation de fermes ayant de plus petites superficies.**

- Nous remarquons que pour les fermes de « moins de 10 acres » et celles de « 10 acres à 69 acres », l'augmentation est constante et plus prononcée, soit plus de 45 fermes dans ces deux tranches depuis 2011 *(voir Tableau 11 ci-dessous, **valeurs surlignées en bleu**)*. Nous remarquons également une augmentation des fermes dans la tranche de « 70 à 129 acres » entre 2016 et 2021 (+11 fermes) (*voir Tableau 11 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert pomme***);

- Le nombre de fermes qui ont de très grandes superficies (1600 acres et plus) est resté assez stable depuis 2011, avec quelques petites variations *(voir Tableau 11 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert foncé***;
- Enfin, pour certaines tranches de superficies de fermes (entre 130 acres et 1599 acres), le nombre de fermes a diminué, surtout pour les tranches entre « 130 acres et 179 acres », entre « 240 acres et 399 acres » ainsi qu'entre « 760 acres et 1119 acres » *(voir Tableau 11 ci-dessous, **valeurs surlignées en jaune**)*.

Nous pouvons donc constater qu'entre 2011 et 2021, il y a eu 56 fermes de plus ayant entre « moins de 10 acres et 129 acres » et 39 fermes de moins ayant entre « 130 acres et 1599 acres ». **La diminution des fermes dans les tranches de superficies surlignées en jaune dans le Tableau 11 ci-dessous a surtout eu lieu entre 2011 et 2016.** Outre la variation entre les années, nous pouvons aussi observer que pour 2021, 85,19 % des fermes possèdent 400 acres et moins. Seulement 0,81 % des fermes ont des superficies de plus de 1600 acres.

Tableau 11 : Fermes classées selon la superficie agricole totale dans la MRC du Val-Saint-François, de 2011 à 2021

Fermes classées selon la superficie agricole totale	Nombre de fermes par tranche de superficie agricole par année			Variation du nombre de fermes par tranche de superficie agricole de 2011 et 2021		
	2011	2016	2021	Variation 2011 à 2016	Variation 2016 à 2021	Variation 2011 à 2021
Nombre total de fermes par tranche de superficie	476	457	493	-19	36	17
Fermes de moins de 10 acres	23	28	43	**+5**	**+15**	**+20**
Fermes de 10 à 69 acres	71	79	96	**+8**	**+17**	**+25**
Fermes de 70 à 129 acres	87	87	98	0	**+11**	**+11**
Fermes de 130 à 179 acres	60	42	35	-18	-7	**-25**
Fermes de 180 à 239 acres	63	61	70	-2	+9	+7
Fermes de 240 à 399 acres	90	79	78	-11	-1	**-12**
Fermes de 400 à 559 acres	39	37	35	-2	-2	-4
Fermes de 560 à 759 acres	16	23	20	+7	-3	+4
Fermes de 760 à 1 119 acres	20	13	10	-7	-3	**-10**
Fermes de 1 120 à 1 599 acres	3	6	4	+3	-2	+1
Fermes de 1 600 à 2 239 acres	3	0	3	**-3**	**3**	**0**
Fermes de 2 240 à 2 879 acres	0	1	0	**+1**	**-1**	**0**
Fermes de 2 880 à 3 519 acres	0	0	0	**0**	**0**	**0**
Fermes de 3 520 acres et plus	1	1	1	**0**	**0**	**0**

Sources :
Statistique Canada. Tableau 32-10-0232-01 Exploitations agricoles classées selon la superficie agricole totale, Recensement de l'agriculture, 2021.
Statistique Canada. Tableau 32-10-0404-01 Exploitations agricoles classées selon la superficie agricole totale, Recensement de l'agriculture, 2011 et 2016, inactif.

N.B. Les valeurs surlignées dans le tableau font référence au texte précédant le Tableau 11.

Modification de la zone agricole

Depuis 2004, 591 décisions ont été rendues par la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) sur le territoire du Val-Saint-François. Quelque 437 d'entre elles sont des autorisations, soit 73,94 %. Ainsi, 487,4 hectares de la MRC en zone agricole ont été reconvertis à des fins autres que l'agriculture. La majorité de ces autorisations (419,2, soit 86 %) sont pour des implantations d'un nouvel usage et des usages accessoires ou pour l'agrandissement d'un usage existant. Neuf exclusions ou inclusions de la zone agricole ont été acceptées, modifiant 68,2 hectares. Pour l'ensemble de ces neuf cas, il s'agit d'exclusions en entier *(voir Tableau 12 ci-dessous)*.

Tableau 12 : Nombres et superficies des décisions de la CPTAQ d'après les rapports annuels de 2004 à 2021, excluant celui de 2015

Nature de la demande	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Total
Modification des limites de la zone agricole (exclusion et inclusion)																	
Nombre de décisions rendues	1	0	1	1	1	1	2	4	0	0	1	2	0	0	0	1	15
Nombre d'autorisations	1	0	1	0	1	1	2	2	0	0	0	1	0	0	0	0	9
Superficie autorisée (ha)	1	0	1,9	0	9,5	24,7	18,8	12	0	0	0	0,3	0	0	0	0	68,2
Implantation d'un nouvel usage																	
Nombre de décisions rendues	21	27	23	23	26	24	14	16	4	8	11	8	9	3	4	8	229
Nombre d'autorisations	10	6	14	12	19	17	12	13	2	6	7	6	7	2	4	6	143
Superficie autorisée (ha)	10,1	2,3	12,6	42,1	18,3	15,9	12,8	43	0,4	8,9	18	52,1	26,3	11,2	11,1	0.7	285,8
Usage accessoire ou agrandissement d'un usage existant																	
Nombre de décisions rendues	7	9	9	8	9	7	2	10	10	4	12	6	6	10	9	5	123
Nombre d'autorisations	7	7	7	8	8	7	2	9	6	3	10	6	5	8	7	4	104
Superficie autorisée (ha)	15,3	2,2	8,3	23,9	13,6	2,3	2,1	10	26, 8	4,1	15,5	2,3	7,4	19,9	6,5	2.1	133,4

Autres*																	
Nombre de décisions rendues	15	16	16	9	19	9	10	11	12	17	26	16	12	20	11	5	224
Nombre d'autorisations	14	14	9	5	12	7	9	10	10	17	25	15	12	9	8	5	181
Total																	
Nombre de décisions rendues	**44**	**52**	**49**	**41**	**55**	**41**	**28**	**41**	**26**	**29**	**50**	**32**	**27**	**33**	**24**	**19**	**591**
Nombre d'autorisations	**32**	**27**	**31**	**25**	**40**	**32**	**25**	**34**	**18**	**26**	**42**	**28**	**24**	**19**	**19**	**15**	**437**

Source : Commission de protection du territoire agricole du Québec, rapports annuels de gestion, 2015 à 2022.
** Aliénations foncières non agricoles, renouvellement d'autorisation, ajout et conversion d'usage dans une aire de droits acquis, reconnaissance de droits acquis, acquisition de terres agricoles par des personnes non résidentes, permis d'enlèvement de sol arable et de gazon ou coupe d'érables dans une érablière.*

Capital agricole

Le capital agricole des fermes du Val-Saint-François a augmenté depuis les 10 dernières années, passant de 441 375 463 $ en 2011 à 828 173 941 $ en 2021 *(voir Tableau 13 ci-dessous).* C'est une augmentation de 87,63%. C'est dans la municipalité de Stoke, où la valeur marchande des fermes est la plus élevée, que nous retrouvons la seule diminution de cette valeur entre 2016 et 2021. D'ailleurs, c'est également dans cette municipalité que la variation de la moyenne du capital agricole par ferme a le moins augmenté entre 2011 et 2021 *(voir Tableau 13 ci-dessous, **valeurs surlignées en bleu**).* Ce sont dans les municipalités de Val-Joli et Saint-François-Xavier-de-Brompton que la variation de la moyenne du capital agricole par ferme a le plus augmenté entre 2011 et 2021 *(voir Tableau 13 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert pomme**).*

En observant la variation de la moyenne du capital agricole par ferme pour la MRC du Val-Saint-François et pour chaque municipalité entre 2011 et 2021, nous pouvons constater que pour la majorité des municipalités, la moyenne du capital agricole par ferme a davantage augmenté entre 2011 et 2016 (Ex. : Racine, Sainte-Anne-de-la-Rochelle et Cleveland) *(voir Tableau 14 ci-dessous, **valeurs surlignées en bleu**).* Pour d'autres municipalités, cette augmentation de la moyenne du capital agricole par ferme a surtout eu lieu entre 2016 et 2021 (Ex. : Saint-François-Xavier-de-Brompton et Val-Joli) *(voir Tableau 14 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert pomme**.* Les plus grandes augmentations ont eu lieu à Saint-Anne-de-la-Rochelle entre 2011 et 2016 et à Val-Joli entre 2016 et 2021 *(voir Tableaux 13 et 14).*

Tableau 13 : Moyenne du capital agricole par ferme pour la MRC du Val-Saint-François et pour chaque municipalité, de 2011 à 2021

MRC et Municipalité	Année	Nombre de fermes déclarantes	Total du capital agricole des fermes (valeur marchande en $) pour la MRC et par municipalité	Moyenne du capital agricole total de la MRC et des municipalités par ferme (valeur marchande en $)	Variation de la moyenne du capital agricole par ferme (valeur marchande en $) entre 2011 et 2021
Le Val-Saint-François	2011	476	441 375 463	927 259,38	752 606,63
	2016	457	594 162 918	1 300 137,68	
	2021	493	828 173 941	1 679 866,01	
Stoke	2011	34	93 524 084	2 750 708,35	**43 348,13**
	2016	35	128 923 944	**3 683 541,26**	
	2021	44	122 938 485	**2 794 056,48**	
Saint-François-Xavier-de-Brompton	2011	40	38 651 887	966 297,18	**1 102 885,93**
	2016	46	51 762 037	1 125 261,67	
	2021	55	113 805 071	2 069 183,11	
Racine	2011	57	36 159 931	634 384,75	694 595,36
	2016	37	43 961 332	1 188 144,11	
	2021	44	58 475 125	1 328 980,11	
Bonsecours	2011	35	21 816 233	623 320,94	355 970,34
	2016	24	21 975 601	915 650,04	
	2021	28	27 420 156	979 291,29	
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	2011	17	10 074 034	592 590,24	805 653,17
	2016	38	46 760 355	1 230 535,66	
	2021	49	68 513 927	1 398 243,41	
Valcourt	2011	50	38 782 143	775 642,86	554 467,02
	2016	43	46 959 690	1 092 085,81	
	2021	41	54 534 505	1 330 109,88	
Maricourt	2011	32	24 161 169	755 036,53	391 145,17
	2016	29	28 294 496	975 672,28	
	2021	30	34 385 451	1 146 181,70	
Melbourne	2011	65	68 256 963	1 050 107,12	292 006,40
	2016	81	86 514 067	1 068 074,90	
	2021	73	97 974 287	1 342 113,52	
Val-Joli	2011	62	47 293 731	762 802,11	**1 720 443,01**
	2016	51	57 341 581	1 124 344,73	
	2021	56	139 061 727	2 483 245,13	
Saint-Claude	2011	31	21 578 981	696 096,16	533 521,17
	2016	25	22 745 877	909 835,08	
	2021	30	36 888 520	1 229 617,33	
Cleveland	2011	53	41 076 307	775 024,66	950 014,57
	2016	48	58 923 938	1 227 582,04	
	2021	43	74 176 687	1 725 039,23	

Sources :
Statistique Canada. Tableau 32-10-0237-01. Capital agricole, Recensement de l'agriculture, 2021.
Statistique Canada. Tableau 32-10-0437-01. Capital agricole, Recensement de l'agriculture, 2011 et 2016, inactif.
N.B. Les valeurs surlignées dans le tableau font référence au texte précédant le Tableau 13.

Tableau 14 : Variation de la moyenne du capital agricole par ferme pour la MRC du Val-Saint-François et pour chaque municipalité entre 2011 et 2021

Municipalité	Année	Moyenne du capital agricole total de la MRC et des municipalités par ferme (valeur marchande en $)	Variation de la moyenne du capital agricole par ferme entre 2011 et 2016 (%)	Variation de la moyenne du capital agricole par ferme entre 2016 et 2021 (%)
Le Val-Saint-François	2011	927 259,38	40	
	2016	1 300 137,68		29
	2021	1 679 866,01		
Stoke	2011	2 750 708,35	34	
	2016	3 683 541,26		-24
	2021	2 794 056,48		
Saint-François-Xavier-de-Brompton	2011	966 297,18	16	
	2016	1 125 261,67		84
	2021	2 069 183,11		
Racine	2011	634 384,75	87	
	2016	1 188 144,11		12
	2021	1 328 980,11		
Bonsecours	2011	623 320,94	47	
	2016	915 650,04		7
	2021	979 291,29		
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	2011	592 590,24	108	
	2016	1 230 535,66		14
	2021	1 398 243,41		
Valcourt	2011	775 642,86	41	
	2016	1 092 085,81		22
	2021	1 330 109,88		
Maricourt	2011	755 036,53	29	
	2016	975 672,28		17
	2021	1 146 181,70		
Melbourne	2011	1 050 107,12	2	
	2016	1 068 074,90		26
	2021	1 342 113,52		
Val-Joli	2011	762 802,11	47	
	2016	1 124 344,73		121
	2021	2 483 245,13		
Saint-Claude	2011	696 096,16	31	
	2016	909 835,08		35
	2021	1 229 617,33		
Cleveland	2011	775 024,66	58	
	2016	1 227 582,04		41
	2021	1 725 039,23		

Sources :
Statistique Canada. Tableau 32-10-0237-01. Capital agricole, Recensement de l'agriculture, 2021.
Statistique Canada. Tableau 32-10-0437-01. Capital agricole, Recensement de l'agriculture, 2011 et 2016, inactif.
N.B. Les valeurs surlignées dans le tableau font référence au texte précédant le Tableau 14.

Dans le Tableau 15 ci-dessous, nous pouvons observer la moyenne du capital agricole total de la MRC et de chaque municipalité par hectare en culture (de la zone agricole). Nous pouvons donc connaitre, pour chaque hectare en culture de la zone agricole (pour chaque municipalité), le capital agricole (valeur marchande) qui lui est attribué. Ce calcul exclut les superficies en couvert forestier. Les moyennes varient beaucoup entre chaque municipalité. Les municipalités de Stoke, de Saint-François-Xaxier-de-Brompton, de Val-Joli et de Sainte-Anne-de-la-Rochelle obtiennent de meilleures moyennes de capital agricole/hectare en culture (*voir Tableau 15 ci-dessous, valeurs surlignées en jaune*).

Tableau 15 : Moyenne du capital agricole total de la MRC et des municipalités par hectare en culture de leur propre zone agricole, pour 2021

Municipalité	Superficie en culture en zone agricole (ha)	Capital agricole total des fermes (valeur marchande en $) en 2021	Moyenne du capital agricole total de la MRC et des municipalités par hectare en culture de leur propre zone agricole (valeur marchande en $) en 2021
Le Val-Saint-François	25 746,85	828 173 941	32 166,03
Stoke	2 422,05	122 938 485	**50 758,03**
Saint-François-Xavier-de-Brompton	2 661,65	113 805 071	**42 757,39**
Racine	1 669,80	58 475 125	35 019,24
Bonsecours	902,33	27 420 156	30 388,17
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	1 802,04	68 513 927	**38 020,20**
Valcourt	1 783,59	54 534 505	30 575,70
Maricourt	1 503,74	34 385 451	22 866,62
Melbourne	4 465,39	97 974 287	21 940,81
Val-Joli	3 355,54	139 061 727	**41 442,43**
Saint-Claude	2 730,89	36 888 520	13 507,87
Cleveland	2 449,83	74 176 687	30 278,30

Sources :
Statistique Canada. Tableau 32-10-0237-01. Capital agricole, Recensement de l'agriculture, 2021.
MRC du Val-Saint-François (2023b).

N.B. Les valeurs surlignées dans le tableau font référence au texte précédant le Tableau 15.

Friches

Les friches agricoles sont des terres autrefois cultivées ou utilisées pour des activités agricoles qui sont maintenant abandonnées, sans intention d'être cultivées, depuis plus de cinq ans et où s'implante graduellement la végétation naturelle et incontrôlée. La remise en culture devient par la suite difficile, voire impossible, en raison du travail physique et aratoire à effectuer.

Avec la dernière mise à jour de l'occupation du sol réalisée en 2018 par la MRC du Val-Saint-François, nous pouvons démontrer que dans la MRC du Val-Saint-François, les friches incluses dans la zone agricole et dans la zone blanche représentent 2264 ha, soit 1,59 % du territoire de la MRC (2264 ha/142 619 ha). Ce sont dans les municipalités de Melbourne, de Saint-Claude, de Stoke et de Val-Joli que nous retrouvons le plus de terres en friche par rapport à la superficie totale des friches en zone agricole[3] (*voir Tableau 16*, ***valeurs surlignées en bleu***).

Lors de la réalisation du PDZA de la MRC en 2015-2016, une étude des friches agricoles a été réalisée afin de connaitre d'abord l'état de la situation des friches et d'ensuite évaluer le potentiel de remise en culture de celles-ci. Cette étude a été réalisée par plusieurs intervenantes et intervenants, soit : la MRC du Val-Saint-François, la firme Néogis, des agronomes du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation Estrie et la firme BIOS Consultants. L'étude avait permis d'identifier les friches présentes sur le territoire de la MRC du Val-Saint-François ayant un potentiel agricole réel. Pour prendre connaissance des résultats plus détaillés de cette étude, vous référer au PDZA 2016-2021 de la MRC du Val-Saint-François (p. 97 à 103).

L'étude de 2015-2016 avait permis de recenser un total de 1149 friches dans la MRC, pour une superficie de 2238 ha, ce qui correspondait à 1,57 % de la superficie totale de la MRC (2238 ha/142 619 ha). À cet effet, nous pouvons observer que la superficie des terres en friche a augmenté de 1,16% entre 2015 et 2018, passant de 2238 ha en 2015 à 2264 ha en 2018).

En 2015-2016, on dénombrait un total de 457 friches à potentiel agricole pour une superficie de 1240 ha, soit 55,4 % de la superficie des friches identifiées. Quant aux friches à potentiel forestier, elles étaient au nombre de 632, pour une superficie de 866 ha.

Afin de valider les résultats théoriques et de confirmer le potentiel agricole réel des friches, un agronome de la firme BIOS Consultants a effectué 104 visites sur le terrain pour valider 189 friches à potentiel agricole. Les visites ont eu lieu entre la fin du mois de juin et le début du mois de juillet 2015. Les résultats terrain confirment alors que pour 189 friches sélectionnées pour visite, seulement 83 présentaient un potentiel réel de remise en valeur agricole, soit 44 % des friches visitées.

[3] Sur la totalité des terres en friche dans le Val-Saint-François (soit 2264 ha), 2218,07 ha se retrouvent en **zone agricole**. Les terres en friches sont donc à 98 % en zone agricole.

Toutefois, des 83 friches ayant un potentiel agricole vérifié, plusieurs friches présentaient quand même des limitations qui pouvaient nuire à la remise en valeur agricole, soit en raison du drainage (limitation de drainage) ou bien par le cumul de plusieurs facteurs limitant le potentiel agricole (plusieurs limitations). Seulement 24 friches sur 83 présentaient peu de limitations facilitant la remise en culture, soit 29 % des friches à potentiel agricole vérifié.

Enfin, depuis celle de 2015-2016, aucune autre étude plus approfondie n'a été réalisée pour mettre à jour le portrait des friches du territoire de la MRC du Val-Saint-François et leur potentiel de remise en culture.

Tableau 16 : Répartition de la superficie en friche de la zone agricole par municipalité du Val-Saint-François et proportion de cette superficie sur la superficie totale en zone agricole de la MRC

Municipalité	Superficie en friche	Proportion en friche sur la superficie total de la zone agricole de la MRC
	ha	%
Bonsecours	179,63	0,15
Cleveland	90,90	0,08
Kingsbury	1,16	0,00
Lawrenceville	22,93	0,02
Maricourt	125,62	0,11
Melbourne	**346,74**	0,30
Racine	133,89	0,11
Richmond	0,00	0,00
Saint-Claude	**287,56**	0,25
Saint-Denis-de-Brompton	101,56	0,09
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	73,18	0,06
Saint-François-Xavier-de-Brompton	180,26	0,15
Stoke	**236,41**	0,20
Ulverton	30,75	0,03
Cantons de Valcourt	139,64	0,12
Valcourt	17,12	0,01
Val-Joli	**230,24**	0,20
Windsor	0,00	0,00
Territoire non organisé (T.N.O) aquatique	20,46	0,02
Total MRC	**2 218,07**	**1,89**

Source : MRC du Val-Saint-François (2023b).
N.B. Les valeurs surlignées dans le tableau font référence au texte précédant le Tableau 16.

REA et remise en culture

Toutes les municipalités du Val-Saint-François font partie des municipalités avec restriction de remise en culture telles que spécifiées dans le Règlement sur les exploitations agricoles (REA)[4], articles 50.1 à 50.4. Ces municipalités font partie de bassins versants dits dégradés, car ayant des rivières qui ont une capacité de support en phosphore dépassée.

Les municipalités de Bonsecours, de Lawrenceville, de Maricourt, de Melbourne, de Saint-François-Xavier-de-Brompton, de Val-Joli, de Sainte-Anne-de-la-Rochelle, de Valcourt Canton, de Racine et de Stoke sont incluses dans l'Annexe 2 du REA, tandis que les municipalités de Richmond, de Saint-Claude, d'Ulverton, de Windsor, de Saint-Denis-de-Brompton, de Kingsbury, de Cleveland et de Valcourt sont incluses dans l'Annexe 3 du REA.

Au Québec, les municipalités qui font partie des bassins versants dégradés ne peuvent plus augmenter leurs superficies en culture au-delà des droits acquis en 2004, en 2005 ou en 2011, selon le cas. Selon les articles en question (50.1 à 50.4 du REA), « les superficies en culture au cours de la saison de cultures 2004 ou 2005, selon le cas, peuvent inclure toute parcelle cultivée au moins une fois au cours des 14 années précédentes, même si cette parcelle n'est actuellement pas cultivée (en friche ou recouverte d'arbres) » (MELCC, 2021, p. 131). Ainsi, « les terres cultivées au moins une fois entre 1990 et 2004 ou entre 1991 et 2005 peuvent aussi être incluses dans la superficie totale cultivée en 2004 ou 2005, selon le cas. Pour se prévaloir de ce droit, le lieu d'élevage ou d'épandage devait exister le 16 décembre 2004 ou le 19 octobre 2005, selon le cas » (MELCC, 2021, p. 134). Pour le Val-Saint-François, il faut se référer à l'année 2004.

Cependant, il y a quelques exceptions à cette interdiction de cultiver de nouvelles parcelles dans les bassins versants dégradés. Par exemple, certains végétaux ne sont pas visés par l'interdiction, par exemple « les arbres autres que les arbres de Noël et les arbres fruitiers, les arbustes, les bleuets, les canneberges, les fraisiers, les framboisiers et les vignes » (MELCC, 2021, p. 133). De plus, « l'implantation d'arbres à noix non fertilisés dans le seul but d'y récolter des noix ou l'implantation de plantes à fleurs non fertilisées et non récoltées dans le seul but de pratiquer l'apiculture ne sont pas considérées comme des superficies cultivées pour l'application de cet article (MELCC, 2021, p. 133).

Enfin, la remise en culture peut aussi être possible sur un terrain dont la superficie utilisée pour la culture de végétaux est d'un hectare et moins. « Par terrain, on entend une portion de terre consacrée à une ou à plusieurs cultures, comme un jardin tenu par un particulier ou une petite production maraichère. Pour que cette exclusion soit valide, le nombre de terrains d'un hectare ou moins que la personne peut cultiver est limité à un seul. Par exemple, un exploitant cultivant déjà 15 ha de bleuets ne pourrait mettre en culture une nouvelle superficie de 0,8 ha de légumes » (MELCC, 2021, p. 134).

« En raison des diverses dispositions des articles 50.1, 50.1.1, 50.3, 50.3.1 et 50.4, il peut être difficile de déterminer les cultures permises sur une parcelle située dans un bassin versant qui est dégradé » (MELCC, 2021, p. 134).

[4] Gouvernement du Québec, *Règlement sur les exploitations agricoles*, chapitre Q-2, r. 26 de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE).

Décision à portée collective (art. 59 de la LPTAA)

C'est en décembre 2009 que la MRC a obtenu une décision (décision 360623) en vertu de l'article 59 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (LPTAA) pour son territoire. Cette décision, qui fait suite à une négociation entre la MRC, la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) et l'UPA-Estrie, dicte maintenant les règles à suivre pour la construction résidentielle en zone agricole. Seul un permis de construction municipal suffit si les conditions sont remplies.

En plus d'alléger le processus administratif pour les municipalités ainsi que pour les citoyennes et les citoyens, cette décision a permis d'obtenir des droits de construction résidentielle dans l'ensemble des municipalités de la MRC, et ce, en privilégiant une approche de consolidation et de pérennisation du territoire agricole. Elle vient établir les règles précises quant à l'implantation d'une nouvelle résidence dans une perspective de développement durable du territoire agricole et de l'ensemble de la MRC.

La décision à portée collective a permis d'obtenir des droits de construction résidentielle selon les deux volets suivants :

1- Un ilot déstructuré qui est défini de la façon suivante : « entités ponctuelles de superficie restreinte, déstructurées par l'addition au fil du temps d'usages non agricoles et à l'intérieur desquelles subsistent de rares lots vacants enclavés et irrécupérables pour l'agriculture » ;

2- Terrain vacant (sans résidence) en date du 26 novembre 2008, d'une superficie minimale de 10 hectares, situé dans les affectations agroforestières et récréoforestières.

La MRC a obtenu 1 145 droits de construction résidentielle, soit 580 possibilités dans 191 ilots déstructurés et 565 possibilités sur des terrains vacants de 10 hectares et plus situés dans les affectations agroforestières et récréoforestières (voir Tableau 17 ci-dessous).

Pour les ilots déstructurés, on compte 163 ilots avec morcèlement (ilot de type 1) avec 473 droits de construction et 28 ilots sans morcèlement (ilots de type 2 et 3) offrant 107 droits de construction.

Il s'agit d'une « possibilité » de construction, puisque plusieurs facteurs peuvent faire en sorte que ces terrains ne servent pas à une construction, par exemple : la topographie du terrain (terrain très accidenté), les contraintes physiques (milieux humides, zones inondables non cartographiées), le non-respect des règlements d'urbanisme municipaux et autres règlements ou lois en vigueur (norme de lotissement, norme de construction, terrain situé en bordure d'un chemin public ou privé ou non, etc.). De plus, les propriétaires des terrains visés peuvent aussi ne pas être intéressés à construire ou à vendre, ce qui limite encore une fois les possibilités de construction.

Tableau 17 : Résultats des possibles droits de construction obtenus à la suite de la décision à portée collective (décision 360623 de 2009)

Nombre de droits de construction	Ilots déstructurés		Terrains de plus de 10 ha *(Conditions : Propriété de 10 ha et plus, en affectation agroforestière et vacante au 26 novembre 2008)*
	Ilot avec morcèlement (type 1) *(Condition : le morcèlement, l'aliénation et la construction résidentielle sont permis à l'intérieur des limites des ilots en respectant la règlementation d'urbanisme municipale)*	**Ilot sans morcèlement (type 2 et 3)** *(Conditions : ilot type 2 : construction résidentielle sur propriété vacante existante en 2008. Ilot type 3 : morcèlement et construction possible sur terrain où une résidence sur droit acquis est présente)*	
	473	107	565
Total des droits de construction	580		
Total des droits de construction pour la MRC	**1 145**		

Source : MRC du Val-Saint-François (2016), p. 68.

Depuis 2010, 203 permis de construction résidentielle ont été délivrés dans la zone agricole, pour une totalité de 4281,2 ha. De tous ces permis, seulement 67 ont été émis dans des secteurs autorisés, ce qui représente 33 % des émissions *(voir Tableau 18 ci-dessous)*.

Tableau 18 : Constructions résidentielles dans la zone agricole du Val-Saint-François, de 2010 à 2021

Année de construction	Nombre	Superficie (ha)
2010	11	582,6
2011	12	322,4
2012	30	1091,6
2013	14	177,1
2014	16	109,5
2015	19	279,7
2016	25	179,0
2017	15	131,0
2018	25	968,7
2019	18	243,9
2020	10	126,1
2021	8	69,6
Total général	**203**	**4 281,2**

Source : MRC du Val-Saint-François (2024).

Projet d'agrandissement du Mont-Orford

- « Situé en Estrie dans la région naturelle des monts Sutton, le parc national du Mont-Orford s'étend sur une superficie de 59,46 km^2. Le projet de modification prévoit principalement un ajout de 45,60 km^2 de terrains acquis par le ministère responsable des Parcs au cours des dernières années […]. Le territoire visé par l'ajout proposé se situe majoritairement au nord du parc national et s'étend dans un axe nord-sud sur une quinzaine de kilomètres. Les MRC du Val-Saint-François et de Memphrémagog, les municipalités de Racine, de Saint-Denis-de-Brompton, du canton d'Orford, du canton de Melbourne, ainsi que de la ville de Sherbrooke sont les plus directement touchées par le projet. Le projet de modification de la limite permettrait de remplir le double objectif issu de la mission du réseau des parcs nationaux du Québec, soit d'assurer la conservation et la préservation du milieu et de sa biodiversité, ainsi que de mettre en valeur le territoire en le rendant accessible à la population à des fins récréatives et éducatives. »[5]

Le projet de modification des limites du Mont-Orford a fait l'object d'un mandat d'enquête et d'audience publique par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) dont le rapport, n^o 370, a été publié en juillet 2023. Les travaux avaient débuté le 13 février 2023.

Le rapport du BAPE est de façon générale très favorable au projet d'agrandissement en Annexe 3. Entre autres, la commission d'enquête est d'avis que « l'agrandissement du parc national du Mont-Orford permettrait de progresser vers l'atteinte de la cible gouvernementale de protection de 30 % du territoire québécois tout en augmentant de façon notable la superficie d'aires protégées de plusieurs municipalités et municipalités régionales de comté accueillant ce projet »[6], rapporte la commission.

Pour voir la carte du projet d'agrandissement du Mont-Orford, vous pouvez la trouver en Annexe 4.

[5] Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP), « Projet de modification de la limite du parc national du Mont-Orford » sur le site *Bureau d'audiences publiques sur l'environnement* [Projet de modification de la limite du parc national du Mont-Orford (gouv.qc.ca)], (consulté le 26 mars 2024).

[6] Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), « Le rapport en un clin d'œil, Projet de modification de la limite du parc national du Mont-Orford » sur le site *Windows.net* [Projet de modification de la limite du parc national du Mont-Orford (gouv.qc.ca)], (consulté le 26 mars 2024).

PRODUCTION

Revenus agricoles bruts totaux par MRC de l'Estrie

La MRC du Val-Saint-François est au 4e rang en Estrie en matière de revenus agricoles bruts totaux, avec un total de 108 910 790 dollars. En 2011, la MRC du Val-Saint-François se classait au 4e rang et en 2016, au 3e rang. Lorsque nous nous penchons sur la moyenne des revenus agricoles bruts totaux de la MRC par exploitation agricole, la MRC du Val-Saint-François chute alors au 5e rang *(voir Tableau 19 ci-dessous).* Nous pouvons constater que dans le Val-Saint-François, en 2021, le nombre d'entreprises a augmenté, mais les revenus agricoles bruts totaux de la MRC n'ont pas suivi cette augmentation, avec une diminution de 34,5 millions de dollars par rapport à 2016. Le Val-Saint-François est la seule MRC de l'Estrie qui a subi une diminution de ses revenus agricoles bruts totaux entre 2016 et 2021. Il est à noter que si certaines entreprises de grande taille qui ont leur siège social dans la MRC du Val-Saint-François ont un chiffre d'affaires en diminution en réponse à des décisions d'affaires ou au contexte économique, cela peut avoir une incidence notable sur les données tirées de Statistique Canada.

Tableau 19 : Revenus agricoles bruts totaux par MRC de l'Estrie et moyenne des revenus agricoles bruts totaux par exploitation agricole par MRC de l'Estrie, de 2011 à 2021

MRC de l'Estrie		2011	2016	2021
Le Granit	Revenus d'exploitation	72 855 585 $	92 517 525 $	142 271 205 $
	Nombre d'exploitations	574	604	691
	Moyenne du revenu par exploitation	**126 926 $**	**153 175 $**	**205 892 $**
Les Sources	Revenus d'exploitation	46 829 092 $	57 662 383 $	83 052 837 $
	Nombre d'exploitations	247	246	251
	Moyenne du revenu par exploitation	**189 591 $**	**234 400 $**	**330 888 $**
Le Haut-Saint-François	Revenus d'exploitation	67 122 632 $	79 692 124 $	109 159 256 $
	Nombre d'exploitations	480	471	513
	Moyenne du revenu par exploitation	**139 839 $**	**169 198 $**	**212 786 $**
Le Val-Saint-François	Revenus d'exploitation	114 601 335 $	143 365 779 $	108 910 790 $
	Nombre d'exploitations	476	457	493
	Moyenne du revenu par exploitation	**240 759 $**	**313 711 $**	**220 914 $**

Sherbrooke	Revenus d'exploitation	14 382 228 $	21 847 959 $	33 394 965 $
	Nombre d'exploitations	101	102	141
	Moyenne du revenu par exploitation	**142 398 $**	**214 196 $**	**236 844 $**
Coaticook	Revenus d'exploitation	172 440 006 $	203 812 636 $	266 221 702 $
	Nombre d'exploitations	556	571	595
	Moyenne du revenu par exploitation	**310 144 $**	**356 940 $**	**447 431 $**
Memphrémagog	Revenus d'exploitation	37 815 604 $	42 539 344 $	59 770 257 $
	Nombre d'exploitations	296	288	325
	Moyenne du revenu par exploitation	**127 755 $**	**147 706 $**	**183 908 $**
Brome-Missisquoi	Revenus d'exploitation	191 394 948 $	232 787 033 $	400 907 886 $
	Nombre d'exploitations	782	759	753
	Moyenne du revenu par exploitation	**244 751 $**	**306 702 $**	**532 414 $**
Haute-Yamaska	Revenus d'exploitation	120 280 808 $	118 803 280 $	160 883 926 $
	Nombre d'exploitations	425	433	431
	Moyenne du revenu par exploitation	**283 014 $**	**274 372 $**	**373 281 $**

Sources :
Statistique Canada. Tableau 32-10-0240-01 Revenus d'exploitation, Recensement de l'agriculture, 2021.
Statistique Canada. Tableau 32-10-0436-01 Fermes classées selon les revenus agricoles bruts totaux, Recensement de l'agriculture, 2011 et 2016, inactif.

Nombre d'exploitants par tranche de revenus

Quant aux revenus agricoles bruts totaux annuels des producteurs, dans le Val-Saint-François :

- 51,51 % des entreprises font de 0 $ à 49 999 $;
- 12,37 % font entre 50 000 $ et 99 000 $;
- 13,59 % font de 100 000 $ à 249 999 $;
- 11,56 % font entre 250 000 $ et 499 999 $;
- 6,90 % des entreprises font entre 500 000 $ et 1 million et, finalement ;
- 5,07 % des entreprises font plus d'un million de dollars.

Il y a donc 62,88 % des entreprises qui font moins de 100 000 $ par année et 76,47 % qui font moins de 250 000 $ par année. Le Val-Saint-François est donc majoritairement constitué de petites et de moyennes entreprises agricoles *(voir Tableau 20 ci-dessous).*

Tableau 20 : Distribution des revenus agricoles bruts totaux des exploitations agricoles du Val-Saint-François selon la tranche de revenus, pour 2021

Tranche de revenus	Proportion d'exploitations (%)		
0 $	6,49	50,51	62,88
1 $ à 9 999 $	18,66		
10 000 $ à 24 999 $	12,98		
25 000 $ à 49 999 $	12,37		
50 000 $ à 99 999 $	12,37	44,42	37,12
100 000 $ à 249 999 $	13,59		
250 000 $ à 499 999 $	11,56		
500 000 $ à 999 999 $	6,90		
1 000 000 $ à 1 999 999 $	3,65	5,07	
2 000 000 $ et plus	1,42		

Source : Statistique Canada. Tableau 32-10-0239-01 Exploitations classées selon les revenus d'exploitation totaux, Recensement de l'agriculture, 2021.

Nombre d'entreprises par type de production

Dans le Val-Saint-François, en 2021, on comptait 493 entreprises agricoles. Depuis 2016, il y a eu 36 entreprises de plus dans la région. Cela équivaut à une augmentation de 7,88 %. Il y a donc eu conservation des acquis.

Pour la période comprise entre 2016 et 2021, on note une diminution du nombre d'entreprises dans certains secteurs (ex. : bovin de boucherie, laitier et horticulture ornementale) et d'autres secteurs présentent une augmentation (ex. : équin, ovin, acériculture, fourrage pour la vente et légumes). Le secteur de la production animale a diminué de 1,6 %, en passant de 248 à 244 entreprises. Celui de la production végétale a augmenté de 21,1 %, en passant de 194 à 235 entreprises *(voir Tableau 21 ci-dessous).*

Tableau 21 : Exploitations agricoles classées selon le type de production agricole et variation du nombre d'entreprises par type de production agricole, de 2016 à 2021

Principale source de revenus*	Année		Variation 2016-2021	
	2016	2021	Nombre	Proportion (%)
Apiculture	6	9	3	50,00
Autres types d'élevages	21	16	-5	-23,81
Bovin de boucherie	68	65	-3	-4,41
Chevaux	20	24	4	20,00
Laitier	94	81	-13	-13,83
Ovin	14	19	5	35,71
Porcin	22	24	2	9,09
Volaille	3	6	3	100,00
Total animal	**248**	**244**	**-4**	**-1,61**
Acériculture	72	88	16	22,22
Céréales et protéagineux	22	25	3	13,64
Cultures abritées	3	10	7	233,33
Fourrages pour la vente	59	75	16	27,12
Légumes	10	18	8	80,00
Fruits	11	12	1	9,09
Horticulture ornementale	17	7	-10	-58,82
Total végétal	**194**	**235**	**41**	**21,13**
Autres	15	14	-1	-6,67
Nbre total d'exploitations	**457**	**493**	**36**	**7,88**

Sources :
Statistique Canada. Tableau 32-10-0231-01 Exploitations agricoles classées selon le type d'exploitation agricole, Recensement de l'agriculture, 2021.
Statistique Canada. Tableau 32-10-0403-01 Exploitations agricoles classées selon le type d'exploitation agricole, Recensement de l'agriculture, 2011 et 2016, inactif.

**Les exploitations ne sont présentées qu'une seule fois, selon le type de production agricole qui correspond à la principale source de revenus.*

Secteurs de production

En Estrie, en incluant les MRC de Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi, le Val-Saint-François est[7] :

- **Premier en production ovine et caprine ;**
- **Deuxième en production de foin/fourrage ;**
- **Troisième en production laitière, bovine, équine et de légumes ;**
- **Quatrième en production porcine, acéricole et en production de maïs.**

Tableau 22 : Types de production en nombres ou en superficies dans le Val-Saint-François et variation entre 2016 et 2021

Type de production	Mesure	Total pour 2016	Total pour 2021	Variation entre 2016 et 2021 (%)
Foin - cultures fourragères	Acres	28 876	29 719	2,92
Fruits, petits fruits et noix	Acres	111,8	64	-42,75
Légumes	Acres	102	253	148,04
Maïs	Acres	6 556	7 605	16,00
Maïs à ensilage	Acres	3 762	4 453	18,37
Seigle	Acres	187	541	189,30
Serre	Pieds carrés	57 382	154 385	169,05
Arbres de Noël cultivés pour la vente	Acres	728	122	-83,24
Bovins et veaux	Nombre	17 548	17 600	0,30
Vaches laitières	Nombre	6 370	6 893	8,21
Moutons et agneaux	Nombre	15 199	11 042	-27,35
Porcs	Nombre	161 965	72 909	-54,98
Chevaux et poneys	Nombre	480	401	-16,46
Chèvres	Nombre	788	916	16,24
Poules et poulets	Nombre	1 959	50 160	2 460,49
Entailles d'érables	Nombre	689 744	764 271	10,81

Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture 2016 et 2021.

[7] Statistique Canada, Recensement de l'agriculture 2021.

Quelques constats :

Pour certains secteurs de production, le nombre de fermes est en augmentation, mais la superficie ou la production diminue. Cela porte à croire que les entreprises sont plus nombreuses, mais de moins grande taille. Par exemple, le nombre total de moutons a diminué de 27,35 % (-4157 moutons), mais le nombre de fermes ovines a augmenté de 26,32 % (+5 entreprises). On observe la même chose pour le secteur du porc, où il y a une diminution du nombre de porcs de 54,98 % (-89 056 porcs), mais une augmentation du nombre de fermes porcines de 9,09 % (+2 entreprises). Le même phénomène se produit pour les productions de fruits ou petits fruits et de chevaux ou poneys *(voir Tableaux 21 et 22 ci-dessus).*

Au contraire, pour d'autres secteurs de productions, le nombre de fermes est en diminution, mais la superficie ou la production est en augmentation. Cela porte à croire que les entreprises sont moins nombreuses, mais de plus grande taille. Par exemple, le nombre total de vaches laitières a augmenté 8,21 % (+523 vaches), mais le nombre de fermes laitières a diminué de 13,83 % (-13 entreprises). Même chose pour les secteurs « bovin » et « veau », pour lesquels on observe une augmentation du nombre de bêtes de 0,30 % (+52 vache/veau), mais une diminution du nombre de fermes de 4,41 % (-3 entreprises) *(voir Tableaux 21 et 22 ci-dessus).*

Quant à la production de céréales, la superficie en maïs (incluant le maïs à ensilage) a augmenté de 16 % et celle de seigle de 189,30 %. Les superficies en production des autres types de céréales ont pour leur part généralement diminué. La superficie en culture des plantes fourragères a augmenté d'à peine 2,92 %, toutefois le nombre d'entreprises a grimpé de 16.

Les types de production qui ont observé une plus grande augmentation de leur superficie ou de leur production sont le seigle, la production en serre, les légumes ainsi que les poules et poulets (*voir Tableau 21 et 22*).

Secteur foin, fourrage, ovin et caprin

Voici ci-dessous trois tableaux (23, 24 et 25)[8] des secteurs où le territoire de la MRC du Val-Saint-François se distingue comparativement aux autres MRC de l'Estrie, soit celui de l'ovin, du caprin et du foin/fourrage. Pour le secteur du foin/fourrage, le territoire du Val-Saint-François se classe au deuxième rang du total des superficies cultivées, après la MRC de Coaticook, autant en 2016 qu'en 2021. En 2021, le Val-Saint-François produisait 16,48 % de la production totale estrienne.

En ce qui concerne la production ovine, le territoire du Val-Saint-François se classe premier producteur depuis 2016. Le nombre de moutons ou de brebis élevés dans la MRC en 2021 représente 31,93 % de la production totale estrienne. La MRC du Haut-Saint-François suit au deuxième rang, avec 23,71 % de la production. L'écart entre le premier et le second rang est quand même assez important, avec huit points de pourcentage. Quant au secteur caprin, le territoire du Val-Saint-François se démarque aussi, puisqu'il reste au premier rang depuis 2016. Le nombre de chèvres élevées dans la MRC en 2021 représente 30,67 % de la production totale estrienne. La MRC des Sources suit au deuxième rang, avec 18,11 % de la production. L'écart entre le premier et le second rang est encore plus important quant à la production caprine, avec treize points de pourcentage.

[8] Statistique Canada, Recensement de l'agriculture 2021.

Tableau 23 : Superficie cultivée en foin ou culture fourragère pour chaque MRC de l'Estrie entre 2016 et 2021 (en acres)

MRC de l'Estrie	2016	2021	Variation 2021-2016 (%)
Coaticook	34 746	38 860	11,84
Le Val-Saint-François	**28 876**	**29 719**	**2,92**
Le Haut-Saint-François	22 671	24 383	7,55
Le Granit	21 362	21 857	2,32
Brome-Missisquoi	18 502	19 611	5,99
Les Sources	16 146	16 411	1,64
La Haute-Yamaska	13 052	13 187	1,03
Memphrémagog	10 229	12 333	20,57
Sherbrooke	3 687	4 014	8,87
Total	**169 271**	**180 375**	**6,56**

Tableau 24 : Nombre de moutons et d'agneaux élevés par MRC de l'Estrie entre 2016 et 2021

MRC de l'Estrie	2016	2021	Variation 2021-2016 (%)
Le Val-Saint-François	**15 199**	**11 042**	**-27,35**
Le Haut-Saint-François	8 395	8 201	-2,31
Les Sources	5 113	4 481	-12,36
Brome-Missisquoi	2 892	3 067	6,05
La Haute-Yamaska	4 043	2 759	-31,76
Coaticook	2 187	2 581	18,02
Sherbrooke	1 006	910	-9,54
Memphrémagog	2 372	892	-62,39
Le Granit	1 291	650	-49,65
Total	**42 498**	**34 583**	**-18,62**

Tableau 25 : Nombre de chèvres élevées pour chaque MRC de l'Estrie entre 2016 et 2021

MRC de l'Estrie	2016	2021	Variation 2021-2016 (%)
Le Val-Saint-François	**788**	**916**	**16,24**
Les Sources	n/d	541	n/d
Memphrémagog	194	439	126,29
Coaticook	170	421	147,65
Brome-Missisquoi	252	224	-11,11
Le Haut-Saint-François	334	187	-44,01
La Haute-Yamaska	349	147	-57,88
Le Granit	33	61	84,85
Sherbrooke	n/d	51	n/d
Total	**2 120**	**2 987**	**40,90**

Nombre d'exploitations agricoles par type de production par municipalité et revenus agricoles bruts totaux par municipalité

Si nous nous penchons sur les données en lien avec le nombre d'exploitations agricoles par type de production par municipalité de la MRC du Val-Saint-François entre 2011 et 2021, ainsi qu'aux revenus agricoles bruts totaux par municipalité du Val-Saint-François entre 2011 et 2021, nous pouvons faire quelques constats intéressants *(voir Tableau 26)*.

- Tout d'abord, Maricourt, Melbourne, Sainte-Anne-de-la-Rochelle, Valcourt et Val-joli ont vu leurs revenus agricoles bruts totaux augmenter de façon continue entre 2011 et 2021 *(voir Tableau 26, **valeurs surlignées en bleu**)*.

- À Cleveland, nous remarquons une augmentation importante des revenus entre 2011 et 2016 (+ 2,9 millions $), tout comme à Saint-François-Xavier de Brompton, dans ce cas pour la période comprise entre 2016 et 2021 (+5,9 millions $) *(voir Tableau 26, **valeurs surlignées en vert pomme**)*.

- En revanche, entre 2016 et 2021, les revenus agricoles bruts totaux de la municipalité de Racine ont diminué de 3,2 millions $, ceux de la municipalité de Saint-Claude, de 4,1 millions $, et ceux de Stoke, de 44 millions $ *(voir Tableau 26, **valeurs surlignées en vert foncé**)*.

- C'est pour la municipalité de Stoke que l'on peut remarquer la baisse la plus importante des revenus agricoles bruts totaux entre 2016 et 2021 *(voir Tableau 26, **valeurs inscrites en jaune**)*.

Tableau 26 : Nombre d'exploitations agricoles par type de production* et par municipalité de la MRC du Val-Saint-François et revenus agricoles bruts totaux par municipalité du Val-Saint-François, de 2011 à 2021

Municipalités	Bonsecours			Cleveland			Maricourt			Melbourne			Racine			Saint-Anne-de-la-Rochelle		
Type de production	**2011**	**2016**	**2021**	**2011**	**2016**	**2021**	**2011**	**2016**	**2021**	**2011**	**2016**	**2021**	**2011**	**2016**	**2021**	**2011**	**2016**	**2021**
Apiculture	0	0	1	3	1	0	0	0	1	0	0	2	1	0	1	0	0	1
Autres types d'élevages	0	2	0	2	2	2	1	1	1	5	5	3	2	0	2	0	2	1
Bovin de boucherie	3	2	1	16	15	10	4	4	4	14	9	8	12	3	4	6	8	8
Chevaux et autres équidés	0	0	2	1	0	2	2	1	0	5	6	6	4	3	3	1	2	3
Laitier	5	1	2	18	16	12	5	6	2	16	21	15	10	4	4	2	7	8
Ovin	4	2	3	1	2	0	0	1	2	4	2	3	4	3	3	0	1	1
Porcin	2	1	1	0	0	0	3	2	3	2	3	2	1	2	0	3	5	7
Volaille	2	1	0	1	0	1	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Total animal	**16**	**9**	**10**	**42**	**36**	**27**	**15**	**15**	**14**	**46**	**46**	**39**	**35**	**15**	**17**	**12**	**25**	**29**
Acériculture	12	9	10	2	2	5	11	9	7	2	9	9	12	6	4	2	8	12
Céréales et protéagineux	1	0	1	2	4	3	0	2	1	1	2	4	2	1	1	0	0	1
Cultures abritées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	3	1	1	3	0	0	1
Légumes	1	1	0	0	0	2	0	0	1	0	1	1	0	1	5	0	1	1
Fourrages pour la vente	1	3	2	3	4	6	6	2	5	12	14	13	4	5	7	1	0	3
Fruits	3	1	4	1	0	0	0	0	0	1	3	3	1	2	0	2	1	0
Horticulture ornementale	1	1	1	0	0	0	0	0	1	3	3	0	2	3	3	0	1	1
Total végétal	**19**	**15**	**18**	**8**	**10**	**16**	**17**	**13**	**15**	**19**	**33**	**33**	**22**	**19**	**23**	**5**	**11**	**19**
Autres	0	0	0	3	2	2	0	1	1	0	2	1	0	3	4	0	2	1
Nbre total d'exploitations	**35**	**24**	**28**	**53**	**48**	**45**	**32**	**29**	**30**	**65**	**81**	**73**	**57**	**37**	**44**	**17**	**38**	**49**
Total des revenus 2021 (milliers de $, [000])	3 691			11 170			**3 993**			**14 608**			**5 457**			**8 783**		
Total des revenus 2016 (milliers de $, [000])	3 257			**11 699**			**3 949**			**12 270**			**8 676**			**5 547**		
Total des revenus 2011 (milliers de $, [000])	3 819			**8 766**			**2 821**			**11 484**			8 116			**1 693**		

N.B.: Bien que les données de Statistique Canada n'indiquaient aucune entreprise apicole dans la municipalité de Cleveland en 2021, une exploitation apicole y était bel et bien active cette année-là.

(suite Tableau 26 page suivante)

Municipalités	Saint-Claude			Saint-François-Xavier-de-Brompton			Stoke			Valcourt			Val-Joli			Val-Saint-François		
Type de production	**2011**	**2016**	**2021**	**2011**	**2016**	**2021**	**2011**	**2016**	**2021**	**2011**	**2016**	**2021**	**2011**	**2016**	**2021**	**2011**	**2016**	**2021**
Apiculture	0	1	0	2	2	1	1	1	1	0	1	0	0	0	1	7	6	9
Autres types d'élevages	1	0	0	2	3	1	2	1	2	0	2	1	4	3	3	19	21	16
Bovin de boucherie	10	3	7	6	8	5	7	4	5	10	2	4	17	10	9	105	68	65
Chevaux et autres équidés	2	1	0	1	1	5	1	1	2	2	1	0	4	4	1	23	20	24
Laitier	5	5	7	10	8	7	4	5	5	10	8	5	14	13	14	99	94	81
Ovin	2	0	0	2	1	3	2	1	3	1	1	1	4	0	0	24	14	19
Porcin	1	1	0	2	2	4	2	3	3	6	2	2	0	1	2	22	22	24
Volaille	0	2	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	1	4	3	6
Total animal	**21**	**13**	**14**	**25**	**25**	**26**	**19**	**16**	**24**	**29**	**17**	**13**	**43**	**31**	**31**	**303**	**248**	**244**
Acériculture	4	3	5	1	4	8	4	5	8	14	14	16	4	3	4	68	72	88
Céréales et protéagineux	0	0	0	4	6	3	0	0	1	2	7	6	5	0	4	17	22	25
Cultures abritées	0	0	0	0	0	1	0	1	2	0	0	0	0	0	0	1	3	10
Légumes	1	0	2	1	1	2	0	2	1	1	1	2	1	2	1	5	10	18
Fourrages pour la vente	3	6	6	3	5	12	7	9	6	2	2	2	6	9	13	48	59	75
Fruits	0	1	1	5	3	2	0	0	1	0	0	1	0	0	0	13	11	12
Horticulture ornementale	2	1	0	1	1	0	2	2	0	1	2	0	2	3	1	14	17	7
Total végétal	**10**	**11**	**14**	**15**	**20**	**28**	**13**	**19**	**19**	**20**	**26**	**27**	**18**	**17**	**23**	**166**	**194**	**235**
Autres	0	1	0	0	1	1	2	0	1	1	0	1	1	3	2	7	15	14
Nbre total d'exploitations	**31**	**25**	**28**	**40**	**46**	**55**	**34**	**35**	**44**	**50**	**43**	**41**	**62**	**51**	**56**	**476**	**457**	**493**
Total des revenus 2021 (milliers de $)	**4 355**			**13 074**			**21 874**			**7 381**			**14 524**			108 910		
Total des revenus 2016 (milliers de $)	**8 429**			**7 106**			**65 869**			**6 906**			**9 657**			143 366		
Total des revenus 2011 (milliers de $)	5 771			8 994			48 238			**6 585**			**8 313**			114 601		

Sources :
Statistique Canada. Tableau 32-10-0231-01 Exploitations agricoles classées selon le type d'exploitation agricole, Recensement de l'agriculture, 2021.
Statistique Canada. Tableau 32-10-0403-01 Exploitations agricoles classées selon le type d'exploitation agricole, Recensement de l'agriculture, 2011 et 2016, inactif.
Statistique Canada. Tableau 32-10-0240-01 Revenus d'exploitation, Recensement de l'agriculture, 2021.
Statistique Canada. Tableau 32-10-0436-01 Fermes classées selon les revenus agricoles bruts totaux, Recensement de l'agriculture, 2011 et 2016, inactif.

**Les exploitations ne sont présentées qu'une seule fois, selon le type de production agricole qui correspond à la principale source de revenus.*

Quant aux types de production dans la MRC du Val-Saint-François pour la période entre 2011 et 2021, on peut faire certaines observations dignes de mention. Voici quelques constats :

- Pour la production animale, nous constatons qu'il y a eu une diminution significative de fermes faisant la **production de bovins de boucherie** (-40 entreprises) pour plusieurs municipalités, dont Cleveland (-6 entreprises), Melbourne (-6 entreprises), Racine (-8 entreprises), Saint-Claude (-3 entreprises), Valcourt (-6 entreprises) et Val-Joli (-8 entreprises) ;

- Pour le **secteur laitier**, entre 2011 et 2021, nous remarquons un scénario similaire avec une perte du nombre d'entreprises en production laitière (-18 entreprises) pour plusieurs municipalités, dont Bonsecours (-3 entreprises), Cleveland (-6 entreprises), Maricourt (-3 entreprises), Racine (-6 entreprises), Saint-François-Xavier-de-Brompton (-3 entreprises) et Valcourt (-5 entreprises). Toutefois, les entreprises en production laitière sont en augmentation à Sainte-Anne-de-la-Rochelle (+6 entreprises), à Saint-Claude (+2 entreprises) et à Stoke (+1 entreprise) ;

- Quant aux productions végétales, le **secteur acéricole** est en augmentation dans le Val-Saint-François, entre 2011 et 2021 (+20 entreprises). C'est à Melbourne (+7 entreprises), Saint-Anne-de-la-Rochelle (+10 entreprises), Saint-François-Xavier-de-Brompton (+7 entreprises) et Stoke (+4 entreprises) que le nombre d'entreprises en production acéricole a le plus augmenté. Cependant, nous remarquons une diminution du nombre d'entreprises en acériculture à Bonsecours (-2 entreprises), à Maricourt (-4 entreprises) et à Racine (-8 entreprises) ;

- Le nombre d'entreprises en **production légumière** a aussi augmenté dans presque toutes les municipalités du Val-Saint-François, pour la période comprise entre 2011 et 2021 (+13 entreprises). C'est dans la municipalité de Racine que cette augmentation a été la plus marquée (+5 entreprises) ;

- Le nombre d'entreprises en **horticulture ornementale** a, pour sa part, diminué de moitié entre 2011 et 2021 dans le Val-Saint-François (-7 entreprises).

Voici un aperçu du portrait des municipalités et de la MRC du Val-Saint-François en lien avec la variation du nombre d'exploitations agricoles par type de production entre 2016 et 2021, ainsi que la variation de leurs revenus agricoles bruts totaux entre 2016 et 2021 (*voir Tableau 27 page suivante*).

Tableau 27 : Portrait des municipalités selon la variation du nombre d'exploitations agricoles par type de production agricole entre 2016 et 2021 et par la variation de leurs revenus agricoles bruts totaux entre 2016 et 2021

Municipalité	Variation des revenus agricoles bruts totaux (en milliers de $, [000])	Variation du nombre d'exploitations		
		Augmentation	Stabilité	Diminution
Bonsecours	+434	Apiculture, chevaux, lait, ovin, acériculture, céréales, fruits	Porc, horticulture ornementale	Bovin, volaille, légumes, fourrage
Cleveland	-529	Chevaux, volaille, acériculture, légumes, fourrage		Apiculture, bovin, lait, ovin, céréales
Maricourt	+44	Apiculture, ovin, porc, volaille, légumes, fourrage, horticulture ornementale	Bovin	Chevaux, lait, acériculture, céréales
Melbourne	+2 300	Apiculture, ovin, céréales, cultures abritées	Chevaux, acériculture, légumes, fruits	Bovin, lait, porc, fourrage, horticulture ornementale
Racine	-3 200	Apiculture, bovin, Cultures abritées, légumes, fourrage	Chevaux, lait, ovin, céréales, horticulture ornementale	Porc, acériculture, fruits
Saint-Anne-de-la-Rochelle	+3 200	Apiculture, chevaux, lait, porc, acériculture, céréales, cultures abritées, fourrage	Bovin, horticulture ornementale	Fruits
Saint-Claude	-4 100	Bovin, lait, acériculture, légumes	Fourrage, fruits	Apiculture, chevaux, porc, volaille, horticulture ornementale
Saint-François-Xavier-de-Brompton	+5 900	Chevaux, ovin, porc, acériculture, cultures abritées, légumes, fourrage		Apiculture, bovin, lait, céréales, fruits, horticulture ornementale
Stoke	-43 900	Bovin, chevaux, ovin, volaille, acériculture, céréales, cultures abritées, fruits	Apiculture, lait, porc	Légumes, fourrage, horticulture ornementale
Valcourt	+475	Bovin, acériculture, légumes, fruits	Ovin, porc, fourrage	Apiculture, chevaux, lait, céréales, horticulture ornementale
Val-Joli	+4 800	Apiculture, lait, porc, volaille, acériculture, fourrage		Bovin, chevaux, légumes, céréales, horticulture ornementale
Val-Saint-François	-34 500	Apiculture, chevaux, ovin, porc, volaille, acériculture, céréales, cultures abritées, légumes, fourrage		Bovin, lait, fruits, horticulture ornementale

Production biologique

Dans le Val-Saint-François, en 2023, selon les données du *Portail bio Québec*, on comptait 36 entreprises détenant une certification biologique et six entreprises détenant un précertification biologique. Ce sont les municipalités de Melbourne, de Racine et de Valcourt (ville et canton) qui en ont le plus *(voir Tableau 28 ci-dessous, valeurs surlignées en bleu)*. Toujours selon les données du *Portail bio Québec*, le Val-Saint-François compte 7,4 % des entreprises certifiées biologiques en Estrie (36 sur 485 entreprises). Cela est assez faible comme proportion *(voir Tableau 28 ci-dessous).*

Depuis 2016, le nombre d'entreprises certifiées biologiques dans la MRC a augmenté de 260 %, en passant de 10 à 36 entreprises[9]. La production végétale reste le secteur avec le plus d'entreprises certifiées biologiques *(voir Tableau 29).* Toutefois, le secteur acéricole a pris de l'ampleur, il passe du 4e rang en 2010 au 2e rang en 2023[10].

Tableau 28 : Nombre d'entreprises spécialisées certifiées biologiques ou précertifiées biologiques par municipalité du Val-Saint-François en Estrie, en 2023

Municipalité et région	Précertifiées	Certifiées	Total
Bonsecours	0	1	1
Cleveland	2	2	4
Lawrenceville	0	2	2
Maricourt	1	2	3
Melbourne	0	5	5
Racine	0	6	6
Richmond	0	1	1
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	0	3	3
Saint-Claude	0	0	0
Saint-François-Xavier-de-Brompton	1	2	3
Stoke	1	3	4
Ulverton	0	2	2
Valcourt (ville et canton)	1	6	6
Val-Joli	0	0	0
Windsor	0	1	1
Le Val-Saint-François	**6**	**36**	**42**
Estrie	**48**	**485**	**533**

Source : Site Internet « Portail bio Québec », consulté le 1er novembre 2023.
Les données présentées dans ce tableau sont celles du 1er aout 2023.
N.B. Les valeurs surlignées dans le tableau font référence au texte précédant le Tableau 28.

[9] Les données sont comparées avec celles du Plan de développement de la zone agricole du Val-Saint-François 2016-2021, p. 93.
[10] *Idem.*

Les types de production ayant le plus d'entreprises déclarantes à certification biologique sont la production acéricole (13) et végétale (21) *(voir Tableau 29 ci-dessous, **valeurs respectivement surlignées en bleu** et **en vert pomme**).*

Tableau 29 : Nombre d'entreprises agricoles déclarantes à certification biologique par type de production (opérations), en 2023*

Municipalité	Type d'opérations						
	Boissons alcoolisées	Production acéricole	Production animale	Préparation alimentaire et transformation	Production végétale	Condition-nement	Récoltes sauvages et PFNL
Bonsecours	0	1	0	1	0	0	0
Cleveland	0	0	1	1	2	0	0
Lawrenceville	0	0	0	1	1	0	0
Maricourt	0	2	0	0	0	0	0
Melbourne	1	1	0	2	5	1	0
Racine	0	1	1	2	4	0	0
Richmond	0	0	0	0	1	0	0
Saint-Anne-de-la-Rochelle	0	2	0	1	0	0	0
Saint-Claude	0	0	0	0	0	0	0
Saint-François-Xavier-de-Brompton	0	0	0	0	2	0	0
Stoke	0	1	0	0	2	0	0
Ulverton	0	0	1	0	2	0	0
Valcourt (ville et canton)	0	5	0	0	1	0	0
Val-Joli	0	0	0	0	0	0	0
Windsor	0	0	0	1	1	0	0
Le Val-Saint-François	**1**	**13**	**3**	**9**	**21**	**1**	**0**

Sources : Portail bio Québec, consulté le 1er novembre 2023.

**Une entreprise peut déclarer plusieurs catégories de production, c'est donc pour cette raison que le total peut être supérieur au total d'entreprises certifiées biologiques dans le Val-Saint-François.*
Les données présentées dans ce tableau sont celles du 1er aout 2023.
N.B. Les valeurs surlignées dans le tableau font référence au texte précédant le Tableau 29.

TRANSFORMATION

Dans le Val-Saint-François, en 2023, nous pouvons compter environ 39 entreprises bioalimentaires qui font à la fois de la production et de la transformation (entreprises agrotransformatrices), ce qui équivaut à 7,91 % des entreprises de la MRC. Ces résultats sont obtenus en consultant le répertoire agricole et agroalimentaire interne de la MRC du Val-Saint-François, le répertoire des entreprises acéricoles enregistrées sur le site Internet *erabledici.ca* ainsi que la liste des entreprises sous permis du MAPAQ (permis de vente au détail et permis de restauration). Il a ainsi été possible de croiser les données pour obtenir une liste relativement complète et à jour. Voici un aperçu ci-dessous *(voir Tableau 30 ci-dessous)* du portrait des entreprises agricoles qui font de la transformation.

Tableau 30 : Nombre d'entreprises agrotransformatrices sur le territoire de la MRC du Val-Saint-François, classées selon la catégorie principale des produits qu'elles transforment, en 2023

Catégories de produits transformés	Nombre d'entreprises
Viandes, volailles et poissons	5
Protéines végétales	0
Produits laitiers	2
Fruits et légumes	10
Produits de l'érable	12
Produits du miel	3
Boissons	3
Plantes médicinales	1
Produits non alimentaires	3
Total	**39**

Sources :
Répertoire agricole et agroalimentaire de la MRC du Val-Saint-François.
Répertoire des entreprises acéricoles enregistrées sur le site Internet erabledici.ca.
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), Services en ligne, Liste d'établissements sous permis.

En 2015, selon les données du MAPAQ (MRC du Val-Saint-François, 2016, p. 110), on pouvait compter treize entreprises agrotransformatrices dans la MRC du Val-Saint-François. Nous pouvons donc affirmer qu'il y a eu une forte augmentation de ce nombre d'entreprises en agrotransformation depuis les huit dernières années (2015 à 2023). Il y a eu un passage de 13 à 39 entreprises, ce qui équivaut à une augmentation de 200 %. Les produits de l'érable, les fruits et légumes ainsi que la viande sont les trois principaux secteurs de transformation des entreprises agrotransformatrices de la région.

Quant aux entreprises transformatrices « pures », c'est-à-dire des entreprises bioalimentaires qui transforment des produits, mais qui ne sont pas elles-mêmes des productrices agricoles, elles étaient au nombre de 30 en 2021 sur le territoire de la MRC du Val-Saint-François *(voir Tableau 31 ci-dessous).* En 2015, selon les données du MAPAQ (MRC du Val-Saint-François, 2016, p. 110), nous en comptions 20. Il y a donc eu une augmentation de dix entreprises de transformation depuis les huit dernières années (2015 à 2023), ce qui équivaut à une augmentation de 50 %.

Tableau 31 : Nombre d'entreprises transformatrices « pures » sur le territoire de la MRC du Val-Saint-François, classées selon la catégorie principale des produits qu'elles transforment, en 2023

Catégories de produits transformés	Nombre d'entreprises
Viandes, volailles et poissons	6
Protéines végétales	1
Produits laitiers	1
Fruits et légumes	0
Produits de l'érable	0
Produits du miel	0
Boulangerie, viennoiserie et confiserie	4
Boissons	4
Plantes médicinales, épices et café	3
Plats cuisinés et service traiteur	10
Produits non alimentaires	1
Total	**30**

Sources :
Répertoire agricole et agroalimentaire de la MRC du Val-Saint-François.
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), Service en ligne, Liste d'établissements sous permis.

En regroupant les données des entreprises agrotransformatrices et transformatrices « pures » *(voir Tableau 32 ci-dessous),* nous pouvons constater que quatre catégories se distinguent des autres, soit : 1) les produits de l'érable, 2) les viandes, volailles et poissons, 3) les fruits et légumes, ainsi que 4) les plats cuisinés *(voir Tableau 32 ci-dessous, **valeurs surlignées en bleu**).* Selon les données du MAPAQ (MRC du Val-Saint-François, 2016, p. 112), en 2012, les trois catégories qui étaient les plus importantes dans le secteur de la transformation étaient :1) les viandes, volailles et poissons, 2) les produits de l'érable et 3) la boulangerie et la pâtisserie.

Tableau 32 : Nombre d'entreprises qui transforment sur le territoire de la MRC du Val-Saint-François, classées selon la catégorie principale des produits qu'elles transforment, en 2023

Catégories de produits transformés	Nombre d'entreprises agrotranformatrices	Nombre d'entreprises transformatrices	Total d'entreprises qui transforment
Viandes, volailles et poissons	5	6	**11**
Protéines végétales	0	1	1
Produits laitiers	2	1	3
Fruits et légumes	10	0	**10**
Produits de l'érable	12	0	**12**
Produits du miel	3	0	3
Boulangerie, viennoiserie et confiserie	0	4	4
Boissons	3	4	7
Plantes médicinales, épices et café	1	3	4
Plats cuisinés et service traiteur	0	10	**10**
Produits non alimentaires	3	1	4
Total	**39**	**30**	**69**

Source :
Répertoire agricole et agroalimentaire de la MRC du Val-Saint-François.
Répertoire des entreprises acéricoles enregistrées sur le site Internet erabledici.ca.
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), Service en ligne, Liste d'établissements sous permis.
N.B. Les valeurs surlignées dans le tableau font référence au texte précédant le Tableau 32.

Dans le Val-Saint-François, en transformation de la viande, nous pouvons compter quatre boucheries (*Boucherie Coutu et frères* à Bonsecours, *Boucherie Ferme St-Jean* à Melbourne, *Boucherie M. Lamarche* INC. à Racine et *Boucherie Viande de choix Couturier* à Windsor). Nous comptons aussi les entreprises *Les Gars de Saucisse* et *Les Cochons tout ronds INC.* qui sont bien établies dans la région. Les entreprises *L'Agneau Maraîcher* S.E.N.C et *Ferme Péchés Moutons* S.E.N.C transforment des produits à base d'agneau.

Quant aux fruits et légumes, le Val-Saint-François se distingue par ses deux entreprises d'argousiers (*Jardins Zone Orange* et *Les Jardins Merridor*). Les propriétaires y transforment des produits à base de ce petit fruit orange très riche en antioxydants. De plus, une nouvelle ferme, *La Vallée du Moulin*, transforme la figue en plusieurs produits uniques au Québec. D'autres fermes maraichères et fruitières ajoutent des produits variés dans l'offre du territoire (conserves de légumes, confitures, tartes, etc.).

Dans le Val-Saint-François, nous comptons aussi de plus en plus d'entreprises transformatrices des produits de l'érable. *Douceurs de l'érable Brien* et l'*Érablière les Sucrerie d'Or Inc. (Érabl'or)* offrent plusieurs gammes de produits transformés, ce qui inclut des produits biologiques.

D’autres entreprises acéricoles offrent aussi des produits transformés (beurre, cornets, bonbons, etc.) comme l’*Érablière M. Bouthillette*, l’*Érablière S.L. Smith*, la *Ferme D.L.O. Inc*. ou, encore, la *Ferme deux vingt-deux Inc*.

Relativement aux boissons alcoolisées ou non, le Val-Saint-François se démarque de plus en plus. Nous pouvons maintenant compter trois vignobles (*Domaine Oak Hill S.E.N.C*, Vignoble *Les Vallons de Wadleigh* et *Vignoble Les Farfelus Inc.*), deux microbrasseries (L’*Ardoise, Coopérative Brassicole* et La *Confrérie artisans Brasseurs inc.*) et une distillerie (La *Maison Nokomis inc.*).

Nous comptons aussi trois fromageries sur le territoire, soit la *Fromagerie Nouvelle-France Inc.* à Racine, qui a reçu plusieurs distinctions — dont le Caseus d’or pour leur fromage au lait de brebis le *Zacharie Cloutier* —, la *Fromagerie Le Campagnard* qui fait du fromage en grain et La *Ferme Écologique Coopérative D’Ulverton* qui fait du fromage de lait de chèvres.

Nous comptons aussi de plus en plus d’entreprises qui font des plats préparés ou qui offrent des services de traiteur. Il existe entre autres *Le Garde-Manger* à Stoke, *La Shop Traiteur* S.E.N.C. à Windsor et la *Bouchère du Village Inc.* à Richmond. Nous en comptons présentement une dizaine dans cette catégorie.

Enfin, nous avons aussi dans le Val-Saint-François trois entreprises qui font de la torréfaction de café (*Barners Cafés, Bouquets Gourmets* pour les cafés *Trésors d’Afrique* et *Nucléus Torréfacteur Inc.*), une entreprise qui transforme des plantes médicinales en tisanes (*Sécheurs-Cueilleurs S.E.N.C.*) et une nouvelle entreprise de transformation de soja qui fait du tofu et autres produits à base de soya (*Sojà d’ici Inc.*).

MISE EN MARCHÉ, AGROTOURISME ET ACCÈS AUX ALIMENTS

Mise en marché

Mise en marché collective

Voici ci-dessous plusieurs passages tirés du site Internet de l'UPA qui permet de mieux comprendre ce qu'est la mise en marché collective[11] :

- *« Au Québec, 90 % des produits agricoles mis en marché (valeur de 9,4 G$) ont bénéficié d'outils collectifs de mise en marché en 2020-2021 ».*
- *« Leur mise en place est décidée collectivement par les producteurs et gérée par les groupes spécialisés de l'UPA. Cette approche, unique en Amérique du Nord, définit notre modèle agricole et constitue un maillon essentiel de notre autonomie alimentaire ».*
- *« Les plans conjoints sont l'un des modèles de la mise en marché collective. Il s'agit pour les producteurs d'un même secteur de production de se doter d'outils à frais partagés, pour leur permettre de réaliser leurs actions collectivement. Il existe 16 plans conjoints agricoles et 4 dans le secteur de la pêche commerciale ».*
- *« Un des principaux avantages est de permettre une négociation d'égal à égal entre les producteurs et les acheteurs. Les agriculteurs regroupés deviennent un seul interlocuteur, une voix unique, qui peut négocier un juste prix pour ses produits et se sortir d'un rapport de dépendance économique où les règles du jeu sont dictées unilatéralement par les géants de la transformation et de la distribution ».*
- *« En plus d'assurer une qualité et une disponibilité de produits pour les consommateurs et d'offrir un revenu décent aux producteurs, la mise en marché collective contribue au dynamisme et au rayonnement de notre industrie agroalimentaire ».*

Mise en marché de proximité

Pour ce qui est de la mise en marché de proximité qui n'est pas effectuée par l'entremise de plans conjoints, cela implique plusieurs canaux de commercialisation. Que ce soit la vente à la ferme (avec des kiosques ouverts au public, sur rendez-vous, en libre-service, à travers l'autocueillette), dans les marchés publics, dans des kiosques lors d'évènements spéciaux, voire en formule ASC (agriculture soutenue par la communauté), plusieurs moyens ou stratégies peuvent être adoptés par les entreprises productrices pour vendre leurs produits.

[11] Union des producteurs agricoles (UPA), « La mise en marché collective : s'unir pour le bien de tous », sur le site de l'UPA [La mise en marché collective — UPA], (consulté le 27 mars 2024).

La mise en marché de proximité a gagné en popularité dans les dernières années à cause de la pandémie de COVID-19. L'intérêt de la population envers l'achat à la ferme et dans les marchés publics, l'autocueillette, les kiosques libre-service et les paniers de légumes biologiques des Fermiers de famille a véritablement augmenté. Toutefois, depuis 2023, nous constatons une certaine stagnation après cet engouement.

Quoi qu'il en soit, dans le Val-Saint-François, depuis 2016, trois nouveaux marchés publics ont vu le jour (le Marché public de Stoke, le Marché public de Valcourt et Les journées des récoltes de Saint-François-Xavier-de-Brompton). Toutefois, en 2023, deux marchés publics (celui de Valcourt et de Saint-François-Xavier-de-Brompton) ont finalement cessé leurs activités. De plus, en 2024, il est prévu qu'un autre marché public prenne une pause (le Marché public de Stoke).

Quant à l'autocueillette, l'offre a triplé sur le territoire depuis 2016. Nous sommes passés de quatre entreprises en 2016 (MRC du Val-Saint-François, 2016, p. 114) à quatorze entreprises en 2024[12].

Relativement aux fermes maraîchères offrant des paniers de légumes biologiques en formule d'abonnement ou de mini-marché (faisant partie ou non du *Réseau des fermières et fermiers de famille*), leur nombre a aussi considérablement augmenté. On a vu leur nombre passer **de quatre fermes en 2016 à huit en 2021** *(voir Tableau 33 ci-dessous)*. En date du mois de mars 2024, on peut maintenant compter six fermes offrant des paniers de légumes[13], une baisse de deux fermes depuis 2021. L'offre de paniers de légumes est très importante dans le Val-Saint-François, elle se démarque en Estrie. Si nous prenons les membres du *Réseau des fermières et fermiers de famille*, chapeauté par la Coopérative pour l'agriculture de proximité écologique (CAPÉ), sur un total de 30 fermes en Estrie, le Val-Saint-François en compte cinq[14], ce qui représente 16,67 % de parts de marché. La moyenne des fermes du *Réseau des fermières et fermiers de famille* par MRC, en Estrie, est de 11,10 %.

Les données du Recensement de l'agriculture de Statistique Canada concernant la vente directe aux consommatrices et aux consommateurs *(voir Tableau 33 ci-dessous)* permettent de constater que même si le nombre total d'exploitations qui déclarent faire des ventes directes a augmenté, de 131 déclarants en 2016 à 159 déclarants en 2021 *(voir Tableau 33 ci-dessous, **valeurs surlignées en bleu**)*, le nombre d'exploitants qui déclarent des ventes directes aux consommatrices et aux consommateurs sur les lieux de la ferme (magasins agricoles sur les lieux, kiosques — stands —, autocueillette ou ventes à la ferme) a diminué dans le Val-Saint- François entre 2016 et 2021, de 125 déclarants en 2016 à 95 déclarants à 2021 *(voir Tableau 33 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert pomme**)*. De plus, le nombre d'exploitations déclarant faire de la vente dans les marchés publics a aussi diminué, il est passé de 19 déclarants en 2016 à 14 déclarants en 2021 (*voir Tableau 33 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert foncé***).

[12] Cette donnée provient entre autres du Répertoire agricole et agroalimentaire de la MRC du Val-Saint-François et des connaissances du milieu. MRC du Val-Saint-François, « Répertoire agricole et agroalimentaire », sur le site de Tourisme Val-Saint-François, [Répertoire agricole et agroalimentaire - Tourisme Val-Saint-François (val-saint-francois.com)], (consulté le 27 mars 2024).
[13] Idem.
[14] Fermier.ère de famille votre réseau, [site Internet], [Fermier de famille | Un vaste Réseau de fermes biologiques], (consulté le 28 mars 2024).

Ces diminutions des ventes sur les lieux de la ferme et dans les marchés publics sont difficiles à expliquer, puisque les ventes directes aux consommatrices et aux consommateurs ont augmenté. Nous pouvons supposer que cette augmentation provient possiblement de la vente en ligne sur des sites transactionnels, des livraisons directement chez la consommatrice ou chez le consommateur ou, encore, des livraisons à des points de ramassage à l'extérieur de la ferme. Les ventes ont peut-être aussi augmenté en consigne chez des détaillants (ex: dépanneurs ou boutiques spécialisées ou, encore, par l'entremise des HRI (hôtels, restaurants ou institutions).

Tableau 33 : Nombre d'exploitations agricoles qui déclarent des ventes directes dans le Val-Saint-François, de 2016 à 2021

Catégories	2016	2021
Nombre total d'exploitations déclarantes de ventes directes	**131**	**159**
Type - Produits agricoles non transformés	126	154
Type - Produits transformés	22	19
Méthode - Magasins agricoles sur les lieux, kiosques (stands), autocueillette ou ventes à la ferme	**125**	**95**
Méthode - Marchés publics	**19**	**14**
Méthode - Livraisons directes aux consommateurs	n/d	82
Méthode - Agriculture soutenue par la communauté (ASC) ou paniers alimentaires	4	8
Méthode - Autres	3	6

Sources :
Statistique Canada. Tableau 32-10-0242-01 Vente directe de produits agricoles aux consommateurs, Recensement de l'agriculture, 2021.
Statistique Canada. Tableau 32-10-0447-01 Vente directe de produits agricoles aux consommateurs, Recensement de l'agriculture, 2016, inactif.
N.B. Les valeurs surlignées dans le tableau font référence au texte précédant le Tableau 33.

Conseil de l'industrie bioalimentaire de l'Estrie (CIBLE)

Ce qui peut aussi venir aider les entreprises dans leur mise en marché, ce sont les nombreux projets du Conseil de l'industrie bioalimentaire de l'Estrie (CIBLE), ainsi que l'identifiant régional *Créateurs de Saveur Cantons-de-l'Est,* porté par cette même organisation. Un bilan concernant les activités et projets du CIBLE en lien avec la MRC du Val-Saint-François a été réalisé en novembre 2022. Celui-ci permet de positionner cette dernière par rapport aux autres MRC des Cantons-de-l'Est *(voir Annexe 5).* Nous comptons présentement, pour le Val-Saint-François[15] :

- 14 entreprises affichant l'identifiant régional *Créateur de Saveurs* ;
- 8 entreprises qui font partie du projet *Souvenirs de cueillette* ;
- 2 entreprises qui font partie de la route *Brasseurs des cantons* ;
- 2 entreprises qui font partie de la route des *Têtes fromagères* ;
- 5 entreprises qui sont des *Espaces boutiques Créateurs de Saveurs* ;
- 1 épicier qui fait partie des *Épiciers complices*.

[15] Ces données proviennent du site Internet Créateurs de Saveurs. Créateurs de Saveurs Cantons-de-L'Est, [site Internet], [Marchés Publics & Autocueillette Estrie | Créateurs de saveurs (createursdesaveurs.com)], (consulté le 28 mars 2024).

L’agrotourisme

Selon le Groupe de concertation sur l’agrotourisme et le tourisme gourmand au Québec, « l’agrotourisme est une activité touristique complémentaire de l’agriculture ayant lieu sur une exploitation agricole. Il met en relation des producteurs agricoles avec des touristes ou des excursionnistes, permettant à ces derniers de découvrir le milieu agricole, l’agriculture et sa production par l’accueil et l’information que leur réserve leur hôte »[16].

Quatre volets intéressent généralement la clientèle agrotouristique :

1. Volet éducatif : rencontre avec le producteur, histoire de la ferme et de ses produits, interprétation des lieux et des activités, animation et visite de la ferme ;
2. Volet gourmand : repas sur place mettant en valeur les produits de la ferme et, de manière accessoire, les produits agroalimentaires de la région ;
3. Volet de l’hébergement à la ferme ;
4. Volet commercial : autocueillette, boutique et dégustation.

Selon le Plan de développement de la zone agricole de la MRC du Val-Saint-François 2016-2021, en 2016, on comptait sept entreprises considérées comme agrotouristiques dans la MRC (MRC du Val-Saint-François 2016, p. 121). En 2023, nous pouvons en compter environ 16 qui répondent aux critères énumérés ci-dessus. C’est plus que le double qu’en 2016. Toutefois, il est difficile de tracer une ligne claire entre les entreprises agrotouristiques et non agrotouristiques. Cette sélection a été réalisée de façon subjective, les résultats sont donc des estimations :

1. L’asinerie Les ânes en culotte S.E.N.C. ;
2. Au Blanc Marronnier ;
3. Jardins Zone Orange ;
4. Vignoble les Vallons de Wadleigh ;
5. Miellerie Lune de Miel ;
6. Plantations Stépan Perrault Inc. ;
7. La Vallée du Moulin ;
8. Vignoble les Farfelus Inc. ;
9. Sécheurs-Cueilleurs S.E.N.C. ;
10. La Ferme Écologique Coopérative d’Ulverton ;
11. Au Bec Sucré (cabane à sucre) ;
12. Au Tournant des Saisons (cabane à sucre) ;
13. Ferme Péchés Moutons S.E.N.C. ;
14. Ferme Lussier Belgians ;
15. Érablière M. Bouthillette ;
16. Les Laines Finn d’Or.

[16] Ministère de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation (MAPAQ), *Pense-bête de l’agrotourisme, l’agrotourisme et le développement de votre entreprise*, mise à jour en mai 2023, Pense-bête de l’agrotourisme – L’agrotourisme et le développement de votre entreprise (gouv.qc.ca).

L’offre agrotouristique et de tourisme gourmand

Dans le Val-Saint-François, l’offre agrotouristique et plus largement l’offre de tourisme gourmand s’est développée depuis les sept dernières années (entre 2016 et 2023). Les objectifs du développement de cette offre sont multiples, que ce soit pour attirer les touristes ou les excursionnistes sur le territoire, pour faire connaitre davantage les entreprises agricoles et agroalimentaires de la MRC, mais surtout, pour permettre à ces dernières de se développer et d’augmenter leur chiffre d’affaires.

Depuis 2016, il y a eu quatre éditions de la Randonnée gourmande, trois nouveaux marchés publics et onze nouveaux circuits touristiques d’une journée à saveur agroalimentaire. En partenariat avec le Conseil de l’industrie bioalimentaire de l’Estrie (CIBLE), il y a eu de nouvelles routes touristiques créées en Estrie qui touchent les entreprises du Val-Saint-François, soit la route des Têtes fromagères et la route Brasseurs des Cantons.

Nous n’avons pas actuellement de mécanismes pour mesurer les retombées des activités agrotouristiques sur notre territoire. Les études statistiques des retombées sont davantage réalisées par des groupes de recherche comme la Chaire de tourisme Transat de l’Université du Québec à Montréal. Il existe aussi d’autres études de l’industrie du tourisme, comme celles réalisées par Tourisme Cantons-de-l’Est.

Plan stratégique de développement touristique 2023-2026

Récemment, la MRC du Val-Saint-François a adopté son nouveau Plan stratégique de Développement touristique 2023-2026, réalisé par Raymond Chabot Grant Thornton. Selon ce plan, le Val-Saint-François se positionne au carrefour de trois marchés émetteurs que sont Drummondville, Granby et Sherbrooke (Raymond Chabot Grant Thornton, 2023, p. 13). Toujours selon cette étude, il y a trois piliers qui constituent l’offre touristique de la MRC du Val-Saint-François que sont l’agrotourisme, la culture ainsi que le plein air et le cyclisme (Raymond Chabot Grant Thornton, 2023, p. 14). Dans le plan d’action de ce plan stratégique, l’axe 1.3 mentionne de mettre en valeur l’agrotourisme sur le territoire, entre autres en analysant les besoins des actrices et des acteurs agrotouristiques dans toutes les facettes de la mise en tourisme (service à la clientèle, développement de services, commercialisations, réglementations, etc.) (Raymond Chabot Grant Thornton, 2023, p. 34).

Les activités ou projets qui ont été développés dans le Val-Saint-François

- Quatre éditions de la Randonnée gourmande de 2016 à 2019, avec une vingtaine d'entreprises productrices à chaque année et, en tout, 1134 participants.
  La Randonnée gourmande permettait de jumeler randonnée pédestre et découvertes agroalimentaires. Des haltes gourmandes étaient déployées tout au long d'un parcours d'une dizaine de kilomètres.

- Onze circuits touristiques à saveur agroalimentaire d'une journée et deux circuits de deux jours développés en 2022. Un nouveau visuel « Je découvre le Val » pour promouvoir les circuits a été proposé. Environ 62 % des attraits présents dans les circuits sont des entreprises agricoles, de transformation ou de commercialisation agroalimentaire, soit 34 attraits sur 55. Sur les 34 entreprises agroalimentaires, 14 d'entre elles font de la production.

- Deux éditions de la *Tournée Agro-Vélo Carottes et garnotte* en 2021 et 2023, permettant de faire découvrir des sentiers de vélo de gravelle, deux fermes maraîchères biologiques, un marché public et plusieurs produits locaux.
  Au total, cela a permis de rejoindre environ 80 participantes et participants.

- La route des Têtes fromagères et la route Brasseurs des Cantons développées par le CIBLE, dans lequel quatre entreprises du Val-Saint-François sont présentes (La *Confrérie artisans brasseurs inc.,* L'*Ardoise,* la *Coopérative Brassicole*, la *Fromagerie Nouvelle-France* et la *Fromagerie le Campagnard*).

- Trois nouveaux marchés publics ont vu le jour dans la région (Marché public de Stoke, Marché public de Valcourt et Les journées des récoltes de Saint-François-Xavier-de-Brompton). Toutefois, en 2024, aucun de ces marchés ne revient. Ils seront absents de manière permanente ou temporaire.

- De la promotion a été faite sur les médias sociaux (page Facebook de Tourisme Val-Saint-François et de la MRC), dans les différentes infolettres, dans des journaux et revues spécialisées ainsi qu'à la radio pour promouvoir l'agrotourisme.

Accès aux aliments

Création d'un répertoire agricole et agroalimentaire

La mise sur pied du répertoire agricole et agroalimentaire de la MRC a grandement facilité à mieux faire connaitre les entreprises productrices, transformatrices et agrotransformatrices de la MRC. En 2020, le répertoire était en partie disponible en format PDF sur le site Internet de la MRC. Depuis, toutes les fiches des entreprises ont été créées sur le site de *Tourisme Val-Saint-François*. D'ailleurs, une refonte du site Internet de *Tourisme Val-Saint-François* en 2021 a permis de faire une place de choix au répertoire agricole et agroalimentaire et à l'agrotourisme. En 2022, le répertoire a officiellement été lancé au grand public.

Le répertoire permet de mieux savoir où se procurer les produits de la MRC. Des catégories ont été créées à cet effet, par exemple « vente à la ferme », « boutique de produits locaux », « autocueillette », « marchés publics », etc.

Voici les étapes de la création du répertoire agricole et agroalimentaire :

- Un logo pour le répertoire agroalimentaire a été créé en 2017 et a été mis à jour en 2022 ;
- Une signature graphique a été développée en 2022, soit l'icône *Je savoure le Val* ;
- Le répertoire a été mis en ligne sur le site Internet de Tourisme Val-Saint-François à partir de 2021. On compte 108 fiches d'entreprises sur le répertoire agricole et agroalimentaire en ligne en date du 29 mars 2024[17] ;
- Lancement du répertoire aux citoyennes et aux citoyens du Val-Saint-François en 2022. 15 000 dépliants ont été envoyés aux résidentes et aux résidents par publipostage durant la saison estivale 2022 et 15 000 autres durant la même période en 2023. Deux vidéos promotionnelles sur le répertoire ont été créées ;
- Diverses campagnes promotionnelles ont été réalisées pour faire connaitre le répertoire.

[17] Cette donnée provient du Répertoire agricole et agroalimentaire de la MRC du Val-Saint-François. MRC du Val-Saint-François, « Répertoire agricole et agroalimentaire », sur le site de Tourisme Val-Saint-François, [Répertoire agricole et agroalimentaire - Tourisme Val-Saint-François (val-saint-francois.com)], (consulté le 29 mars 2024).

Augmentation du nombre d'Espaces boutiques Créateurs de saveurs et d'Épiciers complices

Les points de vente des produits Créateurs de Saveurs (Espaces boutiques ou Épiciers complices) n'existaient pas avant 2016. Ces nouveaux endroits permettent de rendre plus accessibles les produits locaux aux citoyennes et aux citoyens du Val-Saint-François.

« Pour faire partie des Épiciers complices des Créateurs de saveurs Cantons-de-l'Est, les détaillants en alimentation doivent vendre les produits certifiés d'au moins 10 entreprises, ce nombre est de cinq pour les épiceries de petite taille appelées Espaces boutiques. Aussi, les épiciers s'engagent à afficher les produits en vente au sein de leur établissement »[18].

Les *Espaces boutiques* du Val-Saint-François sont, en date du 8 novembre 2023 :

- *Intermarché Saint-Denis*, Saint-Denis-de-Brompton
- *Les Gars de Saucisse*, Richmond
- *Miellerie Lune de miel*, Stoke
- *Sojà d'ici*, Racine
- *Coopérative de solidarité des stokois et stokoise,* Stoke

L'*Épicier complice* du Val-Saint-François est :

- *IGA Marché Ouimette Fille et Fils*, Valcourt

Autres espaces de vente de produits locaux hors ferme

Mis à part les kiosques (boutiques/stands) de vente qui sont présents sur les fermes, les producteurs et transformateurs peuvent aussi vendre leurs produits dans divers commerces de détail sur le territoire. Pour les entreprises bioalimentaires, les boutiques spécialisées sont souvent plus accessibles pour faire leur mise en marché que les plus grosses chaînes d'alimentation. Certains commerces de la région ont des sections pour vendre des produits locaux. En plus des *Espaces boutiques Créateurs de Saveurs (présentées en début de section)* nous pouvons retrouver des produits locaux de la MRC par exemple : dans le restaurant *La Desserte* et le Café du Couvent à Richmond, dans la *Fromagerie Nouvelle-France* à Racine, dans la boutique de *Plantations Stéphan Perreault* à Val-Joli, dans le *Café Fabulé* de Saint-François-Xavier-de-Brompton, au Marchand chez *Duff* à Sainte-Anne-de-la-Rochelle, au *Garde-Manger* à Stoke, etc. Ces divers points de vente permettent aux producteurs et transformateurs de diversifier leurs canaux de commercialisation, mais aussi, cela permet de rendre plus accessibles ces produits aux consommateurs.

[18] CIBLE, « Épiciers complices, Espaces boutiques », sur le site de Créateurs de Saveurs Cantons-de-l'Est, [Épiciers complices, Espaces boutiques | Créateurs de saveurs des Cantons-de-l'Est (createursdesaveurs.com)], (consulté le 29 mars 2024).

Synergies ou maillage entre les entreprises et le milieu institutionnel

Depuis 2016, plusieurs projets dans le Val-Saint-François ont permis de rapprocher les entreprises productrices et agrotransformatrices des consommatrices et des consommateurs. Ces projets sont parfois des initiatives régionales développées par la MRC.

Les synergies ou maillages entre les entreprises bioalimentaires de la MRC du Val-Saint-François et les commerces ou institutions pour favoriser l'approvisionnement local et la mise en marché de proximité sont les suivants :

- Projet « De ton jardin à mon bedon » mis sur pied par le et Regroupement des CPE des Cantons-de-L'Est. Quatre garderies participantes dans le Val-Saint-François font affaire avec quelques productrices et producteurs maraîchers de la MRC, permettant ainsi d'intégrer des produits locaux dans leur menu, mais également de faire découvrir les fruits et légumes aux toutes petites et aux tout petits ;

- Projet « Un fermier dans mon école/ma récré » mis en place par l'Alliance Sherbrookoise pour les jeunes en santé. L'École primaire Saint-Philippe de Windsor reçoit des légumes de la ferme *Les Récoltes du Grenier* de Saint-Claude pour faire découvrir aux enfants les fruits et légumes ;

- Projet « Tourno-Serre » à l'École Secondaire du Tournesol à Windsor. La construction d'une serre solaire passive permet de réaliser des activités éducatives avec les élèves du secondaire et d'approvisionner l'école avec davantage de produits locaux pour cuisiner des collations et des repas à la cafétéria (Coop du Tournesol) ;

- La *Coop du Tournesol* qui s'approvisionne de productrices et de producteurs locaux. L'organisation d'une rencontre entre les gestionnaires de la Coop du Tournesol et des productrices et des producteurs locaux de la MRC a facilité la création de partenariats entre eux.

SYSTÈME ALIMENTAIRE LOCAL

Depuis 2016, nous entendons de plus en plus parler des systèmes alimentaires territorialisés ainsi que des communautés nourricières. Ces concepts ont d'ailleurs pris de l'ampleur avec la pandémie de COVID-19, les gens étant de plus en plus sensibilisés à l'importance de l'autonomie alimentaire.

Les Plan de développement de communauté nourricière

En 2021, le gouvernement du Québec a lancé son premier appel à projets aux municipalités, arrondissements et communautés autochtones pour l'élaboration de Plan de développement de communauté nourricière (PDCN). Pour le Gouvernement du Québec, l'élaboration d'un PDCN :

> *consiste à réaliser un portrait des acteurs, des infrastructures, des activités et des initiatives relatives au système alimentaire local, ainsi qu'un diagnostic en concertation avec les acteurs du milieu. Ce diagnostic permet ensuite de définir des objectifs, une vision commune et des pistes d'intervention, notamment pour le démarrage de nouvelles entreprises agricoles urbaines et de proximité, pour une plus grande autonomie alimentaire et pour une meilleure résilience face à de nombreux enjeux, dont celui des changements climatiques.*[19]

L'agente en développement agroalimentaire et la coordonnatrice à l'économie circulaire de la MRC ont accompagné deux démarches de PDCN sur le territoire du Val-Saint-François, soit celles des municipalités de Windsor et de Saint-François-Xavier-de-Brompton qui ont entrepris, depuis janvier 2023, une démarche conjointe pour l'élaboration de leur PDCN.

Forum sur les systèmes alimentaires territoriaux (SAT)

De plus, lancé en 2021, « le Forum sur les systèmes alimentaires territoriaux (SAT) est une démarche de mobilisation des différents acteurs en faveur de la mise en place de SAT sur tout le territoire du Québec. Elle regroupe plus d'une vingtaine de partenaires : des gouvernances de SAT en région, des réseaux nationaux liés à l'alimentation et au développement du territoire, des centres de recherche ainsi que des organismes d'accompagnement et d'économie sociale »[20].

Toutes ces initiatives amènent les territoires à réfléchir au développement durable du système alimentaire de leur communauté. Les municipalités et les MRC ont de plus en plus un rôle actif à jouer par rapport aux enjeux relatifs à l'accès aux aliments sains pour toute la population. Le système alimentaire touche toutes les actrices et tous les acteurs, des entreprises productrices aux personnes consommatrices, c'est ni plus ni moins que la boucle, du champ à l'assiette, en passant par la valorisation des résidus, qui font partie de l'équation.

---

[19] Cabinet du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, « Autonomie alimentaire des territoires - Le ministre Lamontagne annonce l'octroi d'aides financières de 277 000 $ à 12 projets de plans de développement de communautés nourricières », 1er juin 2021.

[20] Forum SAT, [site Internet], [Accueil - Forum SAT], (consulté le 30 mars 2024).

La MRC du Val-Saint-François est impliquée depuis quelques années dans des projets en lien avec le renforcement du système alimentaire des communautés. **Un comité MRC nourricière a d'ailleurs été créée en septembre 2020,** afin de commencer un portrait du système alimentaire de la MRC, de sonder les municipalités et organisations du territoire sur les initiatives qu'elles mettent en place et, aussi, afin de sensibiliser les municipalités sur le concept de municipalité nourricière. Ce comité n'est plus actif, cependant, un **comité sur la sécurité alimentaire** a récemment été créé avec les actrices et acteurs du milieu communautaire, pour une période temporaire, afin de mobiliser les citoyennes et les citoyens sur les enjeux de la sécurité alimentaire, de faire un portrait de la MRC et de réaliser un événement rassembleur dans la MRC au courant de l'année 2024. De plus, la MRC est aussi impliquée en concertation régionale par la **Table intersectorielle régionale des saines habitudes de vie (TIR-SHV) de l'Estrie, c'est-à-dire le Comité estrien des saines habitudes de vie**.

En 2022-2023, un portrait du système alimentaire a été réalisé pour chaque MRC de l'Estrie, une démarche coordonnée par le Comité estrien des saines habitudes de vie. Ce portrait a permis de répertorier les initiatives collectives du Val-Saint-François qui favorisent l'accès physique et économique aux aliments sains en les classant selon les diverses composantes du système alimentaire que sont la production, la transformation, la distribution, la consommation, la gestion et la valorisation, l'éducation et la sensibilisation, ainsi que la gouvernance. En tout, 54 initiatives ont été répertoriées, la composante de la distribution étant la plus représentée. Pour lire le portrait complet, référez-vous à l'Annexe 6.

EXPLOITANTES ET EXPLOITANTS, MAIN-D'ŒUVRE, RELÈVE ET AIDE AUX ENTREPRISES

Notez bien que, dans les tableaux suivants (34, 35, 36 et 37), le nombre total d'exploitantes et d'exploitants agricoles n'est pas toujours égal à la somme des sous-catégories identifiées. Les données proviennent des recensements de Statistique Canada (2011, 2016 et 2021) et ont été conservées telles qu'on les retrouve en ligne dans les recensements en question.

De plus, dans les recensements agricoles de Statistique Canada (2011, 2016 et 2021) pour les Tableaux 34, 35, 36 et 37, chaque ferme peut déclarer jusqu'à trois personnes exploitantes. Le nombre d'exploitants réels pourrait être supérieur aux données indiquées dans les tableaux, car dans certaines fermes, le nombre d'exploitants peut dépasser trois personnes.

Âge et sexe des exploitantes et des exploitants agricoles

Dans le Val-Saint-François, entre 2011 et 2021, le nombre d'exploitantes et d'exploitants agricoles, tous âges confondus, est passé de 715 à 735 *(voir Tableau 34 ci-dessous, **valeurs surlignées en bleu**)*. Cela représente une augmentation de 20 exploitants. En Estrie et dans le Val-Saint-François, le nombre d'exploitantes et d'exploitants a augmenté depuis 2011, comparativement au reste du Québec.

De plus, entre 2011 et 2021, l'âge moyen des exploitantes et exploitants agricoles est passé de 51,3 ans à 53 ans *(voir Tableau 34 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert pomme**)*. Depuis 2011, la moyenne d'âge pour le Val-Saint-François est située à peine en dessous de celle du Québec et de l'Estrie. Ce sont dans les tranches d'âge « moins de 35 ans » et « 55 ans et plus » qu'on remarque une augmentation d'exploitantes et d'exploitants entre 2016 et 2021 dans le Val-Saint-François *(voir Tableau 34 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert foncé**)*.

- Moins de 35 ans entre 2016 et 2021 : + 10 exploitantes et exploitants ;
- 55 ans et plus entre 2016 et 2021 : + 50 exploitantes et exploitants.

Dans les fermes ayant seulement une exploitante ou un exploitant, la moyenne d'âge est alors toujours plus élevée, que ce soit pour l'ensemble du Québec, l'Estrie ou le Val-Saint-François. Elle est de 54,9 ans dans le Val-Saint-François en 2021 *(voir Tableau 34 ci-dessous, **valeur surlignée en jaune**)*. Enfin, nous constatons que ce sont dans les fermes ayant deux exploitantes ou exploitants ou plus que nous retrouvons toujours le plus de personnes ayant moins de 35 ans par rapport aux fermes n'ayant qu'une seule exploitante ou un seul exploitant. Entre 2016 et 2021, dans le Val-Saint-François, il y a d'ailleurs eu une augmentation des exploitantes et des exploitants dans la tranche d'âge « moins de 35 ans » dans les fermes ayant deux personnes exploitantes ou plus. Le Val-Saint-François se démarque d'ailleurs à ce critère par rapport à l'Estrie et au reste du Québec, où le nombre d'exploitantes et d'exploitants est en diminution entre 2016 et 2021 dans cette même tranche d'âge (voir *Tableau 34* ci-dessous, ***valeurs surlignées en orangé***).

Tableau 34 : Âge des exploitantes et des exploitants agricoles sur les fermes du Val-Saint-François, de 2011 à 2021

Lieu géographique		Québec			Estrie			Le Val-Saint-François		
Exploitants agricoles par ferme	**Âge**	**2011**	**2016**	**2021**	**2011**	**2016**	**2021**	**2011**	**2016**	**2021**
Exploitantes et exploitants agricoles sur toutes les fermes	Total d'exploitantes et d'exploitants agricoles de tous les âges	43 920	41 995	42 265	4 200	4 080	4 440	**715**	**695**	**735**
	Moins de 35 ans	4 775	4 130	3 645	485	420	395	80	**65**	**75**
	35 à 54 ans	21 700	18 025	16 045	1 990	1 680	1 745	350	300	290
	55 ans et plus	17 450	19 845	22 590	1 720	1 970	2 310	290	**325**	**375**
	Âge moyen des exploitantes et exploitants agricoles	51,4	52,9	54	51,5	52,9	53,6	**51,3**	**52,4**	**53**
Fermes ayant une exploitante ou un exploitant	Total d'exploitantes et d'exploitants agricoles de tous les âges	16 450	16 215	15 670	1 420	1 450	1 480	255	230	235
	Moins de 35 ans	1 030	1 045	855	95	85	85	20	15	15
	35 à 54 ans	7 605	6 760	5 665	600	575	540	100	95	90
	55 ans et plus	7 815	8 415	9 165	720	785	860	140	125	135
	Âge moyen des exploitantes et exploitants agricoles	54,1	55	56	55	55,7	55,8	55,5	55,3	**54,9**
Fermes ayant deux exploitantes ou exploitants ou plus	Total d'exploitantes et d'exploitants agricoles de tous les âges	27 470	25 780	26 595	2 785	2 630	2 960	465	465	500
	Moins de 35 ans	3 750	**3 085**	**2 790**	390	**335**	**310**	60	**50**	**60**
	35 à 54 ans	14 095	11 265	10 375	1 400	1 105	1 200	250	205	205
	55 ans et plus	9 630	11 430	13 425	995	1 185	1 450	155	200	240
	Âge moyen des exploitantes et exploitants agricoles	49,7	51,6	52,8	49,7	51,4	52,5	49	50,9	52,1

Sources :
Statistique Canada. Tableau 32-10-0381-01 Caractéristiques des exploitants agricoles : âge, sexe et nombre d'exploitants déclarés dans l'exploitation agricole, Recensement de l'agriculture, 2021.
Statistique Canada. Tableau 32-10-0442-01 Caractéristiques des exploitants agricoles : âge et nombre d'exploitants dans l'exploitation agricole, Recensement de l'agriculture, 2011 et 2016, inactif.

N.B. Jusqu'à trois exploitantes et exploitants peuvent être déclarés par ferme. Il s'agit d'un dénombrement d'exploitantes et d'exploitants distincts, par conséquent, les exploitantes et exploitants de deux fermes distinctes ou plus ne sont inclus qu'une seule fois dans le total.

N.B. Les valeurs surlignées dans le tableau font référence au texte précédant le Tableau 34.

En ce qui a trait aux sexes des personnes exploitantes agricoles, nous pouvons constater que le nombre d'exploitantes de sexe féminin est en augmentation d'année en année depuis 2011 dans le Val-Saint-François, avec une augmentation de dix personnes entre 2011 et 2016 et de 30 personnes entre 2016 et 2021.

Quant à la proportion des femmes exploitantes sur le nombre total des personnes exploitantes agricoles pour chaque année, en 2011, cette proportion est de 29,37 %, en 2016, elle est de 31,65 % et, en 2021, de 34,01 %. Nous pouvons donc constater qu'en plus d'augmenter en nombre (+40 femmes depuis 2011), la proportion des femmes exploitantes par rapport au nombre total de personnes exploitantes agricoles dans le Val-Saint-François est aussi en augmentation (+4,64 % depuis 2011).

Tableau 35 : Nombre d'exploitantes et d'exploitants agricoles dans le Val-Saint-François selon leur sexe, de 2011 à 2021

Exploitantes et exploitants agricoles	Année		
	2011	2016	2021
Nombre total d'exploitantes et d'exploitants agricoles	715	695	735
Sexe – masculin	505	475	490
Sexe – féminin	210	220	250

Sources :
Statistique Canada. Tableau 32-10-0381-01 Caractéristiques des exploitants agricoles : âge, sexe et nombre d'exploitants déclarés dans l'exploitation agricole, Recensement de l'agriculture, 2021.
Statistique Canada. Tableau 32-10-0441-01 Caractéristiques des exploitants agricoles : sexe et nombre d'exploitants dans l'exploitation agricole, Recensement de l'agriculture, 2011 et 2016, inactif.
N.B. Jusqu'à trois exploitantes et exploitants peuvent être déclarés par ferme. Il s'agit d'un dénombrement d'exploitantes et d'exploitants distincts, par conséquent, les exploitantes et exploitants de deux fermes distinctes ou plus ne sont inclus qu'une seule fois dans le total.

Nombre d'heures travaillées par semaine sur l'exploitation

Dans le Val-Saint-François, **parmi toutes les catégories de nombre d'heures travaillées par semaine**, les exploitantes et les exploitants agricoles sont plus nombreux à travailler « moins de 20 heures par semaine » ou « plus de 40 heures par semaine » sur leur ferme. En Estrie et dans le reste du Québec, on constate le même phénomène.

Voici les données pour le Val-Saint-François en 2021 (*voir le Tableau 35 ci-dessous*) **:**

- Moins de 20 heures par semaine sur leur ferme : 275 exploitantes et exploitants **(37,41 %)** ;
- Plus de 40 heures par semaine sur leur ferme : 270 exploitantes et exploitants **(36,73 %)**.

Nous pouvons aussi remarquer que les exploitantes et les exploitants qui travaillent « moins de 20 heures » ou « entre 30 et 40 heures » sont en augmentation depuis 2016 *(voir Tableau 36 ci-dessous, **valeurs surlignées en bleu** et Figure 8 ci-dessous).* En Estrie et au Québec, ce sont également les exploitantes et les exploitants qui travaillent moins de 20 heures qui sont le plus en augmentation par rapport à ceux qui déclarent d'autres tranches d'heures travaillées à la ferme *(voir Tableau 36 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert pomme**).*

Voici les données pour le Val-Saint-François entre 2016 et 2021 :

- Exploitantes et exploitants travaillants « moins de 20 heures » sur leur ferme : + 30 personnes **(+12,24 %)** ;
- Exploitantes et exploitants travaillants « entre 30 et 40 heures » sur leur ferme : + 20 personnes **(+28,57 %)**.

Dans le Val-Saint-François et dans le reste du Québec, les exploitantes et exploitants qui travaillent plus de 40 heures sont en diminution entre 2016 et 2021 *(voir Tableau 36 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert foncé**, et Figure 8 ci-dessous) :*

- Val-Saint-François : -5 exploitantes et exploitants ;
- Québec : -920 exploitantes et exploitants.

Cependant, en Estrie, ce nombre est en légère augmentation (+50 exploitantes et exploitants) *(voir Tableau 36 ci-dessous, **valeurs surlignées en jaune**).*

Tableau 36 : Travail à la ferme, en nombre moyen d'heures par semaine pour les exploitantes et les exploitants du Val-Saint-François, de 2011 à 2021

Lieu géographique	Québec			Estrie			Val-Saint-François		
	2011	2016	2021	2011	2016	2021	2011	2016	2021
Nombre total d'exploitantes et d'exploitants agricoles	43 920	41 995	42 265	4 200	4 080	4 440	715	695	735
Nombre d'exploitantes et d'exploitants qui travaillent moins de 20 heures à la ferme	12 430	**12 995**	**14 050**	1 325	**1 400**	**1 695**	235	**245**	**275**
Nombre d'exploitantes et d'exploitants qui travaillent de 20 à 29 heures à la ferme	4 920	5 275	5 275	510	540	565	90	100	100
Nombre d'exploitantes et d'exploitants qui travaillent de 30 à 40 heures à la ferme	5 070	5 075	5 230	475	495	495	70	**70**	**90**
Nombre d'exploitantes et d'exploitants qui travaillent plus de 40 heures à la ferme	21 500	**18 650**	**17 730**	1 895	**1 640**	**1 690**	330	**275**	**270**

Sources :
Statistique Canada. Tableau 32-10-0444-01 Caractéristiques des exploitants agricoles : travail agricole, Recensement de l'agriculture, 2011 et 2016, inactif
Statistique Canada. Tableau 32-10-0382-01 Caractéristiques des exploitants agricoles : travail agricole et autre travail rémunéré, Recensement de l'agriculture, 2021.

N.B. Jusqu'à trois exploitantes et exploitants peuvent être déclarés par ferme. Il s'agit d'un dénombrement d'exploitantes et d'exploitants distincts, par conséquent, les exploitantes et exploitants de deux fermes distinctes ou plus ne sont inclus qu'une seule fois dans le total.

N.B. Les valeurs surlignées dans le tableau font référence au texte précédant le Tableau 36.

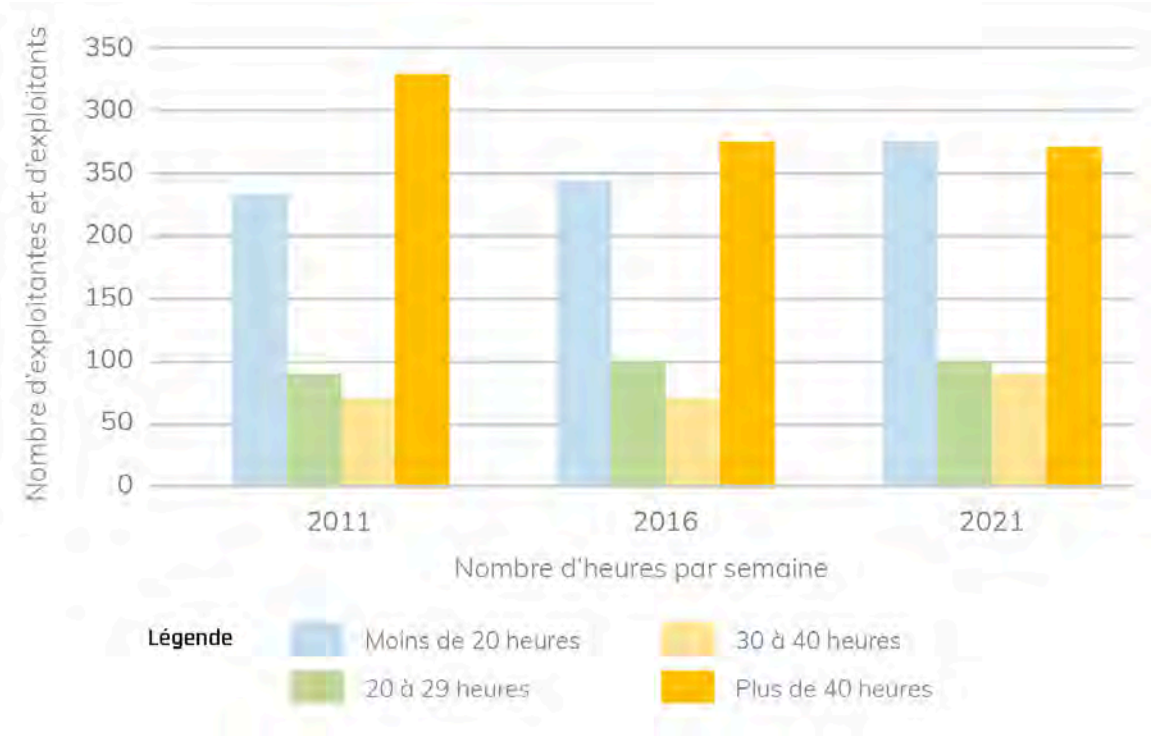


Figure 8 : Travail sur la ferme en nombre d'heures par semaine pour les exploitantes et les exploitants agricoles du Val-Saint-François
Sources : Mêmes sources que le Tableau 36 ci-dessus.

Autre travail rémunéré

Entre 2011 et 2021, dans le Val-Saint-François, la proportion d'exploitantes et d'exploitants qui déclaraient ne faire aucune (0) heure de travail pour un autre travail rémunéré que celui réalisé à la ferme ne fait que diminuer : c'est la même chose pour l'ensemble de l'Estrie et le reste du Québec *(voir Tableau 37 ci-dessous, **valeurs surlignées en bleu** et Figure 9 ci-dessous).* Cette proportion était de 58 % en 2011 (415 sur 710 exploitantes et exploitants), de 57 % en 2016 (395 sur 690 exploitantes et exploitants) et elle est de 49 % en 2021 (365 sur 740 exploitantes et exploitants). Cela vient certes démontrer que les exploitantes et les exploitants agricoles ont de plus en plus recours à d'autres emplois rémunérés en plus de leur travail effectué sur leur propre ferme.

Par conséquent, dans le Val-Saint-François, le travail à l'extérieur de la ferme pour effectuer un autre travail rémunéré est en augmentation ou stable depuis 2016, et ce, pour toutes les tranches d'heures présentées *(voir Tableau 37 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert pomme** et Figure 9 ci-dessous).* En 2016, le travail rémunéré autre que le travail à la ferme touchait 43 % des personnes exploitantes (295 sur 690 exploitantes et exploitants) et, en 2021, il en touchait 51 % (375 sur 740 exploitantes et exploitants).

Tableau 37 : Nombre d'exploitantes et d'exploitants agricoles dans le Val-Saint-François déclarant avoir un autre travail rémunéré, de 2011 à 2021

Lieu géographique	Québec			Estrie			Le Val-Saint-François		
Travail non agricole rémunéré, en nombre moyen d'heures par semaine	**2011**	**2016**	**2021**	**2011**	**2016**	**2021**	**2011**	**2016**	**2021**
Nombre total d'exploitantes et d'exploitants agricoles	43 920	41 995	42 265	4 200	4 080	4 440	715	695	735
Nombre d'exploitantes et d'exploitants agricoles ayant déclaré 0 heure de travail pour un autre travail rémunéré	28 280	26 760	22 900	2 540	2 390	2 195	**415**	**395**	**365**
Nombre d'exploitantes et d'exploitants agricoles ayant déclaré moins de 20 heures de travail pour un autre travail rémunéré	2 725	2 530	4 120	270	285	485	50	**50**	**85**
Nombre d'exploitantes et d'exploitants agricoles ayant déclaré 20 à 29 heures de travail pour un autre travail rémunéré	2 105	2 050	2 425	235	235	295	35	**40**	**40**
Nombre d'exploitantes et d'exploitants agricoles ayant déclaré 30 à 40 heures de travail pour un autre travail rémunéré	5 445	5 635	6 835	595	650	855	110	**135**	**155**
Nombre d'exploitantes et d'exploitants agricoles ayant déclaré plus de 40 heures de travail pour un autre travail rémunéré	5 355	5 025	6 000	565	520	615	100	**70**	**95**

Sources :
Statistique Canada. Tableau 32-10-0382-01 Caractéristiques des exploitants agricoles : travail agricole et autre travail rémunéré, Recensement de l'agriculture, 2021.
Statistique Canada. Tableau 32-10-0445-01 Caractéristiques des exploitants agricoles : autre travail rémunéré, Recensement de l'agriculture, 2011 et 2016, inactif.

N.B. Jusqu'à trois exploitantes et exploitants peuvent être déclarés par ferme. Il s'agit d'un dénombrement d'exploitantes et d'exploitants distincts, par conséquent, les exploitantes et exploitants de deux fermes distinctes ou plus ne sont inclus qu'une seule fois dans le total.
N.B. Les valeurs surlignées dans le tableau font référence au texte précédant le Tableau 37.

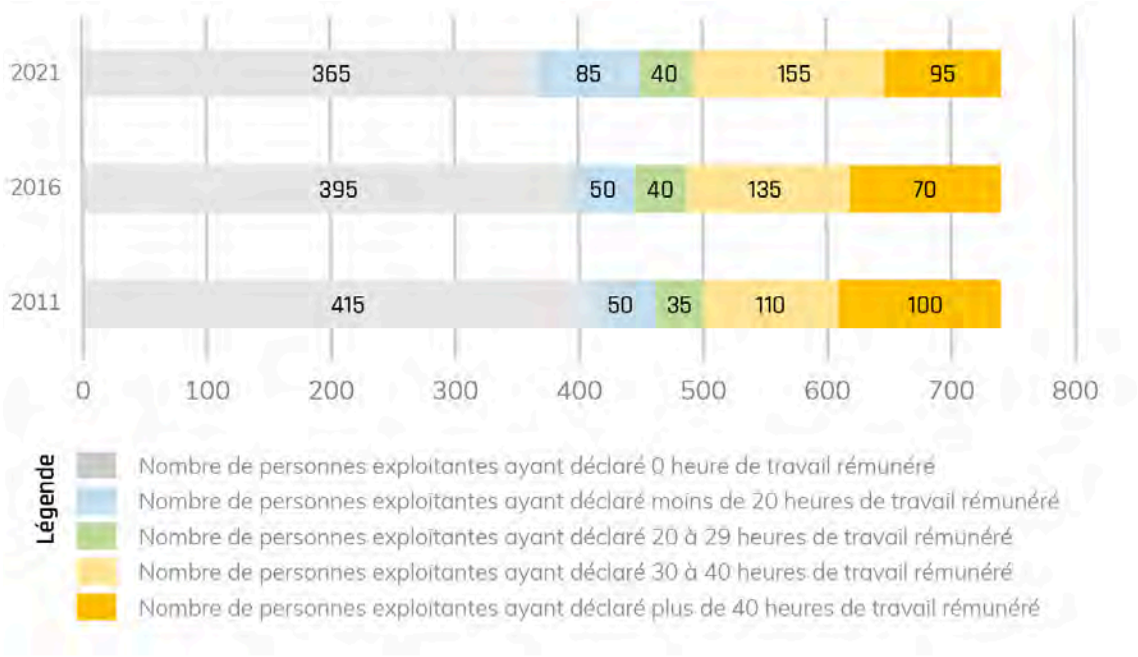


Figure 9 : Nombre d'exploitantes et d'exploitants agricoles déclarant avoir un autre travail rémunéré que celui à la ferme, de 2011 à 2021
Sources : Mêmes sources que le Tableau 37 ci-dessus.

Main-d'œuvre salariée

Dans le Val-Saint-François, en Estrie et dans le reste du Québec, entre 2011 et 2021, le nombre de fermes qui déclaraient des salariées et salariés est en diminution. Toutefois, la moyenne du nombre de personnes salariées par ferme déclarante est généralement en augmentation (pour l'Estrie et le Québec). Cela peut vouloir dire que le nombre de fermes qui ont recours à des salariées et salariés extérieurs est en diminution, mais celles qui embauchent ces personnes salariées en embauchent davantage *(voir Tableau 38 ci-dessous, **valeurs surlignées en bleu** et Figure 10 ci-dessous).*

En Estrie, la moyenne du nombre de personnes salariées par ferme déclarante était de 3,6 en 2011, 4,6 en 2016 et 5,1 en 2021. Au Québec, cette moyenne de personnes salariées par ferme déclarante était de 4,5 en 2011, 5,2 en 2016 et 6,1 en 2021. Toutefois, dans le Val-Saint-François, cette moyenne est en diminution entre 2016 et 2021, c'est-à-dire que la moyenne était de 3,8 en 2011, 5,1 en 2016 et elle est redescendue à 4,3 en 2021 *(voir Tableau 38 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert pomme** et Figure 10 ci-dessous).*

Une particularité du Val-Saint-François concerne le travail agricole rémunéré payé sur une base annuelle à temps plein. Contrairement à l'Estrie et au reste du Québec où le nombre de personnes salariées augmente dans cette catégorie, dans le Val-Saint-François, le nombre de personnes salariées pour cette catégorie a diminué entre 2016 et 2021, même si le nombre de fermes déclarantes a augmenté. Cela signifie qu'il y a plus de fermes qui embauchent des salariées et des salariées à temps plein ; en revanche, la moyenne du nombre de personnes

salariées par ferme est en diminution. Pour cette catégorie, la moyenne de personnes salariées à temps plein par ferme est passée de 5,8 personnes en 2016 à 2,7 personnes en 2021. Cette baisse est très significative *(voir Tableau 38 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert foncé**)*. C'est surement ce qui vient expliquer la diminution de la moyenne générale du nombre de personnes salariées par ferme déclarante dans le Val-Saint-François entre 2016 et 2021 *(voir Figure 10 ci-dessous).*

Dans le Val-Saint-François, en Estrie et dans le reste du Québec, entre 2016 et 2021, le travail agricole rémunéré payé sur une base annuelle à temps partiel était en augmentation ou stable, autant par rapport aux fermes déclarantes qu'au nombre de personnes salariées (sauf pour le nombre de fermes en Estrie entre 2016 et 2021 pour lequel on observe une baisse de trois fermes) *(voir Tableau 38 ci-dessous)*.

De façon inverse, entre 2016 et 2021, le travail agricole rémunéré qui était effectué sur une base saisonnière ou par des membres de la famille était de façon générale en diminution, et ce, autant au niveau des fermes déclarantes que du nombre de personnes salariées *(voir Tableau 38 ci-dessous)*.

Tableau 38 : Nombre de fermes qui déclarent avoir de la main-d'œuvre rémunérée et nombre de personnes salariées embauchées au Québec, en Estrie et dans le Val-Saint-François, de 2011 à 2021

Lieu géographique		Québec			Estrie			Le Val-Saint-François		
Travail agricole rémunéré	**Nombre de fermes déclarantes et nombre de salariés**	**2011**	**2016**	**2021**	**2011**	**2016**	**2021**	**2011**	**2016**	**2021**
Sur une base annuelle (à plein temps)	Nombre de fermes	n. d.	6 578	6 872	n. d.	464	496	n. d.	**55**	**73**
	Personnes salariées	n. d.	18 969	20 690	n. d.	1 264	1 334	n. d.	**320**	**199**
Sur une base annuelle (à temps partiel)	Nombre de fermes	n. d.	3 271	3 535	n. d.	251	248	n. d.	36	41
	Personnes salariées	n. d.	6 930	8 723	n. d.	511	587	n. d.	65	65
Sur une base saisonnière ou temporaire	Nombre de fermes	7 855	6106	4 475	628	490	308	95	57	32
	Personnes salariées	32 896	29 967	29 514	1 975	2 114	1 723	259	162	148
Nombre total de personnes salariées	Nombre de fermes	**12 897**	**10 744**	**9 676**	**1 039**	**853**	**709**	**147**	**108**	**96**
	Personnes salariées	**57 488**	**55 866**	**58 925**	**3 775**	**3 889**	**3 643**	**564**	**547**	**413**
Proportion du nombre de personnes salariées par exploitation		**4,46**	**5,20**	**6,09**	**3,63**	**4,56**	**5,14**	**3,84**	**5,06**	**4,30**
Nombre d'employées et d'employés qui étaient des membres de la famille	Nombre de fermes	n. d.	7 432	6 010	n. d.	552	403	n. d.	73	54
	Personnes salariées	n. d.	15 700	13 054	n. d.	1 074	820	n. d.	138	101

Sources :
Statistique Canada. Tableau 32-10-0243-01 Main-d'œuvre salariée, Recensement de l'agriculture, 2021.
Statistique Canada. Tableau 32-10-0439-01 Main-d'œuvre salariée, Recensement de l'agri., 2011 et 2016, inactif.

N.B. Les valeurs surlignées dans le tableau font référence au texte précédant le Tableau 38.

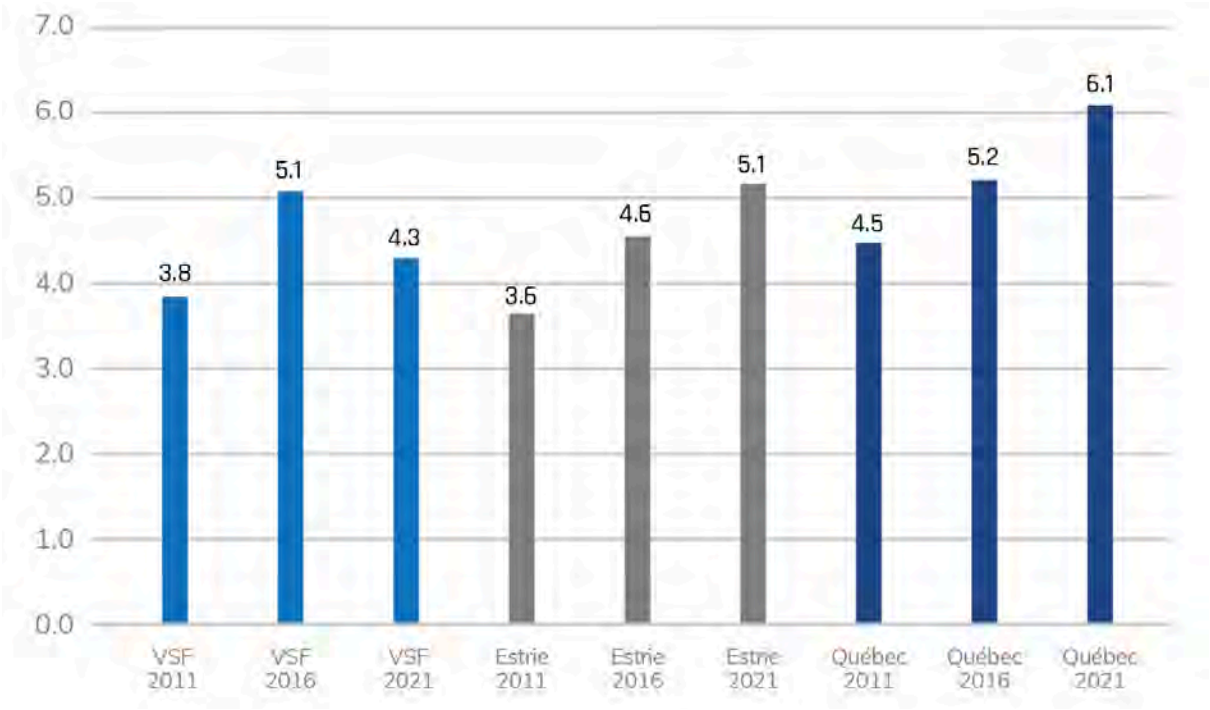


Figure 10 : Moyenne de personnes salariées par ferme déclarante au Québec, en Estrie et dans le Val-Saint-François, de 2011 à 2021
Sources : Mêmes sources que le Tableau 38 ci-dessus.

Si nous regardons les résultats par municipalité *(voir Tableau 39 ci-dessous),* nous remarquons que les salariées et les salariés à temps plein sont plus nombreux à Cleveland, à Melbourne, à Saint-François-Xavier-de-Brompton et à Val-Joli *(voir Tableau 39 ci-dessous, **valeurs surlignées en bleu**).* Les salariées et les salariés à temps partiel sont plus nombreux à Racine, à Saint-François-Xavier-de-Brompton, à Valcourt et à Val-Joli *(voir Tableau 39 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert pomme**).* Pour les travailleuses et les travailleurs saisonniers ou temporaires, ils sont plus nombreux à Melbourne, à Racine, à Stoke et à Val-Joli *(voir Tableau 39 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert foncé**).* Sur les fermes de ces municipalités, les travailleuses et les travailleurs saisonniers ou temporaires représentent une assez grande proportion des personnes salariées, avec 46 % à 54 % du total des personnes salariées par municipalité. Enfin, ce sont dans les municipalités de Melbourne, de Racine, de Saint-François-Xavier-de-Brompton, de Stoke et de Val-Joli que l'on retrouve le plus de salariées et de salariées sur les fermes (*voir Tableau 39 ci-dessous, **valeurs surlignées en jaune**).*

Tableau 39 : Nombre de fermes qui déclarent avoir de la main-d'œuvre rémunérée et nombre de personnes salariées embauchées pour chaque municipalité du Val-Saint-François, en 2021

Travail agricole rémunéré	Nombre de fermes déclarantes et nombre de salariées et de salariés	Bonsecours	Cleveland	Maricourt	Melbourne	Racine	Saint-François-Xavier-de-Brompton	Saint-Claude	Sainte-Anne-de-la-Rochelle	Stoke	Valcourt	Val-Joli	Val-Saint-François	Estrie
Travailleuses et travailleurs à temps plein (à l'année)	Nombre d'exploitations	2	6	3	12	4	9	5	8	5	7	12	73	496
	Nombre de salariés	2	**18**	5	**29**	11	**46**	11	16	13	16	**32**	199	1 334
Travailleuses et travailleurs à temps partiel (à l'année)	Nombre d'exploitations	2	4	2	4	3	4	2	6	2	4	8	41	248
	Nombre de salariés	2	7	2	4	**10**	**9**	1	6	6	**8**	**10**	65	587
Travailleuses et travailleurs saisonniers ou temporaires	Nombre d'exploitations	0	3	1	5	2	5	0	5	5	3	3	32	308
	Nombre de salariés	0	7	1	**28**	**23**	11	0	7	**22**	10	**39**	148	1 723
Travailleuses et travailleurs agricoles total	Nombre d'exploitations	3	9	6	14	6	12	6	11	6	9	14	96	709
	Nombre de salariés	4	31	8	**61**	**45**	**68**	12	30	**41**	33	**80**	413	3 643
Travailleuses et travailleurs agricoles familiaux	Nombre d'exploitations	1	5	6	6	3	8	3	4	5	5	8	54	403
	Nombre de salariés	3	12	7	11	6	20	5	5	8	9	15	101	820

Source : Statistique Canada. Tableau 32-10-0243-01 Main-d'œuvre salariée, Recensement de l'agriculture, 2021.
N.B. Les valeurs surlignées dans le tableau font référence au texte précédant le Tableau 39.

Recrutement de la main-d'œuvre

Le Centre d'emploi agricole (CEA) de l'Estrie joue un rôle central en lien avec le recrutement de la main-d'œuvre, la gestion des ressources humaines ainsi que la santé et la sécurité au travail (SST). Depuis les cinq dernières années (entre 2018 et 2023), il y a eu 26 producteurs qui ont fait affaire avec les services du CEA. De ce nombre, cinq producteurs ont fait affaire avec le service de recrutement local et 21 avec le service de recrutement de travailleuses et de travailleurs étrangers. Ce sont 135 postes à pourvoir qui ont été traités, dont 122 pour des postes saisonniers et 13 pour des postes permanents. Sur tous les postes saisonniers, 106 concernaient des travailleurs étrangers temporaires (TET) et 16 des emplois avec une main-d'œuvre locale.

Le CEA de l'Estrie et Service-Québec offrent des programmes pour aider les entreprises ainsi que les employées et les employés en matière de main-d'œuvre. En plus du Programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT) *(voir plus de détails sur ce programme)*, d'autres programmes d'Agricarrières peuvent venir soutenir les entreprises ainsi que les employées et les employés, comme AgriEmploi, FermEmploi, AgriFrancisation, AGRIJOB et AGRIRH.

Les plans de transfert

Dans le Val-Saint-François, en Estrie et au Québec en général, le nombre d'exploitantes et d'exploitants agricoles qui déclarent avoir un plan de relève, en 2021, varie entre 18,25 % et 22,10 %. Le Val-Saint-François est 3,85 points de pourcentage en dessous de la moyenne nationale *(voir Tableau 40 ci-dessous, **valeurs surlignées en bleu**)*. Dans le Val- Saint-François, 403 fermes n'ont pas de plan de relève sur 493, ce qui équivaut à 81,74 % *(voir Tableau 40 ci-dessous, **valeur surlignée en vert pomme**)*.

Le nombre de plans de relève réalisés sur une base verbale est plus élevé que celui des plans écrits. Dans le Val-Saint-François, 64 % sont réalisés verbalement (58 plans sur 90) et 36 % sont des plans écrits (32 plans sur 90) *(voir Tableau 40 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert foncé**)*. Nous pouvons aussi constater que la majorité des plans de relève écrits inclut des membres de la famille.

Tableau 40 : Nombre d'exploitations déclarant un plan de relève dans le Val-Saint-François, en 2021

Nombre d'exploitations déclarantes	Québec	Estrie	Val-Saint-François
Nombre total d'exploitations	29 380	3 009	493
Plan de relève écrit	2 496	227	**32**
Pourcentage d'exploitants ayant un plan de relève écrit	**8,50**	**7,54**	**6,49**
Inclus un ou plusieurs membres de la famille	2 344	213	30
Inclus une ou plusieurs personnes non membres de la famille	175	16	n/d
Plan de relève verbal uniquement	3 998	363	**58**

Pourcentage d'exploitants ayant un plan de relève verbal	**13,60**	**12,06**	**11,76**
Aucun plan de relève	22 886	2 419	**403**
Total de plan de relève (écrit et verbal)	6 494	590	90
Pourcentage des exploitations ayant un plan de relève (écrit et verbal) sur le nombre total d'exploitations	**22,10**	**19,60**	**18,25**

Source : Statistique Canada. Tableau 32-10-0244-01 Plan de relève pour l'exploitation agricole, Recensement de l'agriculture, 2021.
N.B. Les valeurs surlignées dans le tableau font référence au texte précédant le Tableau 40.

Réseau Agriconseils

Dans le milieu agricole, les services du Réseau Agriconseils sont incontournables. Chaque entreprise agricole ayant un numéro d'identification ministériel (NIM) peut bénéficier d'une aide financière pour des services-conseils admissibles au programme services-conseils (PSC). Une multitude d'expertes et d'experts accrédités dispensent des services-conseils couvrant plusieurs domaines.

Le plan de transfert est le plus souvent réalisé selon une approche interprofessionnelle combinant l'expertise agronomique avec celle des conseillères et conseillers en ressources humaines, des fiscalistes et des notaires.

En Estrie, depuis 2013, 471 649 $ ont été versés dans le cadre du programme PSC pour des plans de transfert. Entre le programme quinquennal qui s'échelonnait de 2013 à 2018 et celui de 2018 à 2023, il y a eu une augmentation de l'aide de l'ordre de 14 % *(voir Tableau 41 ci-dessous, **valeurs surlignées en bleu**)*.

Depuis 2018, 53 entreprises en Estrie ont bénéficié du programme PSC pour un plan de transfert, une augmentation de 20 % par rapport au programme de 2013 à 2018 *(voir Tableau 41 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert pomme**)*. Il faut noter que le programme 2018-2023 offrait une aide de 85 % pour les plans de transfert, comparativement à 75 % pour le programme précédent (2013-2018).

Tableau 41 : Aide financière du Réseau Agriconseils de l'Estrie pour des plans de transfert, de 2013 à 2023

Programme PSC	Aides versées pour plan de transfert ($)	Nombre d'entreprises	Taux d'aide (%)	Rencontre préparatoire ($)	Nombre d'entreprises	Taux d'aide (%)
2018-2023	**251 255**	**53**	85	15 204	19	85
2013-2018	**220 394**	**44**	75	5 204	17	60

Source : Réseau Agriconseils de l'Estrie.
N.B. Les valeurs surlignées dans le tableau font référence au texte précédent le Tableau 41.

Aide à l'établissement

Le service de jumelage qui s'appelait « Banque de terres », entre 2014 et 2018, s'est transformé en 2018 pour devenir le service L'ARTERRE. Ce nouveau service est maintenant déployé à l'échelle provinciale et est coordonné par le Centre de référence en agriculture et agroalimentaire du Québec (CRAAQ). En Estrie, depuis 2023, le service de L'ARTERRE est déployé au niveau régional grâce à deux agentes ou agents de jumelage qui s'occupent de toutes les étapes du processus de jumelage, soit d'inscrire les aspirantes et les aspirants agriculteurs comme les propriétaires, de réaliser les rencontres de jumelage et d'accompagner les personnes participantes dans les négociations et l'élaboration des ententes.

Dans le Val-Saint-François, depuis le début du service de Banque de terre, 19 jumelages ont été réalisés (de 2014 à 2023) :

- De 2014 à 2018 : 75 propriétaires inscrits, 42 visites terrain et 12 jumelages ;
- De 2018 à avril 2021 : 27 propriétaires inscrits, 41 visites terrain et 4 jumelages ;
- De mai 2021 à 2023 : 3 jumelages.

Depuis le déploiement du service de L'ARTERRE en Estrie en 2018, le nombre de jumelages dans le Val-Saint-François est comparable à la moyenne des jumelages des autres MRC de l'Estrie, soit: cinq pour Coaticook, six pour le Haut-Saint-François, trois pour la MRC des Sources, trois pour la MRC de Memphrémagog et huit pour Sherbrooke. Le Val-Saint-François arrive au deuxième rang avec ses sept jumelages.

Enfin, depuis 2016, deux séjours exploratoires agricoles organisés par Place aux jeunes en région ont eu lieu dans le Val-Saint-François : un en 2017 et un autre en 2022, dans le but d'attirer la relève à venir s'établir dans la MRC.

Formations

Un nouveau DEP en production animale a vu le jour en 2021 au Centre de formation professionnelle EXPÉ. Ce DEP desservait la MRC du Val-Saint-François et la MRC des Sources. Ce DEP existait déjà au Centre de formation professionnelle de Coaticook-CRIFA et il a été délocalisé pour être donné dans la région Val-Saint-Français/des Sources. Depuis 2021, deux cohortes du DEP en production animale ont été démarrées (en 2021 et en 2022). Cependant, en 2023, par manque d'inscriptions, le DEP a pris une pause.

Plusieurs formations continues sont également offertes au Collectif de formation agricole de l'Estrie (CRFA). Quelque 87 formations ont été offertes en 2019-2020, 73 formations en 2020-2021 et 58 formations en 2021-2022. Nous pouvons toutefois constater que leur nombre est en diminution *(voir Figure 11 ci-dessous).* Relativement au Programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT), sa popularité est en augmentation sur le territoire estrien ; on comptait 22 certificats émis en 2019-2020, 37 en 2020-2021 et 44 en 2021-2022 *(voir Figure 11 ci-dessous)*.

Le Service d'aide aux entreprises SAE-Estrie offre également des formations aux entreprises dans le milieu agricole et forestier. Un nouveau programme, l'attestation d'études professionnelles (AEP) en Travaux agricoles de 525 h, a été élaboré en 2021 par le CSS des Hauts-Cantons, le CSS de la Côte-du-Sud et le CSS du Lac-Témiscamingue. Le matériel pédagogique est en cours d'élaboration et de validation : des groupes seront prévus dès le printemps 2023, dont un à Cowansville.

Depuis 2016, deux nouvelles formations initiales ont vu le jour en Estrie, soit l'attestation d'études collégiales (AEC) en Gestion d'entreprises agricoles au Cégep de Sherbrooke et les programmes en agriculture et systèmes alimentaires durables (ASAD) de l'Université Bishop's.

Les partenaires régionaux jouent un rôle important dans la formation en Estrie et ils sont très nombreux : les centres de services scolaires, les institutions scolaires, les centres de formation professionnelle, l'UPA, le MAPAQ, le SAE-Estrie et d'autres partenaires provinciaux.

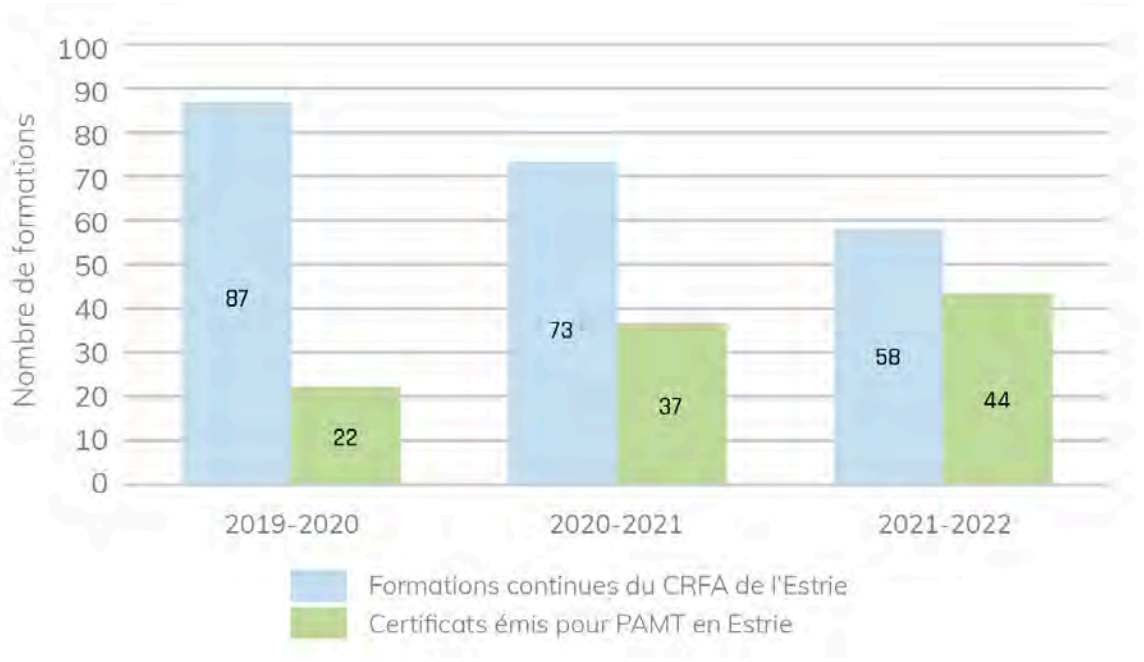


Figure 11 : Évolution du nombre de formations continues offertes par le CRFA de l'Estrie et du nombre de PAMT offerts en Estrie, de 2019 à 2022

Aide aux entreprises

Plusieurs ressources et programmes offerts dans le Val-Saint-François viennent améliorer l'accompagnement des entreprises bioalimentaires, comme le service de L'ARTERRE, le Programme de soutien au travail autonome (STA), Accès entreprise Québec (AEQ) — qui vient bonifier le service des conseillères et des conseillers au développement économique de la MRC du Val-Saint-François (Développement Val-Saint-François) — et le Centre d'aide aux entreprises du Val-St-François (CAE). Il y a aussi les services et les programmes qui sont offerts en Estrie par la Financière agricole du Québec (FADQ), par le MAPAQ, par l'UPA-Estrie, par le Réseau Agriconseils, et par d'autres organismes.

En ce qui a trait au Programme de soutien au travail autonome, il y a eu seize entrepreneuses et entrepreneurs accompagnés depuis 2018 qui s'inscrivaient dans le domaine agricole et agroalimentaire.

Concernant les fonds de la MRC (Fonds Jeunes Promoteurs, FDEÉS, FLI/FLS ou fonds d'urgence), 844 582 $ ont été octroyés à des entreprises agricoles et agroalimentaires entre 2016 et 2022.

Quant aux aides financières de la FADQ pour le Val-Saint-François octroyées entre 2017 à 2022, nous pouvons constater qu'en 2020-2021, il y a eu une augmentation assez significative du montant octroyé pour des prêts agricoles et forestiers, soit plus que le double de l'année précédente. Le montant total est passé de 14 millions de dollars en 2019-2020 à 31 millions de dollars en 2020-2021. Étant donné que le nombre de prêts octroyés n'a pas beaucoup augmenté entre ces deux périodes, nous pouvons affirmer que les prêts étaient plus importants par entreprise. En effet, la moyenne des prêts pour 2019-2020 était de 333 333 $ (14 millions de dollars pour 42 prêts) alors que la moyenne des prêts pour 2020-2021 était de 688 888 $ (31 millions de dollars pour 45 prêts). En 2021-2022, la moyenne est redescendue à 375 000 $. Le montant total d'aides financières pour ces cinq années s'élève à 92,9 millions de dollars (voir Tableau 42 ci-dessous et Figure 12 ci-dessous).

En 2019-2020, c'était plutôt le programme d'appui financier à la relève qui a subi une assez forte augmentation des montants d'argent octroyés, soit le triple de l'année précédente. Les montants totaux sont passés de 100 000 $ en 2018-2019 à 300 000 $ en 2019-2020. Nous pouvons constater que le nombre de bénéficiaires ayant obtenu ces financements entre ces deux années a aussi augmenté, en passant de six à quatorze bénéficiaires. Entre 2017 et 2022, la moyenne du montant octroyé par bénéficiaire variait entre 12 857 $ et 21 4294 $. Pour ces cinq années, le montant total d'appui s'élevait à 680 000 $ *(voir Tableau 42 et Figure 12 ci-dessous).*

Tableau 42 : Aides financières de la FADQ attribuées pour la MRC de Val-Saint-François selon les programmes « Prêts agricoles et forestiers » et « Programme d'appui à la relève », de 2017 à 2022

Programmes	Val-Saint-François									
	2017-2018		2018-2019		2019-2020		2020-2021		2021-2022	
	Nbre*	M $	Nbre*	M $	Nbre*	M $	Nbre*	M $	Nbre*	M $
Prêts agricoles et forestiers	51	19,30	35	12,10	42	14,00	45	31,00	44	16,50
Programme d'appui financier à la relève agricole	5	0,09	6	0,10	14	0,30	n. d.	0,10	7	0,09

Source : La Financière agricole du Québec. Direction de la recherche et de la planification (2022-07-26).

** Pour les Prêts agricoles et forestiers, il s'agit d'un nombre de prêts, ce qui ne représente pas le nombre de bénéficiaires, un même bénéficiaire pouvant obtenir plus d'un prêt en une année. Pour le Programme d'appui financier à la relève agricole, il s'agit du nombre de personnes ayant reçu une subvention entre le 1er avril et le 31 mars.*

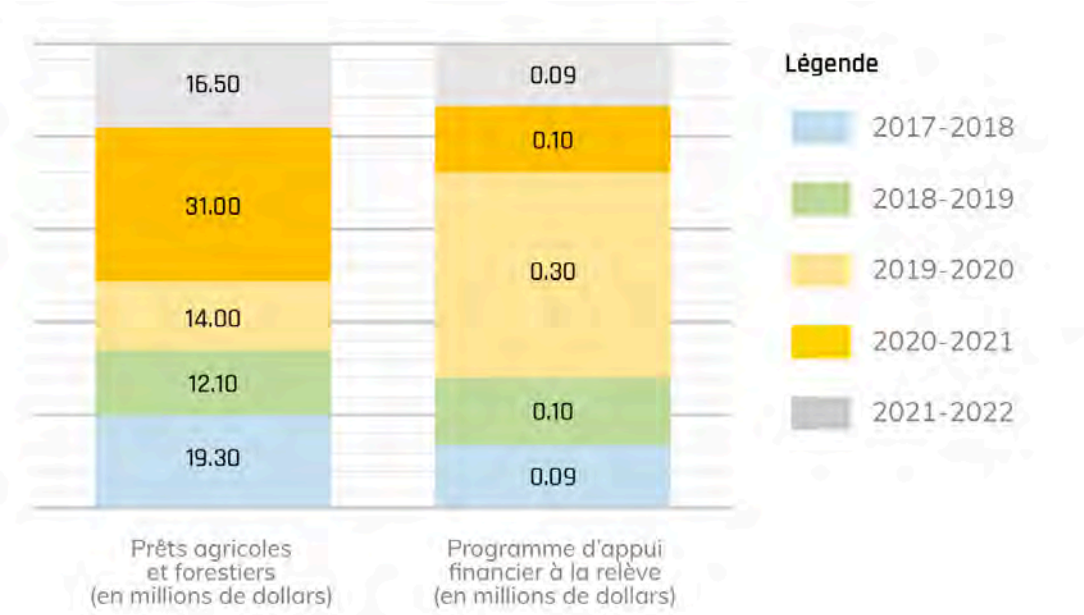


Figure 12 : Aides financières attribuées par la FADQ pour la MRC du Val-Saint-François selon les programmes « Prêts agricoles et forestiers » et « Programme d'appui à la relève », de 2017 à 2022

Source : La Financière agricole du Québec. Direction de la recherche et de la planification (2022-07-26)

En ce qui concerne les programmes d'assurance de la FADQ, entre 2016 et 2020, dans le Val-Saint-François, les indemnités ont atteint 28,83 millions de dollars.

Nous pouvons constater que pour l'assurance récolte, il y a eu une augmentation importante des indemnités en 2019, même si le nombre de bénéficiaires a diminué pour cette même année. Les indemnités ont donc été plus substantielles pour chaque entreprise, soit une moyenne de 6309,56 $ par bénéficiaires, comparativement à 1 714,76 $ en 2018 *(voir Tableau 43 ci-dessous et Figure 13 ci-dessous)*.

Quant au programme d'assurance stabilisation des revenus et aux programmes Agri, c'est en 2018 que les indemnités ont été les plus élevées *(voir Tableau 43 ci-dessous et Figure 13 ci-dessous)*. Pour le programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles, la moyenne d'indemnisation en 2016 était de 41 239,06 $, en 2017 elle était de 20 364,37 $, en 2018 elle était de 62 754,48 $, en 2019 elle était de 39 180,26 $, alors qu'en 2020 elle atteignait 45 452,94 $. Nous constatons que ces montants fluctuent assez selon les années. Pour les programmes Agri, le constat est sensiblement le même. La moyenne d'indemnisation par entreprise en 2016 était de 1 587,33 $, en 2017 elle était de 1 727,66 $, en 2018 elle était de 3 897,63 $, en 2019 elle était de 2 103,35 $, alors qu'en 2020 elle s'établissait à 1 563,83 $ *(voir Tableau 43 ci-dessous et Figure 13 ci-dessous)*.

Tableau 43 : Distribution du nombre de clientes et clients, ainsi que des indemnités par programme de la FADQ, selon l'année d'assurance ou de protection, pour la MRC du Val-Saint-François, de 2016 à 2020

Programmes	2016		2017		2018		2019		2020	
	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)	Nbre	Montant ($)
Programme d'assurance récolte	118	336 121	113	183 800	117	200 627	114	719 290	111	326 733
Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles	96	3 958 950	98	1 995 708	105	6 589 220	100	3 918 026	103	4 681 653
Programmes Agri	581	922 236	584	1 008 956	527	2 054 051	535	1 125 291	517	808 500
Total	**1 376**	**5 217 307**	**1 379**	**3 188 464**	**1 276**	**8 843 898**	**1 284**	**5 762 607**	**1 248**	**5 816 886**

Source : Entrepôt de données de La Financière agricole en date du 25 juillet 2022.

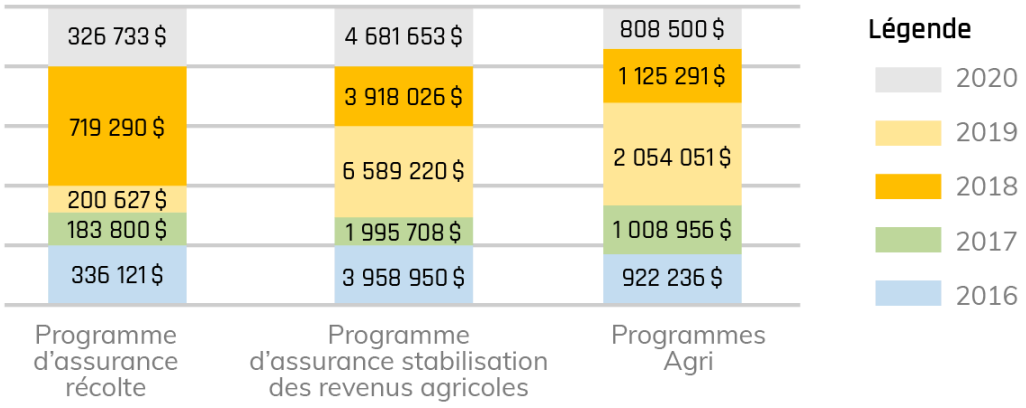


Figure 13 : Distribution des indemnités par programme de la FADQ selon l'année d'assurance ou de protection pour la MRC du Val-Saint-François, de 2013 à 2020
Source : Entrepôt de données de La Financière agricole en date du 25 juillet 2022.

SECTEUR FORESTIER

Dans le Val-Saint-François, le couvert forestier, d'une superficie de 101 095 hectares *(voir Tableau 3 pour plus de détails)*, correspond à 71 % du territoire. La moyenne estrienne, incluant la MRC de la Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi, est plutôt de 67 % *(voir Tableau 44 ci-dessous)*. Pour la zone agricole du Val-Saint-François, le couvert forestier, d'une superficie de 81 901 hectares, correspond à 70 % de la superficie *(voir Tableau 4)*.

Tableau 44 : Superficies forestières des MRC de l'Estrie, en 2023

MRC de l'Estrie	Superficie totale (ha)	Superficie forestière (ha)	Pourcentage (%) en forêt	Moyenne estrienne (%)
Granit	283 187	247 208	87	
Sources	80 848	56 045	69	
Haut-St-François	230 780	190 833	83	
Val-Saint-François	**145 247**	**103 456**	**71**	
Sherbrooke	42 810	19 122	45	67
Coaticook	136 602	87 931	64	
Memphrémagog	147 431	106 653	72	
Brome-Missisquoi	170 724	104 500	61	
Haute-Yamaska	65 030	34 484	53	
Total	**1 302 659**	**950 231**	-	-

Source : Ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF), Direction des inventaires forestiers, Cartographie du cinquième inventaire écoforestier du Québec méridional, 2023.

Composition de la forêt

La forêt du Val-Saint-François est en grande partie composée de feuillus (45,2 %) et d'essences mixtes (soit à dominance résineuse, feuillue ou sans dominance – 42,7 %), suivis des essences résineuses (12,1 %) (MRNF, 2017). Les proportions des types de couvert changent d'une municipalité à l'autre, le type mixte ou feuillu est toutefois toujours le plus présent. Le type résineux ne couvre qu'une petite proportion de la forêt, il est présent au maximum à 18,8 % dans les municipalités de la MRC (MRNF, 2017). La forêt est en grande partie d'âge jeune (arbres entre 0 et 40 ans) dans le Val-Saint-François, qui représente 26,5 % du couvert forestier. Pour ce qui est de la forêt âgée de 41 à 60 ans, elle représente de son côté 22,1 % du couvert forestier. Pour ce qui de la forêt âgée de 61 à 80 ans, elle représente 6,1 % du couvert forestier, alors que celle âgée de plus de 81 ans représente 0,7 % du couvert forestier. C'est 29,9 % du couvert forestier qui est attribué à la jeune forêt inéquienne (JIN) et 14,7 % qui est attribué à la vieille forêt inéquienne (VIN) (MRNF, 2017). Ces données nous montrent que la forêt est relativement jeune dans la MRC du Val-Saint-François, car c'est 84,6 % de la forêt qui est âgée de moins de 80 ans.

Les propriétaires et les productrices ou producteurs forestiers

Les propriétaires forestiers sont des personnes détenant un lot boisé d'une superficie d'au moins quatre hectares (4 ha) au Québec. Ils sont au nombre de 2394 dans le Val-Saint-François en 2022, une faible diminution de sept propriétaires par rapport à 2021 (en 2021, on comptait 2401 propriétaires forestiers) (SPFSQ, 2021, p. 7; SPFSQ, 2022, p. 14).

Selon l'Agence de mise en valeur de la forêt privée de l'Estrie (AMFE), en 2015, dans le Val-Saint-François, 481 productrices et producteurs forestiers étaient reconnus[21] (pour 40 356 ha) (MRC du Val-Saint-François, 2016, p. 46). En septembre 2023, ils étaient plutôt au nombre de 463 (pour 33 313 ha) : ils représentent ainsi 12 % des productrices et producteurs reconnus de l'Estrie.[22] Cette diminution peut s'expliquer en partie par des plans d'aménagement forestier (PAF) qui ne sont pas renouvelés et par les délais pour leur renouvèlement.

Les organisations intervenantes de la forêt

En Estrie et dans le Val-Saint-François, plusieurs organisations interviennent dans le secteur forestier, nous pouvons en compter au moins cinq, soit l'Agence de mise en valeur de la forêt privée de l'Estrie (AMFE), le Syndicat des producteurs forestiers du sud du Québec (SPFSQ), l'Association forestière du sud du Québec (AFSQ), le Groupement forestier coopératif St-François (GFSF) ainsi que le Groupement forestier du Haut-Yamaska (GFHY). Ces organisations offrent des outils éducatifs, des formations ou des services techniques. Pour travailler sur la forêt, il est primordial de mieux connaitre les actions des partenaires pour permettre de mieux collaborer et de développer des projets en commun.

La seule usine de pâtes et papiers en Estrie se trouve à Windsor. Domtar Inc. est un pôle déterminant dans la transformation du bois de la MRC. Cette entreprise emploie près de 900 travailleuses et travailleurs. La MRC compte presque une trentaine d'entreprises qui œuvrent dans les secteurs de la transformation et des services reliés à l'industrie du bois, par exemple Masonite International Corporation, Herwood Inc., Papiers Couchés Atlantic et le Groupement forestier coopératif St-François, toutes situées à Windsor. Nous pouvons aussi penser à Millette & Fils Ltée à Lawrenceville et Atelier 501 Inc. à Maricourt.

[21] Une productrice ou un producteur forestier reconnu est un propriétaire forestier qui détient un Plan d'aménagement forestier (PAF). Les propriétaires forestiers sont des personnes détenant un lot boisé d'une superficie d'au moins quatre hectares (4 ha) au Québec.

[22] Ces données ont été obtenues par l'Agence de mise en valeur de la forêt privée de l'Estrie (AMFE) (SIGGA – Agence Estrie, 2023).

Les activités forestières

La transformation du bois prend deux formes principales, soit le bois à pâte et le bois de sciage. Le bois à pâte est destiné aux usines de papier. De ce fait, « en 2022, les volumes de bois destinés aux papetières représentent 25 % de tous les volumes vendus par les propriétaires forestiers du sud du Québec. L'ensemble de cette mise en marché en 2022 a généré des transactions totales aux usines de pâtes et papier de 10,69 M$. » (SPFSQ, 2022, p. 6). Le bois à pâte est majoritairement traité par l'usine Domtar à Windsor. En 2022, c'est 85 % du bois à pâte coupé en Estrie qui y est traité, le reste est exporté aux États-Unis (SPFSQ, 2022, p. 20). Le bois destiné au sciage représente quant à lui 75 % de la production en 2022 (SPFSQ, 2022, p. 5).

Lorsque nous observons le Tableau 45 ci-dessous, nous pouvons constater que le Val-Saint-François (qui inclut aussi la ville de Sherbrooke) arrive en dernier rang autant en 2020, en 2021 qu'en 2022 par rapport à la quantité de mètres cubes de bois qui a été commercialisée en Estrie *(voir Tableau 45 ci-dessous, **valeurs surlignées en bleu**)*. En 2020, la MRC a contribué à 16 % du total du bois vendu, en 2021 à 11 % et en 2022 à 8 %. Il y a donc eu une diminution de huit points de pourcentage entre 2020 et 2022 *(voir Tableau 45 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert pomme**)*. Le Val-Saint-François fournit beaucoup moins de résineux et de feuillus que les autres MRC de l'Estrie *(voir Tableau 45 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert foncé**)*.

Entre 2020 et 2023, la baisse de la quantité de mètres cubes de bois commercialisé dans le Val-Saint-François a été constatée pour toutes les essences de bois, mais surtout pour les résineux, avec une diminution de la quantité de 55 % (- 41 697 m^3) *(voir Tableau 45 ci-dessous)*.

Cette diminution de la quantité de bois commercialisé peut être due à la fluctuation des prix dans le bois et aux conditions météo.

Tableau 45 : Revenus de la mise en marché du bois par les propriétaires forestiers du sud du Québec, en Estrie (incluant le bois pour pâte et sciage), de 2020 à 2022

MRC ou groupes d'MRC de l'Estrie		Le Granit	Les Sources	Le Haut-Saint-François	Coaticook-Memphrémagog	Le Val-Saint-François-Sherbrooke	Livraisons totales Estrie
Type d'essences*	**Années**	**Mètres cubes (m3)**					
Autres résineux	2020	7 966	12 028	16 406	24 298	18 318	79 016
	2021	4 474	3 159	11 681	12 505	9 499	41 318
	2022	6 860	5 381	11 830	13 740	8 363	46 174
Feuillus-mélangés	2020	15 057	21 414	38 217	45 332	26 516	146 536
	2021	16 410	16 739	34 849	41 792	21 983	131 773
	2022	17 441	21 682	36 906	52 157	11 996	140 182
Résineux (ex. sapins-épinettes)	2020	118 402	150 723	147 910	97 375	75 737	590 147
	2021	124 368	155 909	149 102	87 075	40 627	557 081
	2022	**148 891**	**114 956**	**177 279**	**96 595**	**34 041**	571 762
Peupliers	2020	12 605	20 660	25 120	22 163	26 640	107 188
	2021	13 093	17 264	29 551	25 651	21 906	107 465
	2022	13 025	17 288	32 719	17 379	17 657	98 068
Total	2020	154 030	204 825	227 653	189 168	**147 211**	922 887
	2021	158 345	193 071	225 183	167 023	**94 015**	837 637
	2022	186 217	159 307	258 734	179 871	**72 057**	856 186
Classement	2020	17 %	22 %	25 %	20 %	**16 %**	100 %
	2021	19 %	23 %	27 %	20 %	**11 %**	100 %
	2022	22 %	19 %	30 %	21 %	**8 %**	100 %

Source : Syndicat des Producteurs forestiers du Sud du Québec (SPFSQ), Rapport annuel 2022 et Rapport annuel 2023.

** Inclut le bois d'exportation et les prélevés directs.*
N.B. Les valeurs surlignées dans le tableau font référence au texte précédant le Tableau 45.

Certification FSC® (Forest Stewardship Council)

« Les forêts certifiées FSC sont gérées selon nos normes rigoureuses qui confirment que la forêt est gérée de manière à préserver la biodiversité et à améliorer la qualité de vie des populations locales et des travailleurs locaux, tout en assurant sa viabilité économique ».[23]

En janvier 2020, la Fédération des producteurs forestiers du Québec, le Syndicat des producteurs de bois de la Gaspésie et le Syndicat des Producteurs forestiers du Sud du Québec ont créé l'organisme *Forêts privées certifiées du Québec* (FPCQ) afin de partager l'expertise et de favoriser le déploiement de la certification en forêt privée. Ainsi, le certificat FSC®, dont le mandataire est l'organisme provincial Forêts privées certifiées du Québec, est géré par le Syndicat des producteurs de bois de la Gaspésie et le Syndicat des Producteurs forestiers du Sud du Québec, qui sont les coordonnateurs régionaux (SPFSQ, 2022, p. 39). Pour le territoire du Sud du Québec, le Syndicat travaille en étroite collaboration avec cinq groupements forestiers, soit Groupement forestier du Haut-Yamaska Inc., Groupement forestier coopératif Saint-François, Aménagement forestier et agricole des Sommets Inc., Aménagement forestier coopératif des Appalaches et Laforêt Coopérative de services forestiers, qui sont les gestionnaires de la ressource forestière (SPFSQ, 2022, p. 39).

En 2022, Domtar détenait 40 % de la superficie certifiée FSC® sur le territoire du sud du Québec *(voir Tableau 46 ci-dessous)*.

Tableau 46 : Superficies forestières certifiées FSC® sur le territoire du SPFSQ, en 2022

Détenteurs de certificat FSC	Superficies certifiées (ha)	Proportion des détenteurs (%)
Chabot Pomerleau	11 374	4
Domtar	102 000	40
FPCQ-Sud du Québec	144 426	56
Total	**257 800**	**100**

Source : Syndicat des Producteurs forestiers du Sud du Québec (2022).

Sur le territoire de la MRC du val Saint-François, 346 propriétaires forestiers participaient au maintien de la certification FSC® sur leur propriété en 2022, ce qui représente 14 767,17 ha de boisé[24], équivalent à 14,6 % du couvert forestier de la MRC.

[23] Le Forest Stewardship Council, [Site Internet], [https://ca.fsc.org/ca-fr], (consulté le 30 mars 2024).
[24] Ces données ont été obtenues par le SPFSQ (10 octobre 2023).

Règlement régional (uniformisé) sur l'abattage d'arbres

En 2020, la MRC a mis sur pied un Règlement régional uniformisé sur l'abattage d'arbres ainsi qu'un nouveau service d'accompagnement pour la promotion des saines pratiques forestières.

Le *Règlement 2020-01 concernant la protection et la mise en valeur des milieux boisés du Val-Saint-François* a été adopté en 2020 par la MRC. Ce règlement vise les milieux boisés situés en dehors du périmètre urbain et à l'extérieur des terrains d'utilisation résidentielle d'une superficie de 1 hectare et moins (MRC du Val-Saint-François, 2021b, p. 1).

Le règlement vise à (MRC du Val-Saint-François, 2020, p. 2) :

a) *favoriser l'aménagement responsable de la ressource forestière et le maintien du couvert forestier;*

b) *favoriser l'exploitation de la ressource forestière tout en tenant compte des particularités du territoire;*

c) *définir et gérer les coupes forestières sur le territoire;*

d) *reconnaître le droit de produire des producteurs forestiers;*

e) *régir et encadrer la conversion d'un usage forestier vers un usage non forestier;*

f) *assurer la protection de l'environnement et la conciliation des différents usages et activités du territoire.*

Ainsi, le propriétaire voulant abattre des arbres devra obtenir un permis pour trois types de travaux soit (MRC du Val-Saint-François, 2021b, p. 2-3) :

1) *L'abattage d'arbres pour une récolte de 20 % et plus des tiges de diamètre marchand d'une aire de coupe d'une superficie de 10 000 m^2 (1 hectare) et plus, incluant les sentiers de débardage, récoltés uniformément par période de 5 ans;*

2) *Tout abattage d'arbres à des fins de récolte forestière dans la rive d'un cours d'eau ou d'un plan d'eau;*

3) *Des travaux de déboisement pour le changement de vocation.*

Au cours du 1er cycle de mise en application du règlement, soit d'octobre 2020 à octobre 2021, 66 permis ont été délivrés. Parmi toutes les municipalités de la MRC du Val-Saint-François, ce sont dans les municipalités de Stoke, Melbourne, Bonsecours, Racine et Saint-Claude où il y a eu le plus de superficies touchées par des prélèvements de bois *(voir Tableau 47, ci-dessous, **valeurs surlignées en bleu**)*. De plus, les superficies des terrains ayant eu des coupes forestières sont majoritairement prélevées de 1 à 40 % *(voir Tableau 47 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert pomme**)*, à l'exception de Saint-Claude et de Sainte-Anne- de-la-Rochelle où les superficies des prélèvements se situaient entre 40 % et 70 % *(voir Tableau 47 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert foncé**)*.

Tableau 47 : Superficie des permis d'abattage d'arbres selon les municipalités de la MRC du Val-Saint-François, pour la 1re année du règlement 2020-01

Municipalité	Nombre de permis	Superficie en hectares selon le pourcentage prélevé			Total de la superficie touchée pour des prélèvements par municipalité (ha)	Proportion de la superficie touchée pour des prélèvements de la municipalité par rapport à la superficie totale touchée pour des prélèvements de la MRC
		1 à 40 %	40 à 70 %	70 à 100 %		
Stoke	10	**480,0**	136,9	176,9	**793,8**	**39**
Melbourne	9	**249,0**	149,5	22,8	**421,3**	**21**
Bonsecours	9	**99,7**	82,9	36,6	**219,2**	**11**
Racine	8	**69,8**	67,3	27,6	**164,7**	**8**
Saint-Claude	6	42,4	**48,0**	27,0	**117,4**	**6**
Saint-François-Xavier-de-Brompton	2	**20,0**	15,7	20,0	55,7	3
Valcourt cant.	3	**32,7**	14,6	0,9	48,2	2
Saint-Denis-de-Brompton	8	**21,4**	17,3	6,0	44,7	2
Lawrenceville	1	**14,6**	8,6	7,7	30,9	2
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	2	12,2	**22,9**	0,0	35,1	2
Cleveland	1	**2,5**	0,4	1,5	4,4	0
Ulverton	2	**3,1**	0,0	0,0	3,1	0
Val-Joli	5	**55,9**	11,6	41,9	109,4	5
Total	**66**	**1 103,3**	**575,7**	**368,9**	**2 047,9**	**100**

Source : MRC du Val-Saint-François (2021a).
N.B. Les valeurs surlignées dans le tableau font référence au texte précédant le Tableau 47.

En un an, les travaux forestiers réalisés ont permis d'aménager environ 2 047,9 ha de forêt sur le territoire du Val-Saint-François. Les types de travaux les plus fréquents sont des coupes d'éclaircissement (20,3 % des superficies coupées), des coupes de jardinage (28,6 % des superficies coupées) et des coupes de récupération (22,2 % des superficies coupées) *(voir Tableau 48 ci-dessous, **valeurs surlignées en bleu**)*.

Tableau 48 : Superficie des types de coupe des Permis d'abattage d'arbres, MRC du Val-Saint-François, pour la 1re année du règlement 2020-01

Type de coupe	Superficie en hectares selon pourcentage prélevé			Total de la superficie touchée pour des prélèvements par municipalité (ha)	Proportion de la superficie touchée pour des prélèvements de la municipalité par rapport à la superficie totale touchée pour des prélèvements de la MRC
	1 à 40 %	40 à 70 %	70 à 100 %		
Coupe éclaircissement	333,2	83,2	0	416,4	**20,3**
Coupe jardinage	585,5	0	0	585,5	**28,6**
Coupe de récupération	101,6	166,5	185,6	453,7	**22,2**
Coupe progressive	8,5	174,4	1,1	184	9,0
Coupe totale	0	0	38,7	38,7	1,9
Coupe sélective	7	0	0	7	0,3
Coupe de conversion	0	0	5,5	5,5	0,3
Coupe amélioration	45,8	83,6	0	129,4	6,3
Coupe de succession	16,2	7,6	8,4	32,2	1,6
Coupe d'assainissement	0	45,4	0	45,4	2,2
Coupe entretien	2	0	0	2	0,1
Coupe commerciale	0	15	0	15	0,7
Coupe acéricole	3,5	0	0	3,5	0,2
Changement vocation en pâturage	0	0	2,1	2,1	0,1
CPRS	0	0	18,3	18,3	0,9
CPPTM	0	0	106,2	106,2	5,2
Chemin forestier	0	0	3	3	0,1
Total	**1 103,3**	**575,7**	**368,9**	**2047,9**	**100,0**

Source : MRC du Val-Saint-François (2021a).
N.B. Les valeurs surlignées dans le tableau font référence au texte précédant le Tableau 48.

Secteur acéricole

Grâce à la dernière entente sectorielle de développement bioalimentaire de l'Estrie (2018-2021), une filière acéricole est en train de se tailler une place en Estrie. Dans le Val-Saint-François, entre 2011 et 2021, il y a eu 20 entreprises de plus qui déclaraient faire de l'acériculture comme principale activité (une augmentation de 29 %) et 25 de plus comme activité principale ou secondaire (une augmentation de 22 %). Le nombre d'entailles a quant à lui augmenté de 71 % depuis 2011. À ce sujet, le bond a été plus important entre 2011 et 2016 (+242 042 entailles). Le nombre d'entailles par entreprise déclarante a principalement augmenté entre 2011 et 2021 *(voir Tableau 49 ci-dessous).*

Tableau 49 : Entreprises déclarantes dans le secteur acéricole et entailles dans le Val-Saint-François, de 2011 à 2021

Entreprises et entailles	2011	2016	2021	Variation 2011-2021	Pourcentage d'augmentation ou de diminution (%)
Nombres d'entreprises avec l'acériculture comme activité principale	68	72	88	20	29
Nombre d'entreprises qui déclarent avoir des activités acéricoles (comme activité principale ou secondaire)*	113	122	138	25	22
Nombre d'entailles	447 602	689 644	764 271	316 669	71
Moyenne d'entailles par entreprise déclarante	3 961	5 653	5 538	-	-

Sources :
Statistique Canada. Tableau 32-10-0362-01 Entailles d'érables, Recensement de l'agriculture, 2021.
Statistique Canada. Tableau 32-10-0423-01 Entailles d'érables, Recensement de l'agriculture, 2011 et 2016, inactif.
Statistique Canada. Tableau 32-10-0231-01 Exploitations agricoles classées selon le type d'exploitation agricole, Recensement de l'agriculture, 2021.
Statistique Canada. Tableau 32-10-0403-01 Exploitations agricoles classées selon le type d'exploitation agricole, Recensement de l'agriculture, 2011 et 2016, inactif.
**Les entreprises déclarantes peuvent avoir l'acériculture comme activité principale ou secondaire.*

Plus précisément, nous pouvons constater que depuis 2011, le nombre d'entreprises qui déclarent des activités acéricoles ne fait qu'augmenter, passant de 113 entreprises en 2011, à 122 en 2016 et à 138 en 2021.

En 2011, ce sont les municipalités de Cleveland, de Maricourt et de Valcourt qui comptaient le plus d'entailles *(voir Tableau 50 ci-dessous, **valeurs surlignées en bleu**)*. En 2016, ce sont celles de Bonsecours, de Cleveland et de Sainte-Anne-de-la-Rochelle qui en comptaient le plus *(voir Tableau 50 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert pomme**)* et, finalement, en 2021, ce sont celles de Cleveland, de Saint-Anne-de-la-Rochelle et de Valcourt qui en comptaient davantage (*voir Tableau 50 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert foncé**)*. Nous pouvons constater que pour Sainte-Anne-de-la-Rochelle, la croissance a été très significative, soit neuf entreprises et 92 640 entailles supplémentaires, entre 2011 et 2016 *(voir Tableau 50 ci-dessous, **valeurs inscrites en marine**)*.

Tableau 50 : Nombre d'entreprises déclarantes par municipalité du Val-Saint-François dans le secteur acéricole* et entailles, de 2011 à 2021

Géographie	2011		2016		2021	
	Nombre exploitations déclarantes	Nombre entailles	Nombre exploitations déclarantes	Nombre entailles	Nombre exploitations déclarantes	Nombre entailles
Bonsecours	13	56 300	10	110 587	10	85 412
Cleveland	11	56 519	12	116 243	12	138 650
Maricourt	15	85 350	12	81 200	13	84 989
Melbourne	10	17 009	19	16 703	16	37 700
Racine	16	44 800	9	34 550	9	F
Saint-Anne-de-la-Rochelle	6	30 900	15	123 540	20	124 086
Saint-Claude	5	x	3	13 650	5	25 100
Saint-François-Xavier-de-Brompton	2	x	7	14 092	9	F
Stoke	6	17 350	5	22 200	12	F
Valcourt	23	109 321	24	110 130	22	102 022
Val-Joli	6	16 703	6	8 644	10	F
Le Val-Saint-François	113	447 602	122	689 744	138	764 271
Estrie	927	5 857 029	986	7 031 120	1 185	8 386 438
Québec	7 639	40 632 512	7 863	42 529 033	8 653	48 672 648

Sources :
Statistique Canada. Tableau 32-10-0362-01 Entailles d'érables, Recensement de l'agriculture, 2021.
Statistique Canada. Tableau 32-10-0423-01 Entailles d'érables, Recensement de l'agriculture, 2011 et 2016, inactif.

*Les entreprises déclarantes peuvent avoir l'acériculture comme activité principale ou secondaire
Légende : F = trop peu fiable pour être publié. X = confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique.
N.B. Les valeurs surlignées dans le tableau font référence au texte précédant le Tableau 50.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET AGROENVIRONNEMENT

De façon générale, nous pouvons affirmer que les changements climatiques auront des impacts importants sur l'environnement et sur les humains. Sans entrer dans tous les aspects des impacts des changements climatiques dans ce présent portrait, nous allons nous concentrer sur les impacts sur le secteur agricole.

Quelques études et plans

Ouranos

Le portrait des changements climatiques pour l'Estrie a été réalisé par l'organisme Ouranos[25]. Ces changements auront des impacts sur toutes les sphères de l'environnement et des activités humaines. Selon Ouranos, « les municipalités doivent faire face aux conséquences économiques, sociales et environnementales liées aux effets des changements climatiques, et notamment à l'augmentation du nombre de sinistres qui en découlent » (Ouranos, s.d., p. 3). Toujours selon Ouranos, « ces effets négatifs pourraient cependant être réduits ou évités grâce à une meilleure connaissance des risques sur leur territoire et des mesures d'adaptation qui peuvent être mises en place » (Ouranos, s.d., p. 3). Pour la région de l'Estrie, d'ici 2100, on prévoit une hausse des températures et des fréquences de précipitations, plus grandes et intenses, surtout en été. Le tableau suivant présente les changements les plus importants prévus par Ouranos, selon les saisons, en Estrie.

Tableau 51 : Impacts des changements climatiques prévus pour l'Estrie, selon Ouranos

Saison	Changements
Hiver	Augmentation de la température
	Augmentation des précipitations totales (moins de neige et plus de pluie)
	Augmentation du cycle de gel-dégel / redoux
	Diminution des froids extrêmes (fréquence, durée et intensité)
Printemps	Augmentation de la température
	Augmentation des crues printanières hâtives
	Augmentation des précipitations totales (moins de neige et plus de pluie)
Été	Augmentation des températures
	Augmentation des chauds extrêmes (fréquence, durée et intensité)
	Augmentation des pluies extrêmes (fréquence et intensité)
	Augmentation des étiages (durée et sévérité)
Automne	Augmentation des températures
	Augmentation des pluies extrêmes (fréquence et intensité)
	Augmentation des étiages (durée et sévérité)

Source : Ouranos, s. d.

[25] Ouranos, *Adaptation aux changements climatiques défis et perspectives pour la région de l'Estrie*, s. d.

Plus précisément, deux scénarios ont été dessinés par Ouranos (Ouranos, s. d., p. 4-5) : RCP4.5 est le scénario modéré dans lequel les émissions de gaz à effet de serre (GES) se stabiliseraient d'ici 2100 et RCP8.5 est le scénario dans lequel les émissions de GES continueraient à augmenter d'ici la fin du siècle. Les résultats du scénario modéré sont utilisés dans cette section du portrait entre la période 1981-2010 et 2041-2070.

Voici les grandes lignes de ce scénario :

- L'augmentation de la température moyenne sera de 2,4 °C ;
- Le nombre annuel de jours à plus de 30 °C passera de 3 à 10 (+7 jours) ;
- Bien que le nombre annuel d'évènements de gel-dégel sera globalement en diminution, il sera cependant en augmentation l'hiver, passant de 22,9 à 26,6 évènements (+3,7) ;
- Les précipitations solides seront en diminution en hiver (-11 mm), au printemps (-11 mm) et en automne (- 10,6 mm) ;
- Les précipitations liquides seront en augmentation pour toutes les saisons (+90 mm), surtout l'hiver et le printemps.

En résumé, avec l'augmentation de la température, « les étiages estivaux deviendront vraisemblablement plus fréquents et sévères, pouvant causer des situations de stress hydrique pour les villes qui utilisent les rivières de la région comme source d'eau potable » (*Ouranos, s. d., p. 8*). Ainsi, le débit moyen des rivières est appelé à diminuer en été, mais à augmenter en hiver et au printemps à cause des précipitations intenses. (*Ouranos, s. d., p. 8*). Ces précipitations pourraient augmenter de 90 mm annuellement sous forme liquide et diminuer de -32,6 mm sous forme solide lors des saisons hivernales, printanières et automnales (*Ouranos, s. d., p. 4 et 5*). Toujours selon Ouranos, les changements climatiques sont susceptibles de provoquer des conséquences à la fois positives et négatives pour l'industrie agricole estrienne. Voici quelques points positifs et négatifs tirés du rapport de l'organisme (*Ouranos, s. d., p. 7*) :

POSITIFS :

+ L'allongement de la saison de croissance pourrait permettre aux agriculteurs d'effectuer une coupe supplémentaire de foin, voire de prolonger la période de pâturage ;
+ L'allongement de la saison pour le tourisme.

NÉGATIFS :

- Les redoux hivernaux pourraient cependant menacer la survie des plantes fourragères et des céréales d'automne en raison de la réduction du couvert de neige ;
- L'extension de l'aire de répartition des insectes ravageurs et des maladies de même que la pression croissante de la faune (cerfs de Virginie et dindons sauvages) pourrait, quant à elle, causer des dommages aux récoltes et des pertes financières considérables ;
- L'érosion des sols, un enjeu particulier à la région en raison de son relief, pourrait se trouver amplifiée par l'accroissement de la fréquence tant des sécheresses que des pluies intenses ;
- Les animaux de ferme seront sujets au stress thermique, à cause de l'augmentation des chaleurs extrêmes ;
- L'industrie acéricole devra s'ajuster à moyen terme en raison du devancement de la saison de coulée lié à l'adoucissement précoce des températures en hiver.

Voici quelques mesures que propose Ouranos pour l'adaptation aux dommages causés par les pluies intenses et les sécheresses, pour le secteur agricole (*Ouranos, s. d., p. 7*) :

- L'utilisation de cultures abritées (grands tunnels, mini-tunnels, parapluies et filets de protection pour les cultures sensibles) ;
- Les cultures en butte ou intercalaires ;
- La sélection de cultivars et de variétés adaptées ;
- Le développement de cultures biologiques (plus tolérantes en raison de la meilleure santé des sols) ;
- L'implantation de systèmes d'irrigation adaptés aux cultures (goutte à goutte, plastification, fertigation, aspersion ou combinaison de systèmes) ;
- Implantation de brise-vent naturels pour limiter l'évapotranspiration.

Projet RADEAU

Un autre rapport a été réalisé en 2019. Il résulte du projet RADEAU qui a été mis sur pied par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) et coordonné par la firme AGÉCO : il concernait les résultats des bilans hydriques régionaux.

Le rapport « brosse un portrait des disponibilités et des besoins actuels en eau de surface et souterraine des différents usagers (secteurs agricole, résidentiel, de même qu'institutionnel, commercial et industriel). L'étude projette également ce bilan en climat futur suivant différents scénarios possibles d'évolution du climat, d'occupation du territoire et de stratégies d'adaptation » (AGÉCO, 2019, p. 1). Le climat futur fait ici référence à l'année 2050.

L'objectif de cette étude est « de mieux cerner les défis actuels et futurs de la gestion de l'eau », et ce, afin de « comprendre quels usages et usagers de l'eau pourraient être les plus affectés dans le futur par les changements climatiques » (AGÉCO, 2019, p. 5).

État actuel :

Selon cette étude, dans la production végétale, 90 % de l'eau prélevée servirait aux plantes (10 % de l'eau prélevée retourne au cours d'eau), dans la production animale, 80 % de l'eau prélevée serait utilisée par l'animal (20 % de l'eau prélevée retourne au cours d'eau) et dans la production piscicole, 5 % de l'eau prélevée serait utilisée par le poisson (95 % de l'eau prélevée retourne au cours d'eau) (AGÉCO, 2019, p. 11).

« La quantité d'eau consommée dans la région de l'Estrie totalise près de 75 Mm^3 (mégamètre cube) annuellement pour une population de 328 000 habitants. Tout comme la Montérégie, les usagers ICI (industries, commerces et institutions) de l'Estrie représentent les plus grands consommateurs d'eau. Ensemble, ils totalisent 45 % de l'eau totale consommée […]. La région s'approvisionne autant en eau de surface que souterraine. Cependant, la quasi-totalité des usagers agricoles comble leurs besoins avec les eaux souterraines alors que la situation est complètement inversée pour les ICI hors réseau, qui s'alimentent à 97 % en eau de surface. » (AGÉCO, 2019, p. 16) *(voir Tableau 52 ci-dessous).*

Tableau 52 : Les consommations en eau de surface et souterraine du secteur agricole

Secteur agricole	Besoins agricoles en eau (%)	Eau de surface (%)	Eau souterraine (%)	Total (%)
Piscicole	68	5	95	100
Végétal	5	25	75	100
Animal	27	12	88	100
Total	100			

Source : AGECO, 2019.

« Dans l'ensemble, les utilisations de l'eau souterraine de la région de l'Estrie demeurent en deçà de la capacité de support à long terme de l'aquifère profond (au roc), soit sous le niveau de 20 % » (AGÉCO, 2019, p. 29).

État futur :

Dans le cadre de cette étude, **cinq scénarios narratifs** ont été étudiés afin d'évaluer différentes hypothèses et différents facteurs de changement pouvant venir influencer la quantité d'eau disponible pour les diverses usagères et les divers usagers en Estrie, et ce, pour le climat futur. Les facteurs de changements identifiés sont notamment la réglementation, les développements industriel et agricole ainsi que la croissance démographique (AGÉCO, 2019, p. 39).

« Pour le secteur agricole, l'évolution des besoins en eau a été projetée sur la base de l'évolution de plusieurs variables » (AGECO, 2019, p. 37-38), par exemple :

- les superficies en cultures qui nécessitent de l'irrigation ;
- la hausse éventuelle des besoins en eau de chaque culture touchant la régie de l'irrigation ;
    - *les besoins en eau futurs pour l'irrigation des cultures ont été projetés sur la base de l'incidence des changements climatiques sur l'évapotranspiration des cultures.*
- le nombre d'animaux à abreuver ;
- le refroidissement des bâtiments en raison par exemple des systèmes de brumisation, des écrans humides ou des systèmes d'aspersion.

Sur le plan de la gestion de l'eau, d'une part, l'augmentation des températures et de l'évapotranspiration motive une utilisation plus importante d'eau souterraine ou de surface. D'autre part, il y a aussi une diminution de la disponibilité de l'eau de surface qui est appréhendée en période critique d'étiage en climat futur (AGÉCO, 2019, p. 33).

« Un autre problème d'accès à des quantités suffisantes d'eau toucherait l'abreuvement des bovins de boucherie en gestion au pâturage. Ces derniers dépendent souvent d'abreuvoirs remplis à même de petits ruisseaux qui s'assèchent en période d'étiage (BPR Groupe conseil, 2003). Des problèmes d'approvisionnement en eau s'observent de plus en plus chez certaines fermes laitières dont la gestion des puits est plus difficile, ces derniers devant être de plus en plus profonds. » (AGÉCO, 2019, p. 15)

« Dans l'ensemble, les diminutions appréhendées des débits d'étiages des cours d'eau majeurs sont de l'ordre de 14 % à 52 % du débit actuel. En ce qui a trait à la disponibilité de l'eau souterraine en climat futur, il est postulé que les changements climatiques n'auront pas d'impacts significatifs sur la recharge de l'aquifère profond à l'horizon 2050 reflétant l'état des connaissances exprimé par les collaborateurs au projet du domaine de l'hydrogéologie. » (AGÉCO, 2019, p. 33)

Les impacts des changements climatiques sur l'eau toucheront davantage le secteur agricole que résidentiel ou industriel (AGECO, 2019, p. 34).

Des simulations pour certaines cultures types ont permis d'évaluer, pour chacun des scénarios climatiques, comment la hausse des températures se traduirait en évapotranspiration et besoin d'abreuvement supplémentaire ou refroidissement des bâtiments.

- L'augmentation moyenne simulée pour les cinq scénarios climatiques retenus est de l'ordre de 2,8 degrés °C à Sherbrooke sur la période d'avril à octobre pour 2041-2070 lorsque comparée à la période 1981- 2010 (AGECO, 2019, p. 35) ;
- Le nombre moyen de jours au-dessus de 30 °C passe de cinq jours en période de référence à 19 jours en climat futur, alors que la durée de la saison de croissance augmente, soit de 193 à 220 jours. (AGECO, 2019, p. 35) ;
- À partir de l'ensemble des variables précédentes, l'évapotranspiration potentielle (ETP) en climat de référence et futur a été projetée à partir de la méthode de la FAO Penman Monteith. Les cinq scénarios climatiques retenus pour les fins de l'étude donnent tous lieu à une augmentation significative de l'ETP à la station de Sherbrooke, ce qui représente une hausse moyenne de 12 %. (AGECO, 2019, p. 35) ;
- Les précipitations totales cumulées sur la saison de croissance passent, en moyenne, de 668 à 811 mm (+143 mm) en climat futur, suivant les cinq scénarios climatiques à l'étude (AGECO, 2019, p. 35) ;
- Les épisodes projetés d'absence de précipitations en climat futur (cinq jours minimum sans précipitations) ne seraient cependant pas différents, en nombre comme en durée, du climat actuel (AGECO, 2019, p. 35).

Agriclimat - Plan d'adaptation de l'agriculture de l'Estrie aux changements climatiques

Selon le rapport d'Agriclimat, l'évolution du climat risque d'entraîner de multiples impacts sur l'agriculture. En ce sens, huit éléments sont précisés (CDAQ, 2021, p. 2) :

1. La hausse attendue des précipitations le printemps, l'hiver et l'automne (davantage sous forme liquide) risque d'accentuer l'érosion des sols et la dégradation de la qualité de l'air ;
2. La diminution du couvert de neige, ainsi que l'alternance de pluie et de neige, pourraient compromettre la survie des plantes pérennes et des cultures d'automne ;
3. La hausse des températures l'hiver pourrait augmenter la survie des insectes ravageurs et des parasites des animaux. Dans certains types d'élevage, les redoux l'hiver pourrait créer des problèmes d'humidité et de maladie pulmonaires chez les animaux ;
4. La saison de production des érablières serait vraisemblablement devancée, mais de durée équivalente à ce qui est observé en moyenne historiquement ;
5. Un allongement de la saison de croissance d'environ 20 jours serait observé, elle commencerait plus tôt et le printemps et se poursuivrait plus tard à l'automne ;
6. L'été, les périodes de canicule plus fréquentes risquent de faire souffrir davantage les animaux de stress thermique ;
7. Les températures estivales plus élevées pourraient aussi nuire aux rendements de diverses cultures qui sont mieux adaptées en climat frais (ex. : crucifères ou fraises d'automne). Elles pourraient aussi nuire à la gestion de la chaleur en serriculture ;
8. La hausse des températures l'été augmentera les besoins en eau pour les plantes et les animaux. Comme les précipitations l'été restent identiques à celles observées historiquement, les épisodes de stress hydrique seront alors surement plus fréquents.

Dans le cadre du projet Agriclimat, qui a eu lieu de 2017 à 2020 et pour lequel plusieurs personnes productrices ou intervenantes du milieu agricole ont été interpellées, plusieurs mesures d'adaptation à l'échelle des entreprises agricoles ont été proposées :

> « Ces dernières visent à atteindre six objectifs d'adaptation en production végétale et quatre objectifs en production animale. L'atteinte de ces objectifs nécessite l'adoption de diverses pratiques, comme l'implantation de cultures de couverture, la réduction du travail du sol, la réalisation d'aménagements hydroagricoles adaptés et l'ajustement des bâtiments d'élevage et de la gestion des soins aux animaux. » (CDAQ, 2021, p.5)

Voici les mesures d'adaptation :

Végétales :

1. Maintenir et améliorer la santé des sols ;
2. Favoriser la survie à l'hiver des plantes fourragères, des céréales d'automne et d'autres cultures pérennes ;
3. Lutter contre les ravageurs, les maladies et les mauvaises herbes ;
4. Adapter la gestion des plantes fourragères ;
5. Optimiser l'irrigation en production maraichère et fruitière ;
6. Adapter les serres et les bâtiments d'entreposage.

Animales :

1. Réduire l'impact des périodes chaudes sur les animaux ;
2. Adapter les bâtiments pour l'hiver ;
3. Veiller à la santé des animaux ;
4. Assurer une bonne gestion des structures d'entreposage des déjections animales.

D'autres mesures à l'échelle collective ont été déterminées, soit pour « catalyser et renforcer les efforts individuels des producteurs », soit pour « définir et soutenir une gestion fonctionnelle et efficace des ressources, comme l'eau par exemple » (CDAQ, 2021, p. 6).

Mesures collectives (CDAQ, 2021, p. 6) :

1. Maintenir et améliorer la santé des sols :
    - Mentorat et partage de connaissances ;
    - Recherche et transfert de connaissances ;
    - Coordination régionale.
2. Améliorer la gestion de l'eau à l'échelle de l'entreprise agricole et du bassin versant :
    - Acquérir de nouvelles connaissances en gestion de l'eau ;
    - Réaliser des projets de bassin versant intégrant les enjeux des changements climatiques ;
    - Faire connaitre les pratiques réduisant les impacts sur l'eau.
3. Préserver les boisés et les érablières du territoire :
    - Approfondir les connaissances et les diffuser ;
    - Mettre en place des boisés et érablières pilotes.
4. Favoriser la capacité d'investir des entreprises pour s'adapter :
    - Favoriser la cohésion entre les entreprises productrices et les consommatrices et les consommateurs ;
    - Soutenir l'adaptation par l'accompagnement des productrices et producteurs ;
    - Soutenir les investissements pour l'adaptation des entreprises aux changements climatiques.

Impacts sur les forêts

Les changements climatiques auront une incidence sur les forêts. En effet, avec l'arrivée précoce du printemps et l'augmentation de la durée des étés, cela aura des incidences sur la période de repos hivernal, la feuillaison, la floraison et la germination[26].

« Qu'arriverait-il si le rythme des changements climatiques s'accélérait ou demeurait le même que celui qui existe aujourd'hui ? Voici certains des résultats suggérés par les scientifiques :

- La composition forestière pourrait changer, favorisant les populations d'essences forestières les mieux adaptées à de nouvelles conditions climatiques et à des régimes de perturbation modifiés. Dans certains cas, les forêts pourraient être transformées en prairies ;
- La productivité des forêts pourrait augmenter dans certaines régions et diminuer dans d'autres, avec les fluctuations des taux de croissance et de mortalité des arbres ;
- Certains habitats pourraient disparaître et certains pourraient migrer vers le nord ou à des latitudes plus élevées ;
- La majorité des régions pourraient connaitre de nouvelles conditions climatiques. Cela signifie que les essences forestières pourraient devenir de moins en moins adaptées à de nouveaux régimes climatiques et par conséquent, être soumises à des stress ;
- L'activité des feux de forêt pourrait s'accroître, et la surface brûlée pourrait doubler d'ici la fin de ce siècle. »[27]

> *L'exploitation forestière, la plantation d'arbres et les efforts pour combattre les incendies de forêt et les insectes ont des répercussions sur le bilan du carbone forestier. Dans certains cas, l'extinction des incendies et la protection contre les insectes peuvent mener à une réduction dans la zone touchée et contribuer à maintenir le carbone stocké ; cependant, notre capacité de réduire les répercussions des incendies et des insectes sur le carbone à long terme ou dans des régions étendues demeure incertaine.*[28]

Cohortes en agroenvironnement

En 2023, deux cohortes en agroenvironnement ont été initiées par la Table de coordination agroalimentaire et forestière des Sources (TACAF). Le projet a été coordonné par la MRC des Sources et la MRC du Val-Saint-François a été invitée à collaborer. Les cohortes ont été financées par le MAPAQ grâce au programme Prime-Vert et visaient aussi à répondre aux objectifs du Plan d'agriculture durable en Estrie (PAD Estrie).

[26] Ressources naturelles Canada, « Changements climatiques et les forêts : Impacts », [Impacts (canada.ca)], (consulté le 31 mars 2024).
[27] Idem.
[28] Idem.

Les deux cohortes s'intéressaient à des thématiques en lien avec la santé des sols. La première cohorte portait plus spécifiquement sur les plantes fourragères pérennes et la deuxième cohorte sur les cultures de couverture dans une production de grandes cultures. Les productrices et producteurs de la MRC des Sources et de la MRC du Val-Saint-François étaient invités à participer à ces deux cohortes.

Chacune des cohortes était accompagnée par au moins une ou un agronome. Pour chacune des cohortes, au moins cinq activités étaient organisées. En tout, onze activités ont été organisées de février à décembre 2023 et 19 producteurs ont été présents à au moins trois d'entre elles. D'ailleurs, certaines productrices et certains producteurs participaient aux deux cohortes. Les personnes qui ont participé à deux activités et moins n'ont pas été recensées dans le Tableau 53, ci-dessous.

Tableau 53 : Nombre de participantes et de participants aux activités des cohortes en agroenvironnement de la MRC des Sources et du Val-Saint-François, en 2023

Cohortes culture de couverture			Plantes fourragères pérennes		
Sujets des activités	**Date**	**Nombre de participantes et de participants**	**Sujets des activités**	**Date**	**Nombre de participantes et de participants**
Formation : rotation de cultures commerciales pour intégrer les cultures de couverture	15 septembre 2023	6	Formation : qualité de semis	21 avril 2023	14
Formation : fertilisation de ma culture commerciale après une culture de couverture	19 décembre 2023	6	Formation : diagnostic de structure du sol (Caravane santé des sols du MAPAQ)	27 septembre 2023	9
Sujets de discussion : impact d'un sol en santé sur la performance de mes cultures commerciales	17 février 2023	8	Sujets de discussion : choix des espèces, taux de semis et calibration du semoir	17 février 2023	14
Sujets de discussion : planification de l'implantation des cultures de couverture (semis, herbicide et choix de semoir)	6 avril 2023	6	Sujets de discussion : fertilisation engrais et fumier pour les plantes fourragères	6 avril 2023	12
Sujets de discussion : ajout d'une nouvelle culture de couverture dans son plan de rotation	23 aout 2023	3	Sujets de discussion : facteurs décisionnels de récoltes et de rénovation des prairies	19 décembre 2023	10
Activité extra : calibration des pneus	1er décembre 2023	5	Activité extra : calibration des pneus	1er décembre 2023	8

Pratiques agroenvironnementales des productrices et des producteurs du Val-Saint-François

Entre 2011 et 2016, dans le Val-Saint-François, nous pouvons constater que le nombre d'exploitations agricoles qui pratiquent le semis direct sur chaume et gazon intact a augmenté de 13. Entre 2016 et 2021, ce nombre a augmenté de 23 pour un total de 33 entreprises de plus entre 2011 et 2021 *(voir Tableau 54 ci-dessous, **valeurs surlignées en bleu**)*. Cette pratique est donc utilisée par un nombre croissant d'entreprises agricoles de la MRC. Toutefois, nous pouvons aussi constater que le nombre d'hectares utilisés pour la pratique du semis direct a tout de même diminué entre 2016 et 2021. Cela signifie qu'entre 2016 et 2021, le nombre d'entreprises qui pratiquent le semis direct est en augmentation, mais que les superficies par entreprise sont en diminution. En 2016, la moyenne était de 47,63 ha par entreprise et, en 2021, de 26,19 ha par entreprise.

Le travail du sol qui maintient à la surface des résidus de récolte est également une pratique de plus en plus utilisée. Le nombre d'exploitations qui utilisent cette pratique est en augmentation depuis 2011. On constate que l'augmentation a été plus importante entre 2011 à 2016 (+28 entreprises) qu'entre 2016 et 2021 (+4 entreprises). De plus, quant au nombre d'hectares concernés par cette pratique, il ne fait qu'augmenter depuis 2011, et ce, de façon assez significative. On observe un passage de 2 670 ha en 2011 à 4 033 ha en 2021, ce qui correspond à une augmentation de 51 % *(voir Tableau 54 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert pomme**)*. Si nous regardons la moyenne du nombre d'hectares où les résidus de culture sont laissés à la surface par entreprise, nous pouvons constater que la moyenne en 2011 est de 40,45 ha par entreprise, en 2016 de 34,55 ha par entreprise et, en 2021, elle est de 41,15 ha par entreprise. Après avoir descendu entre 2011 et 2016, cette moyenne a été en augmentation de 6,6 ha par entreprise entre 2016 et 2021.

Le travail du sol qui comporte l'enfouissement de la plupart des résidus de récolte est une pratique qui est pour sa part en diminution entre 2016 et 2021, surtout en termes de superficie (-2 028 hectares) *(voir Tableau 54 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert foncé**)*. Cela montre que les productrices et producteurs adoptent de plus en plus des pratiques qui conserveraient mieux le sol contre l'assèchement et l'érosion, tout en diminuant les besoins en carburant.

Enfin, de façon générale, la superficie totale des terres préparées pour le semis a diminué de 1 841 hectares entre 2016 et 2021 *(voir Tableau 54 ci-dessous, **valeurs surlignées en jaune**)*.

En comparaison avec l'Estrie, le Val-Saint-François semble se démarquer relativement à l'augmentation de la superficie qui est préparée avec un travail du sol qui maintient à la surface la plupart des résidus de récolte. Dans le Val-Saint-François, entre 2016 et 2021, la superficie augmente de 798 hectares, tandis qu'en Estrie, cette superficie diminue de 1 271 hectares (voir *Tableau 54* ci-dessous).

Tableau 54 : Les pratiques de travail du sol et d'ensemencement des entreprises productrices du Val-Saint-François, entre 2011 et 2023

Type de pratiques	Unité de mesure	MRC Val-Saint-François			Estrie		
		2011	2016	2021	2011	2016	2021
Semis directs sur chaume ou gazon intact	Nbre d'exploitations	**43**	**56**	**79**	258	279	457
	Hectares	1 375	2 667	2069	7 652	10 303	14 403
Travail du sol qui maintient à la surface la plupart des résidus de récolte	Nbre d'exploitations	66	94	98	421	544	628
	Hectares	**2 670**	**3 248**	**4 033**	14 387	22 728	21 457
Travail du sol qui comporte l'enfouissement de la plupart des résidus de récolte	Nbre d'exploitations	132	122	120	788	725	652
	Hectares	3 281	**4 809**	**2 781**	20 190	20 399	20 010
Superficie totale des terres préparées pour les semis	**Nbre d'exploitations**	**194**	**215**	**242**	**1 192**	**1 233**	**1410**
	Hectares	**7 326**	**10 725**	**8 884**	**42 229**	**53 430**	**55 870**

Sources :
Statistique Canada. Tableau 32-10-0367-01 Pratiques de travail du sol et d'ensemencement, Recensement de l'agriculture, 2021.
Statistique Canada. Tableau 32-10-0408-01 Pratiques de travail du sol et d'ensemencement, Recensement de l'agriculture, 2011 et 2016, inactif.

N.B. Les valeurs surlignées dans le tableau font référence au texte précédant le Tableau 54.

Quantité et qualité de l'eau

En 2022, la MRC du Val-Saint-François a déposé son Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP). Ce Plan contient plusieurs informations incontournables en lien avec l'eau et les milieux humides et hydriques. Le PRMHH de la MRC du Val-Saint-François est disponible sur le site internet de la MRC.

Dans la MRC du Val-Saint-François, on peut compter 2 981 km de cours d'eau. De ce nombre, 497 km de cours d'eau ont une rive (parfois les deux rives) composée de champs en culture. Deux secteurs de la MRC comportent 13 ha de terres agricoles situées directement dans le littoral de cours d'eau. Ce sont **315,51 ha de terres agricoles cultivées qui sont situés en milieu humide** et 611 ha en friche qui sont situés en milieu humide. En zone inondable, on retrouve 551 ha de terre en culture et 104 ha en friche (*MRC du Val-Saint-François, 2023c*).

Le Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (RPEP) oblige les responsables d'un prélèvement d'eau de catégorie 1 (un prélèvement d'eau de catégorie 1 est un captage desservant le système de distribution d'eau potable d'une municipalité, lorsque ce système alimente plus de 500 personnes et au moins une résidence : article 51[29]) de produire une étude représentant l'analyse de la vulnérabilité de cette source d'eau potable collective. Dans cette analyse, les aires de protection (immédiates, intermédiaires et éloignées) de ces prises d'eau doivent être identifiées et cartographiées. Pour la MRC du Val-Saint-François, on ne retrouve pas de terres en culture dans les aires de protection immédiate de source d'eau potable de catégorie 1. On retrouve cependant 322 ha de terres en culture dans les aires de protection intermédiaire de source d'eau potable de catégorie 1 (*MRC du Val-Saint-François, 2023c*).

Milieux humides

Les milieux humides (25 996 ha) sont présents à 69,5 % dans la zone agricole protégée et couvrent 18 077,3 ha. C'est dans ce secteur que les milieux humides et hydriques sont les plus présents (*MRC du Val-Saint-François, 2023c, p. 34)*.

Les milieux humides qui se retrouvent en occupation agricole (terres en culture) utilisent une superficie de 315,5 hectares et représentent 1,75 % de la superficie totale des milieux humides en zone agricole (315,5 ha/18 077,3 ha). Sur les terres en culture, les milieux humides sont en majorité des prairies humides (69,85 %) et des marécages (25,56 %) (*voir Tableau 55 ci-dessous, **valeurs surlignées en bleu** et Figure 14 ci-dessous*).

Tableau 55 : Superficies des milieux humides sur les terres agricoles du Val-Saint-François (en hectares)

Types de milieux humides	Superficie en hectares	Pourcentage de l'occupation (%)
Eau peu profonde	0,83	0,26
Marais	0,95	0,30
Marécages	**80,65**	25,56
Tourbière Bog	0,04	0,01
Tourbière Fen	7,99	2,53
Tourbière boisée	4,67	1,48
Prairies humides	**220,38**	69,85
Total	315,51	100

Source: MRC du Val-Saint-François, 2023c, p. 34.
N.B. Les valeurs surlignées dans le tableau font référence au texte précédant le Tableau 55.

[29] Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), « Q-2, r. 35.2 - Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection » sur le site de Publications Québec [Q-2, r. 35.2 - Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (gouv.qc.ca)], mis à jour le 12 décembre 2023, (consulté le 31 mars 2024).

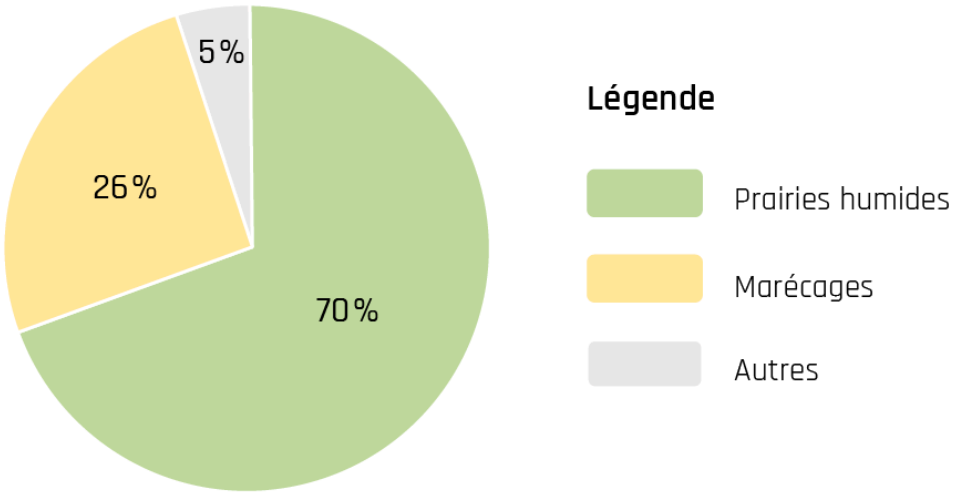


Figure 14 : Proportion des milieux humides sur les terres en culture de la MRC du Val-Saint-François.
Source MRC du Val-Saint-François, 2023c, p. 34.

Pour le reste des milieux humides en zone agricole, ces derniers se retrouvent essentiellement en couvert forestier (MRC du Val-Saint-François, 2023, p. 34)

Qualité de l'eau

« Afin d'évaluer la qualité de l'eau, plusieurs indices sont utilisés : la qualité bactériologique et physicochimique, le taux de phosphore, des nitrites et nitrates, des coliformes fécaux et l'indice de la diatomée de l'est du Canada » (MRC du Val-Saint-François, 2023c, p. 172).

> « Des stations d'évaluation de la qualité de l'eau sont présentes dans la MRC. Dans le Val-Saint-François, deux instances effectuent cette évaluation : le Conseil de gouvernance de l'eau des bassins versants de la rivière Saint-François (COGESAF) et le ministère de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MELCC). Chacun de ces organismes a ses propres stations d'évaluation sur le territoire. Les stations du COGESAF sont toutes autour du lac Brompton, tandis que celles du MELCC couvrent le reste du territoire. Il en ressort que l'eau provenant du lac Brompton est plutôt préoccupante ou à surveiller. Celles des autres stations sont en général satisfaisantes. De façon générale, dans la MRC, nous avons peu de connaissances de la qualité des eaux de surface puisqu'on y retrouve somme toute peu de stations d'échantillonnage. » (*MRC du Val-Saint-François, 2023c, p. 173*)

Eau souterraine et PACES-Estrie

Les eaux souterraines sont la portion invisible du cycle de l'eau. L'eau souterraine est également indispensable pour les écosystèmes et l'approvisionnement en eau des populations.

La recharge en eau correspond à « l'eau qui s'infiltre dans le sol et qui atteint la nappe phréatique » (RQES, 2021). (*MRC du Val-Saint-François, 2023c, p. 93*)

Le Projet d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines (PACES) permet à la MRC du Val-Saint-François de préciser :

- La qualité des eaux souterraines (présence de contaminants) ;
- La quantité des eaux souterraines (abondance ou rareté selon les secteurs et avec les changements climatiques) ;
- Le secteur de recharge des eaux souterraines (Certains secteurs sont-ils vulnérables en termes de quantité ou qualité ? Quels secteurs devraient être protégés pour assurer la pérennité de la ressource ?). *(MRC du Val-Saint-François, 2023c, p. 154)*

Un premier rapport d'étape du PACES Estrie a été publié en 2019. Ce rapport décrit l'état d'avancement après la phase 1 du *Projet d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines en Estrie* (PACES Estrie) dont la réalisation est sous la responsabilité du Centre Eau Terre Environnement de l'Institut national de la recherche scientifique. (INRS-ETE, 2019)

Le résumé du rapport d'étape de la phase 1 du PACES Estrie (INRS-ÉTÉ, 2019) fournit quelques précisions :

> « Le PACES Estrie, supporté principalement par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) du Québec, ainsi que par des contributions monétaires et en nature de la part des partenaires régionaux du projet, soit la ville de Sherbrooke et les cinq (5) municipalités régionales de comté (MRC) comprises dans la région d'étude : Coaticook, Le Haut-Saint-François, Le Granit, Le Val-Saint-François et Memphrémagog, avait pour objectif général de dresser un portrait des ressources régionales en eau souterraine.
>
> Les deux organismes de bassin versant (OBV) du territoire, soit le Conseil de gouvernance de l'eau des bassins versants de la rivière Saint-François (COGESAF) et le Comité de bassin de la rivière Chaudière (COBARIC), étaient également partenaires du projet.
>
> Le projet avait aussi des objectifs spécifiques :
> 1) accompagner les municipalités de l'Estrie pour la protection de leurs prélèvements d'eau potable, 2) aborder des problématiques régionales d'intérêt particulier pour l'Estrie, notamment le potentiel des aquifères granulaires et la présence d'arsenic affectant la potabilité de l'eau, et 3) assurer le transfert des connaissances aux partenaires régionaux pendant la réalisation du projet.

> Dans la région d'étude, 66 des 97 municipalités possèdent un réseau de distribution d'eau potable. C'est l'eau souterraine qui est la source d'approvisionnement la plus utilisée pour la majorité des municipalités, même si les municipalités les plus importantes de la région s'approvisionnent en eau de surface (Sherbrooke, Magog). Près de 40 % de la population (356 096) s'approvisionne à partir de l'eau souterraine, dont environ 26 % via des puits privés » (INRS-ÉTÉ, 2019).

En parallèle de ce rapport d'étape, un étudiant de l'Université Laval, M. Jimmy Mayrand, a réalisé une étude sur les eaux souterraines des MRC du Val-Saint-François et de Coaticook. Son essai-projet est intitulé « Appropriation des connaissances sur l'eau souterraine vers une intégration dans le schéma d'aménagement et développement ». Il travaille sous la direction de Roxane Lavoie, directrice de recherche (ESAD), et René Lefebvre, codirecteur de recherche (INRS). Son essai a permis de dégager quelques constats très intéressants pour le territoire.

À la suite de cet essai-projet, M. Mayrand a développé un guide intitulé « Guide d'appropriation des connaissances sur l'eau souterraine à des fins d'intégration au schéma d'aménagement et de développement : deux cas d'étude en Estrie » et publié le 6 septembre 2022 (Mayrand, 2022). Ce guide permet, d'une part, comme le mentionne Mayrand dans le document, d'établir une base commune pour l'analyse des cartes PACES afin d'en identifier les défis de gestion relatifs aux ressources en eau. D'autre part, le guide présente aussi un recueil d'outils d'aménagement du territoire pouvant contribuer à la protection de l'eau souterraine. Cet ouvrage tente aussi de répondre à diverses questions comme : « Comment prioriser une zone de recharge par rapport à un autre secteur ? » ou « Quels sont les outils actuellement disponibles en aménagement du territoire qui peuvent permettre de protéger l'eau souterraine ? ». Bref, ce guide permet d'offrir une approche pour la considération des zones de recharge prioritaires à protéger et, par le fait même, la protection d'une partie du cycle de l'eau (Mayrand, 2022, p. 8-9).

La démarche de Mayrand comportait plusieurs étapes et elle a été développée dans le prolongement du PACES Estrie. Les étapes comprenaient (Mayrand, 2022, p. 10-23) :

1. l'acquisition et le prétraitement des données
   (couches cartographiques selon des indicateurs sélectionnés*);
2. le traitement et l'analyse des données
   (l'interprétation des couches et l'obtention d'un diagnostic);
3. la délimitation approximative des secteurs ayant une pression élevée
   ou modérée sur le territoire;
4. l'identification des principaux enjeux de chaque secteur;
5. la localisation des zones à protéger (pour les usagers ou les écosystèmes)
   en relation avec les secteurs définis;
6. l'obtention de la carte des zones de recharge à protéger;
7. la priorisation des secteurs de recharge les uns par rapport aux autres.

Pour prioriser les secteurs de recharge les uns par rapport aux autres, une méthode a été développée sur la base de deux indicateurs qui permettent d'évaluer le niveau de priorité d'un milieu; le premier est l'évidence de dégradation de la qualité de l'eau souterraine (par rapport aux propriétés naturelles de l'eau souterraine ou par rapport à l'eau ayant subi un impact

anthropique) et le second est le niveau de densité de l'usage de puits résidentiels et de la taille des approvisionnements municipaux (Mayrand, 2022, p. 18).

* Six indicateurs ont permis d'obtenir les premières cartes du portrait des MRC par rapport à cette ressource. Les six indicateurs sont : l'utilisation du sol, la densité de puits, le type de confinement, la présence de contaminants dans l'eau souterraine, la dégradation avérée de l'eau souterraine et la piézométrie (Mayrand, 2022, p. 21).

L'essai-projet et le guide de M. Mayrand ont permis d'interpréter des cartes thématiques pour faire ressortir un diagnostic sur l'eau souterraine des deux MRC. Ce diagnostic a permis de définir les zones de recharge à protéger dans le Val-Saint-François et d'attribuer une priorité de protection à ces zones. « Cette priorité de protection est établie en fonction de la nature des zones de recharge elles-mêmes, notamment leur niveau de vulnérabilité, sur les pressions s'exerçant sur ces zones (activités anthropiques potentiellement polluantes), sur l'état de l'eau souterraine dans ces zones (qualité dégradée ou non), de l'usage de l'eau souterraine dans la zone ou en aval de la zone (puits municipal ou forte densité de puits résidentiels) » (Mayrand, 2021, p. 11-12).

Quelques faits saillants du résumé des résultats de l'analyse des cartes du Val-Saint-François :

> « La fréquente présence de fortes concentrations en arsenic dans l'eau souterraine de la MRC est une problématique sérieuse. Les échantillons avec de fortes concentrations ou des dépassements de concentrations maximales acceptables (CMA) se retrouvent principalement dans le type d'eau évoluée à proximité de la ville de Windsor. D'autres secteurs plus restreints de la MRC montrent de fortes concentrations ou des dépassements de CMA » (*Mayrand, 2021, p. 32*).
>
> « Dans la MRC de Val-Saint-François, de fortes concentrations ou des dépassements de CMA pour le manganèse (Mn) sont présentes sur presque tout le territoire. Il y a toutefois peu de données disponibles dans la partie sud-ouest de la MRC où la situation par rapport au Mn ne peut pas être définie clairement. Une surveillance de la présence de Mn dans l'eau des puits d'approvisionnement sur tout le territoire serait requise » (*Mayrand, 2021, p. 33*).
>
> Deux secteurs présentent des densités de puits allant jusqu'à 25 puits par km^2. « Les deux zones à forte densité sont près de la route 222 à Saint-Denis-de-Brompton et près de la route 249 à Saint-François-Xavier-de-Brompton » (*Mayrand, 2022, p. 45*).
>
> « Le puits d'alimentation municipal de Richmond se retrouve à Cleveland. Ce puits municipal présente un niveau de risque important à la contamination. Ces mêmes caractéristiques se retrouvent au puits localisé près du Lac Brompton » (*Mayrand, 2021, p. 33*)

> « Les groupes d'eau à proximité de Windsor présentent des signes de dégradation les plus élevés de leur catégorie (B1a). De plus, le même constat est observable avec les eaux évoluées qu'il y a six sites avec une dégradation très élevée (B2b). Les eaux de recharge sont majoritairement plus impactées que les eaux évoluées. Toutefois, une caractéristique du territoire de l'Estrie est la présence naturelle d'arsenic et de manganèse en une forte concentration » (*Mayrand, 2021, p. 33*).

> « La carte met en évidence un grand secteur d'incompatibilité de l'usage en surface sur le confinement libre de l'aquifère. Les autres secteurs sont reliés à quelques pressions en ilot sur les zones de recharge de l'aquifère. Le grand secteur problématique est localisé à Windsor, allant au nord de la municipalité jusqu'à l'extrémité de la limite administrative de la MRC et à l'est de la municipalité. L'occupation dans ces secteurs est agricole ou urbaine. Le second ilot est autour des municipalités de Valcourt et de Lawrenceville » (*Mayrand, 2021, p. 34*).

Les zones de recharge à protéger dans la MRC du Val-Saint-François sont identifiées avec des cercles par niveau de priorité en **Annexe 7** (Mayrand, 2022, p.67).

> « Les principaux enjeux sur le territoire sont l'arsenic et le manganèse et le risque de contamination de puits privés ou municipaux par l'absence de protection des zones de recharge de l'aquifère. Les différents secteurs ayant une forte pression agricole ou urbaine nécessitent une attention particulière en relation avec un accroissement éventuel du développement dans ces zones. Plusieurs secteurs se trouvent en zone de confinement libre et peuvent potentiellement avoir un impact sur la qualité de l'eau souterraine. Des mesures préventives comme la conservation des boisés actuels peuvent être une solution pour la protection des aquifères, mais plusieurs solutions demeurent disponibles pour la protection des zones de recharge. » (Mayrand 2022, p. 64)

La protection des puits privés des personnes agricultrices et résidents semble être une mesure à prendre en compte. Les puits situés dans les zones de recharges de la nappe phréatique (zone de confinement libre) devraient être davantage surveillées par rapport aux distances séparatrices, pour qu'il n'y ait pas de contamination de source anthropique (nitrate, pesticides ou chloré) à cause des activités agricoles, comme l'épandage et l'entreposage de fertilisants, d'engrais de synthèse ou de pesticides. Les zones de densité supérieure (20 puits au km^2) devraient aussi être identifiées afin de préserver la qualité de l'eau dans la zone de recharge. L'accroissement de superficie agricole au détriment de superficie boisée devrait aussi être à surveiller dans ces zones. Les pratiques agroenvironnementales qui diminuent le ruissèlement des matières fertilisantes sont aussi des solutions pour éviter la contamination de l'eau souterraine, comme les cultures de couverture d'automne qui peuvent venir amoindrir les effets du lessivage post-récolte.

Santé psychologique des productrices et des producteurs et travailleuse de rang

Depuis 2018, en Estrie, nous comptons une travailleuse de rang qui a comme rôle de « tisser des liens avec les producteurs/trices agricoles en allant à leur rencontre dans une approche préventive et proactive »[30]. La travailleuse de rang fait partie d'un réseau provincial qui est coordonné par l'organisme Au cœur des familles agricoles (ACFA).

Les productrices et les producteurs agricoles sont souvent confrontés à des situations qui peuvent générer du stress ou de la détresse. Le monde agricole comporte plusieurs particularités qui entrainent parfois des problèmes professionnels ou personnels. Les entreprises agricoles sont aussi parfois des entreprises familiales, ce qui fait en sorte qu'il n'y a plus de séparation concrète entre la vie professionnelle et la vie personnelle. Cela amène certains défis supplémentaires, outre les défis reliés au contexte économique et climatique. Plus précisément, les sujets des interventions des travailleuses et travailleurs de rang peuvent toucher : les conflits (intergénérationnels, de couple ou entre associés), les difficultés dans une production, les problèmes de transfert, les pressions financières, la surcharge de travail, les accidents de ferme, etc.[31]

Les travailleuses et les travailleurs de rang offrent des services d'aide pour accompagner les productrices et les producteurs qui ressentent le besoin de se confier et d'améliorer leur situation. Des rencontres de toutes sortes sont alors proposées : individuelles, familiales, de couple, voire de groupe. Un plan d'action est alors établi avec la personne demanderesse afin de répondre à ses besoins, tout en respectant le rythme de la personne.[32]

Les données de l'ACFA nous permettent de constater que le nombre de bénéficiaires est en diminution depuis 2020 *(voir Tableau 56 ci-dessous, **valeurs surlignées en bleu**)*, comme le nombre d'interventions *(voir Tableau 56 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert pomme**)*. Nous pouvons aussi constater que les demandes proviennent majoritairement des productrices et producteurs du secteur laitier *(voir Tableau 56 ci-dessous, **valeurs surlignées en vert foncé**)*.

[30] Au cœur des familles agricoles (ACFA), « Travailleurs de rang », sur le site de l'ACFA, [Rôles - Au cœur des familles agricoles (acfareseaux.qc.ca)], (consulté le 3 avril 2024).
[31] Idem.
[32] Idem.

Tableau 56 : Statistiques de l'organisme Au cœur des familles agricoles (ACFA) en Estrie, de 2019 à 2023

	2019		2020-2021 (13 mois)		2021-2022 (13 mois)		2022-2023 (12 mois)	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Hommes	26	55	n. d.	n. d.	50	66	n. d.	n. d.
Femmes	21	45	n. d.	n. d.	26	34	n. d.	n. d.
Total du nombre de clientes et de clients	47	100	81	100	76	100	66	100
Nombre d'interventions								
	n. d.		605		487		340	
Âge moyen								
Hommes	46		n. d.		n. d.		n. d.	
Femmes	40		n. d.		n. d.		n.d	
Moyenne	43		n. d.		44		n.d	
Secteurs de production (%)								
Laitier	70		70		60		n. d.	
Cultures commerciales	n. d.		9		5		n. d.	
Maraîchers	n. d.		4		7		n. d.	
Bovin	n. d.		4		3		n. d.	
Porcin	n. d.		4		12		n. d.	
Ovin	n. d.		4		3		n. d.	
Qui réfère le bénéficiaire (%)								
Bénéficiaire lui-même	n. d.		40		42		n. d.	
Membre de la famille	n. d.		37		25		n. d.	
Intervenante ou intervenant agricole (en dehors de l'UPA)	n. d.		12		16		n. d.	
Réseau de la santé	n. d.		5		3		n. d.	
Amies et amis ou voisines et voisins	n. d.		n. d.		4		n. d.	
Raisons des interventions (%)								
En lien avec l'entreprise (professionnelles)	n. d.		n. d.		55		44	
Personnelles	n. d.		n. d.		n. d.		23	
Couple	n. d.		n. d.		n. d.		27	
Familial (sans lien avec le professionnel)	n. d.		n. d.		n. d.		7	
Suivis à la ferme	n. d.		n. d.		n. d.		37	

Diagnostic du PDZA 2024-2029



Les 9 enjeux agricoles et agroalimentaires du Val-Saint-François

1- Accès à la terre, relève et pérennité des fermes

1.1 Pour s'établir…

L'enjeu de l'accès à la terre a été soulevé par plusieurs partenaires et productrices ou producteurs lors des diverses consultations qui ont eu lieu dans le cadre de la démarche de révision du PDZA de la MRC du Val-Saint-François. L'augmentation de la valeur foncière des terres est certes une des plus grandes barrières pour la relève agricole qui démarre une nouvelle ferme ou qui souhaite reprendre une entreprise déjà existante (par transfert apparenté ou non apparenté). Les entreprises démontrant une économie d'échelle et une meilleure rentabilité sont certes plus aptes à payer un gros prix par hectare.

Selon l'un des derniers rapports de la Financière agricole du Canada, publié en mars 2023 (FAC, 2023), la valeur des terres du Québec a bondi de 43 % entre 2018 et 2023 et de 109 % entre 2013 et 2022 (FAC, 2023, p. 1). En Estrie, plus particulièrement, une terre qui valait 6 847$/ha en 2012 vaudrait 16 302$/ha en 2022, soit une augmentation de 138,1 % sur dix ans. Sur 20 ans, ce taux passe à 356,4 % (entre 2002 et 2022) (FAC, 2023, p. 2). Selon un sondage mené par la Fédération de la relève agricole du Québec (FRAQ, 2021) en novembre 2021 auprès de 700 personnes, 87 % des répondantes et des répondants affirment que l'augmentation du prix des terres est un frein au démarrage au transfert d'entreprises agricoles.

Dans le cadre de la démarche consultative pour la révision du PDZA de la MRC du Val-Saint-François, d'autres préoccupations étaient mises de l'avant, comme l'achat de terres par des entreprises ou des personnes non-agricultrices. Il est difficile de savoir exactement le pourcentage des terres qui sont achetées par des entreprises ou des personnes non-agricultrices actuellement au Québec. Selon un article de Radio-Canada publié en juin 2023, l'État québécois n'a aucune idée précise du nombre, du profil et des intentions des propriétaires de terres agricoles qui ne sont pas agriculteurs. Selon plusieurs observatrices et observateurs, ce nombre est en augmentation importante (Gerbet, 2023).

La financiarisation des terres est aussi un enjeu important. Les terres sont parfois acquises par des investisseuses et des investisseurs à des prix très élevés. Ces investissements font gonfler le prix des terres au Québec et cela fait en sorte que les productrices et les producteurs en général, mais surtout la relève (qui a parfois moins de liquidité et qui doit en plus assumer des couts d'établissement) sont incapables de produire un rendement suffisamment élevé pour rentabiliser leurs acquisitions. Bien que le Val-Saint-François bénéficie d'un avantage encore notable quant au prix des propriétés agricoles par rapport à d'autres MRC de l'Estrie ou d'autres régions du Québec, cet avantage n'est plus aussi considérable. Force est de constater qu'en haut d'un certain prix à l'hectare, la rentabilité des projets est difficile à atteindre.

L'Estrie attire non seulement des jeunes en agriculture, mais également des personnes qui souhaitent se lancer en affaires pour une deuxième carrière ou pour une réorientation de carrière. Les néophytes de l'agriculture (jeunes ou moins jeunes) ne savent pas toujours

comment procéder pour démarrer leur entreprise, pour trouver de l'aide ou les ressources humaines et financières à leur disposition dans la région (ARTERRE, MAPAQ, FADQ, Agriconseils, etc.). Ce manque de connaissances peut rendre plus difficiles le développement et la réussite de leurs projets.

Selon les témoignages des personnes participantes et intervenantes présentes lors des consultations publiques dans le cadre de la démarche de révision du PDZA du Val-Saint-François, il peut aussi être difficile pour la relève, qu'elle soit issue du milieu agricole ou non, d'obtenir des capitaux. Avec les couts élevés d'établissement agricole, certains projets s'avèrent non viables, d'où l'importance d'avoir un bon accompagnement et de bien s'entourer pour développer son modèle d'affaires. Malheureusement, certains se lancent parfois trop rapidement sans avoir fait de plan d'affaires ou de prévisions financières, ce qui peut venir compromettre leur projet. De plus, pour des productions plus marginales ou émergentes, il est difficile de séduire les bailleurs de fonds et d'avoir accès à du capital de risque. Bien que certaines subventions existent pour les entreprises en démarrage ou les plus petites fermes, selon la nature des projets, elles peuvent parfois être difficiles à aller chercher. Dans certains cas, des démarrages peuvent se faire grâce à des revenus extérieurs ou des économies personnelles. Cela peut venir aider au besoin de liquidité pour le démarrage d'une entreprise.

La qualité des sols est aussi un enjeu en Estrie. Le potentiel ARDA[33] des terres dans le Val-Saint-François montre que la majorité des sols se situent dans la classe 3 (sols présentent des limitations assez sérieuses qui restreignent la gamme des cultures ou nécessitent des pratiques de conservation spéciales) ou dans la classe 4 (sols comportent de graves limitations qui restreignent la gamme des cultures ou nécessitent des pratiques de conservation spéciales, ou les deux)[34]. Plusieurs autres limitations augmentent la difficulté de trouver une terre propice aux projets agricoles pour les entrepreneuses et entrepreneurs (sol pierreux, relief, roc solide, surabondance d'eau ou basse fertilité). Il y a aussi un certain cout à remettre des terres en friche en culture : les travaux nécessaires viendront faire gonfler les couts d'établissement.

Les nouveaux modèles d'établissement et d'accès à la terre se multiplient, ce qui vient répondre à un certain besoin de trouver des solutions innovantes pour accéder à la terre. Toutefois, ils sont encore peu connus et requièrent une ouverture d'esprit et une bonne compréhension de leurs tenants et aboutissants de la part de toutes les parties prenantes, mais particulièrement des bailleuses et des bailleurs de fonds. Ils sont certainement une alternative intéressante à explorer. Les fiducies d'utilité sociale agroécologiques (FUSA) sont de plus en plus exploitées. Le service de L'ARTERRE et les séjours exploratoires agricoles sont aussi des services utilisés pour favoriser l'attractivité et l'établissement de la relève.

Les freins pour la relève agricole (pour le démarrage ou le transfert d'entreprises agricoles) sont donc très nombreux. S'ajoute aux obstacles mentionnés ci-haut le désir des aspirantes agricultrices et des aspirants agriculteurs d'acheter leur propre terre plutôt que d'en louer une

[33] Infos-Sol, [site Internet], [Info-Sols], (consulté le 3 avril 2024).
[34] Gouvernement du Canada, « Données numériques de niveau 1 de l'Inventaire des terres du Canada, potentiel agricole des terres » sur le site d'Agriculture et agroalimentaire Canada, [Données numériques de niveau 1 de l'Inventaire des terres du Canada - Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC)], (consulté le 9 mai 2024).

ou, encore, les multiples règlementations qui concernent la zone agricole (construction d'une résidence sur le lieu de production, morcèlement, changements de vocation, agrotourisme, etc.).

1.2 Pour pérenniser…

En 2021, le Val-Saint-François comptait 493 entreprises agricoles, soit 36 de plus qu'en 2016 (voir Tableau 21). Bien que leur nombre soit en augmentation, la proportion des fermes ayant des revenus bruts totaux de moins de 50 000 $ annuellement reste assez stable depuis 2011, soit autour de 51 % des entreprises du territoire (*voir Tableau 20*). Dans bien des cas, ce ne sont pas des revenus qui permettent à une famille de vivre uniquement de l'agriculture. D'ailleurs, entre 2016 et 2021, ce sont les entreprises qui font moins de 50 000 $ de revenus annuels bruts qui ont le plus augmenté, avec 44 % d'augmentation. Elles sont suivies par les entreprises qui font entre 1 et 2 millions de dollars, avec 33 % d'augmentation. La polarisation semble être de plus en plus grande entre les entreprises qui sont dans la tranche des revenus bruts totaux de 50 000 $ et moins et celles qui sont dans la tranche des revenus bruts totaux d'un million de dollars et plus[35]. Les fermes ayant un petit chiffre d'affaires sont donc assez nombreuses dans la MRC et cette situation peut venir expliquer le fait que certaines productrices et certains producteurs doivent pallier le manque de revenus en occupant un travail à l'extérieur de la ferme.

En Estrie et dans le Val-Saint-François, il y a une augmentation du nombre d'heures travaillées à l'extérieur de la ferme par les agricultrices et les agriculteurs (*voir Tableau 37*). Dans le Val-Saint-François, entre 2016 et 2021, il y a eu une diminution de la main-d'œuvre rémunérée, surtout quant au nombre de salariées et de salariés à temps plein sur une base annuelle. À cet effet, davantage de fermes déclarent avoir du personnel salarié à temps plein, mais la moyenne de salariées et de salariés par ferme a chuté, passant de 5,8 personnes à temps plein par ferme en 2016 à 2,7 personnes à temps plein par ferme en 2021 *(voir Tableau 38)*. Si nous combinons ces données, nous pouvons observer que le travail hors de la ferme augmente, mais que le nombre de personnes salariées diminue. Cela mène à croire que les productrices et les producteurs augmentent leur charge de travail, à moins que leurs activités diminuent. En bref, que les revenus agricoles proviennent du travail à la ferme ou du travail à l'extérieur de la ferme, la rentabilité des entreprises est tout de même cruciale.

Lors des consultations publiques qui ont eu lieu dans le cadre de la démarche de révision du PDZA de la MRC du Val-Saint-François, plusieurs participantes et participants ont abordé les difficultés par rapport à la rentabilité des entreprises agricoles ; plusieurs éléments ont été mis de l'avant. La rentabilité des fermes et leur survie sont surement les éléments les plus importants en entrepreneuriat. Même si les dépenses des productrices et des producteurs ont augmenté de façon considérable dans les dernières années au Québec, entre autres à cause de l'inflation (intrants, salaires, etc.), ces derniers ne peuvent malheureusement pas augmenter leurs prix autant qu'ils le voudraient à cause de la compétition dans l'offre (ex. : produits provenant d'autres pays ou de gros compétiteurs nationaux qui vendent moins chers, le

[35] Statistique Canada. Tableau 32-10-0239-01 Exploitations classées selon les revenus d'exploitation totaux, Recensement de l'agriculture, 2021 et Tableau 32-10-0436-01 Fermes classées selon les revenus agricoles bruts totaux, Recensement de l'agriculture, 2011 et 2016, inactif.

« dumping »). Les productrices et les producteurs doivent s'ajuster au prix du marché (local, national ou mondial). De plus, les consommatrices et les consommateurs ne sont pas prêts à payer un prix démesuré pour certaines catégories de produits, surtout en période d'inflation, il y a donc une notion d'accessibilité à prendre en considération. De plus, les changements climatiques ont de plus en plus de répercussions sur le secteur agricole, ils causent des pertes de revenus considérables. Certains secteurs, selon les conjonctures socio-économiques, peuvent aussi être fortement affectés par des baisses de revenus. La rentabilité est difficile à atteindre en agriculture, car les marges sont très faibles. Pour rester rentables, les productrices et les producteurs doivent prendre des décisions importantes pour faire face à ces changements et défis. Force est de constater que pour plusieurs aspirantes agricultrices et aspirants agriculteurs, comme pour les entrepreneuses et les entrepreneurs agricoles déjà bien établis, la culture entrepreneuriale et les compétences en gestion ne sont pas toujours au rendez-vous.

Certaines productrices et certains producteurs transforment leurs produits, assument leur propre mise en marché et intègrent même d'autres volets à leur modèle d'affaires (ex. : ateliers éducatifs ou agrotourisme) pour réussir à dégager plus de profits. D'autres productrices et producteurs optent pour l'agrandissement, la modernisation, la mécanisation ou la robotisation de leur ferme. La diversification des activités ou l'amélioration des pratiques sont aussi des stratégies adoptées par les entreprises pour devenir plus productives et rentables. Prenons par exemple le secteur laitier : bien que nous constations une diminution de treize fermes laitières entre 2016 et 2021, nous pouvons compter tout de même une augmentation de 500 vaches laitières pour cette même période *(voir Tableaux 21 et 22)*, ce qui montre que dans ce secteur, il y a une certaine concentration des activités.

Afin de pouvoir prendre des décisions d'affaires éclairées pour mettre en œuvre toutes ses activités et bien les réussir, les productrices et les producteurs doivent développer des savoir-faire et des savoir-être particuliers, tant par rapport à la gestion financière qu'à la gestion des ressources humaines, du service à la clientèle, de la commercialisation, de la santé et de la sécurité au travail, etc. Les productrices et les producteurs doivent aussi connaitre les services et les ressources à leur disposition pour les aider dans leur développement, ce qui n'est pas toujours le cas. Plusieurs participantes et participants présents lors des consultations qui ont eu lieu lors de la démarche de révision du PDZA ont mis de l'avant le manque de soutien à long terme pour les productrices et les producteurs agricoles (sur une période de plus d'un an) pour la réalisation de leurs projets (expansion, démarrage ou transfert).

En 2021, les formations continues offertes par le Collectif de formation agricole de l'Estrie touchant la gestion ne représentaient que 14 % de l'offre globale. Depuis 2016, on constate une baisse du nombre de personnes qui participent à ces formations. À part pour l'année 2019-2020, durant laquelle il y a eu une recrudescence de participation surement imputable à la pandémie, le nombre est passé de 1 000 personnes participantes en 2016-2017 à 665 en 2021-2022[36]. L'intérêt des productrices et des producteurs à suivre ces formations n'est pas toujours présent. Certaines formations sont annulées faute d'inscriptions. Le manque de temps, le stress, l'isolement ou tout simplement le manque de culture entrepreneuriale peuvent peut-être venir expliquer cette faible motivation. L'offre globale de formation est toutefois en augmentation en

[36] Bilans annuels du Collectif de formation agricole de l'Estrie.

Estrie (formation initiale, formation continue, mentorat, transfert de connaissances, etc.), mais elle est parfois peu connue.

En plus de l'importance du développement des connaissances et des compétences par la formation, la pérennité des entreprises repose aussi sur l'accès à de la main-d'œuvre qualifiée, fiable et disponible. La pénurie de main-d'œuvre est un problème très large qui relève d'une multitude de facteurs et cette situation problématique vient inévitablement aussi jouer un rôle sur la rentabilité des fermes, puisqu'elle peut empêcher les entreprises d'optimiser leur plein potentiel de croissance.

2- Cohabitation

Parmi toutes les consultations réalisées dans le cadre de la démarche de révision du PDZA de la MRC du Val-Saint-François, un constat ressort : la cohabitation harmonieuse est un sujet qui préoccupe autant les citoyennes et les citoyens, les productrices et les productrices que les municipalités. Les citadines et les citadins, les gens de la campagne ou néoruraux auront inévitablement, un jour ou l'autre, à croiser un tracteur sur la route, à sentir des odeurs de fumier ou à entendre le bruit des activités agricoles, parfois tard le soir.

Dans le Val-Saint-François, le territoire vallonné est composé de champs agricoles et de centres urbains qui s'entrecroisent. Le milieu rural n'est plus réservé qu'aux activités agricoles ; en effet, d'autres secteurs d'activités s'y développent et des familles viennent s'y établir pour vivre en campagne sans nécessairement vouloir pratiquer l'agriculture (augmentation des néoruraux et de la villégiature). Avec la venue du télétravail (causée entre autres par la pandémie de COVID-19), la demande pour vivre en région a augmenté. Depuis 2016, la population dans le Val-Saint-François a augmenté dans 14 municipalités sur 18[37]. C'est à Saint-Denis-de-Brompton que la population a le plus augmenté (+13,3 %). Cette municipalité, qui n'a que 38,18 % de sa superficie en zone agricole (*voir Tableau 5*) se démarque par son secteur de la villégiature. Trois municipalités plus fortement agricoles ont vu leur population augmenter de façon plus prononcée par rapport aux autres municipalités de la MRC entre 2016 et 2021, soit Melbourne (+3,1 %), Val-Joli (+3,2 %) et Saint-François-Xavier-de-Brompton (+8,6 %)[38]. Ainsi, les nouvelles personnes qui viennent s'établir dans le milieu agricole ne sont pas toujours assez informées de la réalité de ce milieu. Une certaine incompréhension entre les personnes agricultrices et celles non-agricultrices peut alors se développer et le partage des usages peut ainsi devenir difficile. Certains gestes irrespectueux, des plaintes et autres mésententes peuvent survenir et créer des tensions. Cela peut même nuire à la sécurité des gens, car par exemple une impatience sur la route peut terminer en accident.

Lors des rencontres de consultations qui ont eu lieu au printemps 2023 dans le cadre de la démarche de révision du PDZA de la MRC du Val-Saint-François, les participantes et les participants se posaient plusieurs questions, par exemple : la population et les élus connaissent-ils assez bien les enjeux que vivent les productrices et les producteurs du territoire ?

[37] Statistique Canada, Recensement de la population, 2016 et 2021.
[38] Idem.

Sont-ils au courant des retombées positives des pratiques durables qui sont mises de l'avant sur les fermes ? À l'inverse, les productrices et les producteurs sont-ils bien informés de la réalité des citoyennes et des citoyens non-agriculteurs et de leur apport positif au milieu rural ?

Les préjugés sont existants entre personnes agricultrices et non-agricultrices, mais également entre agricultrices et agriculteurs, qui peuvent avoir des visions différentes du développement agricole. Il y a plusieurs modèles de développement qui se côtoient, soit le secteur traditionnel et le secteur qu'on pourrait appeler « émergent », ou encore les entreprises de plus petite taille et celles de plus grande taille. Les difficultés de cohabitation peuvent aussi survenir entre les productrices et les producteurs de différents types de production.

Le manque de communication entre les personnes agricultrices et non-agricultrices est clairement identifié comme un enjeu d'importance. Il reste encore du travail à faire à ce sujet. La compréhension de la réalité de l'un et de l'autre doit se réaliser dans les deux sens et chaque partie doit fournir des efforts pour s'adapter. Ce manque de communication existe aussi entre divers secteurs agricoles.

3- Valorisation de l'agriculture

Le manque de connaissances et les mauvaises perceptions des consommatrices et des consommateurs à l'égard du milieu agricole (certains préjugés) exacerbent parfois la pression que les productrices et les producteurs subissent déjà pour s'adapter aux changements climatiques, aux réglementations gouvernementales — notamment pour le bien être animal, en lien avec les codes de pratiques pour les soins et la manipulation des animaux d'élevage — aux exigences des consommatrices et des consommateurs et, également, au contexte économique actuel. Ils sont d'ailleurs parmi les plus touchés par les changements climatiques, la pénurie de main-d'œuvre et l'inflation. Avec tous ces obstacles, les productrices et les producteurs sont à bout de souffle et ont besoin plus que jamais que nous soyons reconnaissants des efforts qu'ils font pour nous nourrir.

Bien qu'une partie grandissante de la population soit de plus en plus sensibilisée à l'importance de l'agriculture et de l'autonomie alimentaire, des préjugés persistent qui pèsent lourd sur certaines productrices et sur certains producteurs. Par exemple, il existe un préjugé que les productrices et les producteurs sont des pollueurs. Le milieu agricole est certes un secteur de production qui génère des impacts sur l'environnement, comme d'autres secteurs économiques, mais plusieurs travaillent très fort pour mettre en place des pratiques durables qui contribuent à diminuer les impacts sur les ressources et la biodiversité et à diminuer leur empreinte carbone. Pour tous les efforts qu'elles et ils font, les productrices et les producteurs aimeraient que la population reconnaisse et valorise davantage leur apport à la société.

De plus, quelques fermes qui prennent de l'ampleur sont parfois mal vues par les citoyennes et les citoyens. Certaines personnes productrices ont témoigné, lors des consultations publiques réalisées dans le cadre de la démarche de la révision du PDZA de la MRC du Val-Saint-François, être irritées par cette perception. Pour plusieurs d'entre elles, le souhait est d'intégrer plusieurs générations et elles et ils sont fiers de faire partie de fermes familiales multigénérationnelles. Les

productrices et les producteurs ne souhaitent pas être jugés parce que leur production prend de l'ampleur. Certaines entreprises, pour s'adapter aux marchés ou pour intégrer de la relève, vont certes devoir croitre pour rester rentables.

4- Attractivité du secteur agricole et forestier

Les métiers agricoles offrent des salaires qui sont généralement moins élevés que ceux des métiers d'autres secteurs (industriel ou informatique, par exemple). De plus, les métiers agricoles sont très exigeants et impliquent généralement une grande charge de travail, souvent physique. Ces conditions contribuent donc à rendre les métiers agricoles moins attractifs et les fermes ont plus de difficulté à être attrayantes pour la relève et pour la main-d'œuvre. Les plus jeunes générations qui ont l'embarras du choix pour leur futur emploi auront-elles le souhait d'aller dans ce secteur d'activité ou de reprendre la ferme familiale ? C'est une question qui a été soulevée lors des consultations publiques qui ont eu lieu dans le cadre de la démarche de révision du PDZA de la MRC du Val-Saint-François.

Dans le secteur forestier, nous pouvons constater que le nombre de producteurs est en diminution de 6 % dans le Val-Saint-François, depuis 2015. Un manque de connaissance du secteur forestier et la mauvaise perception de l'exploitation forestière peuvent peut-être venir expliquer le fait que les propriétaires de lots forestiers ne sont pas toujours portés à valoriser le plein potentiel de leur forêt et à devenir des productrices ou des producteurs forestiers reconnus[39]. Plusieurs autres raisons, qui devront être analysées, sont peut-être à la source de cette diminution, comme les couts des travaux forestiers, le potentiel forestier des peuplements, l'utilisation des boisés à d'autres fins (divertissement, chasse, etc.), la conservation de la biodiversité, etc.

Il est de plus en plus difficile pour les productrices et les producteurs de trouver de la relève et de la main-d'œuvre fiable. Pour la main-d'œuvre, ils doivent souvent se tourner vers des travailleuses ou des travailleurs étrangers temporaires (TET), ce qui est une source supplémentaire de stress pour eux ; ces programmes sont souvent accompagnés d'une panoplie d'exigences – démarches administratives, identification de logements, processus d'adaptation, pour ne mentionner que celles-là. Quant au manque de relève, cette situation peut malheureusement déboucher sur le démantèlement de fermes ou, encore, sur la robotisation des activités.

[39] Un producteur forestier reconnu est un propriétaire forestier qui détient un Plan d'aménagement forestier (PAF). Les propriétaires forestiers sont des personnes détenant un lot boisé d'une superficie d'au moins quatre hectares (4 ha) au Québec.

5- Système alimentaire déficient

5.1 Transformation/entreposage

Les milieux agricole et sociocommunautaire sont confrontés à certains enjeux qui se ressemblent. Par exemple, les entreprises productrices, agrotransformatrices et transformatrices agroalimentaires, de même que les organismes travaillant pour contrer l'insécurité alimentaire peuvent manquer d'espace pour l'entreposage, le conditionnement et la transformation de leurs denrées. D'un côté, les productrices et les producteurs qui souhaitent augmenter leur production ou transformer leurs produits n'ont pas toujours accès à des installations et à des équipements convenables (par manque d'espace ou de capitaux) et, de l'autre côté, les organismes ont besoin de récupérer, de stocker et parfois même transformer des aliments provenant de plusieurs sources d'approvisionnement, pour ensuite les redistribuer à leurs bénéficiaires. On peut donc comprendre que les productrices et les producteurs ainsi que les organismes communautaires rencontrent des enjeux qui peuvent se ressembler ou se recouper, mais ils ne savent pas qu'ils ont des besoins similaires.

Relativement à la transformation, les différentes consultations publiques qui ont eu lieu dans le cadre de la démarche de révision du PDZA de la MRC du Val-Saint-François ont fait ressortir que, globalement, il y a un manque d'abattoirs et d'ateliers de transformation C1 en Estrie qui sont aptes à accepter de nouvelles clientèles. La MRC du Val-Saint-François est en quelque sorte privilégiée, car il y a sur son territoire un abattoir A-1 sous inspection permanente, qui est situé à Racine (Abattoir BL), et un abattoir de proximité situé à Stoke (Abattoir Théberge). De plus, il y a six entreprises qui détiennent des permis de vente en gros de produits carnés (C1). Toutefois, cela ne fait pas en sorte que le problème d'accès à ces installations soit réglé : Abattoir BL ne fait pas l'abattage de volaille, par exemple, et les ateliers C1 ne sont pas nécessairement toujours disponibles pour accueillir une nouvelle clientèle ou pour faire les découpes dans un délai raisonnable.

5.2 Commercialisation

Certaines participantes et certains participants provenant du milieu agricole (production ou transformation) présents lors des consultations publiques réalisées dans le cadre de la démarche de révision du PDZA de la MRC du Val-Saint-François mentionnaient que par manque de temps ou de main-d'œuvre, il n'est pas toujours facile pour eux d'assurer leur propre mise en marché, ce qui inclut la promotion. Même leur présence aux différents marchés publics devient parfois difficile. Cette tâche semble parfois représenter pour certains d'entre eux quelque chose de difficile ou d'épuisant. Les productrices et les producteurs veulent bien s'impliquer dans la mise en marché de leurs produits, mais ne veulent pas tout prendre sur leurs épaules. La mise en marché organisée existe déjà au Québec (ex. : les plans conjoints), mais cela n'est pas adapté ou applicable à tous les types de production. Certaines entreprises agricoles ou agroalimentaires affirmaient avoir un besoin de mutualisation de ressources, ce qui pourrait faciliter leur travail et venir diminuer leurs couts. Par exemple, des ressources humaines pourraient les aider à vendre leurs produits dans les marchés publics ou à faire de la représentation auprès de commerces.

Outre ces contraintes, le réseau de distribution est aussi parfois mal connu ou compris des diverses entreprises bioalimentaires et aurait davantage à être mieux expliqué.

Bien que les données collectées jusqu'à maintenant dans le processus de révision du PDZA montrent que les gens souhaitent avoir plus de lieux de vente de produits locaux dans la MRC, comme des marchés publics, certaines personnes semblent avoir des craintes concernant la multiplication de ces derniers. Certains soulignent la possibilité de manquer de productrices ou de producteurs pour combler tous les espaces des marchés ou, encore, d'une dilution de la clientèle qui sera plus éparpillée sur le territoire, surtout si les marchés ont lieu le même jour. Cette situation pourrait faire en sorte d'avoir des marchés moins achalandés et moins viables à long terme, ce qui nuirait à leur propre survie et à la rentabilité des entreprises bioalimentaires participantes. De plus, certains mentionnaient que même si les marchés sont complets et ont l'air de bien aller, les ventes ne sont pas toujours au rendez-vous, du moins pour certaines exposantes ou certains exposants.

5.3 Accès aux aliments locaux pour tous et consommation

On entend de plus en plus parler de l'autonomie alimentaire, soit de produire nos aliments au Québec et d'être moins dépendants des importations. L'autonomie alimentaire, c'est aussi de consommer des produits locaux. C'est pourquoi l'accès aux aliments locaux et sains pour la population est essentiel. Toutefois, maintenir l'intérêt pour l'achat local est un défi, surtout avec le contexte inflationniste actuel.

L'engouement pour les produits locaux, qui a été très fort pendant la pandémie de COVID-19, semble un peu s'essouffler. D'autres défis sont aussi présents, dont l'accessibilité des produits locaux à l'année et le prix élevé des aliments. Certaines personnes ont aussi un accès réduit aux aliments et aux services, car elles sont défavorisées, éloignées ou parce qu'elles ont une mobilité réduite. Le transport et les déserts alimentaires restent des enjeux bien réels, surtout en hiver. Les couts reliés au transport peuvent devenir importants pour certains organismes.

Bien que la promotion des produits locaux (produits agricoles et agroalimentaires du Val-Saint-François) ait augmenté depuis cinq ans et que les produits soient plus présents dans les marchés publics, dans les kiosques à la ferme ou dans quelques institutions ou commerces, il reste encore du travail à faire pour les rendre encore plus accessibles, et ce, à l'année. Depuis 2016, des initiatives ont été mises sur pied pour favoriser l'achat local dans la MRC, mais les consommatrices, les consommateurs, les productrices et les producteurs souhaitent que l'accessibilité soit encore plus grande.

5.4 Valorisation des surplus et des invendus

Les pertes et le gaspillage alimentaire, de la ferme à l'assiette, sont aussi des problèmes importants sur lesquels se pencher. En plus de couter cher et de créer de la pollution, ces aliments perdus, jetés ou gaspillés auraient pu servir à nourrir des gens. D'ailleurs, l'insécurité alimentaire a explosé au Québec depuis la dernière année, entre autres à cause du contexte inflationniste.

Selon une étude récente de Recyc-Québec parue en 2022 (Recyc-Québec, 2022), 16 % de tous les aliments qui sont produits au Québec chaque année auraient pu être mangés, mais ont été perdus ou gaspillés, ce qui correspond à 1,2 sur 7,5 millions de tonnes d'aliments produits. Par ailleurs, un nouveau projet de loi vient d'être proposé au Québec (n° 393) qui vise à réduire de 50 % le gaspillage alimentaire d'ici 2030. Si le projet devient Loi, les denrées qui doivent être gérées par les organismes communautaires qui œuvrent dans le domaine de la sécurité alimentaire seront encore plus nombreuses.

Pour lutter contre le gaspillage alimentaire, des initiatives sont mises sur pied dans certaines régions du Québec afin de récupérer les surplus des fermes, des épiceries ou des restaurants. En Estrie, certains projets de « glanage » se développent depuis quelques années, par lequel les surplus au champ sont cueillis avec l'aide de bénévoles pour être redistribués tels quels ou être transformés avant d'être donnés à des bénéficiaires par le biais des organismes communautaires (ex. : Champ d'actions à Sherbrooke).

Le glanage consiste à aller récolter les fruits et légumes qui ont été laissés dans les champs et les vergers afin d'éviter les pertes alimentaires. Les fruits et légumes n'ont pas été récoltés par les entreprises productrices pour plusieurs raisons, que ce soit parce que ces dernières n'ont pas la main-d'œuvre ou le temps pour les récolter ou parce que ces fruits et légumes sont déclassés (ex. : mauvaise grosseur, mauvaise forme ou abîmés). Il peut parfois s'agir de surplus agricoles que les entreprises ont du mal à écouler. Une fois récoltés par des bénévoles, ces aliments peuvent être distribués via des organismes qui offrent du dépannage alimentaire ou encore être transformés par des cuisines collectives ou des popotes roulantes. Bref, plusieurs modèles existent. Dans certains modèles, un tiers de la récolte est laissé à la productrice ou au producteur, un tiers est gardé par la ou le bénévole qui a récolté les denrées et le dernier tiers est utilisé par un organisme communautaire.

Dans le Val-Saint-François, aucune étude n'a encore été réalisée pour évaluer les besoins en termes de récupération des surplus sur les fermes ou la faisabilité de mise sur pied d'un projet de glanage ou d'autres projets de valorisation. L'enjeu avec ces projets est que les organismes doivent être prêts à accueillir et à traiter de grandes quantités de denrées rapidement ; ces organismes ont besoin d'espace et de main-d'œuvre pour prendre en charge de tels projets.

6- Mise en valeur du secteur forestier

En Estrie et dans le Val-Saint-François, au moins cinq organisations interviennent dans le secteur de la forêt (voir la section du portrait portant sur le secteur forestier). Ces organisations offrent des outils éducatifs, des formations ou des services techniques. Pour développer des projets en lien avec la forêt, il est primordial de mieux connaitre les actions des partenaires afin de mieux collaborer et de développer des projets en commun. Néanmoins, une méconnaissance persiste.

Dans le Val-Saint-François, la forêt couvre près de 101 095 ha, soit 70,88 % de la superficie du territoire, alors que la moyenne estrienne est de 67 % *(voir Tableau 44)*. Les propriétaires forestiers sont au nombre de 2 394 dans le Val-Saint-François en 2022, une faible diminution de sept propriétaires par rapport à 2021 (SPFSQ, 2021, p. 7 et 2022, p. 14). Les propriétaires

forestiers sont des personnes détenant un lot boisé d'une superficie d'au moins quatre ha au Québec.

Par un sondage réalisé auprès de 29 productrices et producteurs dans le cadre de la démarche de révision du PDZA de la MRC du Val-Saint-François, on apprend que 25 ont un boisé ; de ce nombre, 15 souhaiteraient le valoriser davantage, soit 60 %, alors que plusieurs ne le font pas, par manque de temps.

Lors des différentes consultations qui se sont tenues dans le cadre de la démarche de révision du PDZA du Val-Saint-François, les actrices et les acteurs du milieu de la forêt en Estrie ont fait ressortir l'enjeu de l'opinion publique négative face à la récolte du bois. C'est encore mal vu de couper des arbres. Certaines personnes ont une mauvaise perception des travaux sylvicoles, qui parfois peuvent sembler causer des dégâts. Certaines visions de l'aménagement de la forêt peuvent coexister ; il peut aussi y avoir une certaine méconnaissance de la part de la population en général sur les pratiques forestières, ce qui peut causer des incompréhensions et des réticences à aménager et valoriser davantage la forêt. Dans la région, il y a aussi la perception que la coupe de bois sert uniquement à alimenter l'usine Domtar pour la fabrication de la pâte à papier. Pourtant, 66,5 % de la récolte du bois dans le Val-Saint-François, en 2022, sert au sciage (SPFSQ, 2022). Quant aux produits forestiers non ligneux, ce secteur reste relativement marginal dans la MRC.

Enfin, lors de la démarche consultative, les actrices et les acteurs du milieu mentionnaient aussi que le bois comme « écomatériau » n'est pas encore assez valorisé, autant comme combustible à plus faible empreinte carbone — pour remplacer le chauffage au mazout par exemple — que comme matériau de construction (infrastructures en bois).

7- Pâturages, protection des ressources et biodiversité

Le Val-Saint-François est composé d'une quantité importante de fermes familiales. Ces fermes se déploient sur un territoire vallonné. La culture du foin et les pâturages sont des pratiques qui se prêtent bien à ce type de relief. Certaines de nos fermes laitières, bovines et ovines adoptent depuis longtemps ces pratiques. Toutefois, il y a une augmentation des cultures annuelles et une chute des pâturages sur le territoire. Depuis 1993, l'Estrie a perdu la moitié de ses superficies de pâturages, notamment au profit de cultures de maïs-grain (+330 %), de soya (+8 900 %) et de blé (+1 050 %)[40]. Dans le Val-Saint-François, la superficie en culture de maïs a augmenté de 16 % entre 2016 et 2021, et celle du foin de commerce de 3 %. Toutefois, les superficies en pâturages ont diminué. Pour les pâturages cultivés ou ensemencés, la diminution observée est de 14 % et, pour les superficies naturelles, cette diminution est de 12 % *(voir Tableau 8)*.

Les plantes fourragères et les pâturages, voire les pâturages intensifs, sont des pratiques qui comptent de nombreux avantages agroenvironnementaux et de bien être animal. Ces pratiques

[40] Rondeau, Jasmine, « Le déclin du pâturage, cet allié vert », La Tribune (Sherbrooke), le 3 octobre 2023, [Le déclin du pâturage, cet allié vert (latribune.ca)], (consulté le 4 avril 2024).

font partie d'un ensemble de procédés en lien avec ce que nous pouvons appeler l'agriculture régénératrice. Ces pratiques peuvent faciliter l'adaptation aux changements climatiques, elles contribuent entre autres à l'amélioration de la qualité du sol et à la séquestration du carbone. Ces pratiques peuvent aussi favoriser la protection des rives, de l'eau, de la biodiversité et l'embellissement des paysages, ce qui peut ainsi bénéficier au tourisme rural. Le lait à l'herbe, la viande à l'herbe et le foin de commerce sont aussi des produits qui peuvent être mis de l'avant dans cette filière et qui profitent d'une forte valeur ajoutée.

Certaines intervenantes et certains intervenants qui ont participé aux consultations publiques dans le cadre de la démarche de révision du PDZA de la MRC du Val-Saint-François ont mentionné que les retombées de la culture des plantes fourragères et des pâturages ne sont pas assez connues et que les sous-produits à valeur ajoutée y découlant non plus. De plus, cette filière étant moins structurée quant à sa mise en marché (foins de commerce, lait à l'herbe ou encore viande à l'herbe), cela fait peut-être en sorte que certaines productrices et certains producteurs sont plus craintifs à développer ces produits.

Les entreprises productrices peuvent certes bénéficier d'un accompagnement pour améliorer leurs pratiques (choix des espèces, qualité des semis, etc.) ou pour développer de nouvelles pratiques ; toutefois, il faut aussi penser à valoriser, auprès des consommatrices et des consommateurs, les entreprises productrices qui mettent de l'avant ces pratiques. Leurs efforts doivent être connus et reconnus, ce qui n'est pas fait de façon aussi importante que ce que souhaite le milieu.

Pour avoir des forêts résilientes et des terres agricoles résilientes, la biodiversité vient jouer un rôle très important. Favoriser la connectivité écologique, aménager durablement les forêts et le territoire et mettre en œuvre des pratiques culturales durables sont toutes des actions qui viennent influencer considérablement la protection des ressources et de la biodiversité. En ce sens, selon un sondage réalisé auprès de 29 productrices et producteurs du Val-Saint-François dans le cadre de la démarche de révision du PDZA de la MRC du Val-Saint-François, dans les cinq dernières années, 19 auraient eu un problème d'approvisionnement en eau.

La lutte aux espèces exotiques envahissantes (EEE) est aussi un enjeu relativement important dans le Val-Saint-François, de même que la surpopulation de cerfs de Virginie et de dindons sauvages. Pour réussir à diminuer la population de cerfs de Virginie, une plus grande pression de chasse pourrait être bénéfique. Lors des consultations publiques qui ont eu lieu dans le cadre de la démarche de révision du PDZA de la MRC du Val-Saint-François, plusieurs productrices et producteurs mentionnaient que les pertes dans les champs sont très grandes à cause de ces animaux. Le déclin des oiseaux champêtres, qui sont d'une grande utilité pour lutter contre les insectes ravageurs, a aussi été souligné.

D'autres enjeux sont aussi à prendre en compte. Lors des consultations, plusieurs participantes et participants ont mentionné que les terres achetées par des personnes non-agricultrices plus nanties risquaient de ne plus être cultivées et devenir en friche. Cela peut faire en sorte de perdre des superficies cultivables. Notons aussi la mauvaise compréhension ou le manque d'informations sur ce que sont les milieux humides et hydriques, la lourdeur administrative et le manque d'accompagnement pour l'application des règlements environnementaux, la difficulté

d'avoir accès à du financement et de la reconnaissance pour le développement et l'application de bonnes pratiques agroenvironnementales et forestières, le manque d'arrimage entre les divers actrices et acteurs du milieu de l'agroenvironnement, ou encore, la présence de plantes et fleurs toxiques pour les animaux qui vont paître au champ.

8- Santé psychologique des productrices, des producteurs, des agrotransformatrices et des agrotransformateurs

Ces dernières années, le monde agricole subit fortement les soubresauts des changements sociaux, environnementaux et économiques de notre société. Les productrices et les producteurs doivent jongler avec une multitude de contraintes, et ils sont parmi les plus touchés par la pénurie de main-d'œuvre, l'inflation, l'augmentation des taux d'intérêt et les impacts des changements climatiques. Ces éléments externes peuvent leur apporter beaucoup de stress. De plus, les gouvernements ainsi que les consommatrices et les consommateurs sont de plus en plus exigeants envers eux. Les productrices et les producteurs sentent donc une forte pression pour répondre à toutes ces obligations et à ces attentes. Dans le contexte actuel, pour réussir à tirer leur épingle du jeu, les entreprises agricoles doivent souvent croitre ou augmenter leur productivité, mais à quel prix ? Plusieurs éléments viennent augmenter la charge de travail des productrices et des producteurs : ainsi, ces derniers manquent de temps pour prendre des vacances ou pour faire des activités sociales et familiales ; ils peuvent alors perdre leur réseau social et vivre de l'isolement. 51 % des productrices et des producteurs agricoles du Québec sont en détresse psychologique élevée[41]. Ils doivent faire face à un mode de vie stressant et à une charge mentale très élevée.

À la lumière des résultats d'un sondage réalisé auprès de 29 productrices et producteurs dans le cadre de la démarche de révision du PDZA de la MRC du Val-Saint-François, on peut voir que 72 % affirmaient ressentir du découragement par rapport à leur entreprise, en ce qui concerne ces cinq dernières années. Ce découragement peut être vécu : occasionnellement (12 personnes), la moitié du temps (1 personne), souvent (6 personnes) ou toujours (2 personnes). De plus, pour les cinq dernières années, 72 % des répondantes et des répondants affirmaient ressentir de la solitude, soit : occasionnellement (14 personnes), la moitié du temps (2 personnes) ou souvent (5 personnes). Sur les 29 personnes interrogées, 45 % n'ont personne pour les remplacer sur la ferme en cas de maladie, de blessure, de congé ou de toute autre situation pouvant mener à plusieurs jours d'absence. Enfin, 59 % ne connaissaient pas la travailleuse de rang. Lorsqu'on demande aux répondantes et aux répondants de sélectionner tous les éléments qui leur causent des ennuis, ceux qui ressortent le plus sont les charges administratives, en première place, puis les changements climatiques, l'application des normes environnementales et la commercialisation des produits de la ferme.

[41] Allard, Sophie, « Agriculteurs en détresse, tourmente à la ferme », La Presse +, le 8 mai 2025, [La détresse est dans le pré - La Presse+], (consulté le 17 mai 2024).

Lors des consultations publiques réalisées dans le cadre de la démarche de révision du PDZA de la MRC du Val-Saint-François, la charge de travail élevée ainsi que les charges administratives et la complexité règlementaire sont des aspects qui ont été mentionnés à plusieurs reprises. Tous ces éléments viennent grandement augmenter la détresse psychologique des productrices et des producteurs.

Une autre lacune qui a été mentionnée lors du processus consultatif est la méconnaissance de la réalité agricole par le réseau de la santé. Les professionnelles et les professionnels de la santé ne savent parfois ni comment accueillir un bénéficiaire provenant du milieu agricole ni comment adapter leurs pratiques à la réalité agricole ni la ressource vers laquelle le référer.

9- Transfert d'information, communication et réseautage

Lors des consultations du milieu, l'importance de la communication a été soulevée à plusieurs reprises. Par exemple, les productrices et les producteurs mentionnent avoir besoin d'être plus informés des divers programmes et services existant dans la région. Elles et ils veulent aussi être informés des normes et des règlements à respecter. Certaines intervenantes et certains intervenants du milieu affirment qu'il y a parfois un manque d'arrimage entre les actrices et les acteurs gravitant autour d'un même milieu professionnel.

Le besoin d'échange d'informations se fait sentir à plusieurs niveaux, autant entre les professionnelles et les professionnels des différents milieux (ex. : agroenvironnement, forêt, développement économique, etc.) qu'entre les professionnels des organismes et des ministères (MAPAQ, MELCCFP, MRC, UPA, etc.), les municipalités et les productrices et les producteurs. Plusieurs parties prenantes souhaitent que le partage d'informations et la collaboration soient améliorés afin de ne pas travailler en silo, ce qui permettrait d'unir les forces pour répondre aux besoins et pour réaliser des projets. Certains dénotent aussi une lacune dans l'accès à l'information essentielle pour venir en aide aux productrices et aux producteurs en termes de normes et de règlementations.

Il est aussi mentionné qu'il y a une lacune dans le milieu agricole relativement au réseautage. Les chambres de commerce de la région ne desservent pas nécessairement cette population. Les productrices et les producteurs n'ont pas vraiment d'endroit où échanger à l'extérieur du milieu de travail, ce qui favoriserait la création de liens sociaux et viendrait briser l'isolement.

OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Les objectifs stratégiques donnent l'alignement général de la mise en œuvre du PDZA. Ils permettent d'assurer que les diverses actions mises en place soient en lien avec les enjeux identifiés par les parties prenantes du territoire et d'atteindre la vision de développement concerté. Les objectifs stratégiques ont été déterminés à partir du travail de co-construction et de concertation réalisé durant la démarche de mise à jour du PDZA de la MRC du Val-Saint-François :

1. **Promouvoir les produits locaux et faciliter leur accès & structurer l'offre en tourisme rural et gourmand ;**
2. **Favoriser le développement d'entreprises agricoles pérennes et prospères ;**
3. **Renforcer la concertation et augmenter les maillages entre les parties prenantes des secteurs bioalimentaire, forestier et communautaire ;**
4. **Assurer une cohabitation harmonieuse et la valorisation de l'agriculture et de la sylviculture ;**
5. **Faciliter l'accès à la terre et permettre l'utilisation du plein potentiel des superficies agricoles ;**
6. **Mettre en valeur les activités sylvicoles et la forêt ;**
7. **Maintenir le bien être psychologique des productrices et des producteurs bioalimentaires ;**
8. **Préserver la biodiversité, les ressources naturelles et outiller les entreprises bioalimentaires et sylvicoles pour faire face aux changements climatiques.**

VISION

Le Val-Saint-François est au premier plan pour la prospérité et le dynamisme de son agriculture et de sa sylviculture. Son territoire est occupé par une diversité d'entreprises bioalimentaires et forestières ayant des modèles d'affaires variés. Ces entreprises reconnues et accessibles sont source de fierté pour l'ensemble de la communauté qui cohabite harmonieusement avec les activités agricoles et sylvicoles présentent sur le territoire.

Les pratiques agricoles et sylvicoles durables mises en place par les entreprises permettent la préservation des ressources, ainsi que le maintien de la biodiversité. Les informations diffusées, les outils développés et les actions mises en place permettent aux entreprises agricoles et forestières de s'adapter aux changements climatiques.

Les producteurs bioalimentaires et forestiers et les intervenants de la MRC travaillent en synergie pour développer des produits locaux, authentiques et de qualité. Grâce à une forte collaboration régionale et une mutualisation des ressources, les entreprises bioalimentaires s'adaptent et innovent pour atteindre les marchés. Ce qui permet de créer un système alimentaire local durable participant au mieux-être de toute la collectivité.

La préservation de l'identité paysagère locale composée majoritairement de prairies et de boisés permet de créer les conditions propices au développement d'une offre distinctive en tourisme rural.

MISE EN ŒUVRE

La mise en œuvre du plan d'action est l'enjeu le plus crucial pour la réussite d'un PDZA. Dans la plupart des MRC du Québec, la mise en œuvre des plans d'action des PDZA est généralement accompagnée d'une structure de suivi où un chargé de projets s'arrime avec un comité de suivi du PDZA. Ce comité est habituellement composé d'actrices et d'acteurs du milieu qui sont nommés pour leur fonction dans le milieu agricole, sectoriel ou institutionnel. Des rencontres pluriannuelles sont alors organisées avec ce comité afin que le chargé de projet puisse faire état de l'avancement des actions du PDZA.

Ce modèle rencontre toutefois quelques limites. Tout d'abord, les membres réunis dans le comité de suivi du PDZA sont choisis selon leur expertise sectorielle, et non parce qu'ils sont en lien direct avec toutes les actions qui seront à réaliser au cours de la mise en œuvre du PDZA. De plus, les sujets traités lors des rencontres du comité de suivi du PDZA ne concernent pas toujours directement tous les membres présents autour de la table ; ces derniers peuvent parfois se sentir désengagés si les thèmes abordés ne touchent pas nécessairement leur secteur d'activité. Dans ce cas, le travail de mise en œuvre repose souvent en grande partie sur les épaules du chargé de projet.

Afin de permettre une meilleure implication de la communauté dans la mise en œuvre du PDZA et un passage à l'action plus rapide et efficient, la MRC du Val-Saint-François a décidé d'innover pour son PDZA 2024-2029. Pour ce faire, la MRC s'inspire donc de l'approche de l'***Innovation ouverte*** qui met de l'avant le partage des connaissances et la collaboration entre les différentes actrices et les différents acteurs du milieu, de façon continue. Ainsi, selon cette approche, les différentes parties prenantes du territoire seront mises au cœur de la démarche de mise en œuvre, ce qui fera en sorte d'accélérer le développement du secteur bioalimentaire de la MRC. Cette démarche permettra également un ajustement des pistes d'action, sur une base régulière, afin que la mise en œuvre soit toujours en lien avec les enjeux et problèmes vécus par le milieu.

Ainsi, la mise en œuvre du PDZA de la MRC du Val-Saint-François s'articulera autour d'un cycle de travail annuel comprenant quatre phases : **la planification, l'action, l'inspiration et l'évaluation.**

La planification permettra en début de cycle de travail (en début d'année) d'élaborer un *plan de match* annuel avec l'aide de cellules consultatives qui seront constituées d'actrices et d'acteurs du milieu sélectionnés selon les thématiques des chantiers du plan d'action. Des pistes d'action seront alors identifiées pour chacun de ces chantiers en tenant compte de ce qu'il est le plus pertinent de mettre en œuvre selon les opportunités et les moyens disponibles. Des indicateurs propres à chacune des pistes d'actions seront développés.

L'action visera la mise en place des pistes d'action identifiées lors de l'étape de la planification. Cette phase fera en sorte de mobiliser le savoir-faire et les connaissances des différentes parties

prenantes du milieu à des moments opportuns, et ce, afin que ces dernières soient réellement interpelées dans la mise en œuvre du plan d'action du PDZA. Qu'il s'agisse de forums, de rencontres de cocréation, de comités ou de rencontres individuelles, les moyens de mobilisation seront choisis selon les pistes d'action à réaliser et les besoins ou réalités du milieu, et non selon une façon de faire rigide.

L'inspiration pourra être faite à tout moment. Il s'agit de faire des actions d'exploration, de documentation et de veille stratégique afin d'inspirer et d'enrichir les diverses pistes d'action proposées par chantier pour avoir accès aux meilleures pratiques et connaissances existantes du domaine bioalimentaire québécois et mondial.

L'évaluation comportera deux aspects. Tout d'abord, un outil de suivi et d'évaluation permettra de suivre en continu le déroulement de chacune des actions identifiées pour la mise en œuvre annuelle, et ce, en documentant pour chacune d'entre elles les réussites et les défis rencontrés. Ensuite, les actions seront aussi évaluées selon les indicateurs qui avaient été ciblés en début d'année. Les indicateurs seront ajustés au besoin (retrait, reformulation ou ajout) pour faciliter le suivi et l'évaluation pour la prochaine année.

Les quatre cellules consultatives :

- Cellule 1 : pour les chantiers 1 (achat local) et 3 (système alimentaire) ;
- Cellule 2 : pour les chantiers 2 (entreprises prospères) et 5 (accès à la terre) ;
- Cellule 3 : pour les chantiers 4 (cohabitation) et 8 (santé psychologique) ;
- Cellule 4 : pour les chantiers 6 (agriculture et sylviculture durables) et 7 (filières).

Les cellules consultatives ne sont pas des comités formels qui doivent se rencontrer un nombre défini de fois dans l'année. La personne responsable de la mise en œuvre du PDZA pourra faire appel à chacune des cellules au besoin, et ce, tout au long du cycle de travail annuel. L'objectif est d'aller chercher des conseils auprès des membres des cellules, que ce soit par rapport au choix des actions à mettre en place annuellement, pour répondre à des questions techniques, théoriques ou organisationnelles ou, encore, pour valider des informations. Ces cellules joueront le rôle de mentor (guide) et seront constituées de personnes qui sont directement en lien avec les thématiques des chantiers de travail.

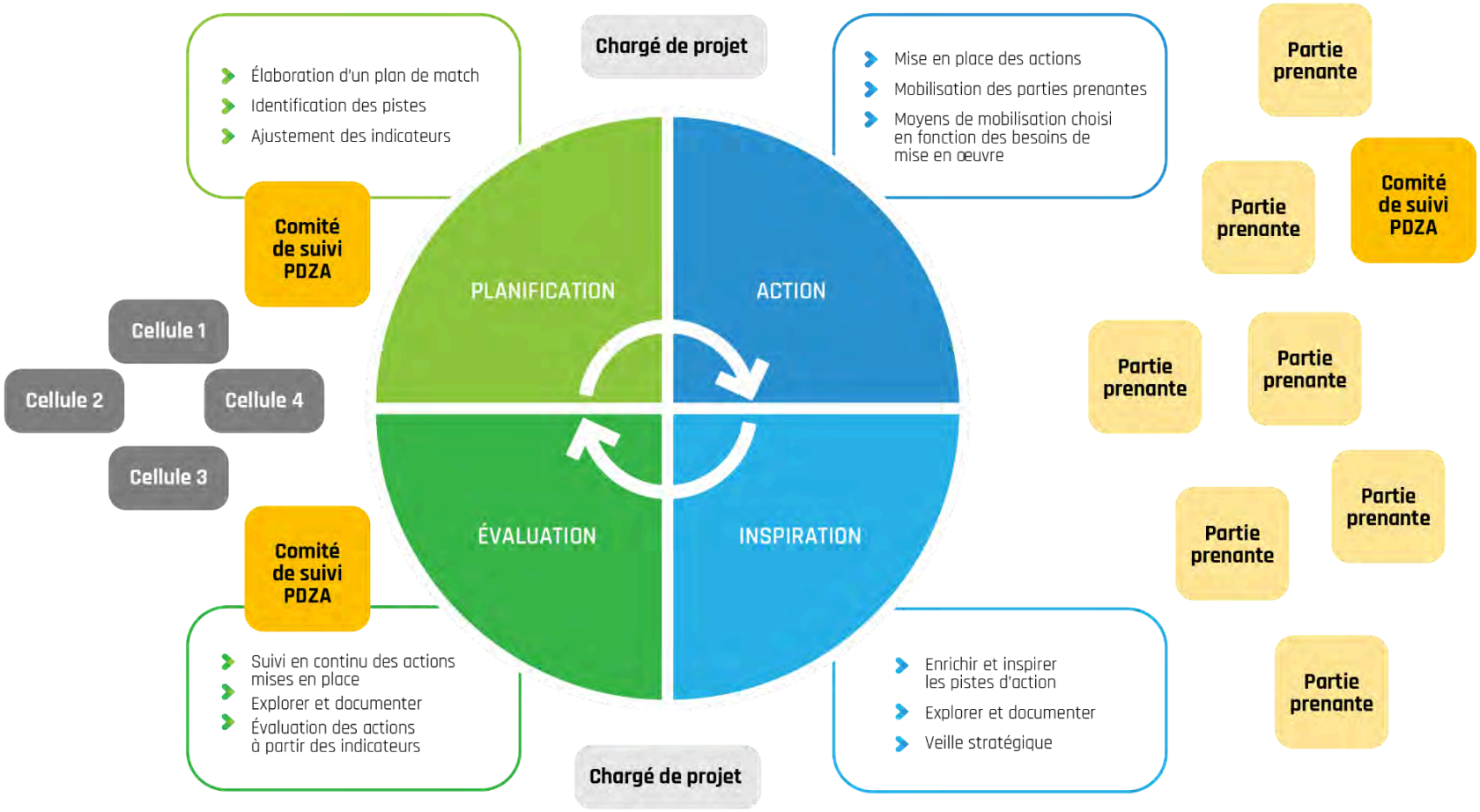


Figure 15 : Modélisation de la méthode de mise en œuvre du PDZA

Plan d'action du PDZA 2024-2029



Le plan d'action du PDZA révisé de la MRC du Val-Saint-François est le fruit du travail de concertation, de co-construction et d'analyse qui a eu lieu lors de la démarche de révision du PDZA du Val-Saint-François. La mise à jour du portrait du territoire et des activités agricoles a permis de voir l'évolution de certains indicateurs desquels ont été extraits des faits saillants. Les activités de concertation et de co-construction, et principalement les groupes de discussion thématiques menés avec les actrices et acteurs du territoire au printemps 2023, ont fait ressortir plusieurs pistes d'action à mettre en œuvre pour résoudre les enjeux identifiés au diagnostic. Ces pistes d'action ont été regroupées au sein de « **chantiers de travail** ». Ces derniers ont été construits conjointement avec les parties prenantes du milieu lors d'un forum tenu le 1er mai 2023. À la suite de cet exercice, huit chantiers de travail prioritaires ont été retenus.

Un chantier de travail comporte plusieurs objectifs et propose plusieurs pistes d'action (activités ou projets) qui font collaborer plusieurs partenaires autour de thématiques et d'enjeux communs. Cette approche par chantier a été privilégiée par rapport à celle plus traditionnelle du plan d'action construit majoritairement autour d'actions bien précises à réaliser. La mise en œuvre par chantier privilégie le travail en communautés de pratique, facilite les échanges entre les parties prenantes et l'engagement de celles-ci dans la démarche. En plus d'être plus agile, l'approche par chantier se concentre sur les thématiques de ces derniers et sur leurs objectifs, les pistes d'action, quant à elles, peuvent évoluer selon les opportunités et les défis rencontrés au cours de la mise en œuvre du plan d'action. On évite ainsi de mettre de l'énergie sur des actions qui ne sont plus pertinentes en restant attentifs aux réalités du terrain, qui est en constante évolution, pour l'atteinte des objectifs identifiés pour chacun des chantiers.

Le plan d'action proposé a été réfléchi afin d'être ancré au sein des compétences et des rôles d'une MRC, tels que la planification territoriale, la gestion règlementaire, la collaboration régionale et le développement économique. Certains enjeux soulevés lors des consultations qui relèvent de compétences suprarégionales ou qui sont à portée provinciale seront inclus de façon différente dans le plan d'action de la MRC, afin d'utiliser au mieux les ressources humaines et financières disponibles pour des actions sur lesquelles la MRC a un réel pouvoir d'agir.

À cet effet, les huit chantiers de travail retenus ont été séparés en deux catégories, soit la gouvernance locale et la gouvernance régionale. Chacune des gouvernances comprend quatre chantiers de travail.

Les chantiers relevant de la gouvernance locale seront principalement mis en œuvre par la MRC du Val-Saint-François, toujours en lien étroit avec les parties prenantes de son territoire. Il s'agit de chantiers relevant directement des compétences de la MRC. Ces chantiers pourront tout de même parfois être appuyés par des structures régionales.

Ces chantiers sont :

- **Achat local & tourisme rural et gourmand ;**
- **Entreprises pérennes et prospères ;**
- **Renforcement du système alimentaire local ;**
- **Cohabitation harmonieuse et valorisation de l'agriculture.**

Les chantiers à tangente régionale sont des chantiers qui répondent principalement à des enjeux régionaux et seront, dans la majorité des cas, mis en action par une entité régionale ou par des ententes sectorielles en cours ou à venir entre les MRC de l'Estrie. Certaines actions de ces chantiers pourront quand même être mises en œuvre par la MRC elle-même, selon les besoins rencontrés et les opportunités à venir. Dans tous les cas, le rôle de la MRC sera de faire valoir les besoins de ces parties prenantes en lien avec les enjeux concernés et de s'assurer que les actions mises en œuvre par ces chantiers à tangente régionale bénéficient aux acteurs territoriaux.

Ces chantiers sont :

- **Accès à la terre et utilisation du plein potentiel des superficies agricoles ;**
- **Agriculture et sylviculture durables et soutien au développement de leurs composantes ;**
- **Développement des filières régionales ;**
- **Bien-être psychologique des productrices et des producteurs ainsi que des agrotransformatrices et des agrotransformateurs.**

Chantiers de gouvernance locale

Chantier 1 : Achat local, ainsi que tourisme rural et gourmand

CONTEXTE :

Bien que variée et de grande qualité, la production agricole de la MRC trouve encore difficilement une place dans les points de vente de la région. D'un autre côté, il est souvent ardu pour les productrices et les producteurs de réaliser à la fois les tâches reliées à la production, au marketing et à la mise en marché. Les consommatrices et les consommateurs, quoiqu'ils soient conscients de l'importance et de l'impact de l'achat local, ne passent pas toujours à l'action lorsque vient le temps d'acheter. Ils peuvent aussi se perdre dans le grand nombre d'appellations des différents produits sur les tablettes. La région des Cantons-de-l'Est, par sa situation géographique, est un territoire qui favorise l'implantation du « tourisme lent » autour d'activités agrotouristiques et gourmandes. Bien que présente dans le Val-Saint-François, cette offre reste à être structurée et promue. De plus, certaines mises à niveau (perfectionnement) sont nécessaires sur les fermes accueillant des excursionnistes, afin d'uniformiser l'expérience client.

OBJECTIFS :

1. Sensibiliser et éduquer les citoyennes et les citoyens à l'importance de l'achat local ;
2. Faciliter l'identification et l'achat des produits locaux ;
3. Développer et consolider l'offre de tourisme rural, incluant l'agrotourisme et le tourisme gourmand ;
4. Augmenter les points de vente des produits locaux, ainsi que la quantité de produits locaux qui y sont vendus ;
5. Augmenter la participation des entreprises agricoles et agroalimentaires aux initiatives territoriales en lien avec la thématique du chantier.

PISTES D'ACTION POTENTIELLES :

1.1 Appuyer et faciliter les initiatives qui permettent de sensibiliser et éduquer les citoyennes et les citoyens aux principes de l'achat local ;

1.2 Développer ou aider à développer les points de vente de produits locaux sur l'ensemble de la MRC (les trois pôles) ;

1.3 Développer, appuyer ou faciliter les initiatives qui favorisent la commercialisation des produits locaux dans les points de vente de la MRC/régions avoisinantes ;

1.4 Favoriser l'identification des produits locaux (ex. : produits du Val-Saint-François, produits Créateurs de Saveurs), leur recherche et leur achat, et ce, grâce au répertoire agricole et agroalimentaire et à des campagnes marketing sur l'achat local ;

1.5 Faire connaitre auprès des diverses entreprises bioalimentaires les différentes possibilités de mise en marché de proximité ;

1.6 Mise à niveau (perfectionnement) des entreprises agricoles qui font de la mise en marché de proximité afin de bonifier l'expérience client ;

1.7 Développer et consolider l'offre de tourisme rural incluant entre autres l'agrotourisme et le tourisme gourmand en s'appuyant sur le concept de « tourisme lent » déjà présent dans les Cantons-de-l'Est et en misant sur des activités expérientielles.

PARTENAIRES POTENTIELS :

Centre d'aide aux entreprises du Val St-François (CAE) - Chambres de commerce - Collectif de formation agricole de l'Estrie (CRFA-Estrie) - Conseil de l'industrie bioalimentaire de l'Estrie (CIBLE) - Réseau des fermier.es de famille / Bio-Locaux des Cantons-de-l'Est – Marchés publics du Val-Saint-François - Médias locaux et régionaux - Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) – Municipalités du Val-Saint-François - Tourisme Cantons-de-l'Est - UPA local du Val-Saint-François - etc.

INDICATEURS :

1. Nombre d'activités de sensibilisation et d'éducation à l'achat local organisées ;
2. Nombre d'outils, d'activités ou de campagnes développés pour faciliter l'identification et l'achat des produits locaux ;
3. Nombre d'entreprises productrices, agrotransformatrices ou transformatrices agroalimentaires participantes aux activités et campagnes organisées dans le cadre de ce chantier ;
4. Nombre de circuits ou d'activités expérientielles développés ou organisés en lien avec le tourisme rural ;
5. Nombre d'entreprises participantes à des circuits ou à des activités expérientielles de tourisme rural ;
6. Nombre de points de vente de produits locaux.

Chantier 2 : Entreprises pérennes et prospères

CONTEXTE :

Plusieurs entrepreneuses et entrepreneurs bioalimentaires (incluant du secteur acéricole) possèdent peu ou pas de compétences en gestion, ce qui nuit au développement et à la pérennité de leur ferme. Les entrepreneuses et les entrepreneurs bioalimentaires sont peu au fait des programmes, des formations et des services offerts pouvant les aider à développer leur projet. Ou encore, s'ils sont au courant, ils ne sont pas toujours disponibles (par manque de temps) ou portés à les suivre ou à les utiliser. Pour les entreprises en démarrage, en expansion ou faisant la transition avec une relève, un suivi durant les cinq premières années est important pour la réussite de leur projet. Un appui aux entreprises est actuellement présent grâce aux conseillères et aux conseillers en développement économique de Développement Val-Saint-François (DVSF) et du Centre d'aide aux entreprises du Val-St-François (CAE). Toutefois, ce service n'est pas développé de façon optimale pour suivre les entreprises bioalimentaires sur une plus longue période avec des outils, ressources et programmes adaptés à leur milieu et réalités.

OBJECTIFS :

1. Appuyer le développement des entreprises bioalimentaire pour assurer leur pérennisation ;
2. Favoriser le développement des compétences en gestion (entrepreneuriales) des productrices et des producteurs ainsi que des transformatrices et des transformateurs bioalimentaires ;
3. Favoriser l'établissement de nouvelles entreprises bioalimentaires et la relève des entreprises existantes.

PISTES D'ACTION POTENTIELLES :

2.1 Maintenir, bonifier et pérenniser le service d'aide pour les entreprises bioalimentaires (en démarrage, en transfert ou en expansion), et ce, afin d'offrir un service sur mesure sur une période de trois ans ou plus avec les outils, ressources et programmes appropriés (ex. : un service s'apparentant à un « incubateur entrepreneurial agricole et agroalimentaire ») ;

2.2 Évaluer la possibilité d'augmenter les opportunités de soutien financier (subvention) de la MRC pour le développement des entreprises agricoles et agroalimentaires ;

2.3 Faire connaitre l'offre de formation du territoire (ex. : en augmentant sa diffusion) et, s'il y a lieu, aider à la développer davantage dans la MRC ;

2.4 Renseigner les diverses entreprises bioalimentaires sur les ressources qui peuvent les aider à faire face à la pénurie de main-d'œuvre (ex. : Centre d'emploi agricole de l'Estrie) ;

2.5 Faire connaitre davantage l'existence des groupes conseils agricoles (GCA) auprès des entrepreneurs bioalimentaires ;

2.6 En lien avec des organisations existantes (ex. : Réseau M, Agricultrices du Québec), appuyer ou coordonner des activités de mentorat, de codéveloppement et de formations sur plusieurs thématiques (avoir des productrices et des producteurs ambassadeurs) ;

2.7 Faire connaitre et favoriser les modèles alternatifs de constitution, de démarrage et de transfert ;

2.8 Élaborer des évènements informatifs pour les intervenantes et les intervenants de divers milieux gravitant autour du monde agricole afin de leur expliquer quelles sont les sources de financement disponibles et les programmes existants pour le secteur bioalimentaire ;

2.9 Informer les diverses entreprises bioalimentaires sur la règlementation affectant leurs opérations.

PARTENAIRES POTENTIELS :

Agricarrières - Agricultrices du Québec - Centre d'aide aux entreprises du Val St-François (CAE) - Centre d'emploi agricole de l'Estrie (CEA) - Centre Expé - Collectif de formation agricole de l'Estrie (CRFA-Estrie) - Coopérative de développement régional du Québec (CDRQ) - Groupes conseils agricole (GCA) - Financière agricole du Québec (FADQ) - Institutions financières - Médias locaux - Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) - Municipalités du Val-Saint-François - Pôle d'entrepreneuriat collectif de l'Estrie - Réseau Agriconseils - Réseau M - Syndicat des producteurs forestiers du Sud du Québec (SPFSQ) - UPA local du Val-Saint-François - etc.

INDICATEURS :

1. Mise en place d'un service sur mesure pour les entrepreneuses et les entrepreneurs agricoles et agroalimentaires avec des outils, des ressources et des programmes appropriés (« incubateur entrepreneurial agricole et agroalimentaire ») ;
2. Nombre de participantes et de participants annuels à « l'incubateur entrepreneurial agricole et agroalimentaire » ;
3. Nombre d'activités ou d'évènements organisés en lien avec les différentes pistes d'action identifiées dans ce chantier ;
4. Nombres d'activités de promotion ou de sensibilisation réalisées en lien avec les différentes pistes d'action identifiées dans ce chantier ;
5. Nombre de productrices, de producteurs, d'agrotransformatrices, d'agrotransformateurs ainsi que de transformatrices et de transformateurs agroalimentaires participants aux activités ou aux évènements organisés dans le cadre de ce chantier.

Chantier 3 : De la ferme à l'assiette - renforcement du système alimentaire

CONTEXTE :

Le conditionnement, la transformation et la mise en marché des denrées agricoles sont des activités qui demandent beaucoup de temps et d'investissement et qui nécessitent différentes compétences. Les productrices et les producteurs agricoles s'impliquent principalement dans la production et ne trouvent pas toujours le temps ni les fonds pour transformer ou commercialiser leurs produits. Il y a actuellement peu de mutualisation des ressources et des infrastructures existantes. Bien que les secteurs agricole et communautaire aient des besoins similaires en ce sens, peu de liens et de connaissances communes existent entre ces deux secteurs d'activité. L'alimentation est au cœur des besoins des individus et des collectivités, mais il y a encore de grandes lacunes sur les notions de base en alimentation, principalement auprès des populations vulnérables. Il existe aussi un enjeu d'accès aux aliments sains et frais qui sont produits sur le territoire pour cette population défavorisée.

OBJECTIFS :

1. Appuyer la mutualisation des ressources et des infrastructures pour le conditionnement, la transformation et la mise en marché pouvant bénéficier aux productrices, aux producteurs ainsi qu'aux transformatrices et transformateurs agroalimentaires ;
2. Initier et renforcer les échanges entre les secteurs agricole et communautaire ;
3. Faciliter la mise en place et le déploiement de communautés nourricières sur le territoire ;
4. Améliorer l'accès aux aliments sains et locaux sur le territoire ;
5. Favoriser l'utilisation optimale des denrées alimentaires locales.

PISTES D'ACTION POTENTIELLES :

3.1 Identifier et aider à mettre à la disposition des entreprises bioalimentaires et du secteur communautaire des lieux d'entreposage (pour les aliments secs, réfrigérés et congelés) et de transformation dans chaque secteur de la MRC (pôles). Utiliser et bonifier les sites existants ou aider à en créer, au besoin ;

3.2 Appuyer les démarches de développement de lieux d'abattage et de transformation de la viande dans la MRC et ses alentours ;

3.3 Favoriser les maillages et la collaboration entre les entreprises bioalimentaires visant la commercialisation collective de certains produits, accompagner les démarches de maillage et de collaboration et appuyer les initiatives déjà existantes des partenaires ;

3.4 Appuyer des initiatives éducatives déjà existantes ou en développer des nouvelles permettant de démystifier les notions entourant l'alimentation chez les citoyennes et les citoyens de la MRC, principalement les populations vulnérables (ex. : gaspillage alimentaire, recettes santé et abordables, etc.) avec, par exemple, un projet de caravane alimentaire ;

3.5 Encourager ou développer des initiatives qui permettent de rapprocher (mailler) les produits locaux des HRI (hôtels, restaurants et institutions), des ICI (industries, commerces et institutions) et des consommatrices et des consommateurs en améliorant leur accessibilité ;

3.6 Harmoniser et fédérer, au besoin, les diverses actions des marchés publics du territoire, en partenariat avec les partenaires régionaux (ex. : le CIBLE) ;

3.7 Mettre en place ou collaborer à mettre en place, avec les organismes communautaires du Val-Saint-François, les chaines d'alimentation et autres partenaires de la région (MRC du Val-Saint-François et Estrie), des actions pour lutter contre les pertes et le gaspillage alimentaire (glanage, vente d'imparfaits, viande solidaire) ;

3.8 Soutenir les initiatives de communautés nourricières du territoire.

PARTENAIRES POTENTIELS :

Alliance sherbrookoise pour des jeunes en santé - Centres d'action bénévole (CAB) du Val-Saint-François - CIUSSS - Comité estrien des saines habitudes de vie (TIR-SHV) - Conseil de l'industrie bioalimentaire de l'Estrie (CIBLE) - Corporation de développement communautaire du Val-Saint-François - Cultur'Innov - HRI du Val-Saint-François - ICI du Val-Saint-François - Maison de la famille Les Arbrisseaux - Médias locaux du Val-Saint-François - Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) - Municipalités du Val-Saint-François - Santé publique de l'Estrie - Table de lutte à la pauvreté du Val-Saint-François -Tabliers en folie - UPA local du Val-Saint-François - etc.

INDICATEURS :

1. Portrait et plan d'action pour la mutualisation des infrastructures d'entreposage et de transformation réalisés ;
2. Nombre de lieux d'abattage et de transformation de la viande ajoutés à l'offre actuelle de l'Estrie ;
3. Nombre d'initiatives éducatives en alimentation appuyées ou organisées ;
4. Nombre d'initiatives appuyées ou organisées pour améliorer l'accès aux aliments dans les HRI, les ICI et auprès des consommatrices et des consommateurs ;
5. Nombre d'actions mises en place pour lutter contre le gaspillage alimentaire ;
6. Maintien d'au moins trois marchés publics sur le territoire.

Chantier 4 : Cohabitation harmonieuse et valorisation de l'agriculture

CONTEXTE :

Les réalités vécues par les productrices et des producteurs agricoles et sylvicoles ne sont pas toujours bien connues des citoyennes et des citoyens habitant le territoire rural, ce qui peut occasionner plusieurs conflits d'usage et des problèmes de cohabitation. D'un autre côté, l'agriculture, la sylviculture et leurs métiers sont peu valorisés par la population, ce qui accentue l'enjeu de la cohabitation et rend aussi difficile l'attractivité de la relève et de la main-d'œuvre dans ces secteurs d'activité, pourtant primordiaux pour l'économie de la région.

OBJECTIFS :

1. Assurer une bonne cohabitation des usages et des personnes sur le territoire agricole ;
2. Valoriser les agricultrices, les agriculteurs ainsi que l'agriculture et ses métiers.

PISTES D'ACTION POTENTIELLES :

4.1 Réaliser et diffuser des portraits de productrices et de producteurs agricoles et forestiers et d'entreprises agricoles et forestières locales ;

4.2 Organiser ou participer à l'organisation d'activités sur les métiers agricoles ou sylvicoles et sur l'agriculture destinées aux écoles ou promouvoir des activités et programmes déjà existants auprès du milieu scolaire ;

4.3 Promouvoir les métiers agricoles ou sylvicoles et l'agriculture à travers plusieurs canaux de communication pour rejoindre la relève potentielle et pour sensibiliser la population de façon générale (utiliser du matériel déjà existant provenant des partenaires ou en créer du nouveau, selon les besoins) ;

4.4 Planifier des visites d'entreprises agricoles et forestières avec les élues, les élus ainsi que les citoyennes et les citoyens et faire connaitre davantage les initiatives existantes permettant de faire découvrir ces secteurs (ex. : Portes ouvertes de l'UPA, l'Expo agricole de Richmond, etc.) ;

4.5 Faire connaitre les organismes de médiation (ex. : Équijustice) pour améliorer la cohabitation lors de conflits ;

4.6 Faire la promotion de la cohabitation harmonieuse à travers des campagnes de communication pour parler des bonnes pratiques à adopter de la part des productrices, des producteurs ainsi que des citoyennes et des citoyens (ex. : partage de la route, épandage, bruit) en utilisant et bonifiant les outils existants, s'il y a lieu ;

4.7 Développer un guide d'accueil pour favoriser une bonne cohabitation en utilisant ou en bonifiant les outils existants, s'il y a lieu ;

4.8 Prévoir des assemblées citoyennes pour favoriser des échanges entre les milieux agricole et non agricole et permettre l'amélioration de la compréhension mutuelle des réalités et des enjeux propres à chacun des milieux ;

4.9 Sensibiliser les nouvelles résidentes et les nouveaux résidents (ex. : néoruraux) ainsi que les villégiateurs aux réalités du milieu rural et agricole, entre autres par l'entremise des agentes et des agents d'immeuble et des municipalités.

PARTENAIRES POTENTIELS :

Agents d'immeubles du Val-Saint-François - Agricarrières - Carrefours jeunesse emploi (CJE) du Val-Saint-François – Centre d'emploi agricole de l'Estrie (CEA) - Équijustice - Groupes citoyens du Val-Saint-François - Institutions scolaires du Val-Saint-François (écoles primaires et secondaires et Centre Expé) - Médias locaux - Municipalités du Val-Saint-François, UPA Estrie - UPA local du Val-Saint-François - etc.

INDICATEURS :

1. Nombre de portraits d'agricultrices et d'agriculteurs réalisés et diffusés ;
2. Nombre d'activités sur les métiers agricoles et sur l'agriculture organisées et de promotions diffusées ;
3. Une visite des fermes pour les élues et les élus ainsi que les citoyennes et les citoyens organisée au moins à chaque deux ans ;
4. Nombre d'initiatives et des personnes rejointes pour des activités en lien avec la cohabitation ;
5. Guide d'accueil réalisé ou adapté pour les nouvelles arrivantes et les nouveaux arrivants ;
6. Nombre d'agentes et d'agents d'immeubles et municipalités mieux informés aux réalités du monde agricole.

Chantiers de gouvernance régionale

Chantier 5 : Accès à la terre et utilisation du plein potentiel des superficies agricoles

CONTEXTE :

Bien que dans les dernières décennies, les terres agricoles du Val-Saint-François étaient moins chères que la moyenne québécoise, cet avantage tend à disparaître. D'une part, le prix moyen des terres au Québec et dans le Val-Saint-François est en augmentation ; d'autre part, plusieurs superficies agricoles de la MRC sont acquises par des villégiateurs qui retiennent ces superficies du bassin de terres disponibles à l'agriculture, en les laissant parfois en friche. Cette situation rend très difficile l'accès à la terre pour les promotrices et les promoteurs agricoles et sylvicoles, qu'ils soient de la relève ou déjà bien établis. De plus, la hausse des taux d'intérêt rend encore plus difficile l'accès à la terre pour la relève, qui n'a bien souvent pas les capitaux nécessaires pour faire l'acquisition de terres, peu d'entre eux souhaitant s'établir à long terme sur des terres en location.

OBJECTIFS :

1. Faciliter l'accès à la terre pour les promotrices et les promoteurs agricoles et sylvicoles (personnes aspirantes, exploitantes ou de la relève) ;
2. Assurer le maintien en culture des superficies agricoles de la MRC.

PISTES D'ACTION POTENTIELLES :

5.1 Maintenir et bonifier les services de L'ARTERRE offerts sur le territoire ;

5.2 Créer des liens entre les promotrices et les promoteurs agricoles et, par exemple, le Fonds d'investissement pour la relève agricole (FIRA), les fiducies agricoles et d'autres outils financiers pour l'acquisition de terres agricoles ;

5.3 Faire connaitre et favoriser les modes alternatifs de propriété des terres et les autres moyens facilitant l'établissement en agriculture (ex. : Chantier d'accès à la terre de Brome-Missisquoi), développer des projets pouvant faciliter l'accès à la terre au besoin et collaborer avec les projets déjà existants ;

5.4 Évaluer la possibilité de créer une surtaxe pour les superficies agricoles laissées en friche ou une redevance pour les superficies en friche revalorisées ;

5.5 Sensibiliser les citoyennes et les citoyens à la fauche annuelle des superficies en friche ou non-exploitées ;

5.6 Avec les méthodes jugées appropriées par l'équipe de la MRC, générer un inventaire des friches actuelles sur le territoire de la MRC et identifier un nombre de friches avec un bon potentiel de remise en culture et réaliser des visites terrain, au besoin ;

5.7 Approcher des propriétaires terriens ou des productrices et des producteurs agricoles ayant des friches avec un bon potentiel de remise en culture sur leur terrain ou leur terre pour les sensibiliser à la remise en culture et les accompagner dans leurs démarches, s'il y a lieu ;

5.8 Diffuser, mettre à la disposition ou développer des outils permettant de vulgariser les démarches pour remettre en culture des friches en zone agricole ;

5.9 Évaluer la possibilité de développer des entreprises bioalimentaires en périmètre urbain, selon la règlementation en place.

PARTENAIRES POTENTIELS :

ARTERRE régional - Centre d'initiatives en agriculture de la région de Coaticook (CIARC) - Club Agro de l'Estrie - MRC de l'Estrie - Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) - Ministère de l'Environnement (MELCCFP) - Municipalités du Val-Saint-François- UPA Estrie - UPA local du Val-Saint-François - etc.

INDICATEURS :

1. Maintien du service L'ARTERRE en Estrie avec un modèle régional ;
2. Nombre d'initiatives qui font la promotion de programmes et de modèles qui facilitent l'accès à la terre ;
3. Étude de faisabilité réalisée concernant la mise en place d'une surtaxe ou une redevance pour des terres laissées en friche ;
4. Mise à jour de l'inventaire des friches agricoles avec un bon potentiel de remise en culture ;
5. Nombre d'outils sur la remise en culture des friches diffusés ou développés ;
6. Nombre de réalisations en lien avec le maintien des superficies en culture et la remise en culture des friches ;
7. Nombre de projets d'établissement ou de transfert (qui utilisent ou non un mode d'accès à la terre innovateur) qui sont mis en place.

Chantier 6 : Agriculture, sylviculture et acériculture durables et soutien au développement de leurs composantes

CONTEXTE :

Les superficies en cultures fourragères pérennes sont en constante diminution depuis les dernières décennies dans la région, au profit des cultures annuelles. Cela entraine une perte de biodiversité et d'habitats et cause des problèmes d'érosion et de santé des sols. Les changements climatiques demandent une vigilance accrue face à l'apparition d'espèces exotiques envahissantes et à la préservation des habitats naturels tels que les milieux humides. Les productrices et les producteurs agricoles, sylvicoles et acéricoles doivent faire face à plusieurs défis reliés entre autres aux changements climatiques et adapter leurs pratiques en ce sens. Plusieurs s'y appliquent déjà, mais leurs efforts sont peu reconnus. Par ailleurs, les nouvelles normes environnementales sont difficilement applicables et compréhensibles pour les productrices et les producteurs.

OBJECTIFS :

1. Protéger la biodiversité et les ressources ;
2. Encourager les productrices et les producteurs agricoles, forestiers et acéricoles à mettre en place des pratiques environnementales et les sensibiliser aux retombées positives de ces dernières sur le plan environnemental et économique ;
3. Reconnaitre les bonnes pratiques environnementales des producteurs agricoles, sylvicoles et acéricoles ;
4. Informer et sensibiliser les productrices et les producteurs agricoles, sylvicoles et acéricoles sur les impacts des changements climatiques et les aider à s'adapter à ceux-ci ;
5. Être à l'écoute des préoccupations citoyennes par rapport aux impacts environnementaux de l'agriculture.

PISTES D'ACTION POTENTIELLES :

6.1 Faire connaitre auprès des productrices et des producteurs agricoles, sylvicoles et acéricoles les programmes de rétribution des pratiques durables et les encourager à participer (ex. : Plan d'agriculture durable (PAD), Alternative Land Use Services (ALUS-Estrie), etc.) ;

6.2 Accompagner dans leurs démarches et référencer les productrices et les producteurs agricoles, sylvicoles et acéricoles qui souhaitent mettre en place des pratiques durables ;

6.3 Faire rayonner les bons coups des productrices et des producteurs agricoles, sylvicoles et acéricoles en matière de développement durable ;

6.4 Participer à des initiatives ou promouvoir des initiatives qui ont comme objectif d'atténuer les impacts du milieu agricole sur l'environnement (ex. : sorties terrain pour visualiser des pratiques durables, réseau d'entraide entre personnes productrices, bandes riveraines élargies, etc.) ;

6.5 Rester à l'affut des informations concernant la qualité des sols et de l'eau et la quantité d'eau ; participer à la diffusion d'informations concernant la qualité des sols et de l'eau et à la quantité d'eau et participer à des activités concernant la préservation et l'amélioration de la qualité du sol et de l'eau et la quantité d'eau disponible sur le territoire (ex. : PACES Estrie) ;

6.6 Maintenir l'organisation de cohortes en agroenvironnement dans le Val-Saint-François ou en Estrie ;

6.7 Collaborer :

a. *aux projets locaux et régionaux de kiosques et de vitrines de démonstration sur les pratiques durables ;*
b. *aux projets locaux et régionaux qui maintiennent et améliorent la biodiversité, la connectivité écologique et la lutte aux espèces exotiques envahissantes (EEE) (ex. : projet de chasse Estrie, Corridor appalachien, Partenariat sur les espèces en péril des terres agricoles (PEPTA-Estrie)) ;*
c. *avec la Table agroenvironnementale de l'Estrie.*

6.8 Promouvoir :

a. *l'aménagement durable des forêts (incluant les érablières) et l'aménagement durable des superficies cultivées auprès des productrices et des producteurs agricoles et sylvicoles, dont la régie en pâturage, la régie biologique, la certification forestière FSC, ainsi que les pratiques d'agriculture régénérative ;*
b. *la valeur ajoutée des produits issus de l'agriculture, de la sylviculture et de l'acériculture durables (ex. : lait carboneutre, sirop d'érable carboneutre, lait à l'herbe, viande à l'herbe, etc.).*

6.9 Diffuser et vulgariser :

a. *de l'information pertinente permettant d'outiller les productrices et les producteurs agricoles et sylvicoles à faire face aux changements climatiques ;*
b. *les règlementations et les normes environnementales et supporter les productrices et les producteurs dans l'applications de ces dernières ;*
c. *les études qui concernent les impacts des changements climatiques sur l'agriculture (ex. : RADEAU, Ouranos, Agriclimat, etc.), ainsi que les impacts des méthodes agricoles et forestières conventionnelles et celles plus durables sur l'environnement.*

PARTENAIRES POTENTIELS :

Agence de mise en valeur de la forêt privée de l'Estrie (AMFE) - Agronomes à leur compte (Ex. Gestion Rochelin, inc.) - Association forestière du sud du Québec (AFSQ) - Centre d'initiatives en agriculture de la région de Coaticook (CIARC) - Centres de recherche universitaires et gouvernementaux - Club Agro de l'Estrie - Conseillers forestiers privés - Corridor Appalachien - Conseil de gouvernance des bassins versants de la rivière Saint-François (COGESAF) - Groupement forestier coopératif St-François - Institut bioalimentaire de l'Estrie (IBE) - Médias locaux - Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) - Ministère de l'Environnement (MELCCFP) - MRC de l'Estrie - Municipalités du Val-Saint-François - Nature Cantons-de-l'Est - Organisme de bassin versant de la Yamaska - Syndicat des producteurs forestiers du Sud du Québec (SPFSQ) - RAPPEL - Table agroenvironnementale de l'Estrie - UPA Estrie - etc.

INDICATEURS :

1. Nombre d'initiatives pour faire connaitre davantage les programmes de rétribution de pratiques durables ;
2. Nombre d'initiatives pour faire connaitre davantage les bonnes pratiques agricoles et sylvicoles durables auprès des productrices et des producteurs agricoles et sylvicoles ;
3. Nombre d'initiatives pour promouvoir auprès du grand public les bons coups des productrices et des producteurs agricoles et sylvicoles en matière de développement durable ;
4. Nombre de productrices et de producteurs participant à des activités organisées dans le cadre de ce chantier ou qui sont accompagnés pour mettre en place des pratiques agroenvironnementales ;
5. Nombre d'initiatives sur la vulgarisation de la règlementation environnementale ou sur la vulgarisation de savoirs en lien avec l'agroenvironnement et les changements climatiques ;
6. Nombre de participations aux initiatives régionales en lien avec le présent chantier.

Chantier 7 : Développement des filières régionales

CONTEXTE :

Les cultures pérennes, bien que présentant plusieurs avantages sur les plans économique, social et environnemental, sont délaissées par les productrices et des producteurs agricoles au profit des cultures annuelles telles que le maïs-grain et le soya. Le secteur acéricole, très présent dans la MRC, doit s'adapter aux changements climatiques, situation qui demande de revoir les façons d'aménager les érablières. Le bois est l'écomatériau par excellence, car il permet une séquestration à long terme du carbone. Enfin, la sylviculture est souvent mal perçue par les citoyennes et les citoyens qui ont une mauvaise opinion de ce qu'est réellement la coupe de bois.

OBJECTIFS :

1. Soutenir le développement de la filière (du secteur) des plantes fourragères pérennes ;
2. Soutenir le développement de la filière (du secteur) acéricole durable ;
3. Soutenir le développement de la filière (du secteur) du bois comme écomatériau et des PFNL ;
4. Soutenir les autres filières (secteurs) régionales ou locales.

PISTES D'ACTION POTENTIELLES :

Filière plantes fourragères pérennes

7.1 Soutenir, promouvoir, bonifier et pérenniser le projet de la filière des plantes fourragères pérennes estrienne ;

7.2 Encourager les productrices et les producteurs de la MRC à participer au forum foin provincial ou aux autres évènements d'importance et aux programmes pertinents dans le développement de cette filière (ex. : Programme Agri-Climat) ;

7.3 Encourager les producteurs d'animaux actuels (ex. : laitier, bovin ou ovin) à s'initier aux pratiques de pâturage ;

7.4 Encourager l'établissement de nouvelles fermes dans cette filière ;

7.5 Créer un circuit vélo pâturage en lien avec les circuits agrotouristiques existants.

Filière acéricole durable

7.6 Adhérer au Créneau d'excellence acéricole ;

7.7 Favoriser la participation des productrices et des producteurs acéricoles du Val-Saint-François aux projets de la filière régionale.

Filière bois comme écomatériau

7.8 Encourager la construction de bâtiments en bois et valoriser les initiatives actuelles ;

7.9 Évaluer la mise en place d'un circuit des immeubles en bois en lien avec la valeur patrimoniale ;

7.10 Valoriser l'utilisation de la biomasse pour le chauffage des bâtiments ;

7.11 Réaliser des activités de sensibilisation pour améliorer l'acceptabilité sociale de la sylviculture ;

7.12 Établir une stratégie de développement des PFNL au niveau régional avec les acteurs concernés.

PARTENAIRES POTENTIELS :

Agence de mise en valeur de la forêt privée de l'Estrie (AMFE) - Association forestière du sud du Québec (AFSQ) - Cecobois - Centre d'initiatives en agriculture de la région de Coaticook (CIARC) - Club acéricole du sud du Québec - Club Agro de l'Estrie - Conseillers agricoles privés (ex. : agronomes) - Conseil de l'industrie bioalimentaire de l'Estrie (CIBLE) - Conseillers forestiers privés - Cultur'Innov - Groupement forestier coopératif St-François - Médias locaux et régionaux - Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) - MRC de l'Estrie - Municipalités du Val-Saint-François - Service intégré du bois (SIB) - Syndicat des producteurs forestiers du Sud du Québec (SPFSQ) - Tourisme Cantons-de-l'Est - UPA Estrie - etc.

INDICATEURS :

1. Nombre de productrices et de producteurs de la MRC participant aux activités en lien avec les trois filières déjà en développement ;
2. Nombre d'activités réalisées favorisant le développement des filières régionales ;
3. Création d'un circuit vélo pâturage ;
4. Étude évaluant la création d'un circuit sur les bâtiments en bois réalisée ;
5. Nombre d'initiatives en lien avec la promotion de la biomasse et du bois comme écomatériau ;
6. Nombre d'initiatives en lien avec la sensibilisation de la population aux composantes de la sylviculture, notamment la récolte du bois.

Chantier 8 : Bienêtre psychologique des productrices et des producteurs agricoles et des agrotransformatrices et des agrotransformateurs

CONTEXTE :

La concentration des entreprises agricoles, la perte du tissu social, la charge de travail élevée et l'isolement créent des conditions propices à l'apparition de la détresse psychologique dans le milieu agricole. La pénurie de main-d'œuvre et l'absence de relève, ainsi que l'augmentation du coût de la vie accentuent ce problème. Les intervenantes et les intervenants du réseau de la santé sont peu au fait de la réalité que vivent les personnes productrices ou agrotransformatrices et ne peuvent adapter convenablement leur offre de service à la clientèle provenant du milieu agricole. De plus, les intervenantes et les intervenants du territoire (du milieu de la santé et communautaire) ne sont pas assez informés des ressources disponibles pour cette population. Les enjeux de santé mentale affectent une proportion de plus en plus grande de productrices et de producteurs agricoles comme d'agrotransformatrices et d'agrotransformateurs.

OBJECTIFS :

1. Améliorer le bienêtre psychologique des productrices et des producteurs agricoles et des agrotransformatrices et des agrotransformateurs ;
2. Aider à diminuer la détresse psychologique dans le milieu agricole et aider à briser l'isolement.

PISTES D'ACTION POTENTIELLES :

8.1 Collaborer à la création d'un réseau d'entraide et de soutien par les pairs, avec témoignages de personnes productrices et agrotransformatrices qui ont déjà reçu de l'aide et organisation de rencontres ;

8.2 Organiser ou collaborer à l'organisation d'activités de sensibilisation ou d'activités sociales pour briser l'isolement des personnes productrices et agrotransformatrices ;

8.3 Faire la promotion d'activités culturelles existantes en lien avec le soutien d'une bonne santé psychologique (ex. : pièce de théâtre, spectacles, expositions, etc.) ;

8.4 Sensibiliser les intervenantes et les intervenants du milieu de la santé aux réalités agricoles et aux services existants en lien avec la santé psychologique des productrices et des producteurs ;

8.5 Sensibiliser les personnes professionnelles gravitant autour du milieu agricole aux réalités agricoles et aux services existants en lien avec la santé psychologique des productrices et des producteurs ;

8.6 Appuyer l'embauche d'une seconde travailleuse de rang dans la région (si nécessaire) et faire la promotion du service existant en lien avec la santé psychologique des productrices et des producteurs dans la région ;

8.7 Soutenir le développement d'une coopérative de remplacement de la main-d'œuvre, s'il y a lieu (ex. : La Halte).

PARTENAIRES POTENTIELS :

Au cœur des familles agricoles (ACFA) - CIUSSS - MRC de l'Estrie - Médias locaux et régionaux - Municipalités du Val-Saint-François – Santé publique de l'Estrie - Travailleurs communautaires du Val-Saint-François - UPA Estrie, UPA local du Val-Saint-François - etc.

INDICATEURS :

1. Création d'un réseau de soutien par les pairs ;
2. Nombre d'activités organisées pour briser l'isolement et diminuer la détresse psychologique ;
3. Nombre d'activités promues et d'initiatives soutenues pour briser l'isolement et diminuer la détresse psychologique ;
4. Nombre de formations pour les intervenantes et les intervenants de la santé et les personnes professionnelles gravitant autour du milieu agricole organisées.

RÉFÉRENCES

1. Ministère des Ressources naturelles et des forêts (MRNF). Carte écoforestière originale et résultats d'inventaire, [Jeu de données], dans Données Québec, 2017, mis à jour le 21 novembre 2023. [Carte écoforestière originale et résultats d'inventaire - Jeu de données - Données Québec (donneesquebec.ca)], (consulté le 28 juin 2022).
2. MRC du Val-Saint-François (2021a) : bilan des permis d'abattage d'arbres en 2021, émis dans le cadre du Règlement régional concernant la protection et la mise en valeur des milieux boisés du Val-Saint-François - numéro 2020-01.
3. MRC du Val-Saint-François (2023a) : calculs géomatiques sur les superficies des municipalités obtenues à l'aide des systèmes sur les découpages administratifs (SDA) du ministère des Ressources naturelles et des Forêts (version 2023).
4. MRC du Val-Saint-François (2023b) : calculs géomatiques sur les superficies des différents types d'occupation du territoire de la MRC, réalisés à partir des dernières photographies aériennes du territoire de 2018.
5. MRC du Val-Saint-François (2024) : analyse statistique et géomatique des permis de construction résidentielle délivrés en zone agricole de 2001 à 2021.

Documents PDF en ligne

6. AGÉCO, *Projet RADEAU, Résultats des bilans hydriques régionaux, rapport régional, Estrie*, 2019, 88 p. Titre (windows.net).
7. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), *Le rapport en un clin d'œil, Projet de modification de la limite du parc national du Mont-Orford*. Le rapport en un clin d'oeil (windows.net).
8. Conseil pour le développement de l'agriculture du Québec (CDAQ), *Plan d'adaptation de l'agriculture de l'Estrie aux changements climatiques, Projet Agriclimat*, 2021, 44 p. Agriclimat_Plan-adaptation_Estrie.pdf.
9. Financement agricole Canada (FAC), *Historique de la valeur des terres agricoles de FAC 1985 à 2022*, publié le 13 mars 2023, 2 p. Historique de la valeur des terres agricoles de FAC - 1985-2022 (publications.gc.ca), (consulté le 3 avril 2024).
10. *INRS-ETE,* Centre Eau Terre Environnement, Lefebvre, René et Al. *Projet d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines en Estrie (PACES Estrie) Rapport d'étape de la phase 1*, 2019, 43 p. Projet d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines (PACES Estrie) : Rapport d'étape de la phase 1. - EspaceINRS.
11. Mayrand, Jimmy et Al., *Guide d'appropriation des connaissances sur l'eau souterraine à des fins d'intégration au schéma d'aménagement et de développement : deux cas d'étude en Estrie*, 2022, 101 p. Guide_Interractif_Appropriation_Connaissance_2022-VF.pdf (rqes.ca).

12. Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), *Pense-bête de l'agrotourisme, l'agrotourisme et le développement de votre entreprise*, mise à jour en mai 2023, 4 p. Pense-bête de l'agrotourisme – L'agrotourisme et le développement de votre entreprise (gouv.qc.ca).

13. Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC), *Guide de référence du Règlement sur les exploitations agricoles, (L.R.Q., c. Q -2, r. 26)*, Québec, Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2021, 176 p. Guide de référence du Règlement sur les exploitations agricoles (gouv.qc.ca).

14. MRC du Val-Saint-François, *Plan de développement de la zone agricole 2016-2021*, 2016, 382 p. VSF-PDZA-document-complet-officiel-final.pdf (val-saint-francois.qc.ca).

15. MRC du Val-Saint-François, *Règlement numéro 2020-01*, 2020, 15 p. RÈGLEMENT (val-saint-francois.qc.ca).

16. MRC du Val-Saint-François, *Résumé du règlement concernant la protection et la mise en valeur des milieux boisés*, 2021b, 5 p. MRC-Fiche-Reglement-Protection_2021_V4.indd (val-saint-francois.qc.ca).

17. MRC du Val-Saint-François, *Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH)*, 2023c, 440 p. Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) (val-saint-francois.qc.ca).

18. Ouranos, *Adaptation aux changements climatiques : défis et perspectives pour la région de l'Estrie*, s.d, 11 p. Estrie — Adaptation aux changements climatiques : défis et perspectives pour la région (quebec.ca).

19. Raymond Chabot Grant Thornton, *Plan stratégique de développement touristique 2023-2026 pour la MRC du Val-Saint-François*, 42 p. Microsoft PowerPoint - Rapport_MRC-Val-St-Francois_Final.pptx (val-saint-francois.qc.ca).

20. Recyc-Québec, *Faits saillants. Étude de quantification des pertes et gaspillage alimentaire au Québec*, publié en juin 2022, 3, p. Faits saillants du rapport VCMI (gouv.qc.ca), (consulté le 4 avril 2024).

21. Syndicat des Producteurs forestiers du Sud du Québec (SPFSQ), *Rapport annuel 2021*, 2021, 43 p. Rapport-annuel-2021.pdf (spbestrie.qc.ca).

22. Syndicat des Producteurs forestiers du Sud du Québec (SPFSQ), *Rapport annuel 2022, 2022, 52 p.* Rapport annuel 2022_MN (spbestrie.qc.ca).

Sites Internet

23. Créateurs de Saveurs Cantons-de-L'Est, [site Internet], [Marchés Publics & Autocueillette Estrie | Créateurs de saveurs (createursdesaveurs.com)], (consulté le 28 mars 2024).

24. Fermier.ère de famille votre réseau, [site Internet], [Fermier de famille | Un vaste Réseau de fermes biologiques], (consulté le 28 mars 2024).

25. Forum SAT, [site Internet], [Accueil - Forum SAT], (consulté le 30 mars 2024).

26. Infos-Sol, [site Internet], [Info-Sols], (consulté le 3 avril 2024).

Pages Internet

27. Au cœur des familles agricoles (ACFA), « Travailleurs de rang », sur le site de l'ACFA, [Rôles - Au cœur des familles agricoles (acfareseaux.qc.ca)], (consulté le 3 avril 2024).

28. CIBLE, « Épiciers complices, Espaces boutiques », sur le site de Créateurs de Saveurs Cantons-de-l'Est, [Épiciers complices, Espaces boutiques | Créateurs de saveurs des Cantons-de-l'Est (createursdesaveurs.com)], (consulté le 29 mars 2024).

29. Commission de protection du territoire agricole (CPTAQ), « rapports annuels de gestion » sur le site de la CPTAQ [Rapports annuels de gestion – Commission de protection du territoire agricole du Québec (gouv.qc.ca)] (consulté le 17 mai 2024).

30. Gouvernement du Canada, « Changements climatiques et les forêts » sur le site de Ressources naturelles Canada, [Impacts (canada.ca)], (consulté le 31 mars 2024).

31. Gouvernement du Canada, « Données numériques de niveau 1 de l'Inventaire des terres du Canada, potentiel agricole des terres » sur le site d'Agriculture et agroalimentaire Candada, [Données numériques de niveau 1 de l'Inventaire des terres du Canada - Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC)], (consulté le 9 mai 2024).

32. Mayrand, Jimmy, « Appropriation des connaissances sur l'eau souterraine vers une intégration dans le schéma d'aménagement et développement », Université Laval, sur le site de l'Université Laval, 2021, 81 p. [https://ulaval.on.worldcat.org/oclc/1294477431], (consulté le 2 avril 2024).

33. Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), « Liste d'établissement sous permis », sur le site du MAPAQ [Liste d'établissements sous permis (gouv.qc.ca)], (consulté le 2 avril 2024).

34. Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), « Q-2, r. 26 - Règlement sur les exploitations agricoles » sur le site de Publications Québec [Q-2, r. 26 - Règlement sur les exploitations agricoles (gouv.qc.ca)], mis à jour le 1er janvier 2024, (consulté le 31 mars 2024).

35. Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), « Q-2, r. 35.2 - Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection » sur le site de Publications Québec [Q-2, r. 35.2 - Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (gouv.qc.ca)], mis à jour le 12 décembre 2023, (consulté le 31 mars 2024).

36. Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP), « Projet de modification de la limite du parc national du Mont-Orford » sur le site Bureau d'audiences publiques sur l'environnement [Projet de modification de la limite du parc national du Mont-Orford (gouv.qc.ca)], (consulté le 26 mars 2024).

37. MRC du Val-Saint-François, « Répertoire agricole et agroalimentaire », sur le site de Tourisme Val-Saint-François, [Répertoire agricole et agroalimentaire - Tourisme Val-Saint-François (val-saint-francois.com)], (consulté le 27 mars 2024).

38. MRC du Val-Saint-François, « Services Forêt », sur le site de la MRC du Val-Saint-François [Un service forêt régional dans le Val-Saint-François (val-saint-francois.qc.ca)], (consulté le 31 mars 2024).

39. Statistique Canada, « Recensement de l'agriculture », sur le site de Statistique Canada, [Recensement de l'agriculture (statcan.gc.ca)].

40. Statistique Canada, « Recensement de la population », sur le site de Statistique Canada, [Recensement de l'agriculture (statcan.gc.ca)].

41. Union des producteurs agricoles (UPA), « La mise en marché collective : s'unir pour le bien de tous », sur le site de l'UPA [La mise en marché collective – UPA], (consulté le 27 mars 2024).

Articles et communiqués en ligne

42. Allard, Sophie, « Agriculteurs en détresse, tourmente à la ferme », La Presse +, le 8 mai 2025, [La détresse est dans le pré - La Presse+], (consulté le 17 mai 2024).

43. Cabinet du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, « Autonomie alimentaire des territoires - Le ministre Lamontagne annonce l'octroi d'aides financières de 277 000 $ à 12 projets de plans de développement de communautés nourricières », 1er juin 2021, 14 h.

44. Fédération de la relève agricole du Québec (FRAQ), « Sondage de l'accès et le prix des terres. La relève agricole mobilisée par l'enjeu de l'accès aux terres agricoles », 3 novembre 2021.

45. Gerbet, Thomas, « Québec ignore le nombre de terres agricoles achetées par des spéculateurs », Radio-Canada, le 28 juin 2023, [Québec ignore le nombre de terres agricoles achetées par des spéculateurs | Radio-Canada], (consulté le 3 avril 2024).

46. Rondeau, Jasmine, « Le déclin du pâturage, cet allié vert », La Tribune (Sherbrooke), le 3 octobre 2023, [Le déclin du pâturage, cet allié vert (latribune.ca)], (consulté le 4 avril 2024).

ANNEXES

Annexe 1 :
Bilan du PDZA 2016-2021

Bilan 2016-2021 **Plan de développement de la zone agricole** du Val-Saint-François

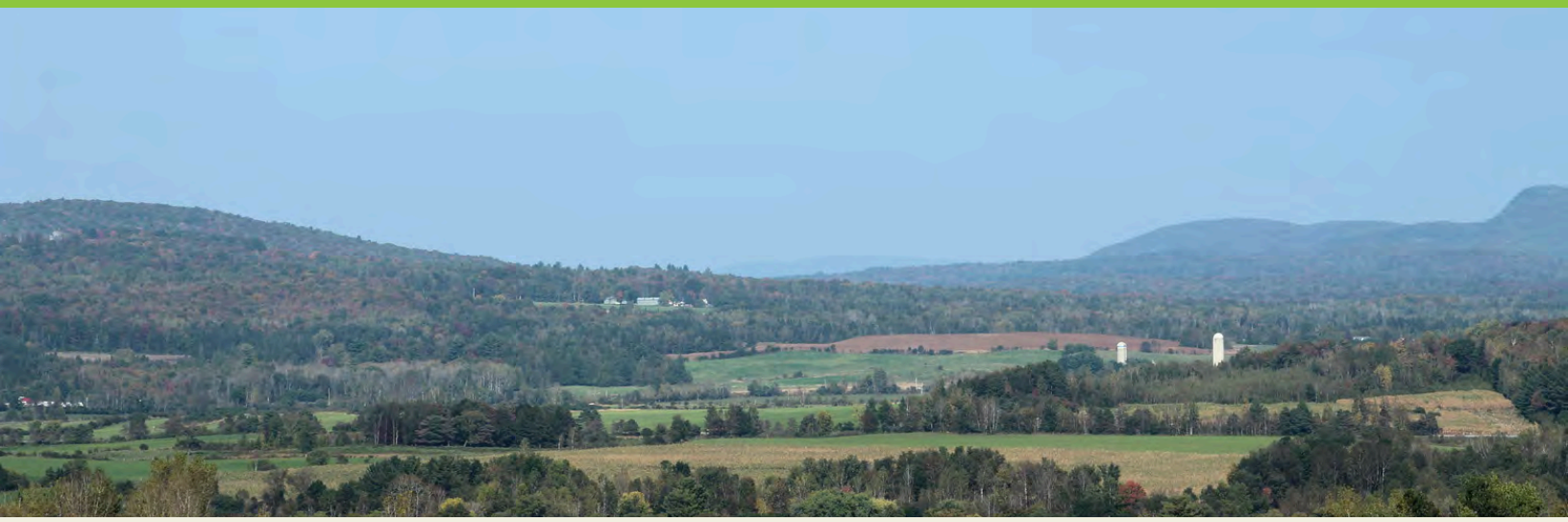
Faits saillants



MRC DU VAL-SAINT-FRANÇOIS

De culture innovante

LES AXES DE DÉVELOPPEMENT



01. LA RELÈVE

Promouvoir et faciliter l'établissement de la relève et la disponibilité de la main-d'œuvre auprès des entreprises agricoles

02. SOUTIEN DE L'AGRICULTURE POUR UN TERRITTOIRE DYNAMIQUE

Soutenir l'agriculture et les agriculteurs de chez nous pour un territoire rural occupé et dynamique

03. DÉVELOPPEMENT DE LA TRANSFORMATION ET DE LA MISE EN MARCHÉ

Développer les activités de transformation sur le territoire et la mise en marché locale des produits

AXE 1 – LA RELÈVE



Promouvoir et faciliter l'établissement de la relève et la disponibilité de la main-d'œuvre auprès des entreprises agricoles

- **Action 1:** Sensibiliser les cédants au transfert de leur entreprise, aux divers modèles existants et diffuser les services d'accompagnement disponibles pour le transfert agricole.
- **Action 2:** Maintenir le service de Banque de terres (ARTERRE) et l'agent de développement agroalimentaire dans la MRC.
- **Action 3:** Promouvoir la région du Val-Saint-François comme destination à l'établissement agricole.
- **Action 4:** Offrir du mentorat et des opportunités de réseautage pour aider les jeunes dans leur démarche.
- **Action 5:** Offrir des formations spécialisées à proximité, selon les besoins identifiés, dans les divers secteurs et productions agricoles.
- **Action 6:** Travailler à mieux faire connaître les outils existants relatifs à la main-d'œuvre et/ou développer de nouvelles initiatives pour répondre à la disponibilité de la main-d'œuvre sur le territoire.

LES RÉALISATIONS

- **Promotion accentuée et amélioration du service de L'ARTERRE dans la MRC du Val-Saint-François (VSF) grâce à :**
  - Plusieurs publications sur une base continue pour faire connaître le service de l'ARTERRE dans les médias sociaux, les journaux, la MRC en action, l'infolettre, etc.
  - Une (1) nouvelle ressource dédiée au service de L'ARTERRE à temps partiel dans le VSF (28h/semaine, de mai 2021 à février 2023).
  - Le projet "L'ARTERRE" de l'Entente sectorielle de développement bioalimentaire de l'Estrie 2018-2021 a permis à la région de se doter d'une ressource régionale pour le service de L'ARTERRE qui permet d'aider les ressources locales de chaque MRC.
  - **15 jumelages depuis 2016** dont un transfert de ferme non apparenté en 2022.

L'ARTERRE
Accompagner · Jumeler





- **Augmentation du nombre d'entreprises :**
  - **Depuis 2016, il y a eu 36 entreprises de plus dans le VSF**. Il y a donc eu conservation des acquis. Certains secteurs sont en diminution en termes du nombre d'entreprises (ex.: bovin de boucherie, lait et horticulture ornementale) et d'autres secteurs sont en augmentation (ex.: ovin, acéricole, fourrage et équin).

- **Tenue de plusieurs salons Agri-Relève :**
  - Depuis 2018, le Syndicat de la relève de l'Estrie (SYRAE) a organisé quatre (4) salons Agri-Relève. L'évènement s'adresse à tous les jeunes de la région et favorise une meilleure connaissance des outils et des personnes clés en vue d'un démarrage/transfert d'entreprises.

- **Deux (2) séjours exploratoires organisés dans la MRC, un en févier 2017 et un en novembre 2021 avec Place aux jeunes.**

Place aux Jeunes
Val-Saint-François

LES RÉALISATIONS

- **Meilleure connaissance des besoins des entreprises agricoles et agroalimentaires en matière de formation** grâce au projet "Formation" de l'Entente sectorielle de développement bioalimentaire de l'Estrie (2018-2021).

- **Amélioration de l'offre de formation en Estrie :**
  - Une nouvelle AEP en travaux agricoles est présentement offerte à Cowansville depuis 2023; un nouveau DEP en production animale à proximité de la MRC du VSF est offert depuis 2021; une nouvelle AEC en Gestion d'entreprises agricoles au Cegep de Sherbrooke est offerte depuis 2020; un nouveau programme en agriculture et systèmes alimentaires durables (ASAD) à l'Université Bishop est offert depuis 2019.

- **Amélioration de la promotion des différentes opportunités de formations initiales et continues, du mentorat et de la reconnaissance des acquis :**
  - Sur une base continue, la MRC du VSF participe à promouvoir, à travers plusieurs canaux de communication, les programmes de formation, les cours et les services en lien avec la formation.

- **Différentes formations sur la thématique du transfert d'entreprises sont offertes aux producteurs, soit :**
  - Quatre (4) formations "Prêt pas prêt, comment bien assurer la continuité de son entreprise agricole", ainsi que la journée intergénérationnelle organisée par le Centre de références en agricole et agroalimentaire du Québec (CRAAQ).

- **Augmentation du nombre de programmes d'apprentissage en milieu de travail (PAMT) offerts en Estrie, soit :**
  - **22** certificats émis en 2019-2020, **37** en 2020-2021, **44** en 2021-2022.
  - Le programme est donc plus connu et utilisé.

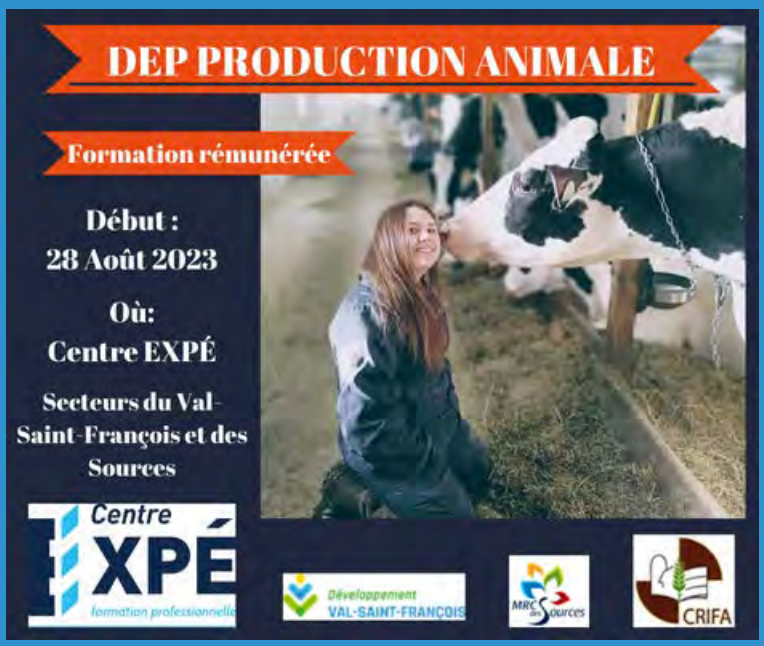






LES RÉALISATIONS

- **Nouveau DEP en production animale :**
  - Depuis 2021, **deux (2) cohortes ont été démarrées pour le DEP en production animale** qui est offert dans la MRC du Val-Saint-François (VSF) et la MRC des Sources. Sept (7) étudiants ont été formés et quatre (4) étudiants sont en cours de formation. Grâce au DEP en production animale, de nouvelles personnes sont formées pour répondre au besoin de main-d'œuvre qualifiée dans le milieu agricole.



- **Plus grande sensibilisation au mentorat :**
  - Les producteurs de l'Estrie et du VSF sont davantage sensibilisés aux différents services de mentorat.
  - Diffusion d'information sur le sujet du mentorat par l'UPA Estrie et la MRC du VSF (médias sociaux, webinaires, infolettre, Solidarité agricole, etc.).
  - Le MAPAQ s'est joint au Réseau Mentorat pour le programme de co-développement s'adressant au domaine bioalimentaire. Les agricultrices du Québec offrent un programme de mentorat pour les agricultrices.


Crédit photo Danielle Masson

- **Depuis les 5 dernières années, 26 entreprises agricoles du Val-Saint-François font affaires avec le Centre d'emploi agricole (CEA) de l'Estrie :**
  - 135 postes à pourvoir ont été traités, dont 122 pour des postes saisonniers et 13 pour des postes permanents. Sur tous les postes saisonniers, 106 concernaient des travailleurs étrangers temporaires et 16 concernaient une main-d'œuvre locale.

- **Augmentation de la promotion des services et programmes touchant à la main-d'œuvre dans le VSF :**
  - Sur une base continue, la MRC fait des publications (ex.: Facebook/infolettre) pour promouvoir les services touchant à la main-d'œuvre auprès des entreprises agricoles et agroalimentaires su VSF.

AXE 2 – SOUTIEN DE L'AGRICULTURE POUR UN TERRITOIRE DYNAMIQUE



Soutenir l'agriculture et les agriculteurs de chez nous pour un territoire rural occupé et dynamique

- **Action 7 :** Encourager la mise en valeur du couvert forestier comme produit de diversification agricole.
- **Action 8 :** Supporter le développement d'activités agrotouristiques dans la MRC et accompagner les promoteurs dans leurs démarches.
- **Action 9 :** Accroître la visibilité des producteurs agricoles auprès des chambres de commerce de la région.
- **Action 10 :** Offrir un guichet unique d'information sur les services d'accompagnement, le financement et des subventions disponibles pour faciliter les démarches administratives.
- **Action 11 :** Créer et diffuser de l'information qui simplifie et vulgarise les normes environnementales et municipales en lien avec l'agriculture.
- **Action 12 :** Mettre en place un plan de communication pour informer et sensibiliser la population sur le dynamisme agricole de la région.

LES RÉALISATIONS

- **Amélioration du service d'accompagnement de Développement Val-Saint-François (DVSF) grâce à Accès Entreprise Québec (AEQ).**

- **844 582 $ de fonds de la MRC octroyés pour des entreprises agricoles et agroalimentaires depuis 2016** :
  - Les fonds sont: Fonds Jeunes Promoteurs, FDEÉS, FLI/FLS, fonds d'urgence .

- **Soutien au travail autonome (STA) auprès d'entrepreneurs dans le domaine agricole et agroalimentaire :**
  - **16 entrepreneurs.euses** du domaine agricole et agroalimentaire accompagnés.es depuis 2018.

- **Amélioration des connaissances des élus.es et employés.es des municipalités sur le secteur agricole :**
  - 16 municipalités rencontrées lors de la tournée en 2022 sur la thématique agricole.

- **Promotion des programmes d'aide financière (ex. : MAPAQ, FADQ, Agriconseils, etc.) :**
  - 14 publications dans les médias sociaux, dans les infolettres et dans les articles de journaux ont été faites de 2020 à 2022 par la MRC du VSF.







LES RÉALISATIONS

- **Augmentation des initiatives sur la cohabitation :**
  - Création d'un comité cohabitation:
    - L'objectif du comité était de mieux se comprendre entre les différents acteurs du milieu et ainsi, trouver des solutions à mettre en place pour améliorer le vivre ensemble.
  - Les municipalités et les citoyens.ennes sont mieux informés.es sur les enjeux du bon voisinage grâce à une campagne de sensibilisation réalisé sur les médias sociaux en 2021.

- **Développement du secteur agrotouristique de la région :**
  - Quatre (4) éditions de la randonnée gourmande (une vingtaine de producteurs.trices participants.es chaque année et en tout, il y a eu 1 134 participants.es).
  - 11 nouveaux circuits touristiques à saveur agroalimentaire.
  - Une tournée Agro-Vélo : Carottes et garnotte, alliant cyclisme et agroalimentaire.
  - Développement du Chemin des Têtes fromagères et du Chemin Brasseurs des Cantons par le Conseil de l'industrie bioalimentaire de l'Estrie (CIBLE).
  - Développement de points de ventes de produits Créateurs de Saveurs.


Crédit photo Simon Rancourt Artiste Photographe


Crédit photo Guillaume Brillard

- **Informer et sensibiliser davantage sur le dynamisme agricole de la région :**
  - Par la diffusion du répertoire agricole et agroalimentaire.
  - Par la diffusion de campagne de promotion (ex.: défi 100 % local, Les institutions mangent local, etc.).
  - Par la création et la promotion du site internet "J'Achète le Val" et des logos "J'Achète le Val", "Je Savoure le Val" et "Je Découvre le Val".
  - Par la promotion des produits "Créateurs de Saveurs Cantons-de-l'Est".
  - Par la promotion de l'agrotourisme (entreprises et évènements).

LES RÉALISATIONS

- **Un règlement régional uniformisé sur l'abattage d'arbres et un service d'accompagnement pour la forêt offert par la MRC.**

- **Dans le cadre de l'Entente sectorielle de développement bioalimentaire 2018-2021, la filière acéricole a été choisie comme filière distinctive à développer pour l'Estrie.**

- **Augmentation des entreprises acéricoles depuis 2016 :**
  - 32 nouvelles entreprises acéricoles; 16 de plus ayant comme activité principale l'acériculture et 16 de plus ayant comme activité secondaire l'acériculture.
  - Augmentation de 11% du nombre d'entailles.

- **Beaucoup de partenaires participent à la valorisation du couvert forestier. Ils offrent des outils pédagogiques, des formations et de l'aide technique.**

- **Deux (2) formations sur les cours d'eau offertes aux municipalités et producteurs.trices pour faciliter leur compréhension des réglementations :**
  - Six (6) fiches informatives sur le site de la MRC concernant les cours d'eau.







AXE 3 – DÉVELOPPEMENT DE LA TRANSFORMATION ET DE LA MISE EN MARCHÉ



Développer les activités de transformation sur le territoire et la mise en marché locale des produits

- **Action 13 :** Créer un répertoire des transformateurs et agro-transformateurs de la MRC pour connaître les entreprises, les produits locaux et les endroits où se les procurer.
- **Action 14 :** Mettre en place des initiatives pour favoriser les synergies et le maillage entre entreprises pour accroître les activités, les partenariats d'affaires et réduire les coûts de production.
- **Action 15 :** Encourager l'utilisation des produits locaux dans la MRC.
- **Action 16 :** Soutenir les deux marchés publics existants (Locavore et Champêtre de Melbourne) pour assurer leur pérennité et accroître leurs activités de développement.
- **Action 17 :** Accroître l'accessibilité des produits locaux et soutenir le développement de structures pour vendre et distribuer les produits locaux à l'année.

LES RÉALISATIONS

- **Répertoire agricole et agroalimentaire :**
  - **108 fiches d'entreprises** dans le répertoire agricole et agroalimentaire de la MRC en date du 31 décembre 2022.
  - 15 000 dépliants faisant la promotion du répertoire envoyés aux résidents, création de deux (2) vidéos promotionnelles et d'un logo "Je Savoure le Val".
  - Lors du lancement du répertoire, qui a eu lieu entre juillet et août 2022, l'achalandage a grandement augmentée sur le site internet "J'Achète le Val".
    - De janvier à mars 2022 : 148 visites. D'avril à juin 2022 : 240 visites (+62,16 %). De juillet à septembre 2022 : 748 visites (+211, 67%).
  - Le répertoire permet de mieux savoir où se procurer les produits du VSF.



- **Augmentation des entreprises faisant de la mise en marché de proximité :**
  - Augmentation des marchés publics (+3 depuis 2016).
  - Augmentation des espaces de vente des produits Créateurs de Saveurs (+4 depuis 2022).
  - Augmentation des kiosques et boutiques à la ferme (+18 depuis 2016).
  - En 2016, quatre (4) fermes déclaraient utiliser l'Agriculture Soutenue par la Communauté (ASC) et 8 en 2021 . Ce chiffre a doublé.
  - Augmentation des entreprises déclarantes de ventes directes (+28 depuis 2016)
  - Les entreprises offrant de l'autocueillette ont plus que triplé.
  - Augmentation de l'offre agrotouristique (+ 11 circuits).





LES RÉALISATIONS

- **Trois (3) nouveaux marchés dans la MRC depuis 2016, soit :**
  - Le marché public de Valcourt ;
  - Le marché public de Stoke ;
  - Les journées des récoltes de Saint-François-Xavier-de-Brompton.

- **Les citoyens du VSF connaissant davantage les producteurs, agro-transformateurs et transformateurs du Val-Saint-François grâce :**
  - Au lancement du répertoire agricole et agroalimentaire.
  - Aux nombreuses publications pour promouvoir les produits locaux et les entreprises agricoles et agroalimentaires.
  - Aux nouveaux outils pour l'image de marque renforcée "J'Achète le Val", "Je Savoure le Val", "Je Découvre le Val".
  - À des initiatives et évènements qui mettent en vedette les entreprises agricoles et agroalimentaires (campagne de promotion, agrotourisme., etc.).

Création de la coopérative de solidarité Val-Horizon et accompagnement de cette entreprise dans son démarrage (entreprise en démarrage).

- **Facilitation de l'accès aux produits locaux :**
  - Augmentation des marchés publics.
  - Augmentation des points de ventes Créateurs de Saveurs.
  - Augmentation des fermes qui vendent des paniers de légumes, des fermes qui offrent de l'autocueillette et des kiosques et boutiques à la ferme.


Crédit photo Natercia Photographe





LES RÉALISATIONS

- **Grâce à l'arrivée de la conseillère en économie circulaire, nous avons pu augmenter le nombre de partenariats d'affaires dans le secteur bioalimentaire :**
  - Accompagnement personnalisé pour les entreprises afin de valoriser leur sous-produits.
  - Organisation des "Ateliers de circularité du secteur bioalimentaire" avec Synergie Estrie en 2021.

- **Plusieurs entreprises s'approvisionnent localement dans la région.**

- **Projet de recherche sur le développement de méthodes de gestion optimisées et de mise en valeur des résidus d'abattoirs.**

- **Développement de fiches éducatives sur le gaspillage alimentaire.**



- **Augmentation des organisations qui s'approvisionnent localement :**
  - Quatre (4) garderies du Val-Saint-François participent au projet "De ton jardin à mon bedon". Les garderies participantes s'approvisionnent auprès de producteurs maraîchers de la région.
  - Démarche avec la Coop du Tournesol pour lui permettent de rencontrer des producteurs locaux auprès de qui s'approvisionner pour son service traiteur.
  - L'école Saint-Philippe de Windsor vend des produits locaux pour ses campagnes de financement.



Remerciements

Nous remercions le comité de suivi du PDZA et les partenaires de la région ayant été impliqués.

Si vous avez des questions concernant le PDZA, contactez notre agente en développement agroalimentaire.

Véronique Gagnon
Agente en développement agroalimentaire
agriculture@mrcvsf.ca
(819) 826-6505, poste 229



MRC DU VAL-SAINT-FRANÇOIS
De culture innovante

COORDONNÉES

Dévelopement Val-Saint-François
300, rue du Parc-Industriel
Windsor (Québec) J1S 2T2
(819) 826-6505
www.val-saint-francois.qc.ca
dvsf@mrcvsf.ca

Liste des acronymes

AEQ : Accès entreprise Québec
AFSQ : Association forestière du Sud du Québec
AMFE : Agence de mise en valeur de la forêt privée de l'Estrie
CAE : Centre d'aide aux entreprises
CAPÉ : Coopérative pour l'agriculture de proximité écologique
CEA : Centre d'emploi agricole
CIBLE : Le Conseil de l'industrie bioalimentaire de l'Estrie
COUD : Formation de courte durée
CRAAQ : Centre de références en agriculture et agroalimentaire du Québec
CRIFA : Collectif de formation agricole de l'Estrie
CSS : Centre de services scolaires
CTEQ : Centre de transfert des entreprises du Québec
DEP : Diplôme d'études professionnelles
DVSF : Développement Val-Saint-François
ESD : Entente sectorielle de développement
FADQ : Financière agricole du Québec
FAC : Financement Agricole Canada
FDEÉS : Fonds de développement des entreprises en économie sociale
FLI : Fonds local d'investissement
FLS : Fonds local de solidarité
FRAQ : Fédération de la relève agricole du Québec
ITAQ : Institut de technologie agroalimentaire du Québec
MAMH : Ministère des Affaires Municipales et de l'Habitation
MAPAQ : Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
MELCCFP : Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
MRC : Municipalités régionales de comté
PAJR : Place aux jeunes en région
PAMT : Programme d'apprentissage en milieu de travail
SAE-Estrie : Service d'aide aux entreprises Estrie
STA : Soutien au travail autonome
SYRAE : Syndicat de la relève agricole de l'Estrie
TET : Travailleurs étrangers temporaires
UPA Estrie : Union des producteurs agricoles de l'Estrie
UPA VSF : Union des producteurs agricoles du Val-Saint-François (syndicat local)
VSF : Val-Saint-François

Annexe 2 :
Cartes du portrait de la MRC

MRC DU VAL-SAINT-FRANÇOIS

De culture innovante

N

Ulverton
Cleveland
Richmond
Melbourne
Saint-Claude
Val-Joli
Kingsbury
Maricourt
Windsor
Stoke
Racine
Saint-François-Xavier-de-Brompton
Valcourt
Canton de Valcourt
Saint-Denis-de-Brompton
Lawrenceville
Bonsecours
Sainte-Anne-de-la-Rochelle

Spooner Pond
Lac Denison
Rivière Saint-François
Lac Boissonneault
Petit Lac Saint-François
Lac Stoke
Lac Miller
Lac Brais
Lac Brompton
Lac Desmarais
Petit Lac Brompton
Lac Montjoie
Lac Stukely

0 5 10
Kilomètres

Caractère public ou privé des terres

- Publique
- Privée
- Indéterminée

Service de l'aménagement et de l'urbanisme, 2021
Source des données: © Gouvernement du Québec tous droits réservés

MRC DU VAL-SAINT-FRANÇOIS

De culture innovante

N

Ulverton
Cleveland
Richmond
Melbourne
Kingsbury
Maricourt
Saint-Claude
Val-Joli
Windsor
Stoke
Racine
Valcourt
Canton de Valcourt
Saint-François-Xavier-de-Brompton
Saint-Denis-de-Brompton
Lawrenceville
Bonsecours
Sainte-Anne-de-la-Rochelle

Spooner Pond
Lac Denison
Rivière Saint-François
Lac Boissonneault
Petit Lac Saint-François
Lac Stoke
Lac Miller
Lac Brais
Lac Brompton
Lac Desmarais
Petit Lac Brompton
Lac Montjoie
Lac Stukely

0 5 10
Kilomètres

- ND
- Très rapidement drainé
- Rapidement drainé
- Bien drainé
- Modérément bien drainé
- Imparfaitement drainé
- Mal drainé
- Très mal drainé

Service de l'aménagement et de l'urbanisme, 2021
Source des données: © Gouvernement du Québec tous droits réservés

MRC DU VAL-SAINT-FRANÇOIS

De culture innovante

N

Ulverton
Cleveland
Richmond
Melbourne
Kingsbury
Maricourt
Saint-Claude
Val-Joli
Windsor
Stoke
Racine
Valcourt
Canton de Valcourt
Saint-François-Xavier-de-Brompton
Saint-Denis-de-Brompton
Lawrenceville
Bonsecours
Sainte-Anne-de-la-Rochelle

Spooner Pond
Lac Denison
Rivière Saint-François
Lac Boissonneault
Petit Lac Saint-François
Lac Stoke
Lac Miller
Lac Brais
Lac Brompton
Lac Desmarais
Petit Lac Brompton
Lac Montjoie
Lac Stukely

0 5 10
Kilomètres

Classe de pente

- Pente nulle : inclinaison de 0% à 3%
- Pente faible : inclinaison de 4% à 8%
- Pente douce : inclinaison de 9% à 15%
- Pente modérée : inclinaison de 16% à 30%
- Pente forte : inclinaison de 31% à 40%
- Pente excessive : inclinaison de 41% et plus

Service de l'aménagement et de l'urbanisme, 2020

Source des données: © Gouvernement du Québec tous droits réservés

MRC DU VAL-SAINT-FRANÇOIS

De culture innovante

N

Cleveland
Ulverton
Richmond
Melbourne
Saint-Claude
Val-Joli
Windsor
Kingsbury
Maricourt
Racine
Valcourt
Canton de Valcourt
Saint-François-Xavier-de-Brompton
Saint-Denis-de-Brompton
Lawrenceville
Bonsecours
Sainte-Anne-de-la-Rochelle
Stoke

Spooner Pond
Lac Denison
Colline McArthur
Colline Spring
Montagnes des Smith
Butte à Moffat
Colline Gallup
Rivière Saint-François
Colline Hardwood
Lac Boissonneault
Colline Melbourne
Montagne du Cinq
Montagne du Douze
Le Dos de Cheval
Mont Chapman
Pic Bald
Monts Stoke
Mont John-Guillemette
Petit Lac Saint-François
Lac Stoke
Mont Valcourt
Lac Miller
Lac Brais
Lac Brompton
Lac Desmarais
Petit Lac Brompton
Lac Montjoie
Lac Stukely

98 143 116 243 88 85 249 55 71 222 220 216

0 5 10
Kilomètres

Élévation

600
300
100

Sommet

Service de l'aménagement et de l'urbanisme, 2020
Source des données: © Gouvernement du Québec tous droits réservés

MRC DU VAL-SAINT-FRANÇOIS

De culture innovante

N

Ulverton
Cleveland
Richmond
Melbourne
Saint-Claude
Val-Joli
Kingsbury
Maricourt
Windsor
Stoke
Racine
Saint-François-Xavier-de-Brompton
Valcourt
Canton de Valcourt
Saint-Denis-de-Brompton
Lawrenceville
Bonsecours
Sainte-Anne-de-la-Rochelle

Spooner Pond
Lac Denison
Rivière Saint-François
Lac Boissonneault
Petit Lac Saint-François
Lac Stoke
Lac Miller
Lac Brais
Lac Brompton
Lac Desmarais
Petit Lac Brompton
Lac Montjoie
Lac Stukely

0 5 10
Kilomètres

TEXTURE DES SOLS

- sable
- sable fin
- sable grossier
- sable limoneux
- variables (rocaillleux / accidenté)
- loam
- loam argileux
- loam limoneux
- loam sableux
- loam sablo-argileux
- loam sableux fin
- argile
- graveleuse
- organique (marécageux / tourbeux)

Service de l'aménagement et de l'urbanisme, 2021
Source des données: © Gouvernement du Québec tous droits réservés

Annexe 3 :
Rapport en un clin d'œil du BAPE pour le projet d'agrandissement du Mont-Orford

LE RAPPORT EN UN CLIN D'ŒIL

Projet de modification de la limite du parc national du Mont-Orford

MANDAT D'ENQUÊTE ET D'AUDIENCE PUBLIQUE DU 13 FÉVRIER AU 29 JUIN 2023

Le projet de modification de la limite du parc national du Mont-Orford permettrait d'ajouter un territoire de plus de 45 km² au parc actuel qui couvre près de 60 km². Il porterait donc la superficie de cette aire protégée à un peu plus de 105 km². Le territoire visé par l'ajout proposé se situe majoritairement au nord du parc national et s'étend dans un axe nord-sud sur une quinzaine de kilomètres. Les MRC du Val-Saint-François et de Memphrémagog, les municipalités de Racine, de Saint-Denis-de-Brompton, du canton d'Orford et du canton de Melbourne ainsi que la ville de Sherbrooke sont directement touchées par le projet.

Le mandat d'enquête et d'audience publique a été confié au BAPE en vertu de la *Loi sur les parcs*.



Alain Thibault

10 **séances** pour mieux comprendre le projet et exprimer son opinion

240 **personnes** présentes aux séances

73 **mémoires** déposés

8 **opinions verbales**

Le rapport contient

192 pages

6 chapitres

34 constats

15 avis

Les rapports du BAPE sont transmis au ministre responsable de l'Environnement. Ils visent à éclairer la prise de décision du Conseil des ministres, à qui il revient d'autoriser ou non les projets.

Pour lire le rapport, CLIQUEZ ICI.

À retenir

Les avis de la commission d'enquête touchent notamment les démarches d'information et de consultation préalables à l'audience publique, la limite de l'agrandissement du parc national du Mont-Orford, l'apport du projet en matière de conservation et d'accessibilité et les répercussions potentielles sur le milieu d'insertion. En voici quelques exemples :

- La commission d'enquête est d'avis que l'agrandissement du parc national du Mont-Orford permettrait de progresser vers l'atteinte de la cible gouvernementale de protection de 30 % du territoire québécois tout en augmentant de façon notable la superficie d'aires protégées de plusieurs municipalités et municipalités régionales de comté accueillant ce projet. Elle estime que ce gain serait d'autant plus important qu'il contribuerait à la protection de territoire dans une partie du Québec où les aires protégées occupent un faible pourcentage de la superficie, et qui est caractérisée par des terres majoritairement privées, par de fortes pressions anthropiques et par la richesse de sa biodiversité.
- La commission d'enquête est d'avis que des rencontres doivent rapidement être tenues par le ministère responsable des Parcs avec des groupes du secteur de la Chaîne-des-Lacs, en collaboration, au besoin, avec la Municipalité du canton d'Orford. Elle estime en outre que, dans une logique d'équité par rapport aux démarches ayant eu lieu avec d'autres groupes de résidentes et de résidents, des délais suffisants devraient être impartis pour faire émerger des solutions.
- La commission d'enquête est d'avis que le ministre et le ministère responsables des Parcs devraient poursuivre leurs communications et leurs démarches avec Les Placements Bombardier afin d'arriver à un compromis permettant un accès public au lac La Rouche.
- La commission d'enquête est d'avis que le ministère responsable des Parcs et la Société des établissements de plein air du Québec devraient dès maintenant mettre en place des comités de bon voisinage. Ces derniers devraient, entre autres, servir de canal de discussion entre les parties prenantes au sujet des problèmes rencontrés et des solutions à apporter pour les résoudre, et ce, tant pendant l'optimisation et l'implantation du concept d'aménagement qu'une fois sa mise en place terminée.

Votre point de vue résonne!

Les points de vue émis par les citoyennes et les citoyens sont résumés dans les rapports du BAPE et permettent au gouvernement de prendre le pouls de la population et de connaitre les préoccupations des gens avant d'autoriser ou non un projet.

Prendre la parole, c'est encourager d'autres personnes à le faire!

LE SAVIEZ-VOUS?

Ce projet est le premier confié au BAPE depuis la modification en mars 2021 à la *Loi sur les Parcs*.

INFORMER CONSULTER ENQUÊTER AVISER

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Québec

Annexe 4 :
Carte du projet d’agrandissement du Mont-Orford

Territoire de l'agrandissement du parc national du Mont-Orford
Plan d'aménagement provisoire

Secteur du Ruisseau-Gulf
Secteur des Cascades
Secteur Mont-des-Trois-Lacs
Secteur du Lac-Montjoie
Secteur du Lac-Fraser

Aire de jeu
Aire de repos
Atelier
Belvédère
Borne de paiement
Boutique Nature
Camping aménagé
Camping Bienvenue cyclistes
Camping rustique
Camp rustique
Centre de services
Chalet
Entrée visiteurs (Voir section 3.4.3)
Escalade
Espace communautaire
Location
Module d'apprentissage vélo de montagne
Navette - Débarcadère
Pavillon de séjour
Point de vue
Prêt-à-camper
Refuge
Relais
Salle de premiers soins
Stationnement
Toilette
Tour d'observation
Chemin d'accès clientèle
Chemin de service
Chien autorisé
Passerelle sur pilotis (vélo / pédestre)
Piste cyclable
Piste partagée (équestre / ch. accès)
Piste partagée (équestre / ch. service)
Piste partagée (vélo / ch. accès)
Piste partagée (vélo / ch. service)
Piste partagée (vélo / équestre)
Randonnée pédestre
Randonnée sur trottoir de bois
Réseau routier
Sentier équestre
Sentiers de l'Estrie (pédestre)
Territoire de l'agrandissement
Territoire du parc national actuel
Traverse routière (Voir section 3.4.2)
Zone de vélo de montagne

Cette carte intègre de l'information géographique de source gouvernementale. Pour des besoins de représentation, certaines données ont subi des transformations et des adaptations qui ont pu modifier la donnée originale.

Données originales utilisées	Années
Banque de données Sépaq	2022
Cartes topographiques à l'échelle de 1/20 000	2000

Sources des données utilisées
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
© Gouvernement du Québec

Projection universelle transverse de Mercator (UTM)
Système de référence nord-américain de 1983 (NAD 83)
Équidistance des courbes de niveau : 10 mètres
Zone 18

N

0 250 500 1 000 1 500 2 000 Mètres

1 : 25 000

370 **DA4**

Projet de modification de la limite du parc national du Mont-Orford

6213-01-007

Sépaq Québec

Annexe 5 :
Bilan des activités du CIBLE dans le Val-Saint-François réalisé en 2022

Bilan CIBLE / MRC Val-Saint-François – Novembre 2022

Les entreprises - Créateurs de Saveurs :

1. Au Blanc Marronnier	2. Les Champs Vermeils
3. Barners Cafés	4. Les Douceurs de l'érable Brien
5. Bleuetière Harmonie Nature	6. Les Gars de saucisse
7. Bouquets Gourmets	8. Les Jardins de Pommes enr.
9. Ferme Fruitière Sévigny	10. Les Jardins Merridor
11. Ferme Les Péchés Moutons	12. Les Vallons de Wadleigh
13. Fromagerie le Campagnard	14. Miellerie Lune de Miel
15. Fromagerie Nouvelle-France	16. Plantations Stéphan Perreault
17. Jardins Zone Orange	18. L'Ardoise, coopérative brassicole
19. La Confrérie Artisans Brasseurs	20. La Ferme Écologique Coopérative d'Ulverton

Les entreprises faisant partie du projet « Souvenirs de cueillette » :

1.	Au Blanc Marronnier	2.	Bleuetière Harmonie Nature
3.	Ferme Fruitière Sévigny	4.	Jardins Zone Orange
5.	Les Champs Vermeils	6.	Les Jardins Merridor
7.	Plantations Stéphan Perreault	8.	Les Jardins de Pommes enr.

Les entreprises faisant partie du circuit « Brasseurs des cantons » :

1. L'ardoise, coopérative brassicole
2. La confrérie artisans brasseurs

Les entreprises faisant partie du circuit des « Têtes fromagères » :

1. Fromagerie Le campagnard
2. Fromagerie Nouvelle-France
3. La ferme écologique coopérative d'Ulverton

Les « Espaces boutiques » Créateurs de Saveurs :

1. Café du Couvent	2. Magasin général du village
3. Intermarché Saint-Denis	4. Miellerie Lune de Miel
5. Le Garde-Manger	6. Soja d'ici
7. Les Gars de saucisse	

Les épiciers complices Créateurs de Saveurs

1. IGA Marché Ouimette Fille et Fils – Valcourt

Résumé :

- 20 entreprises sont membres de Créateurs de saveurs sur notre territoire
    - Sur 180 entreprises participantes dans 9 MRC
    - Ce qui équivaut à 11% de la totalité des entreprises

Brome-Missisquoi	35	19%
Sherbrooke	33	18%
Memphrémagog	22	12%
Val-Saint-François	20	11%
Coaticook	19	11%
Haut-Saint-François	17	9%
Haute Yamaska	16	9%
Granit	11	6%
Des Sources	7	4%
Total	180	100%

- 8 entreprises font partie du projet « Souvenirs de cueillette »
    - Sur 50 entreprises participantes dans 9 MRC
    - Ce qui équivaut à 16% de la totalité des entreprises

Haute Yamaska	10	20%
Haut-Saint-François	9	18%
Val-Saint-François	8	16%
Brome-Missisquoi	7	14%
Memphrémagog	7	14%
Sherbrooke	4	8%
Coaticook	3	6%
Des Sources	1	2%
Granit	1	2%
Total	**50**	**100%**

- 3 entreprises font partie du circuit des « Têtes fromagères »
    - Sur 16 entreprises participantes dans 9 MRC
    - Ce qui équivaut à 19 % de la totalité des entreprises

Brome-Missisquoi	4	25%
Val-Saint-François	3	19%
Coaticook	3	19%
Des Sources	2	13%
Haut-Saint-François	2	13%
Granit	1	6%
Memphrémagog	1	6%
Total	**16**	**100%**

- 2 entreprises dont partie du circuit « Brasseurs des Cantons »
    - Sur 20 entreprises participantes dans 9 MRC
    - Ce qui équivaut à 7% de la totalité des entreprises

Brome-Missisquoi	9	31%
Sherbrooke	6	21%
Memphrémagog	4	14%
Val-Saint-François	2	7%
Coaticook	2	7%
Haut-Saint-François	2	7%
Haute Yamaska	2	7%
Granit	1	3%
Des Sources	1	3%
Total	**29**	**100%**

- 7 entreprises sont des « Espaces boutiques »
    - Sur 34 entreprises participantes dans 9 MRC
    - Ce qui équivaut à 22% de la totalité des entreprises

Sherbrooke	9	26%
Memphrémagog	7	21%
Val-Saint-François	7	21%
Coaticook	5	15%
Granit	4	12%
Haut-Saint-François	1	3%
Haute Yamaska	1	3%
Brome-Missisquoi	0	0%
Des Sources	0	0%
Total	**34**	**100%**

Depuis 2022, **nous avons doublé les points de vente des produits Créateurs de Saveurs dans la MRC**, passant de 4 à 8 (cela inclus les espaces boutiques et les épiciers complices). Au niveau des « Espaces boutiques », cette augmentation nous place au 3ème rang dans les Cantons- de-l'Est.

Pour le développement des « Espaces boutiques », qui s'est fait dans le cadre du développement des circuits touristiques, l'équipe de Créateurs de Saveurs a collaboré avec l'équipe de la MRC. Ils ont fait du démarchage auprès de 8 entreprises et **ont mis sur pied 4 nouveaux « Espaces boutiques »**, impliquant plusieurs rencontres et déplacements de leur part. Leur collaboration fut essentielle à la mise sur pied de ces kiosques de vente.

De plus, dans le cadre du développement des circuits touristiques et des « Espaces boutiques » Créateurs de Saveurs, nous avons créé **des petites pancartes pour promouvoir les circuits touristiques et les produits créateurs de saveurs.** Chaque « Espaces boutique » peut utiliser ces visuels qui témoignent de notre collaboration avec le CIBLE.



Enfin, **19 produits Créateurs de saveurs** sont représentés dans les 4 nouveaux « Espaces boutiques » du VSF.

Autres projets en collaboration :

- Publicité et article sur le défi 100% local 2022 dans le journal l'Étincelle.
- Recrutement de producteurs pour le marché champêtre de l'évènement Go-Van à Pura Vida Lodge & Sup à Saint-François-Xavier-de-Brompton.

Annexe 6 :
Portrait du système alimentaire du Val-Saint-François

Les catégories d'initiaves du système alimentaire de la MRC du Val-Saint-François 2024								
Nombre d'inititaives	**Municipalités**	**Production**	**Transformation**	**Distribution /transport**	**Consommation**	**Éducation**	**Gestion et valorisation**	**Gouvernance**
	Bonsecours							
3	Aménagement comestible Bonsecours	1						
	Chasseurs généreux		1					
	Troc-Jardin			1			1	
	Total	**1**	**1**	**1**	**0**	**0**	**1**	**0**
	Melbourne							
2	Marché champêtre de Melbourne			1				
	Troc-Jardin			1			1	
	Total	**0**	**0**	**2**	**0**	**0**	**1**	**0**
	Racine							
3	Marché Locavore Racine			1				
	Comité agricole							1
	Point de chute des légumes des Bio-Locaux (CAPÉ)			1				
	Total	**0**	**0**	**2**	**0**	**0**	**0**	**1**
	Richmond							
10	Popote roulante du CAB de Richmond		1	1	1			
	Aide aux emplettes du CAB de Richmond			1		1		
	Dépannage alimentaire des Tabliers en folie			1				
	Cuisines collectives des Tabliers en folie		1		1			
	Essaye-le don des Tabliers en folie			1				
	Récupération des surplus du Maxi des Tabliers en folie						1	
	Troc-Jardin			1			1	
	De ton jardin à mon bedon			1	1			
	Repas communautaire			1	1			
	Boîte de partage de semence			1				
	Total	**0**	**2**	**8**	**4**	**1**	**2**	**0**
	Saint-Denis-de-Brompton							
3	De ton jardin à mon bedon			1	1			
	Troc-Jardin			1			1	
	Boîte de partage de semences			1				
	Total	**0**	**0**	**3**	**1**	**0**	**1**	**0**
	Saint-François-Xavier-de-Brompton							
6	Jardin communautaire	1						
	Comité agricole							1
	Point de chute des légumes des Bio-Locaux (CAPÉ)			1				
	Troc-Jardin			1			1	
	Programmation de formations sur le jardinage				1			
	Plan de développement de communauté nourricière							1
	Total	**1**	**0**	**2**	**1**	**0**	**1**	**2**

Les catégories d'initiaves du système alimentaire de la MRC du Val-Saint-François 2024								
Nombre d'inititaives	**Municipalités**	**Production**	**Transformation**	**Distribution /transport**	**Consommation**	**Éducation**	**Gestion et valorisation**	**Gouvernance**
	Stoke							
4	Marché public			1				
	De ton jardin à mon bedon			1	1			
	Troc-Jardin			1			1	
	Boîte de partage de semences			1				
	Total	**0**	**0**	**4**	**1**	**0**	**1**	**0**
	Valcourt							
12	Jardin communautaire Valcourt	1						
	Point de chute Marchand Duff			1				
	Popote roulante CAB de Valcourt		1	1	1			
	Dépannage alimentaire CAB de Valcourt			1				
	Cuisines collectives Valcourt		1		1			
	Groupe de cuisine école l'Odyssée		1		1	1		
	Récupération d'aliments dans les commerces						1	
	Frigo partage, Écoles Chanterelle et l'Odyssée			1			1	
	De ton jardin à mon bedon			1	1			
	Troc-Jardin			1			1	
	Repas communautaires				1			
	Boîte de partage de semences			1				
	Total	**1**	**3**	**7**	**5**	**1**	**3**	**0**
	Windsor							
12	Jardin communautaire de Windsor	1						
	Serre solaire passive et jardin École secondaire du Tournesol	1				1		
	Un fermier à mon école			1	1	1		
	Récupération d'aliments dans les commerces CAB de Windsor						1	
	Potager et forêt nourricière école Saint-Philippe	1				1		
	Garde-manger à partager de la Maison dela famille des Arbrisseaux			1			1	
	Dépannage alimentaire d'urgence Maison de la famille des Arbrisseaux			1				
	Aide alimentaire à Windsor - Action partage			1				
	Dépannage alimentaire CAB de Windsor			1				
	Popote roulante CAB de Windsor		1	1	1			
	Troc-jardin			1			1	
	Boîte de partage de semences			1				
	Total	**3**	**1**	**8**	**2**	**3**	**3**	**0**
55	**Total MRC VSF**	**6**	**7**	**37**	**14**	**5**	**13**	**3**
	Pourcentage des catégories d'initiaves	**7%**	**8%**	**44%**	**16%**	**6%**	**15%**	**4%**

Annexe 7 :
Carte synthèse réalisée par Jimmy Mayrand dans le cadre du PACES Estrie pour le Val-Saint-François

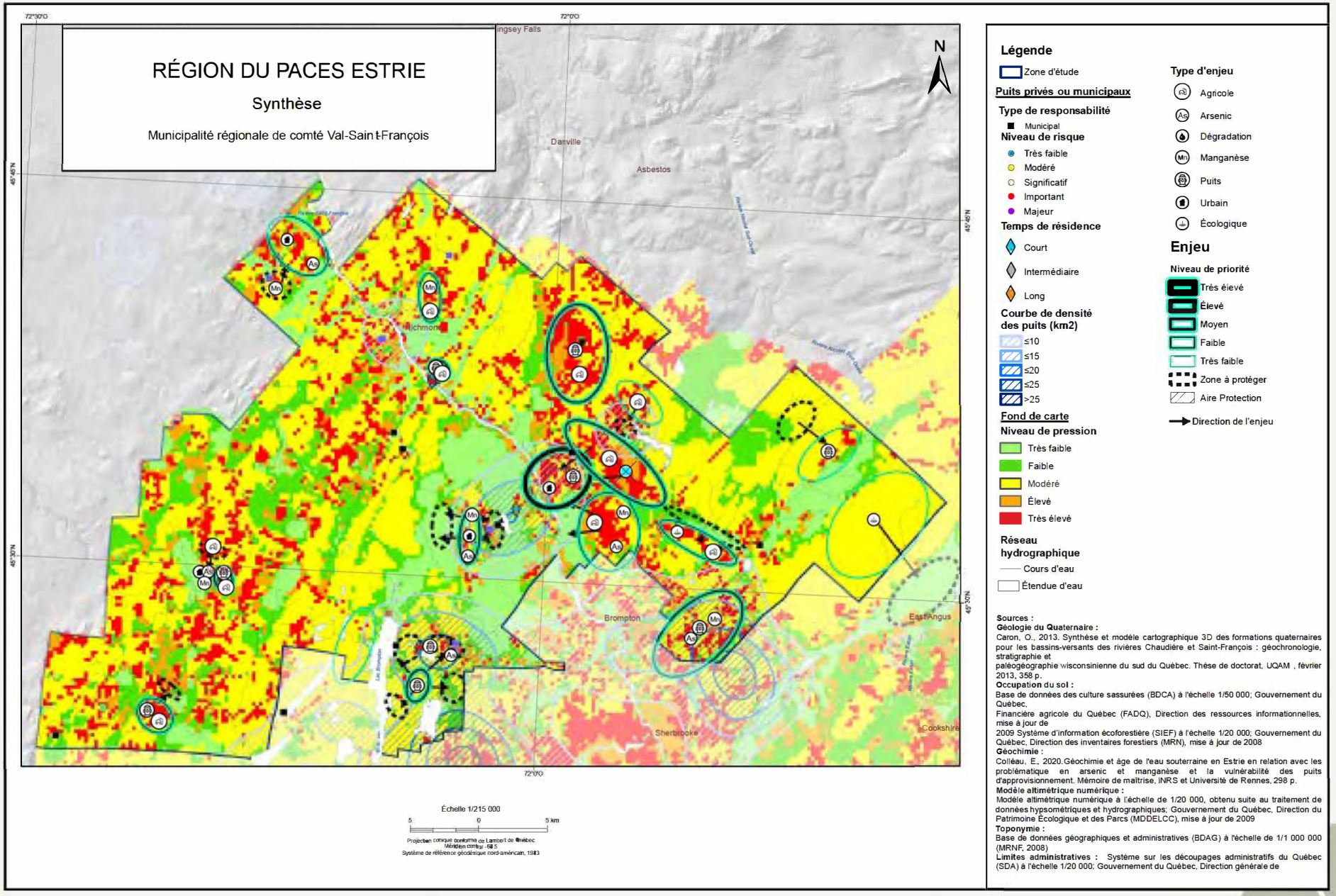


Figure 20. Carte synthèse du territoire de la MRC du Val-Saint-François.

PDZA 2024 2029

MRC DU VAL-SAINT-FRANÇOIS

Révision

PDZA 2024

Plan de développement de la zone agricole

MRC DU VAL-SAINT-FRANÇOIS



MRC DU VAL-SAINT-FRANÇOIS

De culture innovante